



Afrique de l'Ouest et du Centre

L'EDUCATION EN SITUATIONS D'URGENCE

Guide du facilitateur



2010

Table des matières

Liste des sigles	3
Bienvenue	5
Tableau des ressources de WCAR pour l'éducation en situations d'urgence	9
Session d'ouverture: Accueil, présentations et aperçu du programme	18
Session 0 : Facilitation et évaluation de la formation	20 / 34
Session 1 : Situations d'urgence et leur impact sur les enfants et l'éducation	41
Session 2 : Pourquoi l'éducation en situations d'urgence	44
Session 3 : Cadre pour l'éducation en situations d'urgence : Normes minimales de l'INEE	54
Session 4 : Composantes techniques de l'éducation en situations d'urgence	64
Session 5 : Coordination du secteur/cluster de l'éducation	71
Session 6 : Scénario d'urgence et cartographie des capacités	88
Session 7: Évaluation préliminaire de l'éducation en situations d'urgence	101
Session 8 : Planification de l'intervention d'éducation en situations d'urgence	128
Session 9 : Ressources humaines et financières	139
Session 10 : Le développement de la petite enfance avant, pendant et après les situations d'urgence	153
Session 11 : Adapter ce qui est enseigné à la situation d'urgence	165
Session 12 : L'inclusion dans l'éducation en situations d'urgence	174
Session 13 : Préparation et interventions d'éducation en situations d'urgence pendant et après un conflit armé	189
Session 14 : Appui psychosocial et stratégies psychosociales	203
Session 15 : Choix et formation des enseignants en situation d'urgence	216
Session 16 : Espaces temporaires d'apprentissage	232
Session 17 : Réduction des risques de catastrophes dans l'éducation	245
Session 18 : Transition et reconstruction : Reprise de l'éducation normale	259
Session 19 : Réhabilitation et construction des écoles	273
Session 20 : Suivi et évaluation de l'éducation en situations d'urgence	284
Session 21 : Préparation, renforcement des capacités et planification d'urgence	300
Session 101 : Fournitures et logistique pour l'éducation en situations d'urgence	319
Session 102 : Interventions d'éducation dans les situations d'urgence sanitaire	333
Session de conclusion : Messages clés de l'atelier et évaluation finale	345
Glossaire choisi	349

Liste des sigles

ARC	Action pour les droits de l'enfant
APE	Association des Parents d'Elèves
BTS	Campagne « Back to School » (Retour à l'école)
CAP	Consolidated Appeals Process (Processus d'appels consolidé)
OCB	Organisation communautaire de base
CCR	Conflict Risk Reduction (Réduction des risques de conflits)
CdC	Code de conduite
CEDEF	Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard les femmes
CERF	Fonds central d'intervention d'urgence
CICR	Comité international de la Croix Rouge
CPIA	Comité permanent inter-agences
CRC	Convention sur les droits de l'enfant
CSNU	Conseil de sécurité des Nations Unies
CSO	Civil Society Organisation (organisation de la société civile)
CVD	Comité villageois de développement
DPE	Développement de la petite enfance
DRR	Disaster Risk Reduction (Réduction des risques de catastrophes – RRC)
EAE	Espaces amis des enfants
EiE	Éducation dans les situations d'urgence
EMIS	Éducation Management and Information System (Système de gestion et d'information pour l'éducation)
EPR	Emergency Preparedness and Response (Préparation et réponse à l'urgence)
EPRP	Emergency Preparedness and Response Plan (Plan de préparation et réponse à l'urgence)
EPT	Éducation pour tous
ESAR	Eastern and Southern Africa Region (Région Afrique de l'Est et Afrique Australe, UNICEF)
ESARO	Eastern and Southern Africa Regional Office (Bureau régional pour l'Afrique de l'Est et l'Afrique Australe, UNICEF)
FICR	Fédération internationale de la Croix Rouge et du Croissant Rouge
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population (<i>Auparavant : Fonds des Nations Unies pour les activités pour la population</i>)
FTI	Initiative Fast Track
HCR	Haut commissariat pour les réfugiés, ONU
HFA	Hyogo Framework for Action (Cadre Hyogo pour l'action)
HRW	Human Rights Watch
IASC	Inter-Agency Standing Committee
IEC	Information, éducation et communication
IED	Improvised Explosive Device (engin explosif improvisé)
IIEP	Institut international de l'UNESCO pour la planification de l'éducation,
INEE	Réseau inter-agences pour l'éducation dans les situations d'urgence
IRC	International Rescue Committee
MRE	Mine Risk Education (Éducation aux risques des mines)
MST	Maladie sexuellement transmissible
NDMA	National Disaster Management Agency (Agence nationale de gestion des catastrophes)
NFI	Non-Food Item (article non alimentaire)
NM de l'INEE	Normes minimales pour l'éducation en situations d'urgence, de crise chronique et de début de reconstruction
NRC	Norwegian Refugee Council
OCHA	Bureau de coordination des affaires humanitaires
OEV	Orphelins et enfants vulnérables
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement

OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONGI	Organisation non gouvernementale internationale
ONUSIDA	Programme des Nations Unies sur le VIH/Sida
OSRSG	Bureau du représentant spécial du Secrétaire Général
PAM	Programme alimentaire mondial
PDIP	Personne déplacée à l'intérieur de son propre pays
PHC	Primary Health Care (soins de santé primaire)
PIB	Produit intérieur brut
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PTA	Parent-Teacher Association (Association parents-enseignants)
RALS	Rapid Assessment of Learning Spaces (Évaluation préliminaire rapide des espaces d'apprentissage)
S&E	Suivi et évaluation
SCA	Save the Children Alliance
SGBV	Sexual and Gender-Based Violence (Violence sexuelle et de genre)
SITREP	Situation Report (Rapport de situation)
SMC	School Management Committee (Comité de gestion d'école)
SWAp	Sector Wide Approach (Approche au niveau de tout un secteur)
UNCT	UN Country Team (Équipe de pays de l'ONU)
UNDMTP	Programme des Nations Unies de formation à la gestion des catastrophes
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
USAID	United States Agency for International Development (Agence des États-Unis pour le développement international)
UXO	Munitions non explosées
VCT	Voluntary Counselling and Testing (Accompagnement et tests volontaires)
VIPP	Visualisation dans les programmes participatifs (connue aussi sous le signe ZIP)
WASH	Water, Sanitation and Hygiene (Eau, assainissement et hygiène)
WATSAN	Eau et assainissement
WCAR	West and Central Africa Region (région Afrique de l'Ouest et du Centre)
WCARO	West and Central Africa Regional Office Unicef (Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, Unicef)

Bienvenue

Bienvenue dans ce guide sur l'éducation en situations d'urgence !
Veillez lire ceci avant le début de la première session.

Vous allez vous informer sur l'éducation dans les situations d'urgence et, en même temps, en tant que futur formateur, vous allez apprendre des techniques de facilitation et vous préparer à faire cette formation pour d'autres.

Matériel de la trousse de formation

Le matériel de la trousse de formation consiste en :

- Ce Guide du facilitateur pour les formateurs, avec 21 sessions principales et deux sessions optionnelles
- Des présentations Power Point d'accompagnement pour chacune des sessions (fournies sur CD).
- Un CD, contenant des exemplaires électroniques du Guide du facilitateur et des présentations PowerPoint, ainsi que des documents qui accompagnent certaines sessions de l'atelier.

Objectifs, contenu et structure des matériels de formation

Les objectifs de cet atelier, avec ces matériels de formation, sont de vous permettre de :

1. Apprendre la théorie et la pratique de l'éducation en situations d'urgence ;
2. Vous préparer à travailler dans l'éducation en situation d'urgence et à répondre le mieux possible ;
3. Découvrir les capacités de la population affectée et des organisations partenaires et identifier les rôles et les responsabilités permettant une coordination efficace ;
4. Créer un plan pour renforcer les capacités au niveau national et local et au niveau de la province ou du district ;
5. Créer un plan pour informer la politique nationale, la planification et le budget pour l'éducation pour que l'éducation en situations d'urgence soit abordée d'une manière plus systématique et durable ;
6. Pouvoir faire la formation au niveau du pays et au niveau provincial/local.

Il y a 20 sessions principales et deux sessions optionnelles, qui suivent l'ordre général suivant ; plusieurs scénarios sont utilisés pour illustrer.

- Les justifications d'une discipline distincte d'éducation dans les situations d'urgence (EiE) en tant qu'intervention humanitaire.
- Les cadres établis pour l'EiE, comme les normes (gouvernements, normes minimales de l'INEE), composantes techniques et actions à prendre, appelées dans ce manuel « *l'intervention* ».
- Mécanismes de coordination dans le secteur de l'éducation et en quoi ils peuvent être utiles.
- Les actions nécessaires pour planifier et mettre en œuvre une intervention d'éducation d'urgence, avec les composantes allant de l'évaluation préliminaire jusqu'au suivi et à l'évaluation.

Les modules ont à peu près la même présentation.

D'abord, une présentation des nouvelles informations, faite en partie par PowerPoint, puis au moins un exercice qui vous demande (et plus tard, qui demande aux personnes que vous formerez) d'appliquer les concepts grâce à des activités.

Un scénario vous est suggéré et il est examiné dans différentes sessions. Il est aussi recommandé d'utiliser des scénarios locaux.

Diverses méthodes sont utilisées pour vous familiariser avec différentes techniques de formation.

Organisation d'une session

Chaque plan de session fournit des informations sur

- Les objectifs pédagogiques
- Les points clés
- La durée prévue
- Les méthodes suggérées
- Le matériel/les ressources nécessaires
- La préparation préalable nécessaire
- Les documents correspondant à cette session sur le CD WCAR

Des instructions détaillées sont fournies sur la facilitation des sessions, avec des références aux diapositives PowerPoint qui accompagnent chaque session.

Présentations PowerPoint

Pour chaque session, il y a une présentation PowerPoint.

Le PowerPoint ne doit pas être la même chose que le texte imprimé.

Une diapositive PowerPoint résume ou éclaire les points principaux. **Personne ne doit lire tout le PowerPoint.** Il s'agit plutôt d'un guide pour le texte. Certaines diapositives PowerPoint montrent une image ou un diagramme.

Il y a une diapositive avec le titre, suivi d'une autre avec les objectifs pédagogiques. Souvent, le même contenu est imprimé dans le texte, mais la formulation et les points mis en avant peuvent être légèrement différents.

Faites attention à la vitesse à laquelle les participants lisent. Cela a une grande importance pour la vitesse à laquelle ils peuvent parcourir les matériels.

Il y a des instructions pour vous dans le texte.

Il est fortement recommandé d'adapter la diapositive PowerPoint à votre pays.

Allocation du temps pour les sessions

Les durées suggérées des sessions sont indiquées, en se basant sur un atelier de 5 jours. Ces durées supposent que les participants ont lu une partie des documents à l'avance, il est donc important de leur en parler à la fin de la journée précédente.

Si votre atelier est plus long ou plus court, **vous devrez adapter ces durées**. Il faut noter qu'une décision importante à prendre pour la formation est que la simulation de l'intervention d'urgence peut être traitée de diverses manières.

Si l'atelier est prévu pour durer moins de 4 ½ ou 5 jours, envisagez de :

- **Raccourcir certaines des sessions** en omettant des exercices ou en les faisant en plénière.
- **Omettre des sessions qui ne sont pas prioritaires** pour le contexte local.
- **Rallonger la durée de chaque journée** de l'atelier de 30 ou 45 minutes.

Certaines des sessions contiennent un exercice et certaines en ont plusieurs. Les facilitateurs peuvent **décider de supprimer des exercices, selon le temps disponible ou l'expérience des participants** et leur style d'apprentissage. Beaucoup des exercices peuvent être faits en plénière si on a trop peu de temps.

Adapter le contenu et les matériels aux contextes locaux

L'analyse de cas dans les sessions 3-4 et le scénario du Momaland, utilisé à partir de la session 6 ne sont prévus que **comme exemples**.

Vous pouvez remplacer l'étude de cas sur le tsunami dans les sessions 3-4 par une urgence concernant votre propre pays. Vous pouvez l'utiliser pour faire une analyse rétrospective pour évaluer votre intervention. Cela est fortement recommandé.

Pour la simulation du Momaland, **il est recommandé que les pays élaborent leur propre scénario**, basé sur une urgence similaire dans leur propre contexte.

Les scénarios élaborés pour des plans d'urgence sont d'excellents matériels à utiliser, car ils sont basés sur des analyses de groupes de travail inter-agences.

**Exemple de programme pour cinq jours
Toutes les sessions**

Heure	Jour 1	Jour 2	Jour 3	Jour 4	Jour 5
Matin	Inscription/ accueil/ présentations	Session 4 : Composantes techniques de l'éducation en situations d'urgence	Session 9 : Ressources humaines et financières	Session 14 : Appui psychosocial et stratégies psychosociales	Session 19 : Réhabilitation et construction des écoles
	Session 0 : Facilitation de la formation et évaluation dans la formation	Session 5 : Coordination du secteur/cluster de l'éducation	Session 10 : Le développement de la petite enfance avant, pendant et après les situations d'urgence	Session 15 : Choix et formation des enseignants en situation d'urgence	Session 20 : Suivi et évaluation de l'éducation en situations d'urgence
	Pause	Pause	Pause	Pause	Pause
	Session 1 : Situations d'urgence et leur impact sur les enfants et l'éducation	Session 6 : Scénario d'urgence et cartographie des capacités	Session 11 : Adapter ce qui est enseigné à la situation d'urgence	Session 16 : Espaces temporaires d'apprentissage	Session 21 : Planification des actions pour : <ul style="list-style-type: none"> • La préparation et les plans d'urgence • La cartographie des capacités • La politique et la planification • La généralisation de la formation
	Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner	Déjeuner
Après- midi	Session 2 : Pourquoi l'éducation en situations d'urgence	Session 7 : Évaluation préliminaire de l'éducation en situations d'urgence	Session 12 : L'inclusion dans l'éducation en situations d'urgence	Session 17 : Réduction des risques de catastrophes dans l'éducation	Session 21 : (Suite) <ul style="list-style-type: none"> • Plan d'action
	Pause	Pause	Pause	Pause	Pause
	Session 3 : Cadre pour l'éducation en situations d'urgence : Normes minimales	Session 8 : Planification de l'intervention d'éducation en situations d'urgence	Session 13 : Préparation et interventions d'éducation en situations d'urgence pendant et après un conflit armé	Session 18 : Transition et reconstruction : Reprise de l'éducation normale	Conclusion et évaluation
	Conclusion du jour 1	Conclusion du jour 2	Conclusion du jour 3	Conclusion du jour 4	

Tableau des ressources de WCAR pour l'éducation dans les situations d'urgence
--

Dans le Guide du facilitateur et le CD-Rom

Session	Guide du Facilitateur	CD-Rom (English)	CD-Rom (Français)
0. Facilitation et évaluation de la formation	<p><i>Facilitation:</i> Document 1 : « Fiches de données pour la facilitation »¹</p> <p><i>Evaluation:</i> Document 2 : Modèle de Kirkpatrick</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Training Facilitation Preparation Tools ▪ Facilitator's Toolkit-ARC ▪ Organising Training-NRC ▪ The Art of Facilitation ▪ Training Guide and Training Techniques-Unesco ▪ Writing Learning Objectives ▪ Ice breakers + Internet link ▪ 100 ways to energise groups ▪ Using Powerpoint ▪ Facilitation skills Resource Portal ▪ Evaluating Training Programs ▪ Kirkpatrick's Four-Level Evaluation Model ▪ Evaluating training ▪ Evaluation of Training Session-Participants ▪ Training Session Questionnaire-Participants ▪ Training Session Evaluation Sheet-Facilitators ▪ Evaluation tools + note 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Animation de la formation – Boîte à outils ▪ Dossier d'outils pédagogiques - ARC ▪ Principes directeurs pour l'administration et la conduite d'un atelier - UNESCO ▪ Outils de la formation (lien internet) ▪ Portail Ressources (lien internet) ▪ Fiche Présentation Powerpoint ▪ Évaluation des effets d'une formation ▪ Evaluer une action de formation ▪ Le modèle Kirkpatrick (lien internet) ▪ Fiche évaluation session – Formateurs ▪ Fiche évaluation session – Formateurs (version 2) ▪ Questionnaire - Participant ▪ Outils d'évaluation + note
2. Pourquoi l'éducation en situations d'urgence	<p>Document 2.1 : Pourquoi l'éducation en situations d'urgence</p> <p>Document 2.2 : Pourquoi donner la priorité à l'éducation dans les situations d'urgence ?</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ IASC Education Cluster Education in Emergencies Talking Points - Making the Case ▪ Talking Points: Education in Emergencies, INEE and the Minimum Standards for Education: Preparedness, Response, Recovery – INEE 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Eduquer dans les situations d'urgence et de crise-Unesco ▪ Planifier l'éducation en situation d'urgence et de reconstruction ▪ Votre droit à l'éducation + Guide utilisateur ▪ L'éducation dans les situations d'urgence - Revue Migration forcée ▪ Education - ARC ▪ Fiches d'information sur la protection de l'enfant - Unicef ▪ Intervention éducative rapide en situation d'urgence ▪ L'éducation dans les situations d'urgence et pour la reconstruction Approche axée sur le développement ▪ Education-Principes

¹ Certaines des techniques de facilitation ont été adaptées du Guide des facilitateurs, UNICEF ROSA, 2006, qui se base sur des matériels de What's Your Role, Stone, R ; Facilitator Training Manual, Peace Education Program, INEE, en collaboration avec l'UNICEF, le HCR et l'UNESCO ; et Child Labour and Education – A Training Manual for Education Practitioners, ILO/IPEC.

Session	Guide du Facilitateur	CD-Rom (English)	CD-Rom (Français)
3. Cadre pour l'éducation en situations d'urgence: Les Normes Minimales de l'INEE	Document 3.1 : Normes minimales pour l'éducation en situations d'urgence, de crise chronique et de début de reconstruction Document 3.2 : Étude de cas du tsunami (ou étude de cas intéressante dans le pays) Document 3.3 : Étude de cas de l'application des Normes minimales pour l'éducation dans des situations d'urgence. Document 3.4 : Actions de préparation et réponse pour les NM de l'INEE	<ul style="list-style-type: none"> ▪ INEE MS Handbook ▪ The Sphere-INEE companionship ▪ INEE MS Reference Tool 	directeurs – HCR <ul style="list-style-type: none"> ▪ INEE Normes minimales ▪ Outil de référence - INEE ▪ Relations Normes minimales INEE et SPHERE
4. Composantes techniques de l'éducation en situations d'urgence	Document 4.1 : Cadre conceptuel pour les phases de l'urgence. Document 4.2 : Composantes techniques de l'éducation en situations d'urgence et domaines correspondants des NM de l'INEE Document 3.2 : Analyse de cas (tirée de la Session 3).	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Guidebook for planning education in emergencies - UNESCO + summary 	
5. Coordination du secteur/cluster de l'éducation	Document 5.1 : Objectifs du Cluster éducation tels qu'ils sont présentés dans la note de directives du CPIA Document 5.2 : Liste de contrôle pour les actions de coordination du secteur/cluster d'éducation Document 5.3 : De meilleures réunions de coordination de cluster : Directives du CPIA Document 5.4 : Exemple de termes de référence pour un cluster Document 5.5 : Actions de préparation et de réponse pour la coordination	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cluster Lead ToR - IASC ▪ Cross Cutting Issues for Cluster Leads - IASC ▪ UNICEF - Save the Children MOU Annex 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Cluster Education-INEE ▪ Note d'orientation IASC - Mise en oeuvre de l'approche de responsabilité sectorielle ▪ Note d'orientation IASC - Approche de responsabilité sectorielle ▪ TdR génériques pour le Cluster Lead – CPIA
6. Scénario d'urgence et cartographie des capacités	Document 6.1 : Outil de cartographie des capacités par composantes. Document 6.2 : Outil de cartographie des capacités par zone géographique.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Alternatif Scenario : Refugee Influx into Romaland 	
7. Evaluation préliminaire de l'éducation en situations d'urgence	Document 7.1 : Exemple d'évaluation préliminaire multisectorielle Document 7.2 : Données d'évaluation préliminaire	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Assessment and Analysis Guidelines – IASC ▪ Ongoing Emergency Assessment: Flood Affected Refugee Camps, Dadaab, 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Méthodologie évaluation rapide assistance humanitaire ▪ Petit Guide Evaluation Rapide, Cluster Education

Session	Guide du Facilitateur	CD-Rom (English)	CD-Rom (Français)
	<p>multisectorielle</p> <p>Document 7.3 : Outil de planification pour une évaluation préliminaire rapide de l'éducation</p> <p>Document 7.4 : Exemple d'évaluation préliminaire de l'éducation – école individuelle</p> <p>Document 7.5 : Étude de cas d'information et de communication</p> <p>Document 7.6 : Exemple d'organigramme de gestion de l'information pour les données et les informations issues de l'évaluation</p> <p>Document 7.7 : Actions de préparation et de réponse pour l'évaluation préliminaire de l'éducation</p>	<p>Kenya</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Education Needs Assessment (ENA) Toolkit, Education Cluster ▪ Short Guide Education Needs Assessment, Education Cluster 	
<p>8. Planification de l'intervention d'éducation en situations d'urgence</p>	<p>Document 8.1 : Données d'évaluation préalable rapide de l'éducation – 3 semaines</p> <p>Données collectées auparavant</p> <p>Document 8.2 : Analyse des données pour la planification de l'intervention d'éducation</p> <p>Document 8.3 : Exemple d'outil de planification d'une intervention d'urgence</p>		
<p>9. Ressources humaines et financières</p>	<p>Document 9.1 : Outil de planification de l'identification et de la mobilisation du personnel.</p> <p>Document 9.2 : Exemple de termes de référence pour le coordonnateur d'un programme d'éducation d'urgence.</p> <p>Document 9.3 : Exemple d'appel d'urgence : Secteur de l'éducation</p> <p>Document 9.4 : Actions de préparation et de réponse pour les ressources humaines et financières</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ CAP Liberia 2006 ▪ CAP Guidelines ▪ CAP Leaflet ▪ Humanitarian Funding Overview ▪ IASC Flash Appeal Guidelines ▪ Cheat Sheet: Appeals and CERF 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ CAP RCA 2010 ▪ CAP Information ▪ CERF Critères et procédures ▪ CERF Formuler des demandes
<p>10. Le développement de la petite enfance avant, pendant et après les situations d'urgence</p>	<p>Document 10.1 : Quelques notions sur le développement de la petite enfance.</p> <p>Document 10.2 : Les avantages des programmes de développement de la petite enfance.</p> <p>Document 10.3 : Matrice pour l'élaboration</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Early Childhood Care? Development? Education? - UNESCO Policy Brief on Early Childhood ▪ Early Childhood Care and Development in Emergencies, Principles and practice - The Consultative Group on ECCD&INEE ▪ ECD Kit Guidelines for 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Protection et éducation de la petite enfance - Rapport EPT 2007-Unesco ▪ Planification des politiques pour le développement de la petite enfance ▪ Le DPE, une stratégie importante pour améliorer les résultats de l'éducation-ADEA ▪ Protection et éducation de la

Session	Guide du Facilitateur	CD-Rom (English)	CD-Rom (Français)
	des priorités.	<ul style="list-style-type: none"> caregivers - UNICEF ▪ ECD Kit Handbook for caregivers – UNICEF ▪ ECD Unicef Resource pack ▪ Early Childhood Development – IIEP ▪ ECD, Good practice guide – INEE ▪ Early Childhood Care and Education in emergency situations – UNESCO ▪ ECD Guidelines for Emergencies, The Balkans -Save the Children ▪ Early Childhood Care and Education - A Trainer's Manual 	<ul style="list-style-type: none"> petite enfance - RDC ▪ Stratégies pour atteindre EPT et d'éducation de la petite enfance
11. Adapter ce qui est enseigné à la situation d'urgence	<p>Document 11.1 : Cadre d'apprentissage pour les enfants touchés par les situations d'urgence</p> <p>Document 11.2 : Outil de planification des programmes d'éducation d'urgence</p> <p>Document 11.2 : Actions de préparation et de réponse pour les programmes scolaires d'urgence</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Activities for Alternative Schools - UNICEF ▪ Mine Risk Education - Child to Child ▪ Environmental Education Training of Trainers - UNESCO ▪ Health Education Curriculum for Kindergarten - IRC ▪ Peace Education Teacher Training Manual - INEE ▪ Peace Education Curriculum - Liberia ▪ Peace Education Module – UNICEF Solomon Islands ▪ Rapid Education Response, Teachers Guide - UNICEF Liberia ▪ Teacher Emergency Package Guide - NRC & UNESCO ▪ HIV/AIDS Prevention Education, Teachers Guide - UNICEF ▪ Life Skills Based Hygiene Education ▪ Child Hygiene and Sanitation Training - Somalia ▪ Children Living in Camps, Activities - Child-to-Child 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Principes d'enrichissement des programmes scolaires - Margaret Sinclair ▪ La tolérance, Manuel éducatif –Unesco ▪ Manuel pour l'éducation aux droits de l'homme ▪ L'enseignement des droits de l'homme ▪ Education sanitaire- Sida- Livre du formateur ▪ La sensibilisation au danger des mines
12. L'inclusion dans l'éducation en situations d'urgence	<p>Document 12.1 : Quelques obstacles à l'accès à l'éducation en situations d'urgence</p> <p>Document 12.2 : Outil : Stratégies d'inclusion pour l'éducation en situations d'urgence</p> <p>Document 12.3 : Définitions et concepts clés utilisés dans l'examen de la notion de genre</p> <p>Document 12.4 : Stratégies de prévention dans les écoles pour les violences liées au</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Guinea and Sierra Leone: Mitigation of Sexual Abuse ▪ Central African Republic: Girls Participation and Hygiene Kits ▪ DRC: Girls' Discussion Groups and Hygiene Kits ▪ Nepal: Integrated Former Girl Combatants ▪ Gender Teacher Training NRC ▪ Pocket Guide on Inclusion – INEE ▪ Embracing Diversity Tool Kit - UNESCO ▪ IASC Guidelines for Gender 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ L'éducation intégratrice- Unesco ▪ Les besoins des enfants dans les classes intégratrices - Guide enseignant ▪ Déclaration de Salamanque et Cadre d'action pour l'éducation et les besoins spéciaux ▪ Genre et Education pour tous -Unesco ▪ Education et égalité des genres – Oxfam ▪ Egalité des sexes et éducation dans les situations d'urgence

Session	Guide du Facilitateur	CD-Rom (English)	CD-Rom (Français)
	<p>sexe et au genre Document 12.5 : Actions de préparation et de réponse pour le genre et l'inclusion</p>	<p>Based Violence Interventions</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Gender in Emergencies Handbook-SC ▪ Cross cutting issues – INEE ▪ Gender Handbook - IASC 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Evaluation relation maîtres-élèves, du point de vue des filles – Unesco ▪ INEE – Guide de poche sur l'éducation inclusive
<p>13. Préparation et interventions d'éducation en situations d'urgence pendant et après un conflit armé</p>	<p>Document 13.1 : L'impact des conflits armés sur les droits des enfants à l'éducation Document 13.2 : Politiques et décisions pour protéger les enfants affectés par des conflits armés Document 13.3 : Approches pour permettre l'accès à l'éducation pendant et après un conflit armé Document 13.4 : Exercice de préparation et de planification d'intervention pour l'éducation dans un conflit armé Document 13.5 : Actions de préparation et de réponse pendant et après un conflit armé</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Helping Children Outgrow War ▪ Children Living with Armed Conflict 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Education et conflit-Migration forcée ▪ Des enfants, pas des soldats-SC ▪ Enfants soldats-ARC ▪ Les enfants soldats, Prévenir, démobiliser et réintégrer-Banque mondiale ▪ Traverser les ponts et négocier les rivières-SC
<p>14. Appui psychosocial et stratégies psychosociales</p>	<p>Document 14.1 : Outil pour reconnaître les symptômes du stress chez les enfants dans les situations d'urgence Document 14.2 : Besoins en appui psychosocial et stratégies psychosociales pour les enfants dans des situations d'urgence Document 14.3 : Liste de contrôle tirée des Directives du CPIA sur la santé mentale et l'appui psychosocial dans des situations d'urgence. Document 14.4 : Activités pour les enfants après des événements stressants, par âge Document 14.5 : Outil pour concevoir un programme de deux semaines en appui psychosocial Document 14.6 : Actions de préparation et de réponse pour des</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Psychosocial Teacher Training Guide - IRC ▪ Psychosocial Play and Activity Book For Children and Youth Exposed to Difficult Circumstances - UNICEF- MENA 2002 ▪ Psychosocial support – NRC ▪ Training Teachers to meet Psychosocial Needs-INEE ▪ INEE MS: Psychosocial Checklist ▪ Guidelines on Mental Health Support ▪ Children's Stress 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Promouvoir le bien-être social chez les enfants touchés par le conflit armé et le déplacement ▪ Les besoins psychosociaux des enfants et adolescents victimes de conflits ▪ Aider les enfants à gérer les tensions dues à la guerre - Manuel pour parents et enseignants ▪ Liste de contrôle pour un bilan psychosocial – INEE ▪ Directives du CPIA concernant la santé mentale et le soutien psychosocial dans les situations d'urgence – IASC ▪ Travailler avec les enfants – ARC ▪ Guide enseignant Création Classes Curatives – IRC ▪ Outils enseignants Création des Classes Curatives – IRC ▪ Le stress des enfants

Session	Guide du Facilitateur	CD-Rom (English)	CD-Rom (Français)
	stratégies d'appui psychosocial		
15. Choix et formation des enseignants	<p>Document 15.1 : Principales mesures de mobilisation et de formation des enseignants</p> <p>Document 15.2: Formation des enseignants</p> <p>Document 15.3: Sélection d'instituteurs</p> <p>Document 15.4: Exemple de termes de référence pour le facilitateur communautaire bénévole</p> <p>Document 15.5: Exemple de code de conduite pour les enseignants</p> <p>Document 15.6: Stratégies pour la rémunération, les mesures incitatives et la certification des enseignants</p> <p>Document 15.7 : Deux programmes (Zambie et Soudan)</p> <p>Document 15.8 : Appui pour les enseignants</p> <p>Document 15.9: Actions de préparation et de réponse pour la mobilisation et la formation des enseignants et d'autres personnels d'éducation</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ INEE Guidance on Teacher Compensation ▪ What is Different about Teacher Training in Situations of Emergency? ▪ What Do Teachers Need to Learn? ▪ Summary of Suggested Strategies: Teaching and Learning Methods ▪ Creation of a Teaching Force in an Emergency - Echo Bravo ▪ Child protection in Schools – Save the Children ▪ Teacher's Workshop: Managing Children's behaviour and keeping children safe at school – Save the Children 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rémunération des enseignants - INEE ▪ Le Bon Enseignant ▪ Accroître l'efficacité des enseignants – Unesco ▪ Petit guide à l'usage de ceux qui souhaitent consulter les enfants - SC ▪ Mobilisation communautaire -ARC
16. Espaces temporaires d'apprentissage	<p>Document 16.1 : Comment installer un espace ami des enfants</p> <p>Document 16.2 : Planification des espaces temporaires d'apprentissage</p> <p>Document 16.3 : Actions de préparation et de réponse pour les espaces temporaires d'apprentissage</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ TarpaTent Guidelines – Madagascar ▪ Child friendly spaces in emergencies – Save the Children 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ecoles Amies des Enfants -Manuel Unicef ▪ Chapitre 2 - Projet Sphère ▪ Chapitre 4 - Projet Sphère ▪ Les Espaces Amis des Enfants en Situations d'Urgence – Save the Children ▪ Guide pratique pour la mise en place d'Espaces amis des enfants – UNICEF ▪ Espaces amies des enfants – Save the Children
17. Réduction des risques de catastrophes dans l'éducation (RRC)	<p>Document 17.1 : Liste de contrôle pour la réduction des catastrophes et la préparation aux catastrophes</p> <p>Document 17.2 : RRC et éducation : Exemples de bonne pratique</p> <p>Document 17.3 : Actions de préparation pour la réduction des risques de catastrophes</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Hyogo Framework for Action ▪ Child-Led DRR Guidebook – Save the Children ▪ Disaster-resilient Ed and Safe Schools: What Educational Authorities Can Do ▪ Let's Learn to Prevent Disasters UNICEF ▪ Safe Schools in Safe Territories 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Brochure Hyogo ▪ Résumé du Cadre d'Action de Hyogo ▪ La réduction des risques de catastrophe commence à l'école ▪ Projet Sphère + Préparation aux catastrophes ▪ Constructions scolaires & catastrophes naturelles - Unesco ▪ Education efficace pour la prévention des catastrophes (lien internet)
18. Transition et	Document 18.1 :		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Retour et réintégration –

Session	Guide du Facilitateur	CD-Rom (English)	CD-Rom (Français)
reconstruction: Reprise de l'éducation normale	<p>Études de cas sur les campagnes « Retour à l'école » et « Aller à l'école »</p> <p>Document 18.2 : Réintégration des élèves :</p> <p>Recommandations de politiques sur la certification et l'apprentissage des enfants déplacés et réfugiés</p> <p>Document 18.3 : Réintégration des enseignants</p> <p>Scénario: Reprise de l'éducation normale au Momaland : Cinq mois après le début</p> <p>Document 18.4 : Rattrapage (passerelles et accélération)</p> <p>Document 18.5 : Actions de préparation et de réponse pour la reprise de l'éducation formelle</p>		<p>ARC</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Promouvoir des systèmes d'enseignement stables au lendemain d'un conflit - Migration forcée
19. Réhabilitation et construction des écoles	<p>Document 19.1: Étude cas: Réhabilitations et constructions d'écoles au Sud Soudan</p> <p>Document 19.2: Rôles des acteurs dans les réhabilitations et constructions d'écoles</p> <p>Document 19.3: Normes de conception et de construction d'écoles</p> <p>Document 19.4. Exemple d'organigramme pour la priorisation et l'évaluation des projets de modernisation d'écoles</p> <p>Document 19.5 : Elaboration d'un plan de mise en œuvre des réhabilitations et constructions scolaires</p> <p>Document 19.6 : Actions de préparation et de réponse pour la réhabilitation et construction des écoles</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Guidance notes on Safer School Construction – INEE ▪ Child Friendly Hygiene and Sanitation Facilities in Schools ▪ Child Friendly Schools Checklist 	
20. Suivi et évaluation de l'éducation en situations d'urgence	<p>Document 20.1 : Outil pour l'élaboration d'indicateurs de suivi</p> <p>Document 20.1a : Autre exercice de rédaction d'indicateurs de suivi</p> <p>Document 20.2 : Exemple d'outils de suivi</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Sample Master EiE Data Tool - Kenya ▪ Sample Monitoring Tool – Pakistan ▪ Indicators of Quality, Education in Emergencies Toolkit, Susan Nicolai, Save the 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conseils pour l'évaluation de l'aide humanitaire – OCDE ▪ Guide du suivi&évaluation axés sur les résultats – PNUD ▪ Le suivi d'un projet de développement - Guide

Session	Guide du Facilitateur	CD-Rom (English)	CD-Rom (Français)
	Document 20.3 : Outil de planification du suivi Document 20.4 : Actions de préparation et de réponse pour le suivi et évaluation	Children 2003 ▪ Monitoring Systems for Emergency Education - INEE	F3E ▪ Manuel d'évaluation participative – CRS ▪ Suivi&Evaluation-Outils, méthodes, approches - Banque Mondiale ▪ Outils d'information pour la préparation et le suivi des plans de l'éducation ▪ Organiser l'évaluation d'une action de développement dans le Sud
21. Préparation, renforcement des capacités et planification	Document 21.1 : Préparation et planification de politique pour l'éducation en situations d'urgence. Document 21.2 : Cartographie des besoins du secteur de l'éducation au niveau du pays et au niveau local Document 21.3 : Modèle de plan d'urgence pour le cluster/secteur de l'éducation, exemple I Document 21.4 : Modèle de plan d'urgence, exemple II Document 21.4 : Outil de planification de la généralisation de la formation	▪ Sample Education Cluster Preparedness Plan - Uganda ▪ Sample Contingency Plan – SCZ Somalia ▪ Sample Education Cluster Contingency Plan – Nepal ▪ Sample IASC Contingency Plan – Nepal	▪ Plan de Contingence Cluster Education – Nepal (en anglais) ▪ Plan de Contingence – RDC Katanga
101. Fournitures et logistique pour l'éducation en situations d'urgence	Document 101.1 : Exemples de kits d'éducation d'urgence Document 101.2 : Exemple de plan de fourniture et de distribution Document 101.3 Exemple de plan de livraison et de suivi des fournitures Document 101.4 : Actions de préparation et de réponse pour les fournitures et la logistique	▪ List of Approved Emergency Items: Emergency Supply List (Unicef)	▪ Approvisionnement et Logistique – Unicef ▪ L'art du chargement
102. Interventions d'éducation dans les situations d'urgence sanitaire	Document 102.1 : Approches du secteur de l'éducation pour les épidémies et les pandémies Document 102.2 : Tableau pour l'éducation dans les situations d'urgence sanitaire Document 102.3 : Quelques exemples d'interventions pour le VIH/Sida Document 102.4 : Actions de préparation et de réponse pour les urgences sanitaires	▪ Health Education Curriculum for Kindergarten, IRC ▪ UNICEF HIV/AIDS Prevention Education Teacher's Guide ▪ Life Skills Based Hygiene Education ▪ Child Hygiene and Sanitation Training ▪ Children Living in Camps ▪ IEC Cholera Prevention Materials	▪ Activités d'apprentissage participatifs-Manuel de formation - OMS ▪ Education sanitaire-Sida - Livre du formateur ▪ Outils pour intégrer le VIH-SIDA dans le secteur de l'éducation -Unesco ▪ Prévention et contrôle du VIH-SIDA -Manuel ▪ Programme d'éducation thérapeutique - Boîte à images ▪ Sida et théâtre ▪ Suivi&évaluation des programmes de lutte contre le VIH-SIDA, la TB

Session	Guide du Facilitateur	CD-Rom (English)	CD-Rom (Français)
			et le paludisme - Guide <ul style="list-style-type: none"> ▪ Education au VIH-SIDA pour les jeunes réfugiés ▪ Les symptômes de la grippe aviaire - Unicef Niger ▪ Protégeons-nous contre la grippe aviaire-Guide du maître - Unicef Niger ▪ Niger, Lavons les mains ▪ Manuel d'Approche participative pour la lutte contre les maladies diarrhéiques - OMS
Autres documents		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Soft copy of WCAR EiE Training Facilitator's Guide ▪ WCAR EiE PowerPoint Presentations ▪ Terminology ▪ Acronyms and Abbreviations – OCHA 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Guide du Facilitateur – Formation WCAR "Education en situations d'urgence" ▪ Présentations Powerpoint ▪ Terminologie ▪ Abréviations – OCHA

Accueil, présentations et aperçu de l'atelier

Session
d'ouverture

Durée
45 minutes

Plan de la session

Contenu	Minutes
1. Mot d'accueil	15
2. Présentation des participants	20
3. Récapitulatif des objectifs de l'atelier et questions administratives	10
Objectifs pédagogiques	Messages clés
<ol style="list-style-type: none"> 1. Identifier l'ensemble des objectifs de l'atelier. 2. Se familiariser avec les documents de l'atelier, comme le Guide du facilitateur (pour un atelier de formation de formateurs). 3. Identifier les points forts et les domaines où il faut apprendre de nouvelles choses sur l'éducation en situations d'urgence au niveau des personnes et/ou des pays. 	<p>L'atelier permet aux équipes de pays d'être mieux informées et préparées pour des interventions d'éducation en situations d'urgence.</p> <p>Les documents de l'atelier peuvent fournir les informations sur les étapes nécessaires à la préparation et aux interventions d'éducation en situations d'urgence.</p>
<p>Méthode :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Présentations, travail individuel <p>Matériel nécessaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Présentation de diapositives pour la session d'ouverture – Guide du facilitateur et CD pour chaque participant – Exemplaire des Normes minimales de l'INEE <p>Préparation pour ce module :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Savoir quels sont l'expérience et le poste des participants à l'atelier 	

1. Mot de bienvenue

15 minutes

1. Projetez les diapositives d'ouverture avant de commencer la session.
2. Le président de séance doit présenter les officiels ou les membres du personnel qui vont prononcer les mots de bienvenue

3. Présentation des participants

20 minutes

1. Demandez aux participants de se présenter et montrez la diapositive d'accompagnement.
2. Ils doivent:
 - Se présenter en donnant leur nom, leur poste là où ils travaillent. Ils doivent donner une brève indication de ce que serait leur rôle dans une situation d'urgence.
 - Donner un point fort qu'ils pensent avoir pour l'éducation en situations d'urgence sur la base de leur expérience et une chose qu'ils aimeraient particulièrement apprendre ou réaliser au cours de cet atelier.
3. Ecrivez leurs attentes sur le tableau et notez-les pour les revoir lors de la session d'évaluation de l'atelier.

2. Récapitulatif des objectifs de l'atelier et questions administratives

10 minutes

1. Récapitulez les objectifs pédagogiques de l'atelier et projetez les diapositives qui s'y rapportent :
A la fin de l'atelier, les équipes centrales de chaque pays seront capables de :
 - Appliquer leurs connaissances et compétences relatives aux composantes techniques de l'éducation à la préparation et l'intervention dans les situations d'urgence à travers des approches interactives et participatives ;
 - Élaborer un plan pour un programme d'activités de renforcement des capacités telles que la formation au niveau national et provincial/local en matière de préparation et d'intervention d'éducation en situations d'urgence ;
 - Faire une liste des capacités des partenaires et identifier les rôles et responsabilités pour une coordination efficace de l'éducation en situations d'urgence ;
 - Élaborer un plan qui guide la planification, les politiques et la budgétisation du secteur national de l'éducation afin que l'éducation en situations d'urgence soit abordée de manière plus systématique et durable et,
 - Organiser et dispenser une formation au niveau national et provincial/local.
2. Présentez un bref résumé de tout l'atelier et des sessions quotidiennes.

<h1>Facilitation de la formation</h1>	<h2>Session 0</h2>
	<h3>Durée 80 minutes</h3>
Plan de la session de facilitation de la formation	
Contenu	Minutes
1. Caractéristiques de l'apprentissage des adultes	20
2. Préparer la facilitation	30
3. Outils techniques pour une facilitation participative	30
Objectifs pédagogiques	Messages clés
1. Comprendre les principes de base de l'enseignement aux adultes ou de la facilitation de leur apprentissage.	L'approche de formation se concentre sur ce que les participants feront réellement à la fin de la formation et encourage la mise en œuvre d'activités qui les aideront à acquérir de nouvelles connaissances, attitudes et compétences de manière interactive et participative
2. Comprendre divers outils et techniques pour aider les adultes à apprendre.	
3. Faciliter des sessions de formation de diverses manières.	
<p>Méthode :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Apprendre un peu de théorie, discuter de l'expérience des participants et d'exercices, remue-ménages <p>Matériel nécessaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Présentation de diapositives de la session 0 « Facilitation de formations » – Cartes de couleur préparées pour l'exercice du document 1 – Document 1 : « Fiches de données pour la facilitation »² <p>Préparation pour cette session :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Coupez à l'avance les « Fiches de données pour la facilitation » (Document 1) et préparer un jeu de fiches pour 5-6 personnes par groupe – Préparez des cartes de couleur avec les noms des activités suivantes : Étude de cas, Jeu de rôle, Simulation, Présentations, Partage express, Lignes de vie, Tremplins, Salade de fruits, Remue-méninge, Les sept mercenaires ! Filet et poisson... Histoires, Murmures chinois, Fizz Buzz... <p>CD WCAR :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Animation de la formation – Boîte à outils – Dossier d'outils pédagogiques - ARC – Principes directeurs pour l'administration et la conduite d'un atelier - UNESCO – Outils de la formation (lien internet) – Portail Ressources (lien internet) – Fiche Présentation Powerpoint – Évaluation des effets d'une formation – Évaluer une action de formation – Le modèle Kirkpatrick (lien internet) – Fiche évaluation session –Formateurs – Fiche évaluation session –Formateurs (version 2) – Questionnaire - Participant – Outils d'évaluation + note 	

² Certaines des techniques de facilitation ont été adaptées du Guide des facilitateurs, UNICEF ROSA, 2006, qui se base sur des matériels de What's Your Role, Stone, R ; Facilitator Training Manual, Peace Education Program, INEE, en collaboration avec l'UNICEF, le HCR et l'UNESCO ; et Child Labour and Education – A Training Manual for Education Practitioners, ILO/IPEC.

1. Caractéristiques de l'apprentissage des adultes

20 minutes

(5 minutes)

1. Expliquez que pour créer une atmosphère positive pour la formation, il faut comprendre le processus d'apprentissage des adultes. La dynamique du processus d'apprentissage dépend fortement de deux facteurs : le facilitateur doit avoir une idée claire des attentes et des besoins des participants et les participants doivent savoir pourquoi ils sont là.

Montrez la diapositive correspondante et demandez aux participants : « Quelles sont les conditions les plus favorables pour que des adultes apprennent et retiennent ce qu'ils ont appris ? »

Résumez les réponses en insistant sur les points suivants :

1. *Besoin et motivation* : Les adultes ont besoin d'être convaincus que les informations qu'ils reçoivent leur serviront dans leur travail.
2. *Participation active* : Les adultes ont besoin de participer activement et de savoir à tout moment où ils en sont.
3. *Expérience* : Les adultes ont besoin de voir la relation entre ce qu'ils savent déjà et ce qu'ils sont en train d'apprendre ; entre ce qu'ils ont fait et ce qu'ils apprennent à faire.
4. *Résolution de problèmes* : Les adultes ont besoin de comprendre comment ce qu'ils sont en train d'apprendre les aidera à résoudre des problèmes.
5. *Application immédiate* : Les adultes ont besoin d'utiliser immédiatement les connaissances et les compétences qu'ils viennent d'acquérir.
6. *Feedback* : Les adultes ont besoin de recevoir un feedback aussitôt que possible après qu'ils ont appliqué ce qu'ils ont appris.

(15 minutes)

2. Continuez en expliquant que, en gros, nous retenons 20% de ce que nous **entendons**, 40% de ce que nous **voyons**, 60% de ce que nous **faisons** et 80% de ce que nous **découvrons nous-mêmes**.

Entendre	Auditif	Causerie, leçon, cassette, radio
Voir	Visuel	Livre, brochure, vidéo, télé, démonstration
Faire, toucher, manipuler	Kinesthésique	Approche participative, expérience, essai

Les adultes apprennent efficacement si la formation correspond au style d'apprentissage préféré de chaque personne. Un adulte peut répondre à différents styles d'apprentissage dans des circonstances différentes.

- a) Montrez la diapositive correspondante et décrivez chacun des profils (VAK).

Puis posez aux participants la question suivante :

« Pourquoi est-il utile de prendre en compte les préférences des participants pour un apprentissage visuel, auditif ou kinesthésique ? »

Les réponses pourront comprendre les éléments suivants :

- Elles donnent des informations importantes sur la manière dont les gens apprennent pour les aider à mieux adapter l'enseignement.
- Ce qui est important n'est pas ce qui est dit, mais ce que les participants retiendront de ce qui est dit.
- Les participants peuvent améliorer leur stratégie d'apprentissage.

- b) « Dans le cadre de la session de facilitation de la formation, à quelles actions doit-on donner la priorité selon chacune de ces préférences d'apprentissage ? »

Voici quelques réponses :

- Pour les participants « visuels » : distribution de documents, prise de notes, utilisation de tableaux, de graphiques, d'illustrations

- Pour les participants « auditifs » : présentation orale du contenu, questions, dialogue, création, remue-méninges
- Pour les participants kinesthésiques, leur faire réaliser la tâche, manipuler des objets, dessiner des diagrammes, utiliser des couleurs pour surligner les points clés, en donnant la priorité à une stimulation externe...

c) « Sur la base de ces théories d'apprentissage, quelles conditions doivent être réalisées pour que la facilitation de la formation soit plus efficace ? »

Conclure sur les points suivants tout en regardant la diapositive correspondante.

- Mieux se connaître en tant que formateur
- Mieux connaître son public
- Inclure des stratégies d'apprentissage qui stimuleront toutes les personnes
- Montrer des cas dont les auditifs pourront discuter
- Montrer des diapositives pour que les visuels puissent réfléchir
- Introduire des jeux de rôle pour les kinesthésiques

2. Préparer la facilitation

30 minutes

(15 minutes)

1. Divisez les participants en 5-6 groupes et posez-leur cette question : « *Qu'est-ce qu'un bon formateur ?* »

Chaque groupe écrit ses réponses sur une feuille de tableau de conférence qu'il aura divisé en quatre sections, selon les quatre catégories suivantes : Qualités personnelles, Compétences, Méthodologie et Ethique professionnelle. Un rapporteur de chaque groupe présente les réponses de son groupe, puis les autres ajoutent de nouvelles réponses pour que l'on ait, à la fin, un ensemble de réponses qui représentent le *formateur idéal*.

Voir la diapositive correspondante.

Un résultat pourrait être : « Un *formateur idéal* devrait avoir toutes les qualités de :

- Un facilitateur
- Un modérateur
- Un observateur
- Un organisateur
- Un évaluateur »

Voici quelques qualités et actions nécessaires pour être un bon facilitateur :

- Vérifier si les gens comprennent, résumer, synthétiser les diverses idées
- Être capable de communiquer clairement
- Penser de manière créative
- Démontrer par des actions
- Savoir reconnaître les sentiments des gens
- Être bien préparé tout en restant flexible
- Encourager l'humour et le respect mutuel

Parfois, le mot « facilitateur » est en fait utilisé à la place de « formateur ». Voici la définition d'une personne : **Un facilitateur est un *guide* qui accompagne les gens tout au long d'un processus d'apprentissage. Un facilitateur ne doit pas donner son avis mais demander aux membres du groupe de le faire puis apporter des idées.** Il est clair que ce n'est pas assez : le facilitateur doit ajouter des choses au cours, le terme général « formateur » a donc toujours son rôle.

(15 minutes)

2. Demandez aux participants de réfléchir à des expériences précédentes de formation et de facilitations et posez la question suivante :

- « *Quelles sont les règles de base pour qu'une session soit réussie ?* »

Donnez cinq minutes aux participants pour répondre. Montrez les diapositives correspondantes et vérifiez que les points suivants sont couverts :

1. Ne pas avoir un script appris par cœur mais bien connaître son matériel
2. Observer les participants individuellement et en tant que groupe
3. Parler avec le groupe
4. Résumer et faire des pauses
5. Etre conscient de ses propres attitudes
6. Parler de façon claire et suffisamment fort
7. Ne pas parler au PowerPoint ou au tableau de conférence

Continuez avec la question suivante :

- *Quand vous préparez une session, qu'est-ce qui est nécessaire pour créer un environnement d'apprentissage positif ?* »

Donnez cinq minutes aux participants pour répondre. Montrez la diapositive correspondante et vérifiez que les points suivants sont couverts :

1. Objectifs : connaissance, savoir faire, compétences sociales
2. Structure : rappel, contribution, application, réflexion
3. Techniques de communication et de facilitation
4. Rôles et responsabilités
5. Matériels de formation
6. Environnement physique
7. Durée et rythme de la session
8. Gestion des sujets imprévus qui sont abordés

Enfin, en plénière, demandez aux participants de synthétiser les réponses précédentes pour ne garder que les éléments intéressants. Ils devront noter les réponses de façon précise et ordonnée sur deux feuilles de tableau de conférence qui leur serviront de rappel pour les aider à se préparer à leur prochaine session de facilitation.

3. Outils techniques qu'un facilitateur peut utiliser pour donner une bonne formation

(30 minutes)

1. Dites aux participants que pour être bon facilitateur, il faut des compétences et des techniques pour créer un environnement participatif. Demandez-leur quelles techniques participatives ils connaissent et/ou utilisent généralement.

Montrez la diapositive correspondante.

2. Formez des équipes de façon aléatoire en appelant des numéros. Tous ceux qui ont le même numéro ou la même lettre forment une équipe. Par ex. :

Puis demandez à tous les 1 de former une équipe, tous les 2 forment une autre équipe, etc.

Maintenant, expliquez aux équipes ainsi formées que vous allez les faire rire. Puis faites le jeu du « Ha ! Ha ! Ha ! » qui a la règle suivante :

- Dites d'abord « Ha ! »
- Demandez à la personne à côté de vous de répéter puis d'ajouter un autre « Ha ! »
- Chaque participant répète ensuite ce qu'a dit son voisin, en ajoutant un « Ha ! » à chaque fois.
- Bientôt, tout le monde rira.
- Puis, demandez quels étaient les objectifs de cet exercice et s'ils ont été atteints.

Exercice

3. Donner à chaque groupe le Document 1 « Fiches de données pour la facilitation ». Faites-leur choisir une activité au hasard parmi les cartes de couleur (préparées à l'avance).

Donnez-leur 5 minutes pour préparer l'activité qu'ils présenteront plus tard en plénière.

Après chaque activité, demandez :

- *Les objectifs de l'exercice ont-ils été réalisés ?*
- *Ce type d'exercice peut-il promouvoir un apprentissage plus efficace quand vous facilitez vos sessions de formation ?*
- *Pensez-vous que vous utiliserez cette technique durant vos sessions de formation ? Avec quel objectif ?*

En conclusion, demandez aux participants de noter sur une feuille de tableau de conférence les critères à prendre en compte pour réussir les activités présentées. Demandez aux participants d'écrire une fiche de conseils reproduisant les points énumérés par les groupes, en se concentrant sur les points suivants (montrez la diapositive correspondante) :

Choses à ne pas oublier :

- Savoir exactement ce que suppose l'activité, son objectif
- En quoi l'activité est intéressante pour la session.
- Donner des instructions claires.
- Annoncer le temps prévu pour faire l'activité.
- Vérifier les matériels nécessaires.
- Vérifier si tous les groupes ont compris l'activité.
- Faire une brève évaluation de l'activité.
- Faire attention à la sensibilité culturelle.

Note au facilitateur : *Les « Fiches de données pour la facilitation » peuvent être un outil de référence qui vous aidera à préparer les sessions de facilitation. De plus, les participants seront invités tout au long de la formation à enrichir ces outils grâce à de nouvelles contributions*

DOCUMENT 1 : Fiches de données pour la facilitation

Remue-méninges

Présentation

Méthode pour permettre aux membres du groupe d'exprimer autant d'idées que possible sur un sujet particulier.

Objectifs

- Promouvoir l'échange et la créativité à l'intérieur du groupe
- Impliquer tous les participants

Mise en œuvre

Le remue-méninges se fait en plénière ou en groupes, mais les résultats sont réunis sur un tableau (écrit par un animateur) ou, si on utilise des cartes, sur un mur.

Règles du remue-méninges :

- Toutes les idées sont acceptées
- Dites la première chose qui vous passe par la tête et ne la précisez pas
- Aucune critique n'est autorisée à ce point
- Les réponses ne doivent être constituées que d'un mot ou d'une expression courte
- Développez n'importe lesquelles des idées au fur et à mesure en AJOUTANT de nouvelles cartes
- La durée de l'activité doit être courte
- Acceptez toutes les réponses (Elles ne doivent pas être notées sous forme de liste, elles peuvent être écrites au hasard).
- Quand vous ajoutez des mots, classez-les en gros par catégories.
- Grâce à une discussion animée, faire des catégories plus précises (et essayez de créer des liens et une hiérarchie) quand vous avez reçu toutes les réponses.

Une synthèse finale est présentée. Elle inclut les points de vue principaux de tout le groupe et le met à chaque fois que possible en lien les uns avec les autres.

Étude de cas

Présentation

Les études de cas donnent une situation qui est « contrôlée ». Elles permettent aux participants de pratiquer leurs réponses à une situation et, dans l'idéal, de transférer ces connaissances et de passer à des contextes dans le monde réel.

(Note : les études de cas utilisées dans les sessions de cet atelier ont été élaborées à partir de situations réelles.)

Objectifs

- Permettre aux participants de discuter, de planifier et de mettre en œuvre leurs idées en petits groupes.
- Améliorer la résolution de problèmes et trouver des moyens alternatifs de voir ou de faire les choses.
- Donner aux participants la possibilité d'observer des situations diverses qui peuvent être similaires ou différentes de leur propre contexte de travail et de planifier des interventions.
- Permettre aux participants de discuter d'un contexte particulier ouvertement, sans inhibitions ethniques, sociopolitiques ou culturelles personnelles.
- Promouvoir le travail d'équipe.
- Aider les participants à préciser leurs valeurs et leurs opinions personnelles.

Mise en œuvre

- Donner la description ou les instructions pour l'activité, selon l'étude de cas.
- Dire si l'étude de cas vient directement du contexte d'un pays particulier.
- Affecter des groupes aux diverses études de cas si on en utilise plusieurs.
- Vérifier que tout le monde comprend ce qu'il faut faire et le temps disponible pour l'activité.
- Prévoir assez de temps pour que les participants puissent lire l'étude de cas, surtout pour ceux qui ne lisent pas dans leur langue maternelle.
- Identifier les réponses, points et leçons apprises principaux.

Jeu de rôles

Présentation

Deux personnes ou plus créent une petite pièce de théâtre où chacune a un rôle clair. On l'utilise souvent pour une seule question spécifique.

Objectifs

- Aider à changer l'attitude des participants.
- Donner aux participants la possibilité de voir ce que d'autres peuvent ressentir ou comment ils peuvent se comporter dans des situations données
- Permettre aux participants d'explorer des approches différentes pour la résolution de problèmes.

Mise en œuvre

- Elaborer le scénario du jeu de rôles.
- Ecrire une brève description du rôle de chaque joueur ou demander aux participants de le faire eux-mêmes. Fixer une limite de temps.
- Répéter le jeu de rôles.
- Présenter l'activité de jeu de rôles et prévoir du temps pour qu'elle se déroule.
- Les autres doivent écouter et observer.
- Discuter et partager des réactions et des observations après le jeu de rôles (demander aux participants ce qu'ils ont appris).
- Identifier les principaux points et les principales leçons apprises.

Simulation

Présentation

Il s'agit d'une activité où l'on crée ou recrée une histoire complexe (comme l'intervention en réponse à une urgence).

Elle est similaire au jeu de rôles en ce qu'on donne des rôles à des personnes, mais elle est plus structurée. Dans ce manuel, des rôles sont affectés dans plusieurs sessions en utilisant des cartes de « rôle » pour les personnes et un texte pour l'histoire.

Objectifs

Donner aux participants l'occasion de travailler dans une situation donnée et de s'exercer pour les interventions.

Mise en œuvre

La simulation doit avoir un but très clair et une exécution précise :

- Qu'est-ce qui doit être illustré par cette simulation ?
- Quelle est la situation qui doit être reconstruite durant cette simulation ?
- Quels sont les processus impliqués dans cette situation ?

Plus la description est détaillée, plus la simulation sera proche de la réalité, mais cela peut aussi limiter les possibilités de créativité et d'inventivité des participants dans l'élaboration de leurs rôles.

Présentations

Présentation

Le contenu des présentations dépend plus du facilitateur ou du formateur que celui de toutes les autres techniques. Elles sont intéressantes pour donner des détails ainsi que de nouvelles informations à de grands groupes. Les présentations ne doivent pas être trop longues et doivent impliquer les participants quand et où cela est possible, comme dans des petites activités et/ou en posant des questions ou en y répondant, en donnant des idées, etc.

Objectifs

- Introduire de nouveaux sujets.
- Donner une vue d'ensemble ou une analyse.
- Donner une approche étape par étape.
- Transmettre des faits, des détails, des statistiques, etc.

Mise en œuvre

- Préparer un plan pour la présentation, avec un ordre logique et comprenant tous les points principaux devant être abordés.
- Préparer tous les matériels visuels et pédagogiques, comme des tableaux de conférence, des présentations PowerPoint, des graphiques, des documents.
- Introduire le sujet et les principaux points.
- Donner la présentation et aborder les points principaux.
- Résumer les points principaux qui ont été soulevés.
- Inviter les participants à poser des questions ou à faire des contributions.

Travail par deux ou en groupes

Présentation

Les participants partagent leur expérience et leurs idées pour réaliser une tâche ou résoudre un problème. Un travail en petits groupes de quatre à six personnes est le plus efficace. Le travail de groupes encourage une participation active de tout le monde.

Objectifs

- Permettre aux participants d'exprimer leur opinion personnelle dans un cadre réduit.
- Permettre aux participants d'apprendre à partir des expériences des autres.
- Donner aux participants un plus grand sens de leur responsabilité par rapport au processus d'apprentissage.
- Encourager le travail d'équipe.

Mise en œuvre

- Donner une description ou des instructions pour l'activité à réaliser ou pour le problème dont on va discuter.
- Permettre aux participants de choisir leur propre partenaire (ou dans certains cas, on peut choisir les groupes de deux, selon l'activité et les objectifs).
- Vérifier que tout le monde comprend et accepte certains rôles principaux, comme secrétaire, rapporteur, rédacteur, vérificateur de l'heure, etc.
- Demander à chaque groupe de faire un rapport au plus grand groupe ou en plénière.
- Identifier les principaux points et les leçons apprises.

Discussion et débat

Présentation

La discussion (en groupes de deux, petits groupes ou plénière) a une grande valeur car elle implique l'engagement des participants dans le processus d'apprentissage.

Objectifs

Apprendre à utiliser des techniques de discussion structurée.

Mise en œuvre

Débats : Ils ont pour but d'analyser des avantages et les inconvénients de diverses options.

L'animateur suggère une déclaration ou une question initiale et demande aux participants de discuter du cas ou de répondre à la question, en considérant le problème depuis des perspectives différentes. On donne un certain temps aux différents groupes pour qu'ils présentent leurs arguments puis on discute du cas en plénière.

A la fin du débat, demander aux participants si celui-ci a changé leur opinion sur le sujet.

L'aquarium : Les participants écoutent tout d'abord, sans faire de commentaires, le point de vue d'un autre groupe sur un sujet donné. Un petit groupe se met au milieu, entouré par le plus grand groupe. Le petit groupe est le groupe de « l'aquarium » et les autres sont les « observateurs. » le petit groupe discute d'une question ou d'un problème tandis que les « observateurs » écoutent la discussion. Dans certains cas, on peut leur demander de se joindre à l'aquarium et de contribuer à la discussion. Dans d'autres cas, les « observateurs » discutent en plénière de ce qu'ils ont entendu et de leurs réactions.

Les sept mercenaires

Présentation

Jeu collectif encourageant l'esprit d'équipe.

Objectifs

Renforcer la participation du groupe.

Mise en œuvre

Demander au groupe de se mettre en cercle. Dans ce jeu, les participants content de 1 à 7 et chacun crie un chiffre avec un mouvement particulier de la main.

Chaque participant qui crie un chiffre entre 1 et 6 place sa main sur son épaule gauche ou sur son épaule droite pour indiquer celui qui doit continuer.

Exemple : Une personne (le facilitateur) choisit parmi les participants celui qui va commencer. Cette personne crie alors 1, en mettant la main sur son épaule gauche ou sur son épaule droite. La personne désignée par la main crie 2 avec le même mouvement (à droite ou à gauche), etc. On continue jusqu'à 6.

A 7, la personne désignée crie « Les sept mercenaires ! » tout en montrant le prochain joueur qui commence à nouveau le compte à partir de 1, en mettant sa main sur sa tête tout en montrant sa gauche ou sa droite du doigt. Quand un joueur se trompe, il doit faire une danse.

Partage d'expérience : Partage express

Présentation

Cette stratégie, qui est une adaptation des « rencontres express, » (speed dating) peut être une manière interactive et agréable de partager les expériences différentes des participants à la formation. Elle fonctionne bien dans un domaine particulier où il peut y avoir des connaissances très différentes ; il s'agit de fournir aux participants des occasions d'apprendre les uns des autres.

Objectifs

- Donner aux participants plus expérimentés ou qui ont plus de connaissances, une occasion de partager leurs connaissances sans prendre trop de temps en discussions plénières.
- Ajouter de la variété aux exercices de la session.
- Donner à tous les participants une occasion d'interagir et de poser des questions.
- Aider les participants à apprendre les uns des autres.

Mise en œuvre

- Au moins un jour avant l'activité, identifier les participants à la formation qui ont une connaissance ou une expérience particulière dans un sujet qui sera abordé et leur demander s'ils accepteraient de servir de personnes ressources pour donner une « étude de cas » ou une présentation de 3-4 minutes du sujet. Ne pas choisir plus de 5-6 personnes. Dire aux personnes ressources qu'elles doivent prévoir une minute pour les questions ou répondre aux questions pendant leur présentation.
- Pour organiser une activité de partage rapide, placer chacune des personnes ressources à une table différente.
- Dire aux participants qu'ils vont passer 3-4 minutes à chaque table et écouteront la personne ressource qui partagera son expérience ou une étude de cas.
- Placer les participants à une table. Commencer la période de partage et après 3-4 minutes, annoncer la fin de la période en sonnant une cloche ou en frappant sur un verre. Demander aux personnes ressource de changer de table jusqu'à ce que toutes les tables aient eu une présentation par toutes les personnes ressources.

Partage d'expérience : Parking

Présentation

Les parkings sont des zones pour conserver provisoirement des idées ou des suggestions qui ne correspondent pas directement à la question à laquelle est confronté le groupe. Le facilitateur garde un tableau séparé et visible où sont conservées ces idées.

Objectifs

Permettre aux participants de soulever une autre discussion durant l'atelier.

Mise en œuvre

- Garder un tableau de conférence séparé, ayant comme titre « Parking », bien visible à l'avant de la salle. Si une idée est soumise et que l'équipe est d'accord qu'elle vaut la peine d'être le sujet d'une discussion, mais pas maintenant, noter l'idée dans le parking pour en discuter plus tard.
- A la fin de la session, voir les éléments dans le parking. Certains ont peut-être été résolus pendant le cours normal de la session, d'autres ne l'auront peut-être pas été.
- Les facilitateurs doivent prévoir du temps au cours de la formation pour aborder ces questions, en y répondant et en donnant aux participants la possibilité d'y réagir.
- Les parkings sont des rappels visibles. On s'assurera que le parking du groupe est visible par tous.

Variante :

Une autre feuille de tableau de conférence doit être affichée, avec le titre « **Partage d'expérience** », pour permettre aux participants d'afficher des domaines d'expérience ou d'expertise qu'ils aimeraient partager avec les participants. Ces mini-présentations peuvent être programmées à des moments appropriés, tout au long de l'atelier.

Tremplin

Présentation

Activité pour *briser la glace*, pour créer une atmosphère informelle au début d'une session de formation.

Objectifs

Permettre aux nouveaux participants à une session de formation de faire connaissance

Mise en œuvre

Les participants se mettent par deux et se posent des questions. Ils doivent penser à 5 événements importants, ou « Tremplins » qui les ont amenés là où ils sont aujourd'hui et les noter.

Ces événements peuvent être :

- Des souvenirs d'enfance ;
- L'influence des parents, de membres de la famille ou d'amis ;
- Des expériences d'apprentissage ;
- Des événements clés, des réunions ou lectures importantes ;
- Un changement de carrière, l'expérience professionnelle ;
- N'importe quel autre événement important.

Après s'être posé mutuellement des questions, les participants partagent leurs expériences avec le groupe.

Salade de fruits

Présentation

Cet exercice est une activité très énergisante.

Objectifs

Apprendre à utiliser des activités énergisantes pour encourager, recentrer ou relaxer les participants.

Mise en œuvre

Demander aux participants de s'asseoir sur des chaises placées en cercle. Vérifier qu'il ne reste pas de chaise libre. Rester debout et donner des noms de fruits à tous les participants, en faisant le tour du cercle. Il doit y avoir 4 noms de fruits, par ex. mangue, goyave, ananas, orange.

Quand vous dites le nom d'un des fruits, par ex. mangue, toutes les mangues se lèvent et changent de place. Les participants n'ont pas le droit de se rasseoir à la même place.

La personne du milieu doit aussi trouver une place pour s'asseoir, et comme il y a une chaise de moins que le nombre total de personnes, une personne restera toujours au milieu. A son tour, cette personne dit un nom de fruit, et on recommence.

La personne au milieu peut, à n'importe quel moment dire « Salade de fruits ! » et alors, tout le monde change de place.

La personne qui perd sa place (comme il manque une chaise) est éliminée.

Continuer jusqu'à ce que tout le monde soit fatigué !

Variante :

Diviser les participants en groupes de 5-6 ou les faire rester en groupes à leurs tables.

Demander à chaque groupe de choisir un fruit typique du pays ou de la région et de trouver une façon facile à retenir de dire leur fruit, en utilisant des fruits et des mouvements. Donner comme exemple « banane » et montrer la « présentation » en répétant **banane, banane, banane** et en sautant sur place. Une fois que tous les groupes ont identifié leur fruit et leur présentation, demander à chaque groupe de « faire une représentation. »

Puis, dites que quand vous direz « **fruit** », les groupes devront faire leur représentation simultanément. Quand vous direz « **salade de fruits** », les groupes devront circuler parmi les participants en faisant leur présentation. On peut faire la même chose avec des animaux de la jungle.

Lignes de vie

Présentation

Activité pour briser la glace

Objectifs

Permettre aux participants à la formation de faire connaissance

Mise en œuvre

Tracer une ligne horizontale au milieu d'une feuille de tableau de conférence (présentée à l'horizontale). Ecrire « Travail » sur la moitié supérieure et « Vie » sur la section inférieure.

Travail individuel (15 minutes) :

Les participants écrivent les événements les plus importants qu'ils ont vécus, en prenant le côté gauche du papier pour leur naissance et le côté droit pour le présent. Si ces événements sont en lien avec leur travail, ils sont mis sur la moitié supérieure du papier, sinon, sur la partie inférieure. Les participants se préparent ensuite à parler de leur ligne de vie.

Les participants doivent indiquer sur leur ligne de vie quand ils ont commencé à travailler et quand ils ont commencé leur travail actuel.

Travail de groupes (30 minutes) :

Les participants forment de petits groupes de 3 ou 4. Ils présentent chacun son tour leur ligne de vie aux autres.

Il est important d'encourager les participants à se poser des questions les uns aux autres.

Note : Vous pouvez changer le type d'informations à écrire dans chaque section.

Fizz Buzz

Présentation

Activité collective énergisante

Objectifs

Encourager la concentration

Mise en œuvre

Chaque joueur tente d'atteindre le plus haut niveau de réussite à chaque tour. Voici les règles : Quand un joueur atteint un nombre qui contient un 5 (5, 15, 25, etc.) ou qui est multiple de 5 (10, 20, 30, etc.), ce joueur dit « fizz » au lieu du nombre. Si le nombre contient un 7 (7, 17, 27, etc.) ou s'il est multiple de 7 (7, 14, 21, etc.), le joueur dit « buzz » au lieu du nombre.

Un joueur commence en disant un chiffre entre 1 et 4 et dit, « à gauche » ou « à droite » pour indiquer le joueur suivant. Le joueur suivant ajoute 1 au nombre et l'annonce, etc. Pour continuer le jeu, chaque joueur ajoute 1 ou dit « fizz » ou « buzz » le cas échéant. Si quelqu'un dit « buzz », le jeu change de direction.

Les joueurs remarqueront peut-être que certains nombres sont multiples de 5 et de 7 ou contiennent 5 et 7 ou deux 5 ou deux 7. Un nombre ne peut prendre qu'une de ces appellations : « buzz », « fizz buzz », « fizz fizz » ou « buzz buzz. » Les nombres appelés « fizz buzz » sont 35, 57 et 75 parce qu'ils sont multiples de 5 et 7 ou comprennent un 5 et/ou comprennent un 5 et un 7. Les nombres appelés « fizz fizz » sont 15, 25, 45, 55, 65, etc. parce qu'ils sont multiples de 5 et contiennent un 5.

Un joueur qui casse le rythme ou qui fait une faute est éliminé et le groupe recommence le jeu au début !

Murmures chinois

Présentation

Activité énergisante

Objectifs

Apprendre à utiliser une activité énergisante pour recentrer ou relaxer les participants.

Mise en œuvre

Les participants peuvent s'asseoir ou être debout en cercle.
Le chef de jeu murmure rapidement un message à un participant (donner deux activités différentes dans la phrase initiale (par ex. « J'ai fait cuire du riz pour le déjeuner et je me suis habillé en bleu pour aller danser »)).
Ce suivant passe le message murmuré à la prochaine personne, etc. et la dernière personne crie le message. Il y a des chances pour que le message final soit différent de l'original.

Réfléchissez avec les participants à l'importance de l'écoute active.

Relaxation

Présentation

Exercice de relaxation pour promouvoir une pensée positive et garder ou retrouver confiance en soi.

Objectifs

Renforcer et provoquer l'optimisme.

Mise en œuvre

Asseyez-vous dans une position confortable. Concentrez-vous sur votre respiration pendant 2 minutes.
Revivez des événements plaisants de votre enfance...
Sentez le contentement, la joie, le bien-être s'emparer de votre corps...
Appréciez cela pendant quelques instants...
Imaginez-vous le lendemain avec la même condition interne...
Reprenez conscience de votre respiration...
Étirez-vous pour sortir doucement de l'exercice.

Durée : 3-4 minutes

Histoires

Présentation

Activité énergisante encourageant l'esprit d'équipe

Objectifs

Développer la créativité

Mise en œuvre

Les participants sont debout, en cercle

Le but du jeu est d'élaborer une histoire en utilisant la contribution de chaque participant. Chacun dit une phrase qui doit être :

- Cohérente et rendre la facilitation amusante.
- Construite comme une structure continue.
- Grammaticalement correcte.

Exemple :

- 1 « J'allais prendre mon petit déjeuner ce matin. »
- 2 « Un chien a sauté sur moi ».
- 3 « J'ai dit bonjour au chien ».
- 4 « Le chien m'a demandé ce que je voulais pour le petit déjeuner ».

Le jeu continue jusqu'à ce que tout le monde ait participé ou jusqu'à ce que le meneur de jeu considère que les participants sont énergisés.

Poisson et filet...

Présentation

Exercice dynamique

Objectifs

Apprendre à utiliser des exercices dynamiques pour relaxer les participants et renforcer la participation du groupe.

Mise en œuvre

Le groupe est divisé en deux parties, l'une des parties étant le « filet » et l'autre le banc de « poissons ».

Le groupe filet forme un cercle et lève les mains en l'air. Le meneur du groupe ne fait pas face au groupe. Quand le groupe lève les mains, le meneur dit « poissons, poissons, poissons... » et le groupe des poissons se précipite dans le filet.

A un moment, le meneur crie « filet à poisson » et ceux qui jettent le filet baissent les bras.

Ceux qui sont piégés restent dans le filet.

Le dernier joueur à l'extérieur du piège gagne le jeu.

Ensuite, les deux groupes peuvent changer de rôle.

<h1>Evaluation dans la formation</h1>	Session 0
	Durée 70 minutes
Plan de la session	
Contenu	Minutes
1. Définir l'évaluation et les différents types d'évaluation dans la formation	40
2. Elaborer des outils d'évaluation	40
Objectifs pédagogiques	Messages clés
<ol style="list-style-type: none"> 1. Définir l'évaluation dans la formation 2. Identifier les divers types d'évaluation dans la formation 3. S'approprier les principes en développant une approche de l'évaluation dans la formation. 4. Élaborer des outils d'évaluation. 	<p>L'évaluation est une opération utilisant des résultats mesurables sur la base de critères prédéterminés.</p> <p>L'évaluation peut être faite à différents moments – avant, pendant et après chaque action de formation – par des acteurs qui sont à différents niveaux (participant, formateur, institution, etc.)</p> <p>Elle consiste à peser les objectifs par rapport aux résultats attendus d'un système ou d'une session de formation.</p> <p>L'évaluation aide à vérifier à chaque étape si les objectifs pédagogiques ont été atteints, à identifier des points particuliers du programme qui doivent être améliorés ou renforcés, mais aussi à fournir des informations sur la performance des formateurs ou des participants et enfin, à évaluer l'impact de la formation.</p> <p>Le facilitateur ou le formateur doit varier le choix des outils et choisir des stratégies d'évaluation appropriées au contexte pour évaluer les participants ou le système de formation.</p>
<p>Méthode :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présentations, simulations et jeux de rôles, partage de l'expérience des participants, remue-méninges, discussions, exercices pratiques en groupes. <p>Matériel nécessaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Présentation de diapositives « Évaluation dans la formation » de la session 0 - Document 2 : Modèle de Kirkpatrick <p>Préparation pour cette session</p> <ul style="list-style-type: none"> - Couper autant de morceaux de papier qu'il y a de participants <p>CD WCAR :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Éduquer dans les situations d'urgence et de crise - Unesco - Planifier l'éducation en situation d'urgence et de reconstruction - Votre droit à l'éducation + Guide utilisateur - L'éducation dans les situations d'urgence - Revue Migration forcée - Éducation - ARC - Fiches d'information sur la protection de l'enfant - Unicef - Intervention éducative rapide en situation d'urgence - L'éducation dans les situations d'urgence et pour la reconstruction. Approche axée sur le développement - Éducation – Principes directeurs – HCR 	

1. Définir l'évaluation et les divers types d'évaluation dans la formation

40 minutes

(10 minutes)

 **Exercice : « Notez votre partenaire »**

Divisez les participants en groupe de deux et donnez à chacun une feuille de papier. Donnez les instructions suivantes.

1. Donnez à votre partenaire une note de 1 à 100 d'après votre première impression, sans parler.
2. Vous avez 3 minutes.

Demandez aux participants de donner leur papier à leur partenaire.

Vous vous rendrez alors compte que des participants sont mal à l'aise et gênés par cet exercice.

Posez-leur les questions suivantes :

1. Quel effet cela vous fait-il d'être évalué de cette manière ?
2. Quel effet cela vous fait-il d'évaluer quelqu'un de cette manière ?
3. Quelles instructions manquaient pour que vous puissiez évaluer votre partenaire ?
4. De quels éléments avez-vous besoin pour une bonne évaluation ?

Les réponses devraient comprendre les concepts de critères, instructions, objectifs de l'évaluation, analyse des outils d'évaluation, etc.

N'importe quelle évaluation est liée au contexte, aux conditions de performance et aux décisions à prendre. L'idée n'est pas de donner un jugement général sur des personnes ou des activités d'apprentissage mais de définir des compétences, des qualités et des résultats en lien avec une question particulière ou un objectif d'évaluation.

Le processus d'évaluation est toujours complexe et comprend plusieurs paramètres devant être pris en compte pour améliorer l'apprentissage.

(30 minutes)

Expliquez qu'ils vont étudier les 5 points suivants sur l'évaluation dans la formation.

1. **Pourquoi évaluer ?**
2. **Qui doit être évalué ?**
3. **Qu'est-ce qui doit être évalué ?**
4. **Quand devons-nous évaluer ?**
5. **Comment évaluons-nous ?**

Maintenant, formez des groupes de 5-6 personnes pour que chaque groupe puisse préparer ses réponses sur 5 feuilles. Donnez-leur 15 minutes et désignez pour chaque groupe un rapporteur qui donnera les réponses.

Ensuite, comparez leurs réponses avec les explications et les diapositives.

- a) En plénière, utilisez l'exercice précédent pour introduire la question : « **Pourquoi évaluer la formation ?** » et demandez aux participants de donner plusieurs raisons.

Montrez la diapositive correspondante et comparez leurs questions, qui devraient comprendre les points suivants :

- Renforcer ce qui est appris
- L'adapter aux réalités de l'environnement
- Consolider le processus d'apprentissage
- Identifier une formation supplémentaire
- Identifier de nouveaux besoins d'apprentissage

Montrez les diapositives correspondantes et expliquez l'objectif de l'évaluation – qui régule divers paramètres de la formation :

- Cibles

- Objectifs
- Contenu
- Méthodes
- Environnement et conditions matérielles
- Position et relation d'apprentissage

Puis concluez sur les principes d'actions d'évaluation suivants :

Évaluer consiste à :

- Mesurer les variations entre les buts et les réalisations
- Interpréter les résultats pour analyser les causes des variations
- Développer un jugement de valeur

b) Posez aux participants la question suivante : « **Qui doit évaluer la formation ?** ». Voici quelques réponses possibles :

- Les formateurs
- Les participants
- Des collègues
- Le ou les bailleur(s) de fonds
- Le commanditaire de la formation
- Des experts externes

c) Continuez avec la question : « **Qu'est-ce qui doit être évalué ?** »

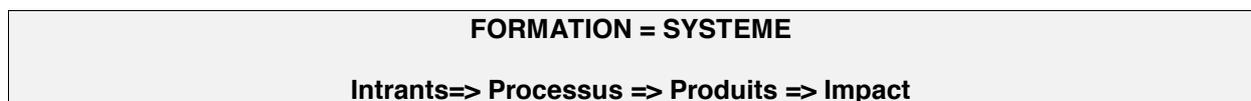
Montrez le document du Modèle de Kirkpatrick et expliquez que ce modèle décrit 4 niveaux d'évaluation dans la formation. Il définit ces 4 niveaux d'évaluation à la fin des années 50 : l'évaluation de la réaction, l'évaluation de l'apprentissage, l'évaluation des niveaux de transfert, l'évaluation des résultats. C'est un modèle qui vise à augmenter l'efficacité de la formation. Il est utilisé par les professionnels de la formation qui doivent concevoir, mettre en œuvre et évaluer un projet de formation.

Plus, posez aux participants les questions suivantes :

- *Quels niveaux d'évaluation sont utilisés pendant votre formation ?*
- *Quels niveaux doivent être évalués ?³*
- *Quel est le niveau le plus difficile à évaluer ?⁴*

Montrez la diapositive correspondante et expliquez qu'il est important d'envisager la formation comme un système pour savoir exactement ce qui sera évalué.

On peut donc donner les définitions suivantes.



Intrants : formateurs, participants, matériels de formation, ressources financières, lieu de la formation...

Processus : méthodes de formation, compétences, participation...

Produits : participants formés, objectifs réalisés, matériels visuels venant de l'atelier, ...

Impact : résultat final – changement de comportement, qualité des services fournis par les personnes formées ...

d) Continuez avec la question « **Quand devons-nous évaluer ?** » Montrez les diapositives pour les comparer aux réponses des participants.

³ Réponses possibles : Différents évaluateurs voudront évaluer différents niveaux du système de formation, selon leurs intérêts.

⁴ Réponse : L'idée est d'évaluer à quel point les compétences acquises durant la formation sont traduites en un comportement professionnel dans le contexte réel du travail. Dans ce cas, la vérification des compétences est faite sur le lieu de travail. On appelle cela une évaluation « différée ».

L'évaluation peut être menée :

1. Avant la formation :

Au début du cours, ou avant de commencer une session de formation, pour voir le niveau de connaissance des participants sur la question ou pour vérifier s'ils ont les connaissances nécessaires pour suivre le cours/ la formation. On appelle cela une évaluation diagnostic.

2. Pendant la formation :

Pendant que l'enseignement/l'apprentissage est en cours, pour s'assurer que l'apprentissage se passe normalement et pour le réajuster selon la maîtrise qu'ont les participants du sujet ou pour adapter les méthodes au fur et à mesure que les participants progressent. On appelle cela une évaluation formative.

3. A la fin de la formation :

A la fin du processus (cours ou formation), pour mesurer les résultats et l'efficacité du système de formation, certifier les réalisations et/ou décider ce qui doit être fait. On appelle cela une évaluation sommative.

Le degré de satisfaction des formateurs et des participants peut aussi être évalué à ce niveau.

4. Après la formation :

Pour mesurer les compétences acquises, les réalisations réelles, les changements dans les pratiques et les comportements dans le cadre professionnel.

Donnez les informations :

AVANT	PENDANT	APRES
Repérer Détecter Diagnostiquer Choisir Orienter	Vérifier Corriger Améliorer Adapter Réguler	Attester Certifier Contrôler Évaluer Habiller
ÉVALUATION DIAGNOSTIC	ÉVALUATION FORMATIVE	ÉVALUATION SOMMATIVE

Ajoutez que 2 points forts – évaluation instantanée, évaluation post-formation – comprenant divers types d'évaluation, apparaissent dans le processus.

1) Évaluation instantanée

Elle vient généralement à la fin de la formation et est faite partout, quel que soit le type de formation. Bien qu'une évaluation de ce type, à elle seule, ne soit pas significative, elle aide à révéler des tendances importantes, clôture la formation en faisant une transition avec le contenu et permet aux participants de donner leur opinion.

Elle comprend :

- L'évaluation de la satisfaction
- L'évaluation des connaissances et des compétences acquises à la fin de la formation.

Notez que la collecte d'un feedback instantané n'est pas une vraie méthode d'évaluation car le degré de satisfaction ne peut pas évaluer l'efficacité de la formation – des opinions subjectives ne peuvent pas remplacer des résultats objectifs. Mais un feedback instantané peut révéler des tendances importantes qui peuvent conduire à une étude supplémentaire.

2) Évaluation post-formation

L'évaluation post-formation vient après la formation. La période entre la fin de la formation et l'évaluation post-formation doit être assez longue pour que les participants puissent mettre en œuvre ce qu'ils ont tiré de la formation.

Elle comprend :

- L'évaluation des réalisations du participant une fois qu'il est rentré dans son organisation (intrans, conditions et difficultés rencontrées).

Les réalisations devront avoir été fixées à la fin de la formation par le formateur (projet à élaborer, travail sur les sessions, etc.). Cela peut être fait par le biais de questionnaires, d'une journée d'évaluation et/ou d'une autoévaluation.

- L'évaluation du transfert de l'apprentissage à un contexte de travail ou à des comportements professionnels (2^e niveau).
- L'évaluation des effets de la formation sur les activités de l'organisation ou du département (3^e niveau).

En conclusion :

Chaque étape est un guide pour une approche complète de l'évaluation, mais, étant donné les besoins et la nature particulière de l'action, certaines étapes peuvent être plus importantes que d'autres.

e) Enfin, posez la question : « **Comment évaluer ?** »

Les participants montrent leur réponse. Puis, expliquez qu'il y a plusieurs outils et méthodes. Montrez les diapositives correspondantes et comparez leurs réponses.

- Questionnaires (liste de question, diagramme à remplir, ...)
- Tests (compétences et connaissances)
- Exercices pratiques
- Études de cas
- Reconstructions de situations / simulations
- Résumé (quotidien)
- Commentaires
- Grille d'évaluation (critères qualitatifs)
- Grilles d'auto-évaluation
- Évaluation des points forts / faiblesses
- Sondages : individuels / de groupe
- Observations guidées sur le terrain (liste de contrôle)
- Discussions informelles
- Comptes rendus individuels ou de groupe

Parmi les outils et méthodes mentionnés ci-dessus, demandez aux participants :

- *Lesquels avez-vous utilisés et dans quelles circonstances ?*
- *Lesquels avaient vous trouvés faciles à utiliser et pourquoi ?*
- *Lesquels avez-vous trouvés difficiles à utiliser et pourquoi ?*

2. Elaborer des outils d'évaluation

30 minutes

Exercice : Élaborer des outils d'évaluation

Diviser les participants en plusieurs groupes de travail de 5-6 personnes.

Chaque groupe va choisir d'élaborer l'un des outils suivants, ou n'importe quel autre outil qu'il considère comme aussi intéressant pour la formation en cours :

- Test de connaissances avant la formation (10-15 questions différentes) en lien avec les objectifs des sessions de formation.
- Test des connaissances pendant le déroulement de la formation ou à la fin de la formation (10-15 questions différentes) en lien avec les objectifs des sessions précédentes.
- Grille pour observer la présentation d'un participant durant une session de facilitation.
- Évaluation personnelle de la formation (grille d'auto-évaluation + questions)
- Questionnaire de satisfaction (à la fin de la formation)

Demandez aux participants quel niveau d'évaluation (Cf. le modèle de Kirkpatrick) correspond à chacun de ces outils.

En plénière, chaque groupe va présenter son outil. Les autres groupes seront invités à faire des commentaires sur les outils et à les comparer en vue de les améliorer.

Note importante : Ces outils seront testés et adoptés durant la formation.

En conclusion :

Pour obtenir le point de vue des participants à cette session « Évaluation dans la formation », vous pouvez leur poser les questions suivantes :

1. Notez cette session sur une échelle de 0-5.
2. Quelles sont les choses les plus importantes que vous ayez apprises aujourd'hui ?
3. Comment comptez-vous appliquer ces connaissances dans votre travail ?
4. Quelles autres notions d'évaluation voudriez-vous étudier ?

Conseils pour une évaluation rapide des participants durant / après la formation

Affichez deux feuilles de tableau de conférence au mur. Sur l'une, écrivez : « Thèmes particulièrement utiles pendant la formation », et sur l'autre « Suggestions pour améliorer la formation. » Les participants écrivent ensuite leurs commentaires après le départ des formateurs pour que ceux-ci puissent ajuster les sessions de formation au fur et à mesure.

DOCUMENT 2 :
Modèle de Kirkpatrick

NIVEAU	MESURE	QUESTION CLE	METHODES OU INDICATEURS	RESTRICTIONS
Réaction	Satisfaction	Comment les participants ont-ils réagi au programme ?	Fiches d'évaluation du programme, entretiens, questionnaires, commentaires généraux des participants durant le programme.	Ne peut pas mesurer ce qui a été appris, garantir le changement de comportement ni révéler si la formation garantira de bons résultats.
Apprentissage	Connaissance	Qu'ont appris les participants ?	Évaluation avant et après le cours, observation par les tuteurs, superviseurs et/ou pairs, évaluation par équipes, auto-évaluation, entretiens et enquêtes.	Ne mesurera pas si les participants ont aimé le programme, si leur comportement sera différent ni si les résultats anticipés seront obtenus.
Comportement	Application de l'apprentissage et réalisation des objectifs de produits.	La formation des participants a-t-elle changé leur comportement ?	Évaluation avant et après le cours, observations, groupes de discussion, entretiens, sondage de personnes observant les participants, questionnaires.	Ne peut pas déterminer si les participants ont aimé la formation ni si les comportements ont permis d'obtenir des résultats.
Résultats	Application et effets sur la compagnie	Le changement de comportement des participants a-t-il eu un impact sur l'organisation ?	Les indicateurs comprennent une amélioration de la productivité, de la profitabilité, des ventes et bénéfices, une réduction de la mobilité du personnel et des frais.	Ne peut pas déterminer si les participants ont aimé ou ont compris la formation ni si elle a changé leurs comportements préférés.

Présentation des situations d'urgence et de leur impact sur les enfants et l'éducation	Session 1
	Durée 75 minutes
Plan de la session	
Contenu	Minutes
1. Types de situations d'urgence	15
2. Impacts des situations d'urgence	60
Objectifs pédagogiques	Messages clés
<ol style="list-style-type: none"> 1. Comprendre la terminologie généralement utilisée dans le cadre de la gestion des catastrophes. 2. Identifier les différents types de scénarios d'urgence, particulièrement ceux que l'on retrouve dans la Région d'Afrique de l'Ouest et du Centre (WCAR). 3. Décrire l'impact des situations d'urgence sur les enfants, les systèmes éducatifs et les communautés. 4. Identifier l'impact des situations d'urgence sur les filles et les groupes vulnérables, tels que les orphelins et enfants vulnérables et les enfants aux besoins particuliers. 	<p>Les trois catégories de situations d'urgence sont : (a) les catastrophes naturelles comme les ouragans, les séismes, les tsunamis, les sécheresses, les cyclones, les épidémies et les inondations. (b) les catastrophes provoquées par l'homme, comme les troubles civils, la guerre, l'occupation, les blocus économiques, et (c) les situations d'urgence complexes, qui associent des catastrophes naturelles et provoquées par l'homme.</p> <p>Les situations d'urgence ont un impact sur la croissance et le développement personnel des enfants et sur les systèmes éducatifs et perturbent l'environnement dans lequel les enfants apprennent et grandissent.</p> <p>Les situations d'urgence affectent les opportunités d'éducation des enfants de façons différentes, selon leur nature, les attitudes envers les filles et les groupes marginalisés et les ressources propres d'une communauté.</p> <p>Les situations d'urgence peuvent avoir un effet psychologique profond sur les enfants. Il est important de comprendre que les effets de ce traumatisme sont des réactions normales à des circonstances anormales et que les individus peuvent être affectés différemment par les mêmes expériences traumatisantes.</p>

Méthode :

- Présentation de diapositives, travail de groupes

Matériel nécessaire :

- Présentation des diapositives de la Session 1

Préparation pour ce module

- Comprendre l'expérience et les postes des participants à l'atelier

1. Types de situations d'urgence

15 minutes

1. Projetez les diapositives et demandez aux participants "Quels sont les types de situations d'urgence présentées sur ces diapositives ?" On peut trouver dans les réponses les termes séisme, sécheresse, inondation, cyclone, conflit.
2. Demandez aux participants quels types de situations d'urgence ont connus leurs pays.
3. Faites un résumé des réponses et demandez aux participants de définir ce qu'est une situation d'urgence pour eux.
4. Montrez la diapositive sur la définition des situations d'urgence par le Programme de formation de l'ONU à la gestion des catastrophes :

UNDMTP (Programme des Nations Unies de formation à la gestion des catastrophes)

« Une catastrophe est une perturbation sérieuse au fonctionnement d'une société, provoquant des pertes humaines, matérielles ou environnementales généralisées, qui dépassent la capacité de la société affectée à y faire face en utilisant uniquement ses propres ressources. Les catastrophes sont souvent classées selon la vitesse à laquelle elles sont survenues (soudaine ou lente) ou selon leur cause (naturelle ou provoquée par l'homme). »

5. Faites remarquer qu'il y a généralement trois catégories de situations d'urgence recensées : (a) **les catastrophes naturelles** qui comprennent les ouragans, les séismes, les tsunamis, les sécheresses, les cyclones, les épidémies et les inondations (b) **les catastrophes provoquées par l'homme**, comme les conflits, la guerre, l'occupation, les blocus économiques, et (c) **les situations d'urgence complexes**, qui peuvent associer à la fois des catastrophes naturelles et provoquées par l'homme. Demandez aux participants si leurs pays ont connu des situations d'urgence complexes.
6. Demandez aux participants s'il pourrait y avoir des situations d'urgence en cours qui ne sont pas apparentes pour les gouvernements ou la communauté humanitaire ? Dans ce cas, de quelle nature seraient-elles ?
7. Expliquez le concept d'une situation d'urgence "lente", tel que le déplacement continu d'une population du fait de la sécheresse ou d'une guerre, par exemple. Demandez aux participants si ce genre de situation est survenu dans leurs propres pays.
8. Présentez la définition de dangers, risque et vulnérabilité et comment ils sont en corrélation. (Cf. la diapositive). Vérifiez que ces concepts clés sont bien compris en donnant des exemples pratiques pour chacun d'eux.

2. Impacts des situations d'urgence sur les enfants, les systèmes éducatifs et les communautés

60 minutes

1. Dites aux participants qu'ils vont explorer la gamme des impacts des situations d'urgence sur les enfants, les systèmes éducatifs et les communautés. Visionnez à nouveau les diapositives et demandez au groupe d'identifier plusieurs impacts éventuels des situations d'urgence montrées dans les diapositives sur les enfants, à partir des photos qu'ils ont visionnées.
2. Puis demandez-leur de citer plusieurs interventions possibles pour répondre aux impacts sur le système éducatif et la communauté.
3. Dites aux participants qu'ils vont étudier ces impacts plus en détail par petits groupes.

Exercice sur l'impact des situations d'urgence

Divisez le groupe en petits groupes (pas plus de 4 à 5 personnes par groupe). Répartissez les tâches suivantes :

- Impact sur les enfants – un groupe se penche sur les catastrophes naturelles, un groupe sur les conflits armés/la guerre.
- Impact sur le système éducatif – un groupe catastrophe naturelle, un groupe conflit armé/guerre.
- Impact sur la communauté – un groupe catastrophe naturelle, un groupe conflit armé/guerre.
- Impact sur les groupes marginalisés – aussi bien guerre que catastrophe naturelle.

Suggérez que les groupes utilisent comme base de discussion les impacts de ce qu'a connu leur propre pays.

4. Demandez à chaque groupe d'écrire un petit texte sur l'impact de la situation d'urgence par la voix d'une personne affectée. Par exemple :
 - Impact sur les enfants – un enfant affecté.
 - Impact sur le système éducatif – un administrateur pédagogique affecté.
 - Impact sur la communauté – un paysan ou un commerçant ou un parent affecté.
 - Impact sur un groupe marginalisé – un responsable de ce groupe.
5. Demandez à une personne de chaque groupe de présenter le texte. Donnez à chaque groupe environ trois minutes pour sa présentation.
6. Après les présentations, discutez des questions suivantes :
 - Quels sont les impacts les plus graves sur les enfants ? Quelles sont les ressources communautaires existantes qui pourraient répondre à ces besoins ?
 - Quels sont certains des impacts potentiels sur les groupes marginalisés et comment diffèrent-ils des impacts sur les autres personnes ?
 - Quelles actions et ressources peuvent être nécessaires pour répondre aux besoins du système éducatif ?
 - Quelles ressources peuvent être nécessaires pour réagir aux impacts sur la communauté ?
 - Comparez les impacts d'une catastrophe naturelle et d'un conflit armé. En quoi sont-ils semblables ? En quoi sont-ils différents ?
7. Concluez la session en résumant les points clés de la discussion.

Pourquoi l'éducation dans les situations d'urgence	Session 2
	Durée 60 minutes
Plan de la session	
Contenu	Minutes
1. Les besoins d'éducation des enfants dans les situations d'urgence	20
2. Justification de l'éducation dans les situations d'urgence	40
Objectifs pédagogiques	Messages clés
<ol style="list-style-type: none"> Expliquer la justification de l'intervention éducative comme une première réponse aux situations d'urgence sur la base du rôle de l'éducation dans la protection de l'enfant. Expliquer la justification de l'éducation en situations d'urgence comme un moyen de répondre aux besoins de développement de l'enfant. Identifier les raisons pour lesquelles les communautés donnent la priorité à l'éducation en situations d'urgence. Identifier les principaux instruments juridiques internationaux et les conventions qui sont à la base du droit de l'enfant à l'éducation en situations d'urgence. Donner des arguments montrant que l'éducation dans les situations d'urgence aide à vivre et sauve des vies. 	<p>L'éducation en situations d'urgence est un droit fondamental des enfants et peut favoriser leur guérison psychosociale ainsi que leur intégration sociale, en plus de leur développement et de leur croissance.</p> <p>Les enfants qui ont connu un conflit ou des catastrophes naturelles ont le droit à l'éducation et à la protection, et leurs communautés donnent la priorité à la scolarité.</p> <p>L'éducation peut aider à vivre et sauver des vies grâce aux fonctions protectrices d'espaces d'apprentissage sûrs et à des messages permettant de sauver des vies.</p> <p>Les objectifs de plaidoyer international des agences et des gouvernements doivent faire de l'éducation une composante clé de leurs interventions en situations d'urgence</p>

<p>Méthode :</p> <ul style="list-style-type: none"> – Présentation, travail de groupe et présentations de plaidoyer <p>Matériel nécessaire</p> <ul style="list-style-type: none"> – Présentation de diapositives de la Session 2 – Document 2.1 : Pourquoi l'éducation en situations d'urgence – Document 2.2 : Pourquoi donner la priorité à l'éducation dans les situations d'urgence ?

Les besoins d'éducation des enfants dans les situations d'urgence

20 minutes

1. Rappelez aux participants que la session précédente donnait une définition des situations d'urgence. Demandez-leur s'ils peuvent définir « l'éducation dans les situations d'urgence. » Prenez 2-3 réponses.
2. Donnez la définition de travail ci-dessous, avec la diapositive correspondante :
« *La fourniture de possibilités d'éducation de qualité qui répondent aux besoins de protection physique, aux besoins psychosociaux, développementaux et cognitifs des enfants affectés par les situations d'urgence, qui peuvent à la fois aider à vivre et sauver des vies. L'éducation réduit l'impact psychosocial des conflits et des catastrophes en donnant un sens de normalité, de stabilité, de structure et un espoir pour l'avenir. L'éducation peut sauver des vies en fournissant une protection physique contre les dangers et l'exploitation dans un environnement de crise. »*
3. Expliquez que cette session va porter sur les raisons pour lesquelles l'éducation est une première réponse humanitaire importante en situations d'urgence. Expliquez qu'historiquement, l'éducation était considérée comme faisant partie d'un travail de développement à plus long terme plutôt que comme une intervention nécessaire dans la réponse à l'urgence ; l'assistance humanitaire comprenait la distribution de nourriture, les abris, l'eau et l'assainissement et les soins médicaux. Dites aux participants que toutes les diapositives que vous allez leur montrer présentent des situations d'urgence où l'éducation n'a pas été considérée comme prioritaire par tous les bailleurs de fonds pour une première réponse.
Demandez-leur : *Dans chaque situation d'urgence, quels sont les besoins des enfants qui ne sont pas respectés quand l'éducation n'est PAS considérée comme une priorité ? Quelles sont les conséquences du fait de ne pas donner d'EiE ?*
 - Cyclone au Myanmar (le Ministère de l'éducation n'a pas donné immédiatement la priorité à l'éducation)
 - Conflit en Côte d'Ivoire : Le gouvernement a supprimé le financement et les salaires dans les zones rebelles
 - Disparition de l'éducation rurale : les autorités ne pouvaient pas atteindre les zones rurales, bien que les populations aient fait des arrangements temporaires.
 - Liban – 2006, conflit Israël/Liban (les principaux donateurs n'ont pas donné la priorité à l'éducation)
 - Kenya – violence postélectorale (les donateurs n'ont pas donné la priorité à l'EiE)

Les participants peuvent donner les réponses suivantes :

- Les enfants sont négligés, vulnérables au danger.
 - Les impacts psychologiques sont exacerbés par le manque d'espaces sécurisés et le fait de ne pas être avec d'autres enfants.
 - Les besoins cognitifs et de développement des enfants sont négligés.
 - Il y a un risque accru de se livrer à des activités dangereuses.
 - Le risque d'abandon scolaire est accru.
 - Les enfants risquent davantage de s'engager dans des groupes armés.
4. Montrez les diapositives sur le séisme au Pakistan. Dites aux participants que toutes les parties prenantes, comme les donateurs, les organisations humanitaires, les communautés et les enfants ont donné la priorité à l'éducation. Demandez-leur pourquoi ils pensent que ce contexte était différent des autres situations d'urgence. Les réponses peuvent inclure que :
 - La destruction physique des écoles et le nombre très élevé d'élèves décédés en raison de l'heure où est survenu le séisme peut avoir engendré une prise de conscience plus grande de la nécessité de donner la priorité à l'éducation.
 - Les communautés ont soutenu l'éducation.
 - Les enfants ont exprimé vivement le souhait de reprendre leur éducation.

2. Justification de l'éducation dans les situations d'urgence

40 minutes

Exercice

1. Dites aux participants qu'ils vont se pencher sur quatre raisons pour lesquelles il faut donner la priorité à l'éducation dans les situations d'urgence. Ces raisons ont dû être mises en évidence lors de la projection des diapositives mais il faut les revoir. Répartissez les participants en quatre groupes. Attribuez à chacun des groupes l'un des sujets suivants, qui concernent la justification de l'éducation en situations d'urgence:
 - 1) L'éducation offre une protection.
 - 2) L'éducation est un droit.
 - 3) L'éducation est une priorité pour les communautés.
 - 4) L'éducation est essentielle pour le développement cognitif et affectif de l'enfant.
 - 5) L'éducation aide à vivre et sauve des vies.
2. Demandez à chaque groupe de préparer une argumentation qui sera soumise au gouvernement, aux autorités locales ou à d'autres secteurs, au Ministère de l'éducation, aux autorités communautaires, aux représentations de l'éducation, à des collègues... pour faire un plaidoyer pour l'éducation comme première réponse humanitaire. Encouragez le groupe à **élaborer des messages forts pour le plaidoyer**.
3. Renvoyez les groupes à l'information figurant dans les documents 2.1 et 2.2 pour l'élaboration de leurs arguments. Donner 15 minutes à chaque groupe pour réaliser sa tâche.
4. Laissez chaque groupe présenter ses arguments. Limitez le temps à 3 minutes.
5. Demandez aux autres participants de critiquer le pouvoir de persuasion **des arguments sur une échelle de \$, \$\$, \$\$\$**, représentant le montant du financement qu'un donateur pourrait donner en réponse à cet argument. Dites à chaque participant de noter \$, \$\$, et \$\$\$ sur des petites fiches ou papiers de couleur. Après chaque présentation, demandez aux participants : *Levez vos fiches avec les signes \$!*
6. Après les présentations, demandez aux participants :
 - *Quels donateurs ou autres groupes ou individus pourraient avoir besoin d'être persuadés du bien-fondé de la justification de l'éducation en situations d'urgence ?*
 - *Quelles sont les prochaines mesures qu'ils pourraient prendre dans leur pays pour mieux faire comprendre l'importance de l'éducation en situations d'urgence ?*
7. Faites un résumé pour que les points suivants soient abordés et montrez la dernière diapositive :

L'éducation est une composante essentielle de toute réponse humanitaire à une situation d'urgence car l'éducation :

- est un droit fondamental pour tous les enfants et dans les situations d'urgence, les enfants sont souvent privés de ce droit
- est essentielle pour le développement normal des enfants
- peut aider les enfants à faire face aux répercussions des situations de crise
- peut aider à créer un sentiment de normalité pour les enfants et les communautés
- est essentielle pour la protection des enfants en offrant un environnement sécurisé
- est un moyen important d'encourager la tolérance et la résolution des conflits
- est essentielle pour la relance économique et la reconstruction sociale ;
- peut engendrer la participation démocratique et le respect des droits
- est la priorité des enfants et des parents durant les situations d'urgence
- est une plateforme pour transmettre des connaissances et des compétences qui permettent de sauver des vies (ex., prévention du choléra, sensibilisation au problème des mines)
- peut faciliter la réunification des familles
- peut identifier les enfants qui ont des besoins particuliers et leur venir en aide

- peut améliorer l'état nutritionnel des enfants
- rend les enfants moins vulnérables à un recrutement dans des groupes armés ou à la traite
- donne la possibilité de scolariser les enfants et les jeunes qui ne le sont pas.

DOCUMENT 2.1 : POURQUOI L'ÉDUCATION EN SITUATIONS D'URGENCE

L'ÉDUCATION OFFRE UNE PROTECTION

Bien que le droit de l'enfant à l'éducation soit clairement défini dans des cadres légaux internationaux, nous savons que la traduction de ce droit dans la réalité n'est pas chose facile – particulièrement en temps de crise. Les arguments en faveur de l'éducation en tant qu'intervention en situations d'urgence deviennent plus forts quand il s'avère que l'importance de s'assurer que l'éducation est disponible va au delà du simple fait de répondre à des droits légaux. L'éducation peut jouer un rôle fondamental dans la protection. Une crise rend les enfants vulnérables pour toute une série de raisons – ils peuvent avoir été déplacés, avoir été témoins de violence gratuite, avoir perdu des membres de leurs familles, ou avoir été victimes d'une catastrophe naturelle inattendue. Beaucoup d'entre eux ont assisté directement à des violences ou des destructions, et sont souvent confrontés à des menaces pour leur sécurité ou à la crainte que la catastrophe ne se reproduise. A un niveau pratique, il y a plusieurs composantes de l'éducation, qui mises en commun, jouent un rôle dans la prise en charge des besoins des enfants en matière de protection :

➤ ***Un environnement sécurisé, surveillé***

Un espace sécurisé et un environnement surveillé peuvent protéger l'intégrité physique et psychologique de l'enfant. Les écoles, en tant que structures pratiquement accessibles à tous, sont souvent le premier lieu vers lequel les familles se tournent pour garantir cette sécurité à leurs enfants. D'autres activités éducatives, telles que le sport organisé, les clubs de loisirs ou autres centres pour enfants, peuvent également fournir un espace sécurisé similaire. Des espaces sécurisés peuvent sauver des vies, en protégeant les enfants de la maltraitance, de l'exploitation et de dangers tels que les munitions non explosées en temps de guerre ou la violence de genre ou l'enlèvement.

➤ ***L'engagement dans des activités structurées***

La participation à des activités structurées donne aux enfants la stabilité qui leur manque au cœur d'une situation d'urgence. Les activités quotidiennes comme la fréquentation de l'école par les enfants peuvent aider les familles à retrouver un sens de la normalité et dissiper les craintes des parents pour leurs enfants. L'interaction sociale avec les pairs, associée au soutien et à l'instruction offerts par des adultes, permet aux enfants de revenir à des modes de développement normaux.

➤ ***Apprendre à faire face à des risques accrus***

Les programmes d'éducation peuvent transmettre des messages importants liés aux risques qui résultent d'une crise. Les sujets abordés peuvent inclure l'hygiène, le VIH/SIDA ou les mesures de sécurité face aux mines terrestres. La connaissance de ces sujets peut protéger les enfants individuellement et les aider à faire face à l'impact de la situation d'urgence sur un plan pratique.

➤ ***Prise en charge des groupes vulnérables***

L'éducation peut jouer un rôle essentiel dans la prise en charge des populations vulnérables comme les filles, les enfants handicapés, ou appartenant à des minorités ethniques. De manière idéale, les services doivent concerner tous les enfants, et des efforts particuliers doivent être faits pour assurer l'accès aux écoles des groupes défavorisés ou vulnérables. Ceci est particulièrement important quand la situation d'urgence accroît la vulnérabilité des enfants (ex., quand les mines terrestres/les violences entraînent des infirmités, quand certains groupes ethniques sont ciblés).

Protection contre l'exploitation

Dans l'environnement de la classe, les enseignants et les pairs peuvent surveiller les enfants qui peuvent être vulnérables aux trafiquants de drogue, au recrutement militaire ou à la prostitution. Par exemple, les responsables de l'école peuvent alerter d'autres autorités si les enfants sont recrutés dans les forces armées ou enlevés à d'autres fins.

L'ÉDUCATION EST UN DROIT

Tous les enfants ont un droit absolu à une éducation de base. Le droit à l'éducation primaire gratuite et obligatoire sans discrimination est désormais consacré par le droit international. Les droits à l'instruction ont été encore étendus pour englober les questions relatives à la qualité et à l'équité, avec certains accords qui portent directement sur les réfugiés et les enfants affectés par les conflits armés. Les instruments du droit international les plus compétents en la matière sont les suivants :

- **La Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948**

L'article 26 stipule le droit à une éducation gratuite et obligatoire au niveau primaire et préconise que l'enseignement professionnel et technique soit accessible. La déclaration indique que l'éducation doit servir à renforcer le respect pour les droits de l'homme et promouvoir la paix. Les parents ont le droit de choisir le genre d'éducation donnée à leur enfant.

- **La Convention relative au statut des réfugiés de 1951**

Il est garanti aux enfants réfugiés le droit à l'éducation primaire dans l'Article 22, qui stipule qu'ils doivent avoir les mêmes opportunités que les nationaux du pays d'accueil. Au-delà de l'école primaire, les enfants réfugiés sont traités comme les autres étrangers, ce qui permet la reconnaissance des diplômes étrangers/l'attribution de bourses.

- **Le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels de 1966**

Le droit à une éducation gratuite et obligatoire au niveau primaire et accessible au niveau secondaire figure dans l'Article 13. Cette convention poursuit en préconisant qu'une éducation de base soit accessible pour ceux qui n'ont pas reçu ou n'ont pas terminé une éducation primaire. L'accent est mis sur l'amélioration des conditions/normes d'enseignement.

- **La Convention internationale relative aux Droits de l'Enfant de 1989**

L'Article 28 appelle les états à rendre l'éducation primaire obligatoire et gratuite pour tous, et à encourager le développement d'un enseignement secondaire accessible, ainsi que d'autres formes d'éducation. La qualité et la pertinence de l'enseignement sont évoquées dans l'Article 29, qui prescrit une éducation qui se base sur le potentiel des enfants et soutient leur identité culturelle. Cet article met l'accent sur le soutien psychosocial et l'enrichissement du programme scolaire pour les enfants affectés par les conflits. L'Article 2 souligne le principe de la non-discrimination, avec l'accès à l'éducation des enfants handicapés, l'équité de genre et la protection des droits culturels et linguistiques des minorités ethniques. L'article 31 protège le droit des enfants aux loisirs et à la culture.

- **La Déclaration mondiale sur l'Éducation pour tous de 1990**

En 1990, lors d'une réunion mondiale à Jomtien, en Thaïlande, les gouvernements du monde se sont engagés à garantir une éducation de base pour tous. Dix ans après, lors du Forum mondial sur l'éducation de Dakar, les gouvernements et les agences ont identifié les situations d'urgence humanitaires comme un obstacle majeur à la réalisation des objectifs de l'Éducation pour tous (EPT). Dans le Cadre d'action de Dakar, un appel a été lancé pour un engagement actif à supprimer les disparités dans l'accès à l'éducation des groupes marginalisés, notamment les filles, les enfants travailleurs, les réfugiés, les enfants déplacés par la guerre et les handicapés.

- **Les Conventions de Genève**

Pour les situations de conflit armé, les Conventions de Genève prévoient des protections humanitaires particulières pour les personnes – dont les enfants – qui ne prennent pas part aux hostilités. En temps d'hostilités, les états sont responsables de l'éducation des orphelins ou des enfants non accompagnés. Dans les situations d'occupation militaire, la puissance occupante doit faciliter le travail des institutions « qui se consacrent à la prise en charge et à l'éducation des enfants ». Les écoles et autres bâtiments utilisés à des fins civiles sont assurés d'être protégés contre les attaques militaires.

LES COMMUNAUTÉS FONT DE L'ÉDUCATION UNE PRIORITÉ

Les communautés qui traversent une crise placent généralement l'éducation en tête de leurs priorités quand elles demandent de l'aide. Les enfants et les parents estiment qu'il est urgent de continuer à aller à l'école, mais quand une situation d'urgence interrompt les efforts d'éducation au niveau local, des communautés aux ressources déjà insuffisantes peuvent rarement faire face. Bien que les communautés soient parfois en mesure d'instaurer une certaine forme d'éducation à petite échelle, elles ont souvent du mal à maintenir et à améliorer ces efforts sans assistance extérieure. Les normes qui en résultent peuvent être inadéquates pour répondre aux besoins essentiels des enfants.

Quand ce sont les enfants eux-mêmes qui donnent la priorité à l'éducation dans le cadre de l'assistance d'urgence, cela devient une raison puissante pour l'inclure dans une intervention. L'Article 12 de la Convention sur les droits des enfants garantit le droit des enfants à la participation – qui comprend le droit des enfants à s'exprimer et à donner leur opinion sur les sujets qui les concernent. Quand les enfants considèrent l'éducation comme une priorité majeure, toute organisation souscrivant au concept des droits de l'enfant a l'obligation d'y répondre.

➤ ***Espoir en l'avenir***

Durant une situation d'urgence, au moment même où l'enfant est le plus vulnérable, les aspirations concernant l'avenir sont probablement mises de côté. Reporter l'enseignement jusqu'à ce que « a situation d'urgence soit terminée » signifie que de nombreux enfants ne retourneront plus jamais à l'école. Ils n'apprendront peut-être jamais à lire, à écrire ou à compter. Chargés des responsabilités des adultes et n'ayant pas l'occasion de jouer, les enfants sont privés de l'opportunité de développer des talents créatifs ou une aptitude à la coopération. Des enfants sans instruction sont exposés à un avenir de pauvreté, sont plus facilement entraînés vers la violence et ne disposent pas des compétences complexes si importantes pour la reconstruction et le développement de leur société. Dans les crises à long terme, l'éducation peut être essentielle pour donner un sens à la vie.

➤ ***Soutien psychosocial***

On admet généralement que l'école favorise le développement cognitif, mais elle joue également un rôle central dans l'apport d'un soutien psychologique et social. Pour les enfants, les effets d'une situation d'urgence peuvent être amplifiés du fait qu'ils ne comprennent pas les événements qui se déroulent autour d'eux, ou parce qu'ils ont déjà un contrôle limité sur leur propre vie. Les actions d'éducation peuvent jouer un rôle pour aider les communautés à comprendre leurs propres réactions et celles de leurs enfants à la situation d'urgence et à y faire face.

➤ ***Rétablissement des communautés***

Travailler ensemble pour construire ou diriger une école peut renforcer les liens informels au sein de la communauté et mener vers d'autres initiatives collectives. Les opportunités d'éducation pour les enfants peuvent également libérer les parents pour leur permettre de se consacrer à des activités rémunératrices ou à la gestion des responsabilités domestiques. La diminution du stress qui va en découler sera bénéfique pour toute la famille.

L'ÉDUCATION EST ESSENTIELLE POUR LE DÉVELOPPEMENT COGNITIF ET AFFECTIF DE L'ENFANT

- Les guerres et les catastrophes naturelles privent des générations entières des connaissances et des opportunités qu'une éducation peut fournir. L'éducation en situations d'urgence, de crises chroniques et de début de reconstruction doit être considérée dans un contexte plus large. L'éducation protège le bien-être, crée les opportunités d'apprentissage et favorise le développement (social, émotionnel, cognitif et physique) des personnes affectées par les conflits et les catastrophes naturelles.
- Sans éducation, les enfants ont un avenir véritablement limité. Les jeunes analphabètes font souvent face à un avenir de violence et de pauvreté et vont manquer des compétences plus complexes nécessaires pour contribuer à la reconstruction et au développement pacifique de leur société.
- L'éducation aide à vivre en offrant une structure, une stabilité et un espoir en l'avenir en temps de crise, particulièrement pour les enfants et les adolescents. Elle fournit des éléments essentiels pour la future stabilité économique du pays. Elle aide également à se remettre des mauvaises expériences en permettant d'acquérir des compétences et en soutenant la résolution des conflits et la construction de la paix.
- En plus de donner aux enfants des compétences essentielles en écriture, en lecture, en calcul et en compétences de la vie courante, l'éducation s'attelle au développement global de l'enfant (tant dans les domaines cognitif qu'affectif) en lui donnant l'occasion de participer, en créant un environnement stimulant et une acceptation qui contribuent aux fondements d'un apprentissage à vie.
- L'éducation facilite le développement optimal des enfants en lien avec leur capacité à acquérir des compétences et comportements culturellement pertinents qui leur permettent de fonctionner efficacement dans leur contexte actuel ainsi que de s'adapter facilement quand le contexte change.
- L'éducation fournit aux enfants les compétences et les connaissances de base pour survivre et s'en sortir dans la vie.
- A travers un jeu structuré, les enfants mettent en pratique les compétences qu'ils ont acquises et en apprennent de nouvelles.

L'ÉDUCATION SAUVE DES VIES ET AIDE A VIVRE

- L'éducation dans les situations d'urgence est une nécessité qui peut à la fois aider à vivre et sauver des vies, en fournissant une protection physique, psychosociale et cognitive.
- Un espace sécurisé et un environnement surveillé peuvent protéger l'intégrité physique et psychologique de l'enfant. Les écoles, en tant que structures pratiquement accessibles à tous, sont souvent le premier lieu vers lequel les familles se tournent pour assurer cette sécurité à leurs enfants. D'autres activités éducatives, telles que le sport organisé, les clubs de loisirs ou autres centres pour enfants, peuvent également fournir un espace sécurisé similaire. Des espaces sécurisés peuvent sauver des vies, en protégeant les enfants de la maltraitance, de l'exploitation et de dangers tels que les munitions non explosées en temps de guerre ou la violence de genre ou l'enlèvement.
- Le secteur de l'éducation diffuse d'importants messages de survie dans les situations d'urgence, comme la sécurité face aux mines terrestres, la prévention du VIH/SIDA, des messages WASH (eau/assainissement/hygiène) qui protègent contre le choléra et d'autres maladies transmises par l'eau. Ces messages de survie peuvent réduire la mortalité maternelle comme la mortalité infantile.
- Des espaces d'apprentissages protecteurs peuvent donner une protection contre la violence de genre. De plus, ils aident à la diffusion de messages importants contre la violence de genre. Ils peuvent aussi appuyer des messages de santé reproductive.
- Des espaces d'apprentissages ou écoles temporaires peuvent servir de centre d'alimentation pour maintenir la nutrition des enfants déplacés et aider à les protéger contre des maladies communes parmi les PDIP. Les écoles temporaires peuvent aussi être utilisées en tant que centres de vaccination ou de distribution de suppléments de vitamines pour fournir une protection sanitaire.
- Des enfants non éduqués sont vulnérables à un futur de pauvreté et plus facilement entraînés vers la violence. Pendant un conflit armé, les enfants risquent beaucoup plus d'être recrutés par des groupes armés s'ils n'ont pas d'environnement protecteur, et ils sont confrontés à la violence et éventuellement à la mort.
- Dans l'environnement de la classe, les enseignants et les pairs peuvent surveiller des élèves qui peuvent être vulnérables aux trafiquants de drogue, au recrutement militaire ou à la prostitution. Par exemple, les autorités de l'école peuvent alerter les autorités s'il y a des recrutements d'enfants dans les forces armées ou des enlèvements pour d'autres raisons.

DOCUMENT 2.2
POURQUOI DONNER LA PRIORITÉ À L'ÉDUCATION DANS LES SITUATIONS
D'URGENCE ?
Adapté de l'INEE

- L'éducation est un droit. Ce droit est exprimé par divers instruments internationaux du droit humanitaire et des droits de l'homme, comme les Conventions de Genève, qui s'appliquent en temps de guerre, ainsi que la Convention sur les droits des enfants, la Déclaration universelle des droits de l'homme et plusieurs instruments juridiques régionaux.
- L'éducation en situations d'urgence est une nécessité qui peut à la fois aider à vivre et sauver des vies, en apportant une protection physique, psychosociale et cognitive. L'éducation en situations d'urgence sauve des vies en protégeant directement de l'exploitation ou de la maltraitance et en diffusant des messages de survie importants comme le danger que représentent les mines anti-personnel ou la prévention du VIH/SIDA.
- Les communautés donnent la priorité à l'éducation. Ce sont souvent elles qui démarrent une forme ou une autre d'enseignement/ l'école durant une situation d'urgence. Maintenir l'éducation durant une crise peut cependant être difficile, en raison de la diminution des capacités locales et de l'insuffisance des ressources. Les situations d'urgence offrent des opportunités pour améliorer la qualité de l'éducation et de faciliter l'accès à l'instruction.
- Les interventions d'éducation en situations d'urgence sont axées sur la satisfaction des besoins réels des populations affectées, ainsi que sur l'enseignement formel. Ces besoins changent en fonction des phases et des situations :
 - La phase aigue/de fuite/déplacement : diffusion d'informations et de messages essentiels, par exemple sur les risques que présentent les mines, les risques sur la santé et l'environnement, etc., et insistance sur les éléments psychosociaux et récréatifs.
 - La phase chronique ou d'adaptation : apprentissage organisé, formel et non formel, avec messages et thèmes axés sur la préparation des populations (déplacées) au retour, l'avenir, les éléments de risque ainsi que l'éducation à l'édification de la paix et aux droits de l'homme.
 - La phase de retour, de réintégration et de réhabilitation : faire face à l'avenir, reconstruction et amélioration de l'ensemble du système éducatif. Sans minimiser l'importance des dégâts qu'a pu subir le système éducatif, cette phase doit exploiter les opportunités positives qui se présentent au lendemain d'une situation d'urgence. Ces opportunités peuvent comprendre l'élaboration de stratégies et de pratiques plus équitables en matière de genre ainsi que la révision de programmes d'études et de méthodes pédagogiques qui entraînaient auparavant la division. Il faut prévoir suffisamment de temps pour concevoir les programmes d'enseignement, assurer la formation des enseignants et atteindre progressivement le nouveau but qui a été défini.
- Le potentiel des enfants et des jeunes en terme d'apprentissage, de coopération et de contribution à la société est énorme. Il peut être constructif ou destructeur ; les enfants et les jeunes qui n'ont aucune perspective d'avenir réjouissante ni source d'inspiration positive constituent une cible facile pour les milices ou pratiquent des activités parallèles souvent néfastes. Aucune société ne peut se permettre de perdre le potentiel constructif de ses jeunes ; il doit être sauvegardé et pris en charge même en situation de crise.

Les Normes minimales de l'INEE		Session 3
		Durée 70 minutes
Plan de la session		
Contenu		Minutes
1. Présentation des Normes pour l'Éducation		30
2. Appliquer les NM de l'INEE à une étude de cas		40
Objectifs pédagogiques	Messages clés	
<ol style="list-style-type: none"> 1. Reconnaître ce que signifient des normes dans le contexte normal de l'éducation. 2. Comprendre que les normes viennent normalement d'une structure gouvernementale comme le Ministère de l'éducation ou l'Institut de l'éducation. 3. Reconnaître qu'on peut et qu'on doit appliquer des normes même dans les situations d'urgence. 4. Comprendre que les Normes minimales de l'INEE (NM INEE) pour l'éducation en situations d'urgence fournissent des directives et des normes établies pour la préparation et l'intervention en situation d'urgence. 	<p>Le Manuel des Normes minimales de l'INEE est un document normatif qui contient 19 normes accompagnées chacune d'actions clés et de notes d'orientation. Le Manuel a pour but d'améliorer la qualité de la préparation, des interventions de réponse et du relèvement au niveau de l'éducation, d'accroître l'accès à des possibilités d'apprentissage sûres et pertinentes et de garantir que ces services soient fournis avec responsabilité.</p> <p>Les domaines de NM de l'INEE sont interdépendantes et doivent être adaptées selon le contexte.</p> <p>Les cinq domaines de NM de l'INEE sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Normes fondamentales (Participation communautaire, Coordination, Analyse). ○ Accès à l'éducation et environnement d'apprentissage. ○ Enseignement et apprentissage. ○ Enseignants et autres personnels éducatifs. ○ Politique éducative 	

Méthode :

- Présentation de diapositives, étude de cas, travail en petits groupes, discussion

Matériel nécessaire

- Présentation de diapositives de la Session 3
- Document 3.1 : Normes minimales pour l'éducation en situations d'urgence, de crise chronique et de début de reconstruction
- Document 3.2 : Étude de cas du tsunami (ou étude de cas intéressante dans le pays)
- Document 3.3 : Étude de cas de l'application des Normes minimales.
- Document 3.4 : Actions de préparation et réponse pour les NM de l'INEE.
- Exemplaires du Manuel des NM de l'INEE pour chaque table.

CD WCAR :

- INEE Normes minimales d'éducation en situations d'urgence
- Outil de référence - INEE
- Relations Normes minimales INEE et SPHÈRE

Note pour le facilitateur : Ne démarrez pas cette session tant que les participants n'ont pas lu « Outil de référence pour les normes minimales de l'INEE ».

1. Présentation des normes pour l'éducation

30 minutes

1. Expliquez qu'une évolution importante dans le secteur de l'éducation a été le processus du Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE) pour élaborer les Normes minimales pour l'éducation : Préparation, interventions, relèvement (NM de l'INEE).
2. Expliquez les points suivants sur l'élaboration des NM de l'INEE, tout en montrant les diapositives correspondantes :
 - Le Réseau inter-agences pour l'éducation en situations d'urgence (INEE) a été mis sur pied afin de fixer des normes pour promouvoir l'accès à une éducation de qualité pour toutes les personnes, y compris celles qui sont affectées par des situations d'urgence.
 - Ces normes sont basées sur la Convention sur les droits de l'enfant (CRC), l'Éducation pour tous (EPT) et la Charte Humanitaire pour représenter « des buts universels pour aider les adultes et les enfants à réaliser leur droit de vivre dans la dignité ».
 - Les NM de l'INEE sont un instrument destiné à promouvoir un niveau minimal dans l'accès à une éducation de qualité, qui est un droit fondamental de tous les adultes et enfants.
 - **Les Normes minimales se trouvent sur le site web de l'INEE, www.ineesite.org**
 - Ces normes sont en lien avec Projet Sphère et la Charte Humanitaire et les « normes minimales dans le cadre des secours en cas de catastrophe » (mais n'en font pas encore partie). Les normes Sphère couvrent les secteurs suivants : l'eau ; l'assainissement et l'hygiène ; la sécurité alimentaire ; la nutrition et l'assistance alimentaire ; les abris, l'implantation des personnes, les produits non alimentaires ; les services de santé. (Sphère n'inclut pas l'éducation).
3. Les **5 domaines des MSEE** sont :
 - Normes fondamentales (Participation communautaire, Coordination, Analyse).
 - Accès à l'éducation et environnement d'apprentissage.
 - Enseignement et apprentissage.
 - Enseignants et autres personnels éducatifs.
 - Politique éducative.

2. Appliquer les NM de l'INEE à une étude de cas

40 minutes

(30 minutes)

1. Dites aux participants qu'ils vont maintenant appliquer les normes minimales de l'INEE à une étude de cas de la catastrophe du tsunami de 2005 (ou éventuellement un cas local). Dites aux participants de se référer au Document 3.1 qui résume les cinq domaines et les normes pour chaque domaine.

Exercice d'application des NM de l'INEE à une étude de cas

Demandez aux participants de lire le Document 3.2 : Étude de cas d'une intervention d'éducation en situation d'urgence. Divisez les participants en groupes de 5 à 6 personnes comme suit :

Groupe 1 : **Participation communautaire (Normes fondamentales)**

Groupe 2 : **Coordination (Normes fondamentales)**

Groupe 3 : **Analyse (Normes fondamentales)**

Groupe 4 : **Accès et environnement d'apprentissage**

- Groupe 5 : **Enseignement et apprentissage**
Groupe 6 : **Enseignants et autres personnels d'éducation**
Groupe 7 : **Politique éducative**

Tâches :

- 1) Identifier les normes qui ont été utilisées dans l'intervention d'éducation en situation d'urgence.
- 2) Identifiez les normes qui auraient pu être utilisées dans l'intervention. Les groupes peuvent utiliser le Document 3.3 pour noter les réponses pour chaque domaine de normes.

Notez qu'il n'y aura peut-être pas assez d'informations pour déterminer si certaines des normes ont été utilisées. Dans ce cas, les participants doivent identifier ce qui aurait pu être fait dans l'intervention pour appliquer la norme.

(10 minutes)

2. En plénière, invitez chaque groupe à faire un rapport sur les normes appliquées à l'étude de cas. Montrez la **diapositive correspondant** à chaque **domaine** pendant que le groupe fait son rapport.

Normes Fondamentales

Participation communautaire

- **Norme 1 : Participation** : Les membres de la communauté participent activement, de façon transparente et sans discrimination à l'analyse, la planification, la conception, la mise en oeuvre, au suivi et à l'évaluation des interventions éducatives.
- **Norme 2 : Ressources** : Les ressources de la communauté sont recensées, mobilisées et utilisées afin de mettre en oeuvre des possibilités d'apprentissage appropriées aux différents âges.

Coordination

- **Norme 1 : Coordination** : Il existe des mécanismes de coordination de l'éducation qui appuient les parties prenantes travaillant à garantir l'accès à une éducation de qualité et la continuité de cette éducation.

Analyse

- **Norme 1 : Evaluation préliminaire** : Des évaluations préliminaires de la situation d'urgence sont conduites au moment opportun et de manière holistique, transparente et participative.
- **Norme 2 : Stratégies d'intervention** : Des stratégies d'interventions d'éducation inclusive sont élaborées. Elles comprennent une description claire du contexte, des obstacles au droit à l'éducation et des stratégies pour surmonter ces obstacles.
- **Norme 3 : Suivi** : Un suivi régulier est fait sur les activités des interventions éducatives et l'évolution des besoins d'apprentissage des populations affectées.
- **Norme 4 : Evaluation** : Des évaluations systématiques et impartiales améliorent les activités des interventions éducatives et renforcent la prise de responsabilité.

Accès et environnement d'apprentissage

- **Norme 1 : Egalité d'accès** : Toutes les personnes ont accès à des possibilités d'éducation pertinentes et de qualité.
- **Norme 2 : Protection et bien-être** : Les environnements d'apprentissage sont sans danger et sûrs et contribuent à la protection et au bien-être psychosocial des apprenants, des enseignants et autres personnels de l'éducation.
- **Norme 3 : Etablissements et services** : Les établissements scolaires contribuent à la sécurité et au bien-être des apprenants, des enseignants et autres personnels de l'éducation et sont en lien avec des services de santé, de nutrition, de protection, et des services psychosociaux.

Enseignement et apprentissage

- **Norme 1 : Programmes scolaires** : Des programmes scolaires pertinents du point de vue culturel, social et linguistique sont utilisés pour fournir une éducation formelle et non formelle, appropriée au contexte et aux besoins particuliers des apprenants.

- **Norme 2 : Formation, développement professionnel et appui** : Les enseignants et autres personnels de l'éducation reçoivent une formation périodique pertinente et structurée, adaptée aux besoins et aux circonstances.
- **Norme 3 : Enseignement et processus d'apprentissage** : L'enseignement et les processus d'apprentissage sont centrés sur l'apprenant, participatifs et inclusifs.
- **Norme 4 : Evaluation des résultats de l'apprentissage** : Des méthodes appropriées d'évaluation et de validation des résultats de l'apprentissage sont utilisées.

Enseignants et autres personnels de l'éducation

- **Norme 1 : Recrutement et sélection** : Un nombre suffisant d'enseignants et autres personnels de l'éducation est recruté à travers un processus participatif et transparent, selon des critères de sélection qui prennent en compte la diversité et l'équité.
- **Norme 2 : Conditions de travail** : Les enseignants et autres personnels de l'éducation ont des conditions de travail clairement définies et sont rémunérés convenablement.
- **Norme 3 : Appui et supervision** : Des mécanismes d'appui et de supervision pour les enseignants et autres personnels de l'éducation fonctionnent efficacement.

Politique éducative

- **Norme 1 : Formulation des politiques et des lois** : Les autorités chargées de l'éducation font de la continuité et du rétablissement d'une éducation de qualité, avec un accès libre et inclusif à la scolarisation, une priorité.
- **Norme 2 : Planification et mise en œuvre** : Les activités éducatives prennent en compte les politiques, lois, normes et plans internationaux et nationaux pour l'éducation ainsi que les besoins d'apprentissage des populations affectées.

3. Expliquez aux participants que durant tout l'atelier, ils auront l'occasion de travailler avec ces normes et de les appliquer à un scénario lorsqu'ils planifieront chaque élément d'une intervention d'urgence.

Résumez en insistant sur l'importance d'une utilisation de ces normes comme cadre pour la préparation et la planification des interventions d'éducation en situations d'urgence. Dites aux participants que pour les sessions suivantes, ils appliqueront les **Normes minimales de l'INEE** quand ils planifieront chaque élément d'une intervention d'éducation en situation d'urgence.

**Document 3.1 :
Normes minimales pour l'éducation : Préparation, interventions, relèvement**

**Normes minimales pour l'éducation :
Préparation, interventions, relèvement**

Inter-Agency Network for Education in Emergencies
 La Red Interagencial para la Educación en Situaciones de Emergencia
 Inter-Agency Network for Education in Emergencies
 الشبكة المتعددة الوكالات للتعليم في حالات الطوارئ



Normes fondamentales			
Normes Participation communautaire: Participation, Ressources – Norme Coordination: Coordination – Normes Analyse: Évaluation préliminaire, Stratégies d'intervention, Suivi, Évaluation			
<p>Accès et environnement d'apprentissage</p> <p>Norme 1: Égalité d'accès Toutes les personnes ont accès à des possibilités d'éducation pertinentes et de qualité.</p> <p>Norme 2: Protection et bien-être Les environnements d'apprentissage sont sans danger et sûrs et contribuent à la protection et au bien-être psychosocial des apprenants, des enseignants et autres personnels de l'éducation.</p> <p>Norme 3: Établissements et services Les établissements scolaires contribuent à la sécurité et au bien-être des apprenants, des enseignants et autres personnels de l'éducation et sont en lien avec des services de santé, de nutrition, de protection, et des services psychosociaux.</p>	<p>Enseignement et apprentissage</p> <p>Norme 1: Programmes scolaires Des programmes scolaires pertinents du point de vue culturel, social et linguistique sont utilisés pour fournir une éducation formelle et non formelle, appropriée au contexte et aux besoins particuliers des apprenants.</p> <p>Norme 2: Formation, développement professionnel et appui Les enseignants et autres personnels de l'éducation reçoivent une formation périodique pertinente et structurée, adaptée aux besoins et aux circonstances.</p> <p>Norme 3: Enseignement et processus d'apprentissage L'enseignement et les processus d'apprentissage sont centrés sur l'apprenant, participatifs et inclusifs.</p> <p>Norme 4: Évaluation des résultats de l'apprentissage Des méthodes appropriées d'évaluation et de validation des résultats de l'apprentissage sont utilisées.</p>	<p>Enseignants et autres personnels de l'éducation</p> <p>Norme 1: Recrutement et sélection Un nombre suffisant d'enseignants et autres personnels de l'éducation est recruté à travers un processus participatif et transparent, selon des critères de sélection qui prennent en compte la diversité et l'équité.</p> <p>Norme 2: Conditions de travail Les enseignants et autres personnels de l'éducation ont des conditions de travail clairement définies et sont rémunérés convenablement.</p> <p>Norme 3: Appui et supervision Des mécanismes d'appui et de supervision pour les enseignants et autres personnels de l'éducation fonctionnent efficacement.</p>	<p>Politique éducative</p> <p>Norme 1: Formulation des politiques et des lois Les autorités chargées de l'éducation font de la continuité et du rétablissement d'une éducation de qualité, avec un accès libre et inclusif à la scolarisation, une priorité.</p> <p>Norme 2: Planification et mise en œuvre Les activités éducatives prennent en compte les politiques, lois, normes et plans internationaux et nationaux pour l'éducation ainsi que les besoins d'apprentissage des populations affectées.</p>
<p>Questions clés: Atténuation des conflits, Réduction des risques de catastrophes, Développement de la petite enfance, Genre, VIH et Sida, Droits de l'homme, Éducation inclusive, Liens intersectoriels, Protection, Appui psychosocial et Jeunesse</p>			

DOCUMENT 3.2 :
Étude de cas d'intervention d'éducation d'urgence

Étude de cas : Intervention de réponse à l'urgence pour le tsunami à Aceh et Nias (Indonésie)

Contexte

Le 26 décembre 2004, un fort tremblement de terre et le tsunami qui en a résulté ont causé d'importants dégâts dans les zones côtières du Nord et de l'Ouest de Nanggroe Aceh Darussalam (NAD). Il y a eu plus de 230 000 morts ou disparus et plus de 500 000 déplacés. Un autre tremblement de terre, le 28 mars 2005 a aussi eu des conséquences graves dans l'île de Nias, dans le Nord de Sumatra. Selon le Ministère de l'éducation nationale, (avril 2005) la tragédie a laissé :

- 40 900 élèves/enfants morts ou disparus
- 2 500 enseignants morts ou disparus (de la maternelle à l'université) et
- 2 135 écoles (maternelle – université) détruites ou gravement endommagées ; parmi celles-ci, 1 521 étaient des écoles primaires (71%)

L'UNICEF, qui est la principale agence des Nations unies pour le secteur de l'éducation à Aceh et Nias travaille avec des partenaires du Gouvernement depuis le début de ces situations d'urgence et appuie des réunions de coordination régulières et un partage régulier des informations parmi les ONG. En coordination avec l'Agence exécutante pour la réhabilitation d'Aceh et de Nias (BRR), le Ministère de l'éducation nationale (MEN), le Ministère des affaires religieuses (MAR) et des ONG, l'UNICEF appuie la restauration de l'accès à l'éducation de base à Aceh et Nias.

Phases (initiales) d'urgence aiguë (janvier-mars 2005)

Une campagne Retour à l'école (Back to school) a été menée et des écoles ont été rouvertes un mois après le tremblement de terre et le tsunami. Pendant la période de janvier à mars 2005, l'UNICEF a distribué 216 tentes-écoles, 732 000 manuels scolaires, 4 739 Kits École en boîte (School-in-a-Box), 455 matériels pédagogiques ou didactiques achetés localement et 3 222 kits récréatifs pour plus de 550 000 enfants des districts affectés par le tsunami.

L'UNICEF travaille avec des partenaires et la majorité des matériels est distribué par des partenaires gouvernementaux et des ONG. A Banda Aceh, le Groupe de travail du secteur éducation a été mis en place début février 2005 pour faire une coordination avec les partenaires gouvernementaux et les autres agences afin d'éviter une duplication et pour produire des interventions efficaces. Une Évaluation rapide des espaces d'apprentissages (RALS) a été menée à Banda Aceh et à Aceh Besar. Les principales constatations ont été partagées avec les partenaires et les besoins identifiés ont été reflétés dans le programme gouvernemental.

Au-delà de la réponse d'urgence (à partir de mi-juillet)

Depuis juillet, les réunions de coordination pour l'éducation se tiennent tous les 15 jours et les minutes sont distribuées à une liste de plus de 150 organisations ou individus. Pour résoudre le problème du manque de partage de données précises, l'UNICEF collabore avec les Services de gestion de l'information des Nations Unies pour développer un accès aux informations en ligne.

L'UNICEF a continué à travailler avec des partenaires pour appuyer le début de la première année scolaire après le tsunami / tremblement de terre à Aceh et Nias en juillet 2005. Un nouveau cycle de la campagne Retour à l'école a été mis en route. 830 000 kits de papeterie et 230 000 ensembles de manuels scolaires ont été distribués (un livre pour trois élèves).

En plus des articles distribués durant l'intervention en phase aiguë, 797 tentes-écoles supplémentaires, 2 201 kits école en boîte et 1 143 kits récréatifs ont été distribués.

Recrutement et formation des enseignants

L'UNICEF a aussi apporté un appui pour aider au recrutement, à la formation et au déploiement de 1 110 enseignants temporaires à Aceh et a payé 6 mois de salaire à ces enseignants. 150 autres enseignants de maternelle ont été formés à des connaissances et des compétences en développement de la petite enfance

et ont reçu 6 mois de salaire. Ces enseignants ont ensuite été sous la supervision du Gouvernement à partir de janvier 2006.

Appui psychosocial, de santé et d'hygiène

L'UNICEF a participé à une réunion psychosociale internationale en avril 2005 et elle appuie des initiatives psychosociales dans des centres nouvellement établis de soins aux enfants. WATSAN (eau et assainissement) prévoit de former 250 élèves à la promotion de la santé et de l'hygiène. La Protection de l'enfance prévoit de mener une évaluation préliminaire avant la fin 2005 sur les abus sexuels, l'exploitation et la traite.

Structures scolaires temporaires et permanentes

Des tentes-écoles ont été distribuées durant la phase aiguë initiale, mais elles commencent à être utilisées. Du fait de l'importance des destructions, les écoles permanentes ne sont pas encore en place. Pour aider pendant cette période de transition, l'UNICEF a passé un contrat avec une ONG pour construire 200 écoles provisoires. Ces écoles comprenaient des installations d'eau et d'assainissement. En décembre 2005, environ la moitié de ces écoles avaient été construites et servaient à 8 550 élèves. Les écoles temporaire sont meublées quand elles sont finies et reçoivent des kits école en boîte et des kits récréatifs, des tableaux noirs, des règles et des tapis de plastique.

En avril 2005, l'UNICEF a aussi signé un protocole d'accord avec le MEN pour reconstruire environ 300 écoles primaires adaptées aux enfants et pour réhabiliter 200 écoles primaires, sur les 3 prochaines années. La construction de la première école permanente a commencé fin septembre 2005.

Difficultés principales

- Les partenaires gouvernementaux n'ont eu qu'une expérience et un contact limités avec les communautés internationales et la plupart du temps ont perdu de nombreux employés dans le tremblement de terre et le tsunami. Dans ces circonstances, la présence et la pression des communautés internationales (plus de 300 ONG) a complètement dépassé les partenaires gouvernementaux. De plus, le rôle des organismes n'était pas clairement définis, ce qui a créé une confusion et des incompréhensions entre les différents acteurs.
- Certains site d'écoles se chevauchaient, pour plusieurs raisons : (i) manque de communication chez et entre les différents acteurs et les niveaux d'autorité de l'éducation ; (ii) des communautés qui concluaient plusieurs accords avec diverses agences humanitaires, ce qui était un mécanisme de « protection » parce qu'au cours des années, elles avaient eu l'habitude de « promesses vides. »

DOCUMENT 3.3 :
Analyse de cas de l'application des normes minimales pour l'éducation dans les situations d'urgence

Normes minimales de l'INEE	Quelles normes ont été appliquées ?	Comment ? Quelles actions ont été prises en réponse ?	Quels étaient les besoins non satisfaits
Participation de la communauté			
Coordination			
Analyse			
Accès et environnement d'apprentissage			
Enseignement et apprentissage			
Enseignants et autres personnels d'éducation			
Politique éducative			

DOCUMENT 3.4:
Check-list : Actions de préparation et réponse pour les NM de l'INEE

Actions de préparation pour les NM de l'INEE

- Voir les normes de l'INEE avec tous les membres du secteur/ cluster éducation au niveau national et au niveau local
- S'assurer que les accords sur les rôles et les responsabilités dans le cluster/secteur éducation avant l'urgence répondent aux normes appropriées
- Faire si nécessaire des ateliers pour présenter les normes au secteur/ cluster et montrer la manière dont celles-ci seront appliquées dans les actions de préparation

Actions de réponse pour les NM de l'INEE

- Voir les normes minimales de l'INEE pour vérifier que la planification de la réponse comprend les normes correspondantes des NM de l'INEE
- Vérifier que les accords entre les membres du secteur/ cluster sur les rôles et responsabilités pour la réponse à l'urgence répondent aux NM applicables de l'INEE

<h1>Composantes techniques de l'éducation en situations d'urgence</h1>	Session 4
	Durée 60 minutes
Plan de la session	
Contenu	Minutes
1. Phases de l'intervention d'urgence	15
2. Composantes techniques de l'éducation dans les interventions d'urgence ; analyse d'une étude de cas basée sur les composantes et corrélation avec les NM de l'INEE.	45
Objectifs pédagogiques	Messages clés
<ol style="list-style-type: none"> 1. Identifier les phases de l'intervention éducative en situations d'urgence. 2. Décrire les composantes de l'intervention éducative en situations d'urgence et le moment où elles sont appliquées. 3. Analyser une étude de cas de l'intervention éducative en situations d'urgence pour évaluer quelles composantes de la réponse d'urgence ont été appliquées. 4. Comprendre la corrélation entre les composantes et les NM de l'INEE. 	<p>Les phases de l'intervention d'urgence incluent la préparation, l'intervention et la reconstruction.</p> <p>La phase de l'intervention peut aussi être décrite comme une intervention de réponse durant les huit premières semaines puis comme une intervention prolongée par la suite.</p> <p>La phase de la reconstruction peut également être décrite comme un début de reconstruction pendant les huit premières semaines (la durée de 8 semaines est ici utilisée comme un exemple) puis comme une reconstruction. Ces tranches de temps sont identifiées pour s'appliquer à tout une gamme d'urgences mais le temps consacré aux différentes phases peut beaucoup varier selon le type de situations d'urgence.</p> <p>Les composantes techniques de la préparation et de la réponse à la situation d'urgence incluent pendant les phases d'intervention d'éducation d'urgence :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Le mécanisme de coordination du cluster/secteur 2. Les évaluations préliminaires de l'éducation 3. La planification de l'intervention d'éducation. 4. Les ressources humaines et financières. 5. Les fournitures d'éducation et la logistique. 6. Les espaces temporaires d'apprentissage. 7. Le soutien psychosocial et les stratégies. 8. L'adaptation de ce qui est enseigné. 9. Le choix et la formation des enseignants et du personnel de l'éducation. 10. La réhabilitation et construction des écoles 11. La reprise d'une éducation normale 12. Le suivi et l'évaluation

Méthode :

- Présentation de diapositives, étude de cas, discussion en plénière.

Matériel nécessaire :

- Présentation des diapositives de la Session 4.
- Grande affiche ou bannière (par exemple de 3 mètres x 50 centimètres) où il est clairement écrit « Préparation = Réponse efficace ». (Utiliser du papier pour tableau de conférence s'il n'y a pas d'autres matériels).
- Un jeu de pancartes (de préférence plastifié) pour chacune des 12 composantes techniques de l'EiE énumérées ci-dessus.
- Du ruban adhésif, des épingles ou des punaises.
- Document 4.1 : Cadre conceptuel pour les phases de l'urgence.
- Document 4.2 : Composantes techniques de l'éducation en situations d'urgence et domaines correspondants des NM de l'INEE
- Document 3.2 : Analyse de cas (tirée de la Session 3).

Préparation à cette session :

- Préparez l'affiche et les signes. Placez l'affiche sur la Préparation assez haut sur un grand mur. Puis placez dessous les 12 pancartes correspondant aux composantes de l'intervention d'urgence les unes à côté des autres.

1. Phases et composantes de l'intervention d'urgence

15 minutes

1. Expliquez que maintenant les participants ont vu les NM de l'INEE qui donnent un cadre de normes pour l'EiE, ou des jalons pour des interventions de qualité. Ils vont maintenant voir les éléments de temps d'une intervention et les éléments ou composantes d'une intervention du secteur de l'éducation.
2. Demandez aux participants s'ils connaissent les phases de l'intervention d'urgence (communes à tous les secteurs) telles qu'elles sont actuellement définies par les agences humanitaires. Voyez chaque phase : **préparation, intervention, reconstruction**. Expliquez la justification et l'importance de la préparation dès cette étape d'introduction, et aussi le fait que toute la formation doit être regardée d'un point de vue de la préparation.
3. Montrez la diapositive du graphique des phases. Expliquez que la phase de réponse peut aussi être décrite comme une intervention de réponse durant les 8 premières semaines et comme une intervention prolongée par la suite. Dites aux participants de se référer au Document 4.1.
4. La reconstruction peut également être décrite comme un début de reconstruction durant les huit premières semaines et puis comme une reconstruction. Ces tranches de temps sont identifiées pour s'appliquer à tout une gamme de situations d'urgence mais le temps consacré à chacune des phases peut beaucoup varier selon le type de situations d'urgence.
5. Demandez aux participants si leur pays est en train de vivre l'une de ces phases de l'urgence. Demandez-leur quelles mesures ils ont prises durant ces phases.

2. Composantes techniques de l'éducation dans les interventions d'urgence ; analyse d'une étude de cas basées sur les composantes et corrélation avec les NM de l'INEE.

45 minutes

1. Dites aux participants qu'ils vont maintenant voir les composantes techniques qui fournissent un cadre pour l'éducation en situations d'urgence. Expliquez qu'il s'agit d'une brève introduction aux composantes et qu'ils auront l'occasion de traiter des composantes en lien avec la pratique plus en détail lors des sessions suivantes.
2. Montrez les diapositives pour chacune des composantes, montrez les posters de chacune d'elle sous le signe Préparation et décrivez-les brièvement, comme suit.
 - 1) **Cluster/ mécanisme de coordination du secteur** – groupe de parties prenantes du secteur de l'éducation menée par le Ministère de l'éducation et appuyé par l'UNICEF, Save the Children et d'autres ONG/I et d'autres organisations responsables de la préparation et de la planification des interventions pour fournir une éducation dans les situations d'urgence.
 - 2) **Évaluations préliminaires de l'éducation** – évaluations initiales faites pour obtenir des informations sur l'impact d'une urgence sur les zones affectées, comme le nombre d'enfants déplacés, le nombre d'écoles endommagée ou détruites, le nombre d'enseignants déplacés, la disponibilité et l'état de matériels pédagogiques, etc. Ces informations sont vitales pour formuler une réponse du secteur de l'éducation.
 - 3) **Planification de l'intervention éducative** – le processus de planification systématique des interventions élaboré par le groupe de coordination du secteur de l'éducation pour fournir une éducation à des enfants et à des communautés sinistrés selon les besoins identifiés.

- 4) **Ressources humaines et financières** – déterminer les types de ressources humaines nécessaires pour mettre en œuvre le plan d'intervention et qui dépassent les capacités du personnel des partenaires de coordination. Il peut s'agir d'ONG locales, de consultants, de personnel temporaire, ou même d'un coordinateur international du cluster éducation si la situation d'urgence est importante. Les ressources financières doivent être mobilisées par le secteur par l'intermédiaire de fonds existants ou en élaborant des propositions et des budgets pour une assistance supplémentaire pour satisfaire aux besoins d'urgence.
 - 5) **Fournitures d'éducation et logistique** – des kits contenant des matériels de jeu et de loisir, des matériels pédagogiques et d'autres fournitures pour la classe sont commandés pour remplacer les matériels endommagés et pour faciliter l'enseignement et l'apprentissage dans des environnements temporaires d'apprentissage.
 - 6) **Espaces temporaires d'apprentissage** – des salles de classes temporaires sont installées dans des tentes, des bâtiments publics, sous des arbres ou dans des structures temporaires rapidement assemblées en utilisant des matériaux locaux pour fournir des endroits sûrs et protecteurs où les enfants peuvent apprendre et jouer.
 - 7) **Soutien psychosocial et stratégies psychosociales** – activités structurées pour permettre aux enfants de jouer, d'avoir des activités de loisir et des activités créatives, afin de les aider à dépasser les impacts émotionnels de la situation d'urgence.
 - 8) **Adaptation de ce qui est enseigné** – matériels pédagogiques et didactiques fournis pour la lecture, l'écriture, le calcul et les compétences de la vie courante et d'autres domaines d'urgence pour permettre à l'apprentissage de continuer et pour que les enfants acquièrent de nouveaux savoir-faire en lieu avec leur nouvel environnement, comme des compétences vitales pour éviter des menaces telles que les maladies, les mines terrestres, l'exploitation, etc.
 - 9) **Choix et formation des enseignants et du personnel de l'éducation** – recrutement d'enseignants supplémentaires et de volontaires communautaires et systèmes de formation pour les préparer à donner une éducation d'urgence et des activités d'appui psychosocial.
 - 10) **La réhabilitation et construction des écoles** – à la suite d'une urgence les communautés veulent généralement que les écoles endommagées soient réparées le plus vite possible, et dans la transition devant mener au redressement de la situation, une reconstruction semi-permanente ou permanente doit être planifiée et mise en œuvre de manière efficace.
 - 11) **Reprise d'une éducation normale** – pendant la période de début de reconstruction, les activités pour reprendre une éducation normale comprennent les campagnes Retour à l'école et Aller à l'école, la réintégration d'élèves qui étaient déplacés ou avaient quitté l'école à la suite de l'urgence et la réintégration d'enseignants qui étaient déplacés ou de nouveaux enseignants formés durant l'urgence.
 - 12) **Suivi et évaluation** – programme de suivi systématique pour évaluer dans quelle mesure le plan d'intervention éducative d'urgence a été mis en œuvre afin d'ajuster les cibles et les activités de l'intervention, et évaluation de l'impact de qualité de l'intervention.
3. Au fur et à mesure que chaque composante est expliquée avec chaque diapositive, demandez aux participants de faire des commentaires sur *si et comment ces composantes ont été mises en œuvre dans l'intervention éducative de réponse au tsunami analysé lors de la session 3*.
 4. Expliquez que, si les composantes fournissent un cadre pour les mesures techniques à prendre pour fournir des services d'éducation, les NM de l'INEE sont des directives sur la manière de fournir une intervention de qualité.

Dites aux participants de se référer au Document 4.2 : Composantes techniques de l'éducation en situations d'urgence et domaines correspondants des **NM de l'INEE**. Le tableau et le diagramme

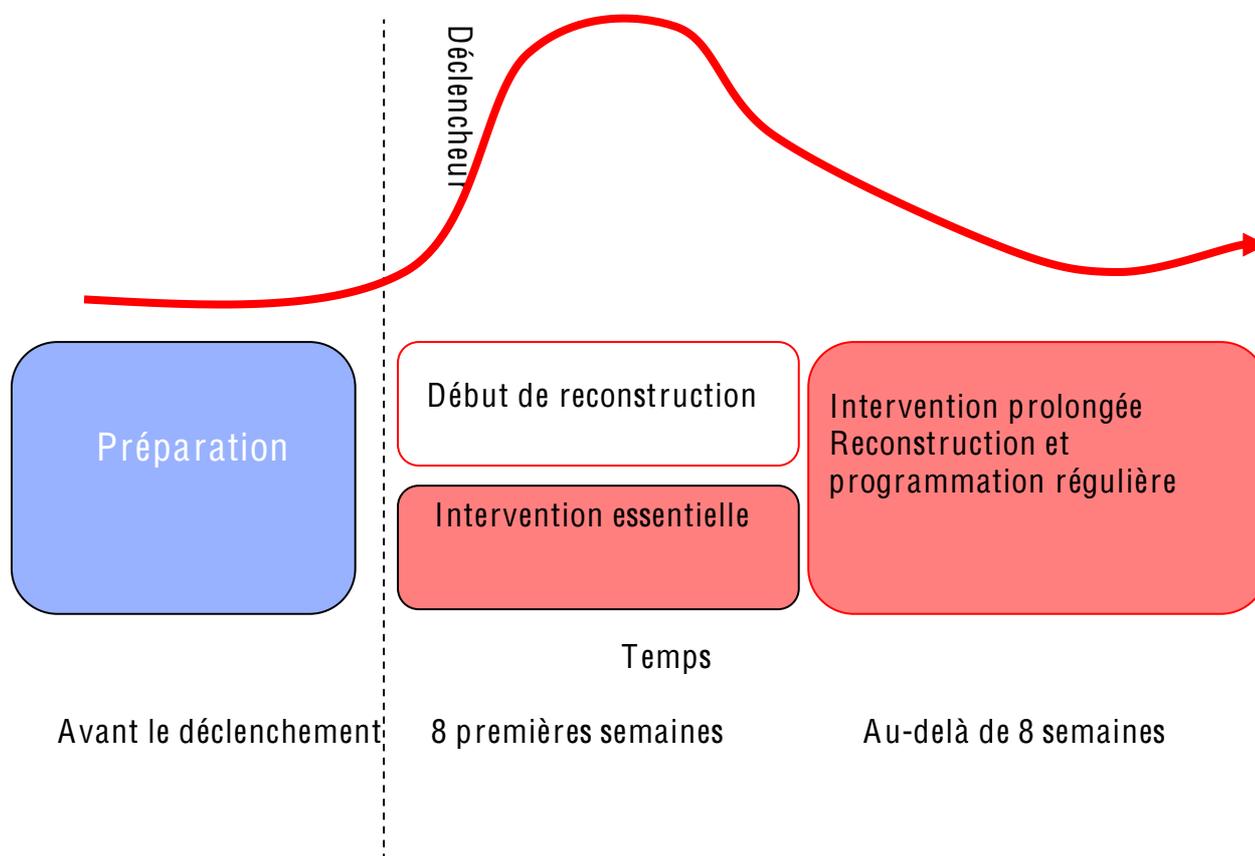
ont pour but de montrer les relations entre les composantes et les normes. Montrez les diapositives correspondantes.

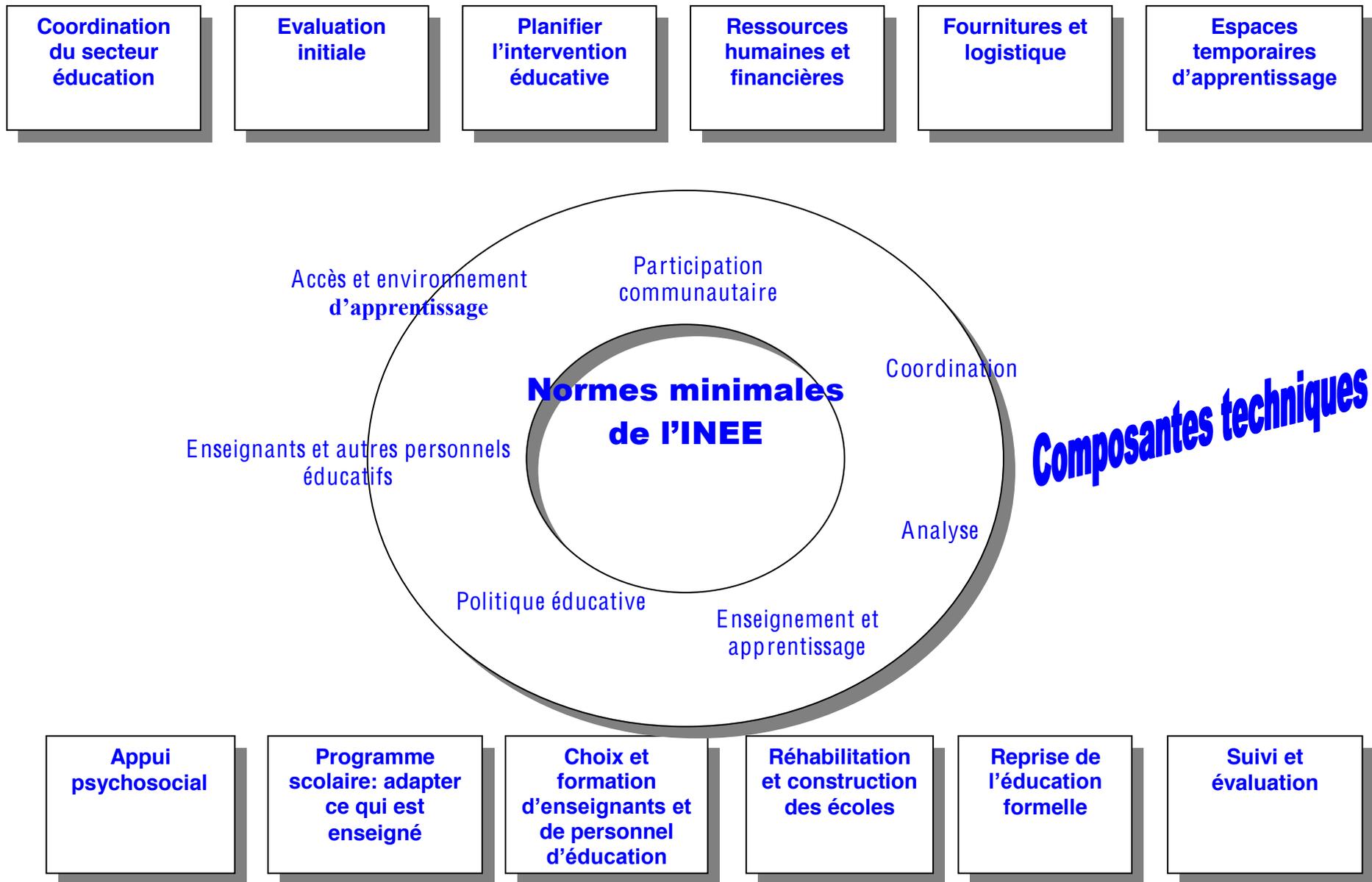
5. Donnez quelques exemples :

- *Le mécanisme de coordination de secteur est guidé par la norme fondamentale Coordination.*
- *Les programmes scolaires sont guidés par le domaine des NM Enseignement et apprentissage.*
- *Les espaces temporaires d'apprentissage sont guidés par le domaine des NM Accès et environnement d'apprentissage.*

6. Expliquez que les sessions suivantes de l'atelier permettront aux participants de concevoir une intervention d'urgence en utilisant les composantes guidées par les normes.

**DOCUMENT 4.1 :
CADRE CONCEPTUEL POUR LES PHASES DE L'URGENCE**





Coordination du secteur/ cluster de l'éducation	Session 5
	Durée 70 minutes
Plan de la session	
Contenu	Minutes
1. Avantages et problèmes de la coordination	25
2. L'approche du cluster et le cluster éducation – présentation de diapositives	10
3. Coordination du secteur/ cluster éducation	30
4. Réflexion sur la préparation	5
Objectifs pédagogiques	Messages clés
1. Expliquer le but, les avantages et les inconvénients d'un mécanisme de coordination de l'éducation.	Les mécanismes de coordination sectorielle vont renforcer la préparation et les interventions d'éducation.
2. Décrire les objectifs de l'approche de cluster mise en place par la communauté humanitaire internationale lorsqu'elle s'applique à l'éducation en situations d'urgence.	Les mécanismes de coordination nécessitent une communication claire, un partage des informations, une définition des rôles et des responsabilités et un leadership solide.
3. Expliquer comment le secteur/ cluster éducation, avec le gouvernement, entre dans le cadre d'un système intersectoriel de la préparation et de l'intervention humanitaire.	Le Comité permanent inter-agences – CPIA (organisme mondial de coordination) a mis en place une approche par clusters pour améliorer la préparation aux urgences et les interventions dans un certain nombre de secteurs, dont l'éducation.
4. Expliquer les rôles et responsabilités de l'UNICEF et de Save the Children en tant que responsables du cluster éducation au niveau mondial et identifier des actions pour établir et maintenir la coordination du secteur / cluster au niveau du pays et au niveau local.	<p>Certains pays ont établi un cluster éducation officiel, reconnu par le CPIA, tandis que d'autres continuent avec un système de coordination normal, généralement avec des réunions mensuelles.</p> <p>L'objectif du cluster au niveau mondial est de renforcer la préparation et la capacité technique au niveau de l'ensemble du système pour réagir aux situations d'urgence. L'objectif au niveau du pays est de garantir une capacité de réponse plus efficace pour appuyer le gouvernement national en mobilisant des clusters d'agences, avec des responsables clairement désignés, comme convenu par le Coordonnateur Humanitaire et l'Equipe de Pays.</p> <p>Le cluster éducation dans un pays a pour mission d'aider le ministère de l'éducation à diriger l'intervention d'urgence.</p> <p>Les responsabilités principales de l'UNICEF et de Save the Children en tant que coresponsables du cluster éducation sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> L'identification des partenaires clés. La coordination de la mise en œuvre des programmes. La planification et l'élaboration de stratégies. L'application des normes. Le suivi et l'établissement de rapports. Le plaidoyer et la mobilisation de ressources. La formation et le renforcement des capacités des autorités nationales et de la société civile.

Méthode :

- Discussion de groupe, activité de dessin, présentation murale, présentation de diapositives, travail de groupe.

Matériel nécessaire :

- Présentation des diapositives de la Session 5.
- Papier à dessin scotchés au mur et marqueurs pour six groupes.
- Document 5.1 : Objectifs du Cluster éducation tels qu'ils sont présentés dans la note de directives du CPIA
- Document 5.2 : Liste de contrôle pour les actions de coordination du secteur/cluster d'éducation
- Document 5.3 : De meilleures réunions de coordination de cluster : Directives du CPIA
- Document 5.4 : Exemple de termes de référence pour un cluster
- Document 5.5 : Actions de préparation et de réponse pour la coordination

Préparation à cette session :

- Collez des feuilles du tableau/papier à dessin sur le mur à six endroits de la salle et posez 6 à 10 marqueurs de couleur différente près du papier à dessin

CD WCAR

- Cluster Éducation – INEE
- Note d'orientation CPIA - Mise en œuvre de l'approche de responsabilité sectorielle
- Note d'orientation CPIA - Approche de responsabilité sectorielle
- TdR génériques pour le Cluster Lead – CPIA

1. Avantages et problèmes de la coordination

25 minutes

(5 minutes)

1. Pour démarrer la session posez rapidement aux participants quelques questions préliminaires :
 - *Combien d'entre vous travaillent dans le cadre d'un mécanisme de coordination de l'éducation pour une situation d'urgence ou une autre initiative inter-agences ? Est-ce une structure préexistante ou créée pour l'occasion ?*
 - *Savez-vous ce que signifie un cluster par rapport aux situations d'urgence ?*
 - *Combien d'entre vous ont été membres d'un cluster ?*
 - *Combien d'entre vous ont agi plus ou moins en coordination avec un certain nombre d'agences dans une situation d'urgence ?*
 - *Quelqu'un peut-il nous donner trois avantages d'agir en coordination avec d'autres acteurs dans une situation d'urgence ? Quels pourraient être certains des problèmes ?*

(20 minutes)

Note au facilitateur : Pour gagner du temps, cette activité peut aussi être faite sous forme de discussion en plénière.

2. Expliquez que le groupe va se pencher sur le concept des **clusters** plus tard dans cette session, mais que pour l'instant, les participants vont étudier de près les avantages et les problèmes de la coordination en général pour l'éducation dans les situations d'urgence. Encourager les participants à consulter les **Norme minimales de l'INEE** relatives à la coordination :

 [Normes Fondamentales – Coordination](#)

[Norme 1 : Coordination : Il existe des mécanismes de coordination de l'éducation qui appuient les parties prenantes travaillant à garantir l'accès à une éducation de qualité et la continuité de cette éducation.](#)

3. Expliquez aux participants qu'ils vont maintenant avoir l'occasion de partager leurs expériences en matière de coordination à travers un exercice créatif.

Exercice sur les avantages et les problèmes de la coordination

1. Demandez aux participants de réfléchir à leur expérience en général et de coordination de l'éducation en situations d'urgence en particulier, s'ils en ont. Demandez-leur de réfléchir à leurs expériences positives et négatives, leurs succès et échecs.
2. Répartissez les participants en groupes. Demandez aux groupes de faire un dessin qui illustre leurs expériences en matière de coordination. Ils ne doivent pas s'inquiéter de leurs capacités artistiques. Ils peuvent utiliser l'humour, des légendes, des graphiques, des organigrammes ou n'importe quoi d'autre qui soit susceptible de faire passer le message sur leurs sentiments positifs et négatifs, leurs expériences et les processus de la coordination.
4. Arrêtez l'exercice au bout de 10 minutes. Organisez une exposition murale où les participants vont voir tous les dessins. Demandez aux groupes de choisir une personne qui va rester près du dessin pour l'expliquer aux autres. Ne faites pas la visite de l'exposition murale en plénière, mais comme une visite flexible ne durant pas plus de 7-8 minutes.
5. En plénière, faites une conclusion de l'activité en résumant les avantages et les problèmes de la coordination, dans le contexte de l'éducation en situations d'urgence. Résumez en revenant sur les points suivants qui ont pu être soulevés :

Principaux avantages de la coordination :

- Permet aux partenaires de mettre en avant leurs forces et leurs avantages relatifs.
- Donne une occasion d'élaborer ensemble des plans et stratégies.
- Évite le chevauchement des activités, la répétition inutile des efforts et des activités.
- Maximise les ressources.

- Permet aux partenaires de se répartir les domaines de responsabilité et la couverture géographique.
- Peut renforcer le plaidoyer et la mobilisation des ressources.
- Renforce l'appui au gouvernement.
- Peut mener à la standardisation des approches, des instruments et de la mise en œuvre.
- Peut déboucher sur un apprentissage mutuel et un renforcement des compétences, des stratégies et de la mise en œuvre du programme.
- Peut être plus économique.
- Donne la possibilité d'améliorer la préparation.
- Débouche sur un meilleur apprentissage.
- Renforce les compétences en matière de leadership, facilitation et planification.
- Peut permettre l'identification des lacunes pour les combler.
- Peut faciliter une meilleure coordination intersectorielle.

Principaux problèmes de la coordination :

- Absence d'une définition claire des rôles et des responsabilités.
- Absence de leaders ou de compétences en leadership.
- Mauvaise gestion des réunions.
- Incapacité à établir des stratégies et objectifs communs.
- Pas de mise en place de stratégies de communication et d'information pour la gestion des données et des informations.
- Répétition inutile des efforts et de la couverture des sites géographiques.
- Conflits de personnalité.
- Contraintes de temps pour les réunions et la coordination des interventions.
- Incapacité de certaines agences à assumer leurs responsabilités.
- Incapacité ou manque de moyens pour impliquer les membres et les organisations de la communauté dans la planification et la mise en œuvre.
- Absence d'obligation de résultats.

2. L'approche du cluster et le cluster de l'éducation – projection de diapositives

10 minutes

1. Dites aux participants que la prochaine session va porter sur l'approche de cluster et présenter les objectifs et le rôle du cluster éducation au niveau global et national. Une coordination efficace est la principale responsabilité d'un cluster. D'autres tâches seront explorées dans la projection de diapositives qui suit. Demandez aux participants si l'approche des clusters leur est familière. Demandez combien d'entre eux ont participé au cluster éducation.
2. Présentez la diapositive de la Session 5 sur l'approche de cluster du CPIA pour l'action humanitaire. Soulignez les points clés :
 - 1) L'approche de clusters est le principal mécanisme pour la coordination inter-agences de l'assistance humanitaire impliquant des partenaires humanitaires clés onusiens et non onusiens.

En juillet 2005, le CPIA s'est lancé dans un processus de réforme majeur pour renforcer la prévisibilité, la rapidité et l'efficacité des interventions en cas de crises humanitaires.

- 2) L'Ordre du jour de réforme humanitaire du CPIA expose quatre stratégies interdépendantes :
 - Renforcement du leadership, de la responsabilité et de la prévisibilité de l'intervention d'urgence dans des secteurs clés.
 - Un financement humanitaire adéquat, opportun et souple (CERF).
 - Une coordination humanitaire améliorée.

- Des partenariats plus efficaces entre les acteurs humanitaires onusiens et non onusiens.

3) Les clusters au **niveau mondial** renforcent la préparation et les capacités techniques de l'ensemble du système à répondre aux situations d'urgence en désignant des responsables de clusters au niveau mondial dans les secteurs. Les responsables de clusters sont responsables de la mise en œuvre d'interventions inter-agences prévisibles et efficaces.

Les clusters au niveau des pays garantissent une capacité d'intervention plus efficace en mobilisant des groupes (clusters) d'agences, avec des responsables clairement désignés, comme convenu par le Coordonnateur Humanitaire et l'Equipe de pays, conformément aux dispositions relatives aux responsables de clusters au niveau global.

4) Le CPIA a officiellement mis en place un cluster mondial pour l'éducation en 2006. Certains pays ont mis en place un cluster officiel de l'éducation reconnu par le CPIA pour intervenir en cas de situations d'urgence. D'autres pays ont conservé leurs mécanismes de coordination d'origine.

5) Save the Children et l'UNICEF ont accepté de jouer ensemble le rôle de responsables dans le cluster éducation au niveau mondial et dans de nombreux pays au niveau national.

6) Les Termes de Référence pour les responsables de cluster éducation sont :

- L'identification des partenaires clés.
- La coordination de la mise en œuvre du programme.
- La planification et l'élaboration des stratégies.
- L'application des normes.
- Le suivi et l'établissement de rapports.
- Le plaidoyer et la mobilisation des ressources.
- La formation et le renforcement des capacités des autorités nationales et de la société civile.

7) Le cluster éducation a également pour mission d'aider le Ministère de l'Éducation à diriger l'intervention d'urgence, de renforcer les partenariats entre toutes les parties prenantes de l'éducation et de faciliter la mise en commun des informations, l'élaboration conjointe des programmes et le partage de l'expertise technique.

3. Voici quelques exemples de pays où des clusters éducation ont officiellement été formés et sont opérationnels :

Pakistan	Intervention en réponse aux séismes
Liban	Conflit du Moyen-Orient
Madagascar	Intervention en réponse aux cyclones
Kenya	Conflit
Myanmar	Interventions en réponse aux cyclones
Ethiopie	Sécheresse
Somalie	Urgence complexe
Afrique du Sud	Xénophobie
Ouganda	Urgence complexe
Gaza	Conflit TPO/Israël
Burundi	Inondation et préparation générale
Zimbabwe	Crise sociopolitique

Des mécanismes de coordination ont été mis en place dans tous les clusters énumérés ci-dessus. Dans de nombreux cas, un coordinateur de cluster a été nommé pour diriger la coordination et assumer d'autres responsabilités de gestion de l'information.

4. Renvoyez les participants au Document 5.1, Objectifs du Cluster Éducation tels qu'ils sont exposés dans la Note d'Orientation du CPIA.

3. Coordination du secteur/cluster Éducation

30 minutes

Exercice sur les étapes des actions pour la coordination

Note pour le facilitateur : *Cet exercice peut être fait avec des participants venant de différents pays, en les groupant en équipes de pays ; avec des participants d'un pays ; ou avec des participants représentant des provinces ou districts, en les groupant en équipes de province ou de district.*

1. Dites aux participants qu'ils vont maintenant identifier certaines des actions que le secteur/cluster de l'éducation va mener pour créer et mettre en œuvre un mécanisme de coordination.
2. Répartissez les participants en équipes représentant des pays, des districts ou des provinces. En utilisant comme guide le Document 5.2, Liste de contrôle des actions de coordination du secteur/cluster d'éducation, demandez aux groupes d'établir une liste des actions qu'ils mèneraient dans les quatre catégories, **Structure, Coordination, Financement et Préparation**, pour coordonner le secteur/ cluster éducation au niveau du pays, de la province ou du district. Ils peuvent utiliser les éléments suivants :
 - 1) leurs propres expériences nationales en matière de coordination sectorielle,
 - 2) les composantes de l'éducation en situations d'urgence de la Session 4,
 - 3) les normes minimales de l'INEE et
 - 4) ce dont ils ont discuté à propos des avantages et problèmes de la coordination.

S'il existe un mécanisme de coordination dans le pays des participants, ceux-ci peuvent noter le statut de chaque catégorie dans leur propre structure.

3. Les groupes doivent noter **une seule action par carte**. Donner 10 minutes aux groupes.
4. Rappelez aux groupes de prendre en compte les NM applicables de l'INEE.
5. Demandez à chaque groupe de faire un compte-rendu sur 2-3 actions et de coller les cartes de couleur sous une affiche avec l'inscription Mécanisme de coordination du secteur/cluster éducation. Au fur et à mesure que les groupes font leur compte-rendu, ils ne doivent proposer que de nouvelles actions, et non pas reprendre celles qui ont déjà été affichées.
6. Demandez aux participants :
 - *Quelles sont les actions les plus importantes dans le cadre de la coordination d'un cluster/secteur ?*
 - *Quelles sont les conséquences si l'on attend que survienne une situation d'urgence avant d'entreprendre des actions de coordination ?*
 - *Quelles sont les actions de coordination les plus importantes à mener avant le début d'une situation d'urgence ?*
 - *Pour ceux qui ont déjà des mécanismes de coordination ou des clusters, où sont les faiblesses du mécanisme actuel ?*

4. Réflexion sur la préparation

5 minutes

1. Concluez en demandant aux participants quelles sont les implications de la création d'un mécanisme de coordination dans la phase de préparation, avant une urgence.
2. Quelles actions de préparation envisageront-ils pour les niveaux de la province et du district qui pourraient être différentes de celles au niveau national ?

DOCUMENT 5.1 : Objectifs du cluster éducation tels qu'ils sont présentés dans la Note de directives du CPIA et termes de références pour le Responsable de cluster

- a. Promouvoir une plus grande compréhension du rôle clé de l'éducation dans le cadre de la première phase d'une réponse humanitaire à toutes les nouvelles situations d'urgence majeures, et des phases ultérieures de réponse et de début de reconstruction.
- b. Promouvoir et améliorer les normes internationalement reconnues de bonne pratique dans les interventions éducatives en situations d'urgence et de début de reconstruction (en prêtant attention aux questions transversales prioritaires pour le secteur de l'éducation) et coordonner et diffuser, à l'intérieur des interventions d'urgence et entre ces dernières, les leçons apprises.
- c. Coordonner les actions des agences humanitaires participantes pour fournir une réponse holistique rapide et efficace aux besoins d'éducation des enfants et des jeunes résultant de situations d'urgence majeures au moment où elles surviennent, en collaboration avec les autorités nationales et locales compétentes.
- d. Renforcer les capacités de réponse grâce à une équipe mondiale de spécialistes compétents et expérimentés dans le rétablissement des services d'éducation en situations d'urgence.
- e. Renforcer les ressources d'intervention par le déploiement au niveau mondial de ressources essentielles pour soutenir les interventions éducatives rapides en situations d'urgence.
- f. Renforcer les capacités des agences partenaires à aider les pays à mieux reconstruire les systèmes éducatifs après une situation d'urgence conformément à l'évolution depuis la réponse humanitaire par la reconstruction et jusqu'au développement.
- g. Renforcer l'éducation dans les actions de réduction des risques de catastrophe et la planification de la préparation aux situations d'urgence des gouvernements hôtes.
- h. Maximiser les possibilités de financement des interventions éducatives en situations d'urgence, par la coordination et la mise en commun des propositions de toutes les agences compétentes dans le cadre de la procédure d'appel global de l'ONU (CAP) ou des Appels d'urgence.

Termes de référence de l'UNICEF/Save the Children en tant que Coresponsables de cluster

Quand un cluster Éducation a été mis en place, les principales responsabilités de l'UNICEF et de Save the Children en tant que coresponsables de cluster sont :

- L'identification des partenaires clés.
- La coordination de la mise en œuvre des programmes.
- La planification et l'élaboration de stratégies.
- L'application des normes.
- Le suivi et l'établissement de rapports.
- Le plaidoyer et la mobilisation des ressources.
- La formation et le renforcement des capacités des autorités nationales et de la société civile.
- La prestation de services en dernier recours.

DOCUMENT 5.2 :
Liste de contrôle des actions de coordination du secteur/cluster

Domaine de coordination du secteur/cluster	Actions prévues
Structure et Gouvernance d'un cluster/secteur éducation	
Identifier les points focaux de l'éducation en situations d'urgence et le temps consacré par le personnel de SC, de l'UNICEF, du gouvernement et des autres parties prenantes à diriger le secteur/cluster.	
Préparer un protocole d'accord identifiant les rôles et responsabilités de Save the Children, de l'UNICEF et du Ministère de l'éducation dans la préparation et l'intervention d'éducation en situations d'urgence.	
Identifier les moyens par lesquels les responsables du cluster vont remplir leur mission consistant à fournir des services en dernier recours .	
Créer des termes de référence pour les coordinateurs de cluster avec des lignes hiérarchiques/mécanismes d'évaluation clairs, un système de suivi des performances et une attribution des tâches.	
Etablir une cartographie des capacités définissant les capacités de chaque membre du cluster/secteur au niveau national et provincial.	
Préparer des termes de référence définissant les objectifs, les tâches et les produits du cluster/secteur en indiquant les responsabilités des membres, le calendrier et le mécanisme de suivi.	
Tenir régulièrement des réunions de planification du cluster/secteur.	
Identifier les ONG et OCB partenaires pouvant participer au cluster/secteur éducation au niveau national, provincial ou des districts.	
Coordination	
Obtenir l' engagement des participants du cluster à répondre aux besoins et à combler les lacunes, en garantissant une répartition adéquate des responsabilités au niveau du cluster, avec des points focaux clairement définis pour des questions précises, si nécessaire.	
Apporter un soutien au gouvernement à tous les niveaux en s'assurant d'une coordination et d'une cohérence opérationnelle appropriées avec tous les partenaires humanitaires.	
S'assurer qu'il existe des liens effectifs avec les autres clusters et une coordination avec les partenaires internationaux qui peuvent ne pas participer directement au cluster.	
Représenter les intérêts du cluster dans les discussions avec le Coordonnateur Humanitaire sur la définition des priorités, la mobilisation des ressources et le plaidoyer.	
S'assurer de l'intégration complète des questions transversales considérées comme prioritaires par le CPI : les droits de l'homme, le VIH/SIDA, l'âge, les questions de genre et l'environnement en utilisant des approches participatives et communautaires.	
Créer et standardiser des outils pour le cluster/secteur , comme des évaluations rapides de l'éducation, des formulaires de rapport communs, des modèles types de distribution des fournitures, et des outils de suivi et d'évaluation.	
Élaborer et conserver un tableau indiquant <i>qui fait quoi et où (QOQO)</i> pour chaque partenaire pour donner régulièrement une vue d'ensemble des activités et des lacunes.	
Mettre en place un plan d'intervention coordonnée définissant	

clairement les rôles et responsabilités dans la mise en œuvre de toutes les composantes de l'éducation dans les interventions en situation d'urgence.	
Mettre en place un système de partage d'informations entre les niveaux national et local; et les niveaux local et national, ainsi qu'avec les autres clusters et le coordonnateur humanitaire.	
Élaborer un plan opérationnel coordonné de la logistique pour le cluster éducation en collaboration avec le cluster Logistique pour assurer le transport du matériel éducatif vers les zones sinistrées.	
Financement	
Déterminer les coûts et établir un budget coordonné pour les fournitures d'éducation d'urgence et tenter d'obtenir un financement.	
Inclure les organisations nationales/locales dans les propositions de financement des interventions d'urgence.	
Préparation	
Dans le plan national sectoriel de l'éducation ou le plan national de préparation aux catastrophes/plan d'urgence, inclure une section sur l'éducation en situations d'urgence , une section sur l'éducation ou un plan de préparation et d'intervention en situations d'urgence du secteur de l'éducation.	
Préparer des plans d'urgence pour le secteur/cluster éducation.	
Conduire des exercices de cartographie des capacités pour tous les membres du cluster/secteur et identifier les lacunes.	
Procéder à un exercice de simulation au niveau national de la préparation et d'intervention en situation de catastrophes avec tous les secteurs, dont celui de l'éducation	
Mettre en place un cluster/des secteurs au niveau provincial/des districts et s'assurer que des plans de préparation pour le cluster/secteur Éducation sont élaborés au niveau provincial/des districts.	
Fournir aux responsables du Ministère de l'éducation et aux autres partenaires les documents sur les Normes Minimales de l'INEE .	
Collaborer avec le Ministère de l'éducation pour introduire un système de collecte et d'analyse des données au niveau national/provincial/des districts pour une intervention éducative d'urgence au sein des systèmes nationaux de gestion de l'information pour l'éducation dans le Système de gestion de l'éducation et d'information (EMIS) national.	
S'assurer que le système EMIS est conservé sur un support électronique et qu'il fonctionne et équiper les bureaux d'éducation des districts de systèmes informatiques.	
Former le personnel du Ministère de l'éducation au niveau des districts et au niveau central à la gestion de l'information et au traitement des données pour le système EMIS.	
Déterminer la quantité de fournitures d'éducation d'urgence nécessaire d'après les plans d'urgence et coordonner le positionnement d'un pourcentage convenu .	
Faire des formations sur l'éducation en situations d'urgence , dont les NM de l'INEE pour les membres du secteur/cluster.	
Former les responsables/coordonateurs des clusters à la coordination des clusters.	

DOCUMENT 5.3 : De meilleures réunions de coordination de cluster : Directives du CPIA
--

Pourquoi devez-vous vous inquiéter de « meilleure réunions de cluster » ?

Les acteurs des opérations humanitaires se réunissent probablement le plus souvent en face à face à l'endroit où se tient la réunion de coordination. Selon la manière dont la réunion est organisée pour produire des résultats et une bonne participation, les acteurs auront une perception différente de la performance du responsable de cluster/ secteur et tout le processus de coordination lui-même. Un problème courant dans la coordination est que les acteurs ne se sentent pas responsables du processus. Des acteurs qui se sentent exclus ou marginalisés risquent de chercher à organiser leurs propres réunions partielles. Il est donc crucial que les réunions soient un processus qui inclut les acteurs clés, respecte ce que chacun a à dire et les ressources qu'il a à offrir et cherche le consensus pour arriver au meilleur résultat pour les populations affectées.

Qu'est-ce qu'on attend de vous en tant que responsable de cluster/ secteur sur le terrain ?

Rationaliser les réunions : Les responsables de secteur ont la responsabilité de déterminer, avec ceux qui participent aux groupes sectoriels concernés, la fréquence des réunions nécessaires et leur type. Les responsables de secteur doivent veiller à ne pas demander trop de réunions, surtout quand il s'agit de petites organisations qui peuvent difficilement participer à un grand nombre de réunions sectorielles. Les responsables de secteur doivent s'assurer que les réunions sectorielles sont bien gérées et productives. Dans certains cas, des groupes sectoriels différents peuvent décider d'avoir des réunions communes. Les réunions sectorielles doivent compléter, et non remplacer ou affaiblir, les réunions de l'équipe humanitaire de pays (au niveau du pays) et son équivalent au niveau du district ou de la province. Chaque réunion sectorielle au niveau du district sera organisée quand le besoin s'en fera sentir et non pour créer une structure uniforme.

À quelles difficultés serez-vous confronté ?

De nombreuses personnes critiquent les réunions de cluster/ secteur parce qu'elles :

- n'impliquent pas les ONG locales à cause de problèmes de langues, parce que les réunions sont mal annoncées, qu'il y a en a trop, que les ONG ne peuvent pas assister à des réunions parce qu'elles sont sur le terrain à faire le travail
- n'impliquent pas les ONG dans des réunions de nature conceptuelle ou stratégique, pas seulement opérationnelle
- sont menées comme des réunions internes de l'ONU ou pour « parler boutique »
- sont mal préparées, mal animées et mal gérées
- ont des ordres du jour ingérables qui sont déraillés par des problèmes nouveaux ou des ordres du jour personnels « urgents »
- manquent de responsables de cluster/ secteur et de facilitateurs de réunion qui soient des facilitateurs « neutres » et objectifs
- ont des ordres du jour surchargés, parce que les réunions sont trop longues, qu'il y a trop de réunions, trop de participants, pas les participants qu'il faudrait
- sont indisciplinées, improductives et dominées par les participants qui parlent le plus fort

Conseils et pratiques pour de meilleures réunions de cluster

Rendre plus de personnes responsables de la réunion

- Coprésider la réunion avec un homologue du gouvernement
- Demander à une ONG de coprésider la réunion de cluster
- Prévoir une traduction. Envoyer le compte-rendu de la réunion aux ONG internationales et locales
- Communiquer de façon proactive avec les principales ONG internationales et locales. Rencontrer en personne les principales parties prenantes pour déterminer quels sont les problèmes communs, les domaines de désaccord et de disputes, les ordres du jour personnels. Trouver comment les impliquer au mieux.
- Demander à trois participants clés leur opinion sur la réunion de coordination et sur comment on pourrait l'améliorer.
- Éviter les réunions redondantes en mettant en place un système central de coordination pour chaque cluster.

Utiliser de bonnes techniques de facilitation

- Utiliser l'écoute active, poser des questions d'approfondissement et canaliser les débats.

- Utiliser des tableaux de conférence, des cartes, présenter les informations de façon visuelle. Afficher l'ordre du jour sur un tableau visible pour tous.
- Séparer la production d'idées des débats ou de l'évaluation.
- Séparer le groupe en sous-groupes, former un groupe consultatif, des groupes techniques, etc.
- Partager les responsabilités pour la réussite, la gestion du groupe, l'application des règles de base, l'organisation du temps, etc.
- Quoi qu'il arrive, rester calme. Répondre calmement à des participants en colère ou difficiles.
- Si le débat devient trop passionné, faire une pause. S'entretenir en dehors de la réunion avec les personnes en conflit. Diviser le grand groupe en petits groupes. Demander de l'aide pour gérer le conflit ou l'impasse.
- Poser des questions ouvertes et des questions d'approfondissement pour encourager les gens à s'exprimer. Pendant les réunions, réitérer les principaux points, résumer les différents points de vue et noter les points d'accord. Essayer de trouver les points communs pour déterminer quels sont les ponts d'accord et travailler à partir de ceux-ci.

Gérer l'ordre du jour des réunions

- Savoir quel résultat on veut atteindre et faire le travail préparatoire.
- Faire du lobbying et être en communication à l'avance avec les principales parties prenantes – obtenir leur adhésion.
- Éviter de surcharger l'ordre du jour en formant des sous-groupes (par exemple sur les questions techniques), en prévoyant des réunions plus courtes, en trouvant une autre manière de traiter une question de l'ordre du jour sans réunion (par ex. par e-mail, par Google group), en segmentant les réunions (par exemple, en prévoyant des pauses entre les points intéressants pour que les participants puissent venir et partir ou rester comme ils veulent).
- Commencer la réunion en présentant clairement l'ordre du jour, le programme et les procédures pour la réunion.
- Valider le projet d'ordre du jour avec 2 ou 3 autres parties prenantes pour s'assurer que la réunion traite des principaux points prioritaires.
- Commencer les réunions par les points de l'ordre du jour qui sont les plus urgents pour être sûr qu'ils seront traités.
- Utiliser la technologie, les e-mails, Google group, le site internet, pour réduire la durée des réunions et les nombre des points à l'ordre du jour.

Bien gérer la réunion

- Considérer les réunions dans le cadre d'un processus plus large de communication et de coordination, qui comprend des choses pouvant être faites **avant**, pour préparer la réunion (par ex. la distribution de l'ordre du jour, des discussions bilatérales), des choses pouvant être faites **pendant** la réunion (utilisation des techniques de facilitation) et le suivi qui peut être fait **après** la réunion (par ex. demander un feedback sur la réunion, faire circuler des notes). Le travail fait entre les réunions permet une bonne coordination autant, sinon plus, que le travail fait pendant les réunions elles-mêmes.
- Déléguer : utiliser de petits groupes pour analyser des problèmes, trouver des options, proposer des solutions et prendre des décisions.
- Ne pas essayer de se mettre d'accord sur des priorités stratégiques ni de prendre une décision importante avec un grand groupe (10 personnes ou plus). Déléguer ces questions à un groupe consultatif plus maniable (de 6 à 10 personnes) composé des principales parties prenantes, comme un représentant du gouvernement, 2 ou 3 représentants d'ONG internationales et locales, choisis par leurs pairs, de bailleurs de fonds, de l'ONU, et d'autres, selon ce qui est le plus intéressant pour le cluster.
- Établir ensemble des règles de base minimales pour les réunions et demander de l'aide pour les faire appliquer (par ex. parler chacun à son tour, limites de durées pour les points à l'ordre du jour et pour les interventions, etc.). Afficher les règles à un endroit visible et les traduire.
- Pour les réunions auxquelles participe un grand groupe de personnes, prévoir des « facilitateurs assistants » (venant d'agences non onusiennes) pour aider à faire respecter les règles de base ou gérer les interventions de groupes de personnes ou de parties particulières de la salle de réunion.
- Prévoir des traducteurs pour faciliter la communication avec les ONG locales.

Gérer les perturbations, les changements de sujet et les « monopolisateurs »

- Noter le problème, rappelez à tous l'objectif de la réunion et rediriger par une question.
- Placer les principales parties prenantes dans la salle pour aider à gérer les perturbations.

- Créer une structure pour les interventions, une idée par table, des limites de temps, des interventions succinctes.
- Faire connaissance des personnes avant ou pendant une pause, créer des relations personnelles pour que les gens soient plus faciles à gérer pendant la réunion.
- Utiliser le « parking » : aider à organiser un forum alternatif après la réunion officielle.
- Prévoir quelles questions risquent de perturber l'ordre du jour prévu et faire une consultation avec une seule personne à la fois avant la réunion pour résoudre les problèmes en dehors de la réunion de consultation.

Références

Tiré de : « Better Coordination Meetings » in UNHCR eCentre et le module d'auto-étude de l'ESS EP 07 Coordination, juin 2003

Facilitating Coordination Meetings in « Field Coordination in Emergencies-SOPs-IFRC » de James S. Barron, B3 Associates pour l'IFRC.

DOCUMENT 5.4 : Exemple de termes de référence pour un cluster
--

Le pays X est vulnérable à de nombreuses formes d'urgence : catastrophes naturelles dues à un climat dur et imprévisible et menace de conflits armés. Souvent, dans les contextes d'urgence, le droit des enfants à une éducation de base n'est pas respecté. L'établissement du Cluster Éducation à X sert à affirmer que tous les enfants ont droit à l'éducation, même pendant les situations d'urgence. Le but du Cluster est d'améliorer la coordination entre les organisations de l'ONU et les organisations non gouvernementales afin d'appuyer le Gouvernement du pays X pour que les enfants affectés par des catastrophes naturelles ou causées par l'homme soient protégés et puissent accéder à une éducation de base de qualité.

Selon l'accord au niveau mondial, le Cluster sera coordonné par l'UNICEF et l'Alliance SC. Toutes les agences s'occupant d'éducation à X pourront être membres. Le but du Cluster est d'aider le Ministère de l'éducation à mieux se préparer aux situations d'urgence et à mieux y répondre. De ce fait, le Ministère de l'éducation est un membre clé du cluster et a participé à son établissement et à la rédaction des termes de référence.

Objectifs du Cluster Éducation

Les principaux objectifs du Cluster Éducation seront de :

1. Faire un plaidoyer pour le droit à l'éducation pour tous lors de situations d'urgence à X.
2. Coordonner les interventions d'éducation dans les situations d'urgence avec les partenaires du Gouvernement, de l'ONU et des ONG, sur la base d'une cartographie des capacités, d'une préparation et d'une planification des interventions de réponse.
3. Élaborer un système de gestion de l'information pour le Cluster Éducation afin que de pouvoir partager les informations sur les situations d'urgence, la capacité des partenaires et les interventions.
4. Faire un plaidoyer pour obtenir des ressources pour l'éducation en situations d'urgence et utilisant le plan de préparation et de réponse à l'urgence selon les besoins et la planification d'urgence.
5. Renforcer les capacités des partenaires à intervenir dans l'éducation en situations d'urgence, avec la promotion des Normes minimales de l'INEE.
6. Concevoir des mécanismes de suivi et d'évaluation pour les interventions d'éducation en situation d'urgence pour mesurer à la fois l'impact des interventions et l'efficacité de la réponse du cluster.

Pour atteindre les objectifs mentionnés ci-dessus, le Cluster Éducation entreprendra les activités suivantes :

1. Coordination de la mise en œuvre de l'éducation dans les situations d'urgence

- Appuyer les autorités gouvernementales pour faire le suivi de la mise en œuvre de programmes d'éducation ;
- Fournir un appui au gouvernement pour maintenir des mécanismes appropriés de coordination de l'éducation, comme des groupes de travail au niveau national ;
- Prêter l'attention nécessaire aux priorités transversales : le VIH/Sida, le handicap, le genre, la violence sexuelle et liée au genre et l'environnement, en utilisant des approches participatives et communautaires. Dans la même ligne, promouvoir l'égalité des genres en s'assurant que les besoins, les contributions et les capacités des enfants sont pris en compte ;
- Demander un engagement des partenaires du cluster à répondre aux besoins et aux manques, en distribuant bien les responsabilités à l'intérieur du cluster ;
- S'assurer que les participants au cluster travaillent collectivement, pour que les actions des diverses parties prenantes soient complémentaires ;
- Encourager des actions de réponse d'urgence tout en prenant en compte la nécessité de prévoir le début de reconstruction ainsi que les questions de prévention et de réduction des risques de catastrophes, particulièrement au niveau des écoles ;
- S'assurer de bonnes relations avec les autres clusters et une coordination avec les partenaires internationaux ;

- Représenter les intérêts du cluster dans les discussions avec le Coordinateur humanitaire sur les priorités, la mobilisation de ressources et le plaidoyer ;
- Partager les rôles et les responsabilités et répondre immédiatement aux urgences afin qu'il y ait le moins possible de perturbation dans la scolarité pour les apprenant comme pour les enseignants.

2. Planification et élaboration de stratégies pour le cluster

- Faire des évaluations préliminaires multisectorielles, rapides et continues et des analyses en prenant en compte l'approche et les outils acceptés par le gouvernement et les membres du cluster ;
- Élaborer des plans d'action annuels/semestriels pour le cluster ;
- Identifier les manques en consultation avec le Ministère de l'éducation et les partenaires qui travaillent sur le terrain ;
- Mettre à jour les stratégies de réponse et les plans d'action convenus en s'assurant qu'ils sont bien reflétés dans les stratégies globales du pays, comme les appels lancés par le gouvernement/ appels Flash ;
- Faire selon les besoins des évaluations préliminaires, des interventions et une reconstruction conjointes pour tout le secteur quand il s'agit de situations d'urgence en lien avec l'éducation et fournir un point focal pour participer à des sous-groupes de travail pour que les questions intersectorielles soient abordées dans un suivi et des évaluations conjoints quand il s'agit de situations d'urgence ayant des dimensions multisectorielles ;
- S'assurer une proche collaboration avec les clusters Protection, Eau, assainissement et hygiène (WASH) et Santé particulièrement pour les interventions au niveau des écoles comprenant des examens psychosociaux et la prévention de la violence sexuelle ou liée au genre, l'eau à l'école, la promotion de l'assainissement et de l'hygiène et des examens de santé ;
- Tirer des leçons des activités passées et revoir les stratégies et les plans d'action en conséquence ;
- Élaborer une stratégie pluriannuelle de financement pour les besoins prévisibles de la situation d'urgence pour des priorités identifiées de l'éducation (sur la base du plan de préparation et de réponse à l'urgence - EPRP du Secteur de l'éducation) ;
- Préparer une stratégie de désengagement ou de transition pour le cluster, selon les besoins.

3. Application des normes

- Vérifier que les participants au cluster connaissent les directives de politiques et les normes techniques intéressantes et les engagements que le gouvernement a pris dans des conventions internationales, en particulier les Normes minimales de l'INEE (NM de l'INEE) et aider à leur diffusion à tous les niveaux ;
- S'assurer que les interventions correspondent aux NM de l'INEE et aux directives politiques et normes techniques existantes ainsi qu'aux obligations internationales du gouvernement.
- Respecter les principes humanitaires de mise en œuvre et faire un plaidoyer pour le respect par les partenaires de bons principes de bailleurs de fonds ;
- Quand c'est possible, faire rédiger et adopter des normes nationales pour les interventions d'éducation en situations d'urgence qui contiennent les NM de l'INEE adaptées au contexte du pays.

4. Plaidoyer et mobilisation de ressources

- Identifier les principales questions de plaidoyer, comme les besoins en ressources et fournir des messages clés à de grandes initiatives de plaidoyer du Coordinateur humanitaire (HC) et des partenaires humanitaires ;
- Faire un plaidoyer pour que des bailleurs de fonds financent les participants au cluster pour qu'ils mènent les activités prioritaires dans le secteur concerné tout en encourageant les participants au cluster à mobiliser des ressources pour leurs activités par les voies qu'ils utilisent habituellement ;
- Quand on a été approché par le Cluster éducation à propos de la nécessité de faire un appel pour le CERF ou le CAP, préparer la documentation nécessaire pour l'une ou l'autre des fenêtres de financement proposées et s'assurer que tous les membres du cluster ont la possibilité de soumettre des candidatures.

5. Formation et renforcement des capacités des autorités locales et de la société civile

- Promouvoir et appuyer la formation des partenaires humanitaires et, en particulier, les ministères de l'éducation concernés ainsi que les partenaires au niveau sous-national ;

- Appuyer les activités destinées à renforcer les capacités des autorités nationales et de la société civile à mener les activités humanitaires approuvées.

6. Identification et inclusion de partenaires clés

- Identifier les principaux partenaires humanitaires pour le Cluster éducation, faire respecter les mandats et les priorités de programme des normes minimales pour l'éducation ;
- Identifier d'autres partenaires clés, comme les autorités nationales, et mener des activités de contact.

7. Faciliter et permettre des processus de planification stratégique et d'évaluation inter-clusters

- Continuer à aider le Cluster éducation à gérer des processus de planification inter-agences, comme l'élaboration de documents d'appel lancé par le gouvernement/ appels Flash, la préparation de la planification d'urgence, des évaluations initiales multisectorielles des besoins, une analyse et un suivi multisectoriels ;
- Apporter de nouvelles connaissances mondiales, selon ce qui est nécessaire, grâce à une meilleure collaboration et à des relations étroites de travail avec les collègues des clusters mondial et régional de l'éducation ;
- Travailler avec des clusters similaires pour créer des liens entre la préparation et l'alerte précoce, les interventions de réponse à l'urgence et les stratégies de reconstruction et de développement à long terme et la réduction des risques de catastrophes ;
- Élaborer et partager des outils, des directives et des leçons apprises avec d'autres clusters pour qu'il y ait une cohérence dans les domaines communs et pour produire des résultats qui correspondent aux processus généraux de planification.

8. Suivi et rapports

- S'assurer que des mécanismes de suivi appropriés sont en place pour étudier l'efficacité du cluster et la progression par rapport aux plans de mise en œuvre ;
- S'assurer que des rapports adéquats sont produits et que les informations sont partagées de façon efficace, en prenant suffisamment en compte les enfants affectés et en dissociant par genre.

9. Participation au Cluster éducation et coordination

- Toutes les agences actives dans les interventions d'éducation en situation d'urgence et dans la coordination de l'éducation en situations d'urgence au niveau national et/ou mondial qui sont prêtes à faire partie du cluster peuvent être membres.
- Au niveau mondial, l'UNICEF et l'Alliance Save the Children sont les coresponsables du cluster éducation. L'UNICEF et l'Alliance Save the Children assureront la coordination du cluster dans le pays X et prendront la responsabilité de coordonner les réunions et de garder des archives sur toutes les activités. Les rôles et responsabilités seront partagés entre les agences coresponsables.
- Les décisions seront prises sur la base du consensus et, quand il y aura des différences, les idées soutenues par la majorité seront mises en œuvre.
- Les organisations sont encouragées à envoyer des experts techniques à la réunion pour faciliter la coordination et une planification conjointes. Des rapports réguliers pourront être envoyés aux responsables des agences qui pourront être invités à participer à des réunions ad hoc pour prendre des décisions.

10. Fréquence des réunions

- Les membres du cluster décideront du calendrier régulier des réunions. Quand il faudra discuter de sujets urgents, on organisera des réunions extraordinaires.
- Les réunions auront lieu chaque mois et seront plus fréquentes pendant les situations d'urgence.

11. Rôles et responsabilités des co-coordonateurs

- L'UNICEF et l'Alliance Save the Children, en tant que co-coordonateurs du cluster, auront la responsabilité d'organiser et de faciliter les réunions du cluster et de jouer le rôle de secrétaire. Les autres agences membres participeront de manière active et contribueront selon leurs domaines d'expertise.

12. Rôles et responsabilités des agences membres du cluster

- Être présent régulièrement et contribuer à l'opération active du cluster éducation en participant par exemple aux évaluations préliminaires et en contribuant aux plans d'intervention ;
- Aider à la réplique des meilleures pratiques par tous les partenaires ;
- Contribuer à des initiatives de mobilisation des ressources pour le cluster et faire un plaidoyer quand c'est nécessaire ;
- Servir de ressource pour la planification, l'organisation et la tenue d'activités de renforcement des capacités ou de formations ;
- Partager les rôles et responsabilités durant les interventions en situations d'urgence selon leur présence géographique et leurs domaines d'expertise ou leur avantage comparatif et contribuer au suivi général.

DOCUMENT 5.5 :
Actions de préparation et de réponse pour la coordination du secteur/Cluster éducation

Actions de préparation pour la coordination du secteur/ cluster éducation

- Identifier les points focaux pour l'éducation en situations d'urgence et le pourcentage de leur temps que les employés du Ministère de l'éducation, de Save the Children et de l'UNICEF consacreront à la direction du cluster/ section
- Faire une cartographie des capacités pour définir la capacité de chaque membre du secteur/ cluster aux niveaux national et provincial ou de district et voir quels sont les manques
- Préparer un protocole d'accord identifiant les rôles et responsabilités du Ministère de l'éducation, de Save the Children et de l'UNICEF dans la préparation et les interventions d'éducation en situations d'urgence
- Dans le plan national du secteur de l'éducation ou dans le plan national de préparation aux catastrophes ou plan d'urgence, prévoir une section sur l'éducation en situation d'urgence, avec un budget
- Déterminer ensemble comment les responsables de clusters vont remplir le mandat de « fournisseur en dernier ressort »
- Préparer des termes de référence définissant les objectifs, les tâches et les produits du mécanisme de coordination de secteur/ cluster avec les responsabilités des membres, le calendrier and le mécanisme de suivi.
- Organiser des réunions régulières de planification pour le secteur/ cluster
- Identifier les ONG et organisations communautaires partenaires qui participeront au secteur/ cluster éducation au niveau national, provincial ou de district
- S'organiser avec les autres secteurs pour l'analyse des dangers/ risques/ de la vulnérabilité
- Préparer des plans d'urgence pour le secteur/ cluster éducation avec une planification des scénarios pour des urgences probables et leur impact potentiel sur le secteur de l'éducation

Actions de réponse pour la coordination du secteur/ cluster éducation

- Activer le mécanisme de coordination du secteur/ cluster éducation et nommer des coordinateurs de secteur/ cluster ayant les lignes hiérarchiques ou des mécanismes d'évaluation et un système de suivi de la performance clairs et des tâches clairement assignées
- Communiquer à tous les membres les horaires des réunions, les mécanismes de gestion de l'information et les rôles de direction avec les responsabilités de « fournisseur en dernier recours »
- Confirmer avec tous les membres quels sont les rôles et responsabilités de chacun pour les composantes techniques de l'intervention d'urgence, comme l'évaluation préliminaire, les espaces temporaires d'apprentissage, les fournitures éducatives, la planification de programmes scolaires d'urgence, la formation des enseignants, l'appui psychosocial, le suivi, etc.
- Mettre en œuvre, entre les membres du secteur de l'éducation et avec les autres secteurs et agences, un système de gestion de l'information pour l'analyse des données et le suivi depuis le niveau du terrain jusqu'au niveau national et vice-versa
- Participer aux réunions du forum de l'équipe humanitaire ou aux réunions OCHA du pays concerné, selon les cas, et leur faire des rapports
- Créer un plan de réponse coordonné du secteur de l'éducation avec un budget et un calendrier
- Déterminer les coûts et préparer un budget coordonné pour un plan d'interventions d'éducation en situation d'urgence et pour les frais d'opération du cluster/ secteur

Scénario d'urgence et cartographie des capacités	Session 6
	Durée 60 minutes
Plan de la session	
Contenu	Minutes
1. Présentation d'une urgence au Momaland – 72 heures après le début de la crise avec projection de diapositives de la Session 6	10
2. Jeu de rôle de cartographie des capacités et exercice pour le cluster/secteur éducation avec exposition murale	45
3. Réflexion sur la préparation	5
Objectifs pédagogiques	Messages clés
<ol style="list-style-type: none"> 1. Comprendre les faits d'un scénario d'urgence sur une inondation. 2. Comprendre son impact sur les populations affectées et sur les apprenants. 3. Utiliser un outil permettant d'établir une cartographie des capacités pour le secteur/cluster de l'éducation au niveau national afin d'identifier les capacités des partenaires à mettre en place une intervention dans le cadre des composantes techniques de l'éducation en situations d'urgence 	<p>Les mécanismes de coordination sectorielle comme la cartographie des capacités vont renforcer la préparation et l'intervention éducative en identifiant les capacités et les ressources des agences et du gouvernement ainsi que les problèmes à résoudre.</p> <p>Les mécanismes de coordination nécessitent une communication claire, un partage de l'information, une définition claire des rôles et responsabilités ainsi qu'un leadership fort.</p>

Méthode :

- Présentation, jeu de rôles et travail en petits groupes.

Matériel nécessaire :

- Présentation des diapositives de la Session 6.
- Document 6.1 : Outil de cartographie des capacités par composantes.
- Document 6.2 : Outil de cartographie des capacités par zone géographique.
- Fiches de rôles pour les membres du cluster/secteur – un jeu de six fiches de rôles pour 6 à 7 groupes.
- Six jeux d'étiquettes ou de cartons avec les rôles des membres du cluster/secteur inscrits dessus.
- Scénario : Situations d'urgence au Momaland, Partie 1 – 72 heures après le début de la crise et Carte de la zone inondée du Momaland et du Romaland.

Préparation à cette session :

- S'assurer que 6 tableaux de conférence sont placés dans la salle à six endroits différents pour le travail de groupes.

1. Présentation d'une urgence au Momaland – 72 heures après le début de la crise

10 minutes

1. Commencez la session en disant aux participants qu'ils vont expérimenter la réponse à une urgence, une inondation. Lisez les objectifs de la session sur la diapositive 2.
2. Annoncez de façon théâtrale qu'il y a eu des inondations massives au Momaland et qu'en tant que membres du secteur/cluster éducation, les participants vont élaborer et mettre en œuvre une intervention éducative d'urgence au cours des deux prochains jours.
3. Distribuez le scénario : Urgence au Momaland. Projetez les diapositives de la Session 6 (renvoyez les participants à la carte dans le document « Scénario ») qui résume les faits de la situation d'urgence, connus grâce à une évaluation multisectorielle préliminaire par survols de la province en hélicoptère :
 - Le Momaland est un pays enclavé avec une frontière commune avec le Romaland au sud-est. Le fleuve Bobama coule le long de la frontière entre les deux pays, au sud-est.
 - Le fleuve Bobama a débordé provoquant des inondations massives dans la province de Jabuma au Momaland. Les districts les plus durement touchés sont les Districts 1, 2 et 3.
 - Les inondations ont aussi touché une province du Romaland en aval, au le sud-est. D'autres pluies sont prévues pour les deux prochaines semaines.
 - Environ 200 000 personnes ont été touchées par les inondations au Momaland et au Romaland dont près de 100 000 qui ont perdu leurs maisons et ont été déplacées.
 - **District 1** : 50 000 personnes ont été déplacées vers des terres plus hautes du District 1. La majorité d'entre elles a trouvé refuge dans des écoles. La Croix Rouge a déjà déployé 4000 tentes et des centres de réinstallation sont rapidement construits.
 - **District 2** : 30 000 personnes ont été touchées, dont environ 15 000 qui ont été réinstallées sur des terres plus hautes dans le District 3, pour la plupart dans des écoles. Les 15 000 autres sont restées dans le District 2 mais se sont installées sur des terres plus hautes.
 - **District 3** : 10 000 personnes ont été réinstallées sur des terres plus hautes. 10 000 autres personnes venues du Romaland ont traversé la frontière pour aller dans le District 3 et se sont réfugiées dans des camps spontanés sur des terrains plus élevés.
4. Expliquez que le Ministère de l'éducation vient de nommer un point focal pour l'éducation dans les situations d'urgence qui a appelé à une réunion dans son bureau pour planifier la réponse du secteur éducation. Les personnes suivantes ont été invitées à la réunion :
 - Le point focal pour l'éducation en situations d'urgence du Ministère de l'éducation
 - L'inspecteur provincial de l'éducation de Jabuma
 - Le point focal pour l'éducation en situations d'urgence de l'UNICEF
 - Le point focal pour l'éducation en situations d'urgence de Save the Children
 - Une ONG de la province
 - La Croix Rouge de la province

2. Jeu de rôle et exercice de cartographie des capacités pour la coordination du cluster/secteur éducation

45 minutes

Exercice de cartographie des capacités

1. Montrez la diapositive avec les instructions. Dites aux groupes qu'ils vont jouer le rôle des personnes à la réunion du bureau du Ministère de l'éducation. Ils vont commencer leur intervention d'urgence en établissant une cartographie des capacités de chaque agence à délivrer les composantes d'une intervention d'éducation d'urgence dans les zones géographiques affectées par les inondations. Demandez-leur d'utiliser les deux outils de cartographie des capacités plus d'autres ressources présentées ci-dessous :

- Le Document 6.1 qui porte sur les capacités d'une agence dans chacune des composantes de l'éducation en situations d'urgence (coordination/ communication, évaluation, ressources financières et humaines, fournitures d'éducation/logistique, espaces temporaires d'apprentissage, soutien psychosocial, mobilisation/ formation du personnel enseignant, réhabilitation/ construction d'écoles, suivi et évaluation) ;
- Le Document 6.2, qui établit une cartographie des capacités dans les zones et districts sinistrés.
- La carte des zones sinistrées du Momaland et du Romaland.

2. Demandez aux participants d'appliquer **les NM de l'INEE** correspondantes, comme :

Normes Fondamentales – Coordination

Norme 1 : Coordination : *Il existe des mécanismes de coordination de l'éducation qui appuient les parties prenantes travaillant à garantir l'accès à une éducation de qualité et la continuité de cette éducation.*

3. Les groupes peuvent utiliser des ordinateurs, des feuilles de tableau de conférence ou d'autres moyens pour faire l'exercice. Rappelez aux groupes d'inclure éventuellement les Normes Minimales de l'INEE dans leur travail, en appliquant les indicateurs clés.

4. Assurez-vous que le point focal comprend son rôle de facilitateur et l'ordre du jour proposé pour la réunion.

- 1) Donnez au groupe 5 à 10 minutes pour passer en revue les documents sur l'inondation de Momaland.
- 2) Faites un tour de table et demandez à chaque membre du groupe de faire un résumé sur les capacités de son agence en ce qui concerne les composantes techniques. Assurez-vous que le rapporteur a noté les informations.
- 3) Demandez au groupe d'identifier les lacunes.
- 4) Puis demandez à chaque agence d'identifier ses capacités géographiques et ses lacunes.

5. Arrêtez l'exercice au bout de 45 minutes et posez les questions suivantes en plénière :

- *Les capacités des partenaires sont-elles suffisantes pour faire face à la situation d'urgence sur la base des informations qu'ils ont jusqu'ici ?*
- *Si ce n'est pas le cas, quelles sont les lacunes ?*
- *Qui va prendre la responsabilité de combler ces lacunes ?*

Quelles seront les prochaines mesures qu'ils vont prendre en tant que cluster/secteur de pays dans leur intervention en situation d'urgence ?

3. Réflexion sur la Préparation

5 minutes

1. Concluez en demandant aux participants d'indiquer les implications en matière de cartographie des capacités dans le cadre du mécanisme de coordination de l'éducation lors de la phase de préparation. Quelles activités peuvent être menées avant une urgence pour permettre d'avoir une meilleure coordination ?
2. Demandez-leur de noter leurs idées sur les fiches de couleur et de les fixer sur le mur Préparation, sous le signe Mécanisme de coordination du Secteur éducation.

DOCUMENT 6.1 :
Outil de cartographie des capacités pour la coordination du cluster/secteur
éducation : composantes de l'intervention d'urgence

Domaine de l'intervention d'urgence	Ministère de l'éducation et Bureau provincial de l'éducation	UNICEF	Save the Children	Croix Rouge du Momaland	ONG
Coordination sectorielle et mécanisme de communication					
Évaluation préliminaire - Multisectorielle - Évaluation rapide de l'éducation - Évaluation continue					
Ressources humaines et financières					
Fournitures éducatives et logistique					
Espaces temporaires d'apprentissage					
Soutien psychosocial et stratégies					
Contenu des programmes scolaires					
Choix et formation des enseignants et du personnel d'éducation					
Réhabilitation et construction des écoles					
Reprise de l'éducation formelle					
Suivi et évaluation					

DOCUMENT 6.2 :
Outil de cartographie des capacités par zone géographique

Districts	Zones					Agences présentes	Capacités/Commentaires
District 1	1	2	3	4	5		
District 2	1	2	3	4			
District 3	1	2	3				

FICHES DE RÔLES

Point focal pour l'urgence du Ministère de l'Éducation

- Vous avez récemment été nommé point focal au niveau du Ministère de l'éducation pour les situations d'urgence au niveau central. Vous êtes très engagé et avez participé à une session d'orientation d'une journée organisée par l'UNICEF et Save the Children, comprenant une présentation des Normes Minimales de l'INEE.
- Le Ministère de l'éducation a pris l'engagement de travailler avec l'UNICEF et Save the Children pour mettre en place un plan d'urgence pour les provinces sujettes aux inondations mais n'a pas eu le temps de le faire. Comme vous avez beaucoup d'autres tâches, vous n'avez pas eu beaucoup de temps à consacrer à la préparation à l'urgence ni à une politique d'éducation en situations d'urgence.
- Au niveau central, il n'y a pas de stocks de manuels pouvant être déployés vers les districts sinistrés.
- Le Ministère de l'éducation est en train de mettre au point un système informatisé de gestion de l'information sur l'éducation (EMIS) pour tout le pays mais il n'a pas été fait pour toutes les provinces. Dans les Districts 1, 2 et 3, il n'y a pas encore de système informatisé de gestion de l'information sur l'éducation et seul le District 1 dispose d'un équipement informatique, avec trois ordinateurs en état de marche.
- Toutes les données sur la scolarisation sont toujours collectées à la main (et cette collecte est tributaire des contraintes de véhicule et de carburant). Elle n'est pas fiable au niveau des districts bien que la plupart des écoles réussissent à collecter des résultats utiles, bien qu'elles confondent souvent l'inscription et la fréquentation.
- Au niveau des provinces et des districts, il y a des capacités pour collecter les données puisque chaque district dispose de 3 à 5 personnes ressources qui surveillent régulièrement la fréquentation scolaire et qui peuvent être utilisées dans les équipes d'évaluation pour collecter les données. Ces personnes ressources ont des téléphones mobiles et disposent de motos (même si elles sont parfois en panne ou manquent de carburant).
- Il n'y a pas de politique sur les salaires ni la certification des enseignants dans les situations d'urgence. Si des enseignants déplacés sont mobilisés pour enseigner dans des camps de déplacés et ne sont pas dans leurs districts, ils seront quand même payés chez eux.
- Vous allez prendre la direction.
- Vous allez faciliter la réunion du cluster/secteur éducation. L'ordre du jour proposé pour l'exercice de cartographie des capacités est le suivant :
 1. Donnez au groupe 5 à 10 minutes pour passer en revue les documents sur les inondations au Momaland.
 2. Faites un tour de table et demandez à chaque agence de faire un résumé de ses capacités en ce qui concerne les composantes techniques. (Assurez-vous que quelqu'un prenne des notes.)
 3. Demandez au groupe d'identifier les lacunes.

Point focal de l'UNICEF pour l'éducation au niveau du bureau national

- L'UNICEF a un bureau auxiliaire à Jabuma et met en place des bureaux de terrain pour les situations d'urgence dans les Districts 1 et 2. Il dispose également d'une consultante en éducation/protection qui travaille à partir de chez elle dans le District 3.
- Il a en stock 100 kits scolaires et 8 000 kits d'apprentissage dans un entrepôt de la capitale nationale de Baruna.
- Il a en stock 50 kits de développement de la petite enfance et 20 tentes-écoles et 80 bâches dans le bureau provincial de Jabuma.
- L'UNICEF a déployé 2 véhicules dans les Districts 1 et 2 et 4 véhicules au bureau provincial de Jabuma.
- Il dispose de supports pédagogiques d'urgence pour l'éducation à la santé et l'hygiène, aux maladies véhiculées par l'eau/ à la prévention du choléra, au VIH/SIDA, à la sensibilisation aux risques des mines et aux compétences de vie courante.
- Il a un budget actuel pour les interventions d'urgence de 100 000 USD disponible immédiatement.
- Il peut obtenir le déploiement en l'espace d'une semaine d'une personne de WCARO pour 3 à 4 semaines uniquement pour aider à la coordination du secteur, à la mobilisation de fonds et pour apporter un soutien technique rapide.
- Il dispose de 300 mallettes pédagogiques pour l'apprentissage de la lecture, de l'écriture et du calcul à Baruna.

Responsable provincial de l'éducation de Jabuma

- Vous avez été impliqué dans une situation d'urgence dans la province il y a six ans quand des glissements de terrain ont détruit des écoles dans les Districts 2 et 3. A ce moment-là, les écoles avaient été fermées jusqu'à ce qu'elles puissent être reconstruites et aucune intervention organisée d'éducation n'était en place. Le Bureau provincial de l'éducation compte deux ingénieurs qui ont procédé à l'évaluation des dégâts causés aux écoles et qui ont supervisé l'effort de réhabilitation.
- Vous avez participé à un atelier sur la réduction des risques de catastrophe sponsorisé par Save the Children l'année dernière et vous êtes très sensibilisé à l'éducation en situations d'urgence, tant en ce qui concerne la préparation que l'intervention.
- Vous avez encouragé la mise en place d'un bon réseau de comités scolaires dans les Districts 1 et 2. Vous êtes confiant dans le fait que ces comités scolaires peuvent être mobilisés pour aider à recruter des volontaires (enseignants et facilitateurs) pour des interventions éducatives d'urgence. Du fait de son isolement, le District 3 n'a pas de comités scolaires forts. Il y a néanmoins plusieurs enseignants et responsables communautaires qui pourraient apporter une aide dans plusieurs domaines, tels que l'évaluation préliminaire, le recrutement de volontaires et la formation des enseignants.
- Dans les Districts 1 et 2, il y a des inspecteurs de l'éducation en poste depuis au moins trois ans et l'Inspecteur de l'éducation du District 2 s'est récemment joint à l'équipe chargée de la gestion des catastrophes au niveau du district.
- Dans le District 3, le poste d'inspecteur est vacant depuis 4 mois et même s'il y a un inspecteur intérimaire, il y a un problème de leadership. Le Ministère de l'éducation a du mal à trouver du personnel pour cette région montagneuse isolée.
- Le bureau provincial dispose d'un stock d'environ 5 000 mallettes supplémentaires de matériel d'apprentissage accéléré pour l'éducation non formelle qui sont utilisées dans les Districts 1, 2 et 3. Ces dernières peuvent être déployées pour être utilisées si nécessaire.
- Le Bureau provincial à Jabuma n'a pas été endommagé et peut donc être utilisé comme base pour l'intervention.
- Le Bureau provincial n'a pas de manuels à distribuer. Il ne sait pas ce qui se trouve dans les bureaux du district.
- Chaque inspecteur a, officiellement, deux motocyclettes.

Point focal de l'éducation en situations d'urgence de Save the Children au niveau du bureau national

- Disposant d'un bureau provincial à Jabuma, il a passé des contrats avec les ONG 1, 2 et 3 respectivement dans les Districts 1, 2 et 3 pour la fourniture de services d'éducation comme la formation des enseignants et du matériel éducatif de qualité dans les trois districts.
- Il a des stocks de matériels pour des Espaces amis des enfants, 10 tentes-écoles et 35 kits récréatifs dans le bureau provincial à Jabuma.
- Save the Children possède deux camions dans la capitale, Baruna.
- Il dispose de documents traduits sur la prise en charge psychosociale et d'un centre de formation des facilitateurs à Jabuma.
- Il possède 25 000 USD qui peuvent être dépensés immédiatement.

ONG intervenant dans la province

- Elle a du personnel de terrain dans les Districts 1 et 2, mais pas dans le District 3.
- Elle a environ une vingtaine de facilitateurs dans le District 1 formés à l'assistance psychosociale durant une situation d'urgence précédente et pouvant être déployés en une à deux semaines dans les Districts 1 et 2 et éventuellement dans le District 3.
- Elle a la capacité de recruter des enseignants/facilitateurs volontaires dans tous les districts.
- Elle a deux motocyclettes dans le bureau provincial mais l'une d'elles est cassée. Elle possède également un petit bateau.
- Elle a du matériel d'apprentissage accéléré pour l'éducation informelle et en collaboration avec Save the Children a formé plus de 300 facilitateurs à l'éducation non formelle dans la province.

Représentant national de la Croix Rouge / représentant provincial basé à Jabuma

- La Croix Rouge dispose de dix volontaires dans chacun des districts (1, 2 et 3).
 - Dans la capitale provinciale de Jabuma, il y a 2 000 bâches et 100 tentes familiales en stock.
 - N'a pas d'ordinateur dans son bureau provincial ni sur le terrain dans les districts, mais a la capacité de faire des évaluations préliminaires avec son réseau de volontaires qui ont déjà travaillé avec les Comités de gestion des catastrophes du district, dans chaque district.
 - Il est actuellement engagé dans des opérations de recherche et de sauvetage.
 - Il dispose de deux camions basés à Jabuma. Quatre bateaux sont utilisés pour les opérations de recherche et de sauvetage.
-

SCENARIO : SITUATION D'URGENCE AU MOMALAND (1^{ère} PARTIE) 72 HEURES APRÈS LE DÉBUT DES INONDATIONS ET DES GLISSEMENTS DE TERRAIN

La situation

Le Momaland est un pays enclavé avec une frontière commune avec le Romaland au sud et à l'est. Le fleuve Bobama coule en diagonale du nord-ouest au sud-est puis le long de la frontière entre les deux pays au sud-est (Cf. la carte).

Il y a soixante douze heures, après deux semaines de pluies diluviennes, les eaux des barrages en amont ont monté et le fleuve Bobama a débordé. Des inondations massives sont survenues dans la province de Jabuma au Momaland. Les districts les plus touchés sont les Districts 1, 2 et 3. En outre, les inondations se sont également propagées à une province du Romaland en aval, au sud-est. D'autres pluies sont prévues pour les deux prochaines semaines.

Les glissements de terrain ont entraîné des destructions massives des maisons et autres édifices dans le District 1. Dans les trois districts, 12 zones ont été les plus touchées. Dans le District 1, 5 zones ont été affectées ; dans le District 2, 4 zones et dans le District 3, 3 zones.

Tous les services essentiels, comme l'éducation, ont été interrompus dans des zones des trois districts, et un déplacement des enseignants et des enfants est attendu. Les communications téléphoniques ont été interrompues mais certains services de téléphonie mobile sont toujours disponibles.

Données de l'évaluation préalable multisectorielle

L'information suivante est basée sur des données recueillies par l'équipe chargée de l'évaluation multisectorielle, formée de membres des équipes de la Croix Rouge du Momaland, du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (OCHA), du Ministère de l'intérieur du Momaland et de plusieurs chefs de secteur du Programme alimentaire mondial et du Programme des Nations Unies pour le développement.

- Environ 200 000 personnes ont été touchées par les inondations au Momaland et au Romaland dont environ 100 000 qui ont perdu leurs maisons et ont été déplacées.
- Des équipes sont envoyées chaque jour dans les zones vulnérables pour la recherche et le sauvetage de familles et de communautés qui sont isolées du fait de l'inondation.
- Environ 30 000 hectares de terres arabes ont été perdus.
- On pense que presque 40% de la population déplacée a 18 ans ou moins.
- Le nombre de morts n'est sans doute pas supérieur à 1 500 dans les trois districts et le nombre de blessés est d'environ 2 000. Mais on craint que le choléra ne soit un danger sanitaire.
- L'accès routier au District 1 est bloqué à cause des dommages à un pont traversant le Fleuve Bobama mais les ponts vers les districts 2 et 3 n'ont été que peu endommagés et les réparations pourraient être faites en quelques jours.

District 1

- Environ 50 000 personnes du District 1 ont été réinstallées sur des terres plus hautes de la Zone 1 du District 1. La majorité d'entre elles sont hébergées dans des écoles. La Croix Rouge a déjà déployé 4 000 tentes et des centres de réinstallation sont construits rapidement. Le D1 a une piste d'atterrissage, mais celle-ci a été endommagée et n'est pas utilisée actuellement.
- Le D1 est situé dans des plaines fertiles. Il a la population la plus importante et le plus grand nombre de personnes déplacées. Les routes ont été partiellement endommagées, mais sont pour la plupart toujours accessibles. Cependant, le pont qui traverse le Fleuve Bobama vers les zones affectées a été endommagé. Avec des réparations, des véhicules pourraient utiliser ce pont dans 2-3 semaines.
- L'accès au D1 n'est accessible que par le D1 (voir la carte) de sorte que, même si l'accès est possible par la route, il prend plus longtemps.
- Dans le D1, cinq zones ont été gravement inondées et ces zones sont à 10-15 kilomètres de la route principale.

District 2

- Environ 30 000 personnes ont été touchées dans le District 2 dont 15 000 qui ont été réinstallées sur des terres plus hautes du District 3, pour la plupart dans des écoles.
- Les 15 000 autres sont restées dans le District 2 mais n'ont pas été déplacées vers des terres plus hautes. Il semble qu'une petite piste d'atterrissage du D2 soit utilisable, mais elle ne peut recevoir que de petits avions.
- La grand-route est-ouest connecte les districts 1, 2 et 3. Elle est goudronnée mais c'est une très vieille route (voir la carte).
- La rivière entre les districts 2 et 3 est haute et le courant est tellement fort qu'il n'est peut-être pas sûr de transporter des personnes ou des vivres en ce moment.

District 3

- Dans le District 3, qui est montagneux, isolé et mal desservi, environ 10 000 personnes ont été réinstallées sur des terres plus hautes en raison des inondations et des glissements de terrain. En outre, 10 000 personnes en provenance du Romaland ont traversé la frontière pour entrer dans le District 3 et sont allées se réfugier dans les camps spontanés dans les collines.
- Le D3 est à 10 kilomètres du pont qui mène dans les trois zones affectées (Z1, Z2 et Z3) près du fleuve.
- La route principale vers la capitale Baruna traverse la rivière en passant par plusieurs passes montagneuses. Bien que ni le pont ni la rivière n'aient été endommagés, on craint que la poursuite des précipitations ne cause des glissements de terrain qui affecteront la route.

Agences de mise en œuvre des interventions d'éducation

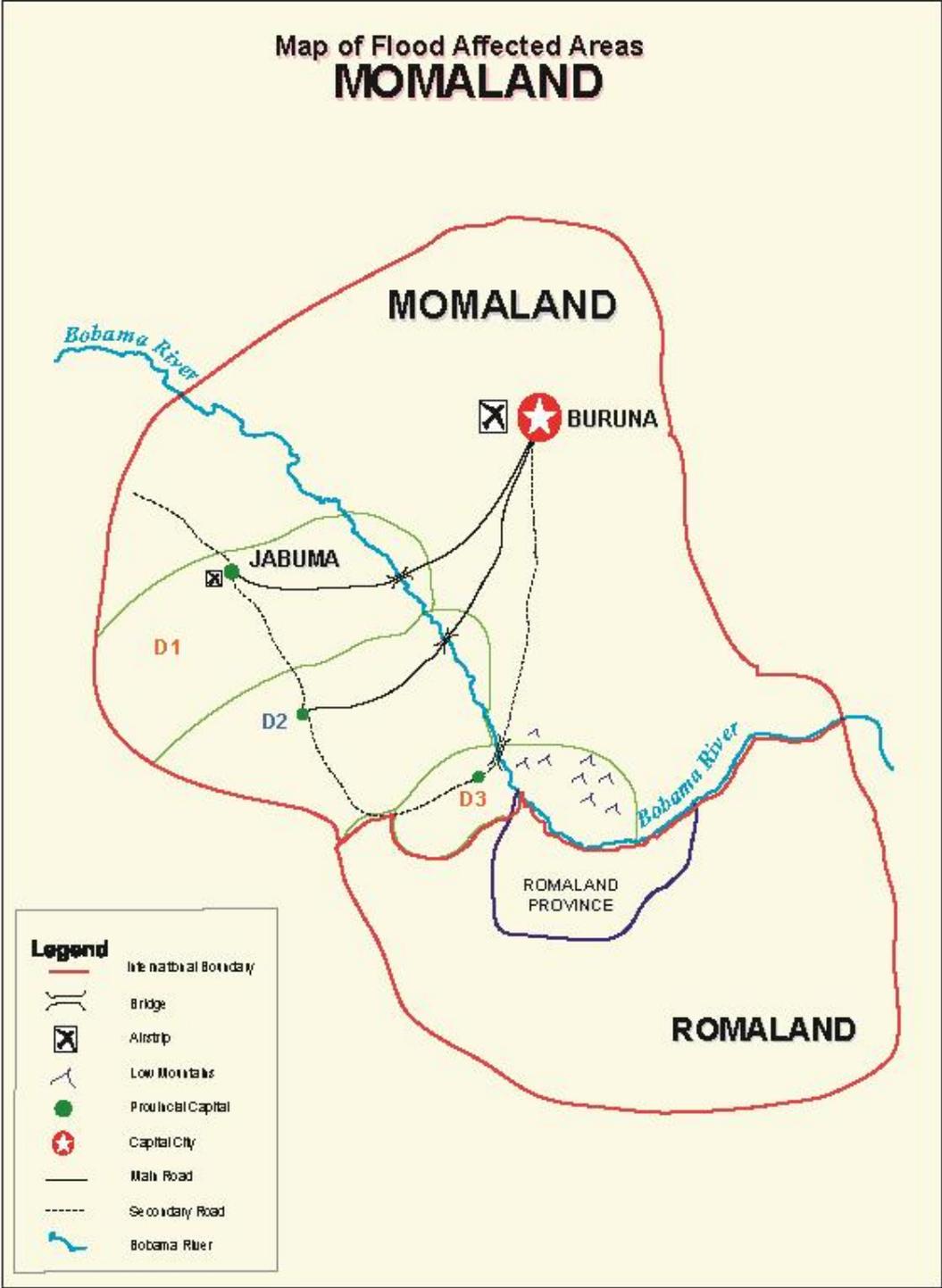
- Bureau provincial d'éducation. Il y a un bureau provincial d'éducation dans la capitale provinciale de Jabuma. Il a à sa tête un inspecteur régional de l'éducation qui a juridiction sur les trois districts.
- Bureaux de district pour l'éducation. Les districts 1, 2 et 3 ont des bureaux de districts pour l'éducation et un inspecteur. Cependant, dans le D3, le poste d'inspecteur est vacant depuis 4 mois, et, même s'il y a un inspecteur provisoire, il y a un problème de leadership. Le Ministère de l'éducation ne s'est jamais intéressé aux services d'éducation dans les zones montagneuse reculées.
- L'UNICEF a un sous bureau à Jabuma et est en train d'installer des bureaux d'urgence sur le terrain dans les districts 1 et 2. Il a aussi une consultante en éducation/protection qui travaille de chez elle, dans le District 3.
- Save the Children a un bureau provincial à Jabuma et des contrats avec les ONG 1, 2 et 3 respectivement dans les Districts 1, 2 et 3 pour la fourniture de services d'éducation comme la formation des enseignants et du matériel éducatif de qualité dans les trois districts.
- Dans les districts 1 et 2, il y a aussi des Comités de gestion d'écoles qui prennent un rôle actif dans la gouvernance de l'éducation.
- La Croix Rouge a dix volontaires dans chacun des districts 1 et 2 et deux dans le district 3 et travaille en coordination avec les agences d'éducation.

Données sur l'éducation avant la crise : du bureau provincial de l'éducation⁵

	Population totale	Nombre d'écoles		Nombre d'enfants de 3-5 ans	Nombre d'enfants en DPE	Nombre d'enfants de 6-12 ans	Nombre d'élèves du primaire	Nombre d'enfants de 13-17 ans	Nombre d'élèves du secondaire	Nombre d'enseignants avant la crise		
		Prim	Sec							DPE	DPE	Primaire
District 1	200.000	Prim	Sec	20.000	2000	40.000	32.000	20.000	DPE	DPE	Primaire	Secondaire
Zone 1	60.000	16	1	6.000	600	12.000	9600	6.000	3	3	60	8
Zone 2	60.000	16	1	6.000	600	12.000	9600	6.000	3	3	60	7
Zone 3	40.000	10	1	4.000	400	8.000	6400	4.000	2	2	40	5
Zone 4	20.000	5	1	2.000	200	4.000	3200	2.000	1	1	20	3
Zone 5	20.000	5	0	2.000	200	4.000	3200	2.000	1	1	20	3
Totaux		52	4						10	10	200	26
District 2	150.000	Prim	Sec	15.000	1000	30.000	24.000	15.000				
Zone 1	60.000	16	1	6000	400	12.000	9600	6000				
Zone 2	30.000	8	1	3000	400	6000	4800	3000	2	2	60	8
Zone 3	30.000	8	1	3000	200	6000	4800	3000	1	1	30	4
Zone 4	30.000	8	0	3000	0	6000	4800	3000	2	2	30	4
Totaux		39	3						0	0	30	4
District 3	30.000	Prim	Sec	3000	0	6000	4800	3000	5	5	150	20
Zone 1	10.000	2	1	1000	0	2000	1600	1000				
Zone 2	10.000	2	0	1000	0	2000	1600	1000				
Zone 3	10.000	2	0	1000	0	2000	1600	1000	1	1	10	4
Totaux		6	1						0	0	10	0
TOTAUX	380.000	97	8	38.000	3000	76.000	60.800	38.000	0	0	10	0

⁵ Notez le nombre d'enfants dans chaque groupe d'âge et le nombre de ceux qui vont à l'école. La différence est le nombre d'enfants non scolarisés.
WCAR/2010

Map of Flood Affected Areas
MOMALAND



Évaluation préliminaire de l'éducation en situation d'urgence

Session 7

Durée
90 minutes

Plan de la session

Contenu	Minutes
1. Évaluation préliminaire multisectorielle – objectif et logistique	25
2. Évaluation préliminaire rapide de l'éducation – objectif et logistique	40
3. Établir des systèmes de gestion de l'information pour collecter et partager des données	15
4. Évaluation continue de l'éducation	5
5. Réflexion à la préparation	5

Objectifs pédagogiques	Messages clés
1. Présenter l'objectif et la logistique d'une évaluation préliminaire multisectorielle et identifier les informations requises pour le secteur de l'éducation	Une évaluation préliminaire multisectorielle est un processus consistant à recueillir des informations intersectorielles sur la situation d'urgence et à évaluer les ressources physiques et humaines disponibles.
2. Expliquer comment analyser, utiliser et partager les informations issues des évaluations préliminaires multisectorielles.	Le secteur de l'éducation peut utiliser les données démographiques issues d'une évaluation multisectorielle pour estimer le nombre et la situation des enfants sinistrés à prendre en charge.
3. Présenter l'objectif et la logistique d'une évaluation rapide de l'éducation en collaboration avec le Ministère de l'éducation	Le secteur/cluster éducation coordonne l'appui au gouvernement pour concevoir et mener une évaluation préliminaire rapide, si possible dans les 2-3 semaines en fonction des conditions, de l'accès et des ressources.
4. Identifier les informations nécessaires et préparer ou adapter un outil d'évaluation rapide de l'éducation à utiliser dans : 1) la zone de déplacement au sein des camps de réinstallation, 2) la zone de déplacement au sein de communautés d'accueil et 3) la zone sinistrée.	La planification d'une évaluation préliminaire comporte un certain nombre d'étapes clés, comme établir de canaux de communication, et apprendre comment contacter les informateurs clés.
5. Identifier les mécanismes de gestion bidirectionnelle de l'information conçus pour favoriser l'efficacité de l'analyse, de la communication et des rapports des données d'évaluation entre les acteurs du terrain et le niveau national, mais aussi entre le secteur/cluster éducation et le gouvernement, d'une part, et les autres clusters et à OCHA, d'autre part.	Des évaluations continues de l'éducation peuvent être nécessaires pour recueillir des données supplémentaires ou de nouvelles données en fonction de l'évolution de la situation sur le terrain.
6. Expliquer comment les données issues de l'évaluation préliminaire sont exploitées pour formuler un plan d'urgence.	La coordination et la collaboration avec les autorités de l'éducation, la communauté et les autres agences de mise en œuvre constituent des éléments essentiels d'un processus d'évaluation préliminaire rapide.
7. Présenter l'objectif et la logistique de l'évaluation continue de l'éducation.	Les informations issues d'une évaluation préliminaire doivent être systématiquement collectées et portées à la connaissance des parties prenantes clés.

Méthode :

- Discussion en plénière, jeu de rôle, travail de groupes, présentations par groupes.

Matériel nécessaire :

- Présentation de diapositives de la Session 7.
- Document 7.1 : Exemple d'évaluation préliminaire multisectorielle
- Document 7.2 : Données d'évaluation préliminaire multisectorielle
- Document 7.3 : Outil de planification pour une évaluation préliminaire rapide de l'éducation
- Document 7.4 : Exemple d'évaluation préliminaire de l'éducation – école individuelle
- Document 7.5 : Étude de cas d'information et de communication
- Document 7.6 : Exemple d'organigramme de gestion de l'information pour les données et les informations issues de l'évaluation
- Document 7.7 : Actions de préparation et de réponse pour l'évaluation préliminaire de l'éducation
- Fiches de rôles pour les équipes des districts 1, 2 et 3

Préparation à cette session :

- Préparez les fiches de rôles et distribuez-les sur chaque table avant la session. Si possible, copiez les fiches de rôles de D1, D2 et D3 sur des papiers de couleurs différentes pour avoir un code de couleurs.

CD WCAR :

- Méthodologie évaluation rapide assistance humanitaire
- Petit guide évaluation rapide, Cluster Education

1. Évaluation multisectorielle rapide : objectif et logistique

25 minutes

1. Demandez aux participants : *Quelles informations devez-vous recueillir sur la situation d'urgence au Momaland pour pouvoir élaborer une intervention pour le secteur de l'éducation ?*

Les réponses peuvent inclure celles-ci :

- Nombre de personnes déplacées.
- État des écoles.
- Nombre d'enfants déplacés.
- Disponibilité d'enseignants.
- Ampleur de l'utilisation des écoles comme abris pour les personnes déplacées.

2. Posez les questions suivantes :

- *Qu'est-ce qu'une évaluation préliminaire en situation d'urgence ?*
 1. *Avez-vous participé à une évaluation préliminaire multisectorielle ?*
 2. *Qui l'a faite et en quoi consistait-elle ?*
 3. *Quelles informations avez-vous collectées ?*

3. (Diapositive) Expliquez que les outils d'évaluation préliminaires importants pour l'éducation sont :

- 1) Évaluation préliminaire multisectorielle rapide
- 2) Évaluation préliminaire rapide de l'éducation
- 3) Évaluations continues de l'éducation

Voici une suggestion de calendrier :

Évaluation préliminaire multisectorielle rapide :

- Une première évaluation préliminaire rapide est menée au cours des 48 à 72 premières heures par un certain nombre d'intervenants humanitaires. C'est un processus consistant à collecter des informations générales, telles que le nombre approximatif d'enfants et d'adultes tués, blessés et déplacés.
- Les évaluations préliminaires multisectorielles peuvent être pilotées par le gouvernement, des agences de l'ONU comme OCHA, la Croix Rouge ou d'autres acteurs humanitaires.
- Pour le secteur de l'éducation, l'évaluation préliminaire doit inclure la disponibilité et l'état des écoles ou d'autres édifices adaptés, le nombre d'enfants, les enseignants disponibles, les infrastructures scolaires et administratives.
- On analyse ensuite la vulnérabilité et les capacités sur la base des nouvelles données et des informations d'avant la crise ou de départ.
- La première évaluation préliminaire multisectorielle rapide constitue la base de l'évaluation de l'éducation qui suivra

4. Demandez ensuite aux participants d'indiquer le rôle du secteur/ cluster éducation dans une évaluation multisectorielle préliminaire. Notez les réponses puis expliquez ce qui suit :

Le rôle du secteur de l'éducation :

- Identifier les membres de l'équipe d'évaluation préliminaire multisectorielle.
- Identifier les données relatives à l'éducation à collecter lors de l'évaluation préliminaire et les inclure dans le formulaire d'évaluation préliminaire.
- Participer à la formation des évaluateurs à la collecte de données sur le secteur de l'éducation.
- Avec le gouvernement, identifier les membres du secteur de l'éducation présents sur le terrain dans la zone sinistrée : inspecteurs de l'enseignement, responsables locaux, membres de comités scolaires et autres personnes susceptibles de fournir des informations à l'équipe d'évaluation.
- Utiliser les données secondaires et les nouvelles données collectées lors de l'évaluation préliminaire pour analyser les capacités du secteur de l'éducation, en déterminant les besoins initiaux et en commençant à planifier l'intervention du secteur/cluster.
- Partager les informations avec les autres secteurs et agences.

Exercice évaluation préliminaire multisectorielle

(10 min)

Exemple d'évaluation préliminaire multisectorielle. Seules les trois questions qui suivent ont été posées dans un questionnaire très long (cf. le Document 7.1 pour voir les questions générales qui ont été posées).

En groupes, préparez des questions plus appropriées.

10. Éducation
10.1 Des enfants déplacés peuvent-ils être accueillis dans les écoles qui existent ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, quel pourcentage ?
10.2 Y a-t-il des bâtiments/ installations disponibles qui puissent être utilisés comme écoles ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, combien ?
10.3 Des écoles sont-elles utilisées pour accueillir les PDIP ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, combien ?

2. Évaluation préliminaire rapide de l'éducation : objectif et logistique

30 minutes

1. Dites aux participants qu'ils vont prendre part à la conception d'une évaluation préliminaire du secteur de l'éducation pour la situation d'urgence du Momaland. Demandez : « Quelles informations doit-on collecter ? »
2. Quelles composantes doivent être abordées pour la planification d'une évaluation préliminaire rapide de l'évaluation ?
3. Les participants resteront dans les mêmes groupes mais auront de nouveaux rôles. Distribuez les fiches de rôles à chaque groupe. (Il peut y avoir plusieurs groupes pour D1, D2 ou D3, selon le nombre de participants.)
4. Dites aux participants qu'ils vont rester affiliés aux mêmes agences mais qu'ils vont passer d'un rôle national à un rôle au niveau du district. (Par ex., le Ministre de l'éducation deviendra l'inspecteur, le responsable de pays de l'UNICEF deviendra le responsable au niveau du district, etc.) L'exception sera l'inspecteur départemental de l'enseignement de la Session 6 qui deviendra le représentant du comité scolaire. Les rôles pour chacun des districts sont :
 - Inspecteur de l'enseignement du district
 - Responsable local de Save the Children chargé des situations d'urgence
 - Responsable local de l'UNICEF chargé des situations d'urgence
 - Représentant d'une ONG
 - Représentant local de la Croix Rouge
 - Représentant du comité scolaire
5. Donnez quelques minutes aux participants pour qu'ils puissent lire leur nouveau rôle.

Exercice de planification d'une évaluation préliminaire rapide de l'éducation

(35 minutes)

Note au facilitateur : Si la session doit être condensée, demandez à la moitié de l'équipe de district de concevoir le plan d'évaluation préliminaire et à l'autre moitié d'adapter l'outil d'évaluation préliminaire.

Tâche

- 1) Demandez aux participants d'étudier les données et les informations collectées lors de l'évaluation préliminaire multisectorielle sur le Document 7.2 : Données de l'évaluation préliminaire multisectorielle – deux semaines après le début.
- 2) Les groupes doivent faire un plan d'évaluation préliminaire rapide de l'éducation pour leur district, en utilisant comme guide le Document 7.3 : Outil de planification pour une évaluation préliminaire rapide de l'éducation. Demandez aux groupes de noter le plan sur un papier.

- 3) Les groupes feront ensuite la conception de l'outil d'évaluation préliminaire ou adapteront l'exemple d'outil du document 7.4 : Exemple d'évaluation préliminaire rapide de l'éducation.
- 4) Rappelez aux participants qu'ils doivent **identifier et appliquer les NM de l'INEE** appropriées :
 -  Normes Fondamentales – Analyse
 - Norme 1 : Evaluation préliminaire : *Des évaluations préliminaires de la situation d'urgence sont conduites au moment opportun et de manière holistique, transparente et participative.*
- 5) Quand les groupes ont terminé leur travail, demandez à deux groupes de rendre compte et aux autres groupes d'ajouter des informations, mais de ne pas faire de comptes-rendus complets.

3. Mise en place de mécanismes de gestion de l'information

20 minutes

Exercice de gestion de l'information

1. Dites aux participants qu'au terme de l'évaluation préliminaire, ils devront systématiquement partager l'information de leur district avec les échelons provincial et national, mais aussi les communiquer aux différents secteurs et agences. La tâche des équipes de district consiste à élaborer un organigramme d'informations indiquant comment les données de l'évaluation préliminaire et les autres informations circuleront dans les deux sens entre le terrain et l'échelon national, mais aussi les méthodes qui seront utilisées.
2. Demandez aux équipes de district de lire le Document 7.5 : Étude de cas d'information et de communication : Mozambique pour trouver des idées pour leurs plans.
3. Demandez à chaque groupe d'établir l'organigramme de son système de gestion de l'information en indiquant ce qui suit :
 - Informations à transmettre.
 - Personne chargée de transmettre les informations.
 - Mode(s) de transmission.
 - Personnes ou agences destinataires.
 - Périodicité.
 Les groupes doivent afficher leur organigramme sur le mur pour une présentation murale.
4. Concluez en leur demandant s'il existe des contraintes ou des difficultés pour l'exécution de leur futur plan de gestion de l'information ? Comment pourraient-ils les surmonter ?

4. Évaluation continue de l'éducation

5 minutes

1. Demandez aux participants s'ils jugent utile de procéder à une évaluation continue de l'éducation pendant la période d'urgence. Pourquoi devraient-ils mener des évaluations supplémentaires ? Demandez des réponses à ces questions. Elles peuvent éventuellement inclure les suivantes :
 - La situation peut évoluer et imposer la collecte de nouvelles données. Par exemple, les déplacés peuvent rentrer chez eux ou quitter les écoles et être relogés dans des camps.
 - Les besoins de la situation d'urgence peuvent exiger de nouvelles informations. Par exemple, la mise en place d'écoles provisoires pendant la reconstruction des écoles détruites.
 - De nouvelles interventions d'urgence peuvent être nécessaires et exiger une nouvelle collecte de données. Par exemple, les campagnes de scolarisation peuvent nécessiter de nouvelles évaluations du nombre d'enfants non scolarisés.
2. Résumez en utilisant la diapositive correspondante sur l'évaluation continue.
3. Concluez en utilisant la dernière diapo, qui résume les trois types d'évaluation préliminaire.

5. Réflexion sur la préparation

5 minutes

1. Concluez en demandant aux participants quelles sont les implications de la planification des évaluations préliminaires de l'éducation lors de la phase de préparation. Que faudrait-il faire à l'avance pour avoir des évaluations préliminaires plus efficaces ?
2. Demandez-leur de noter leurs idées sur des fiches de couleurs et de les afficher sous l'affiche Évaluation préliminaire sur le mur Préparation.

DOCUMENT 7.1 :
Exemple d'évaluation préliminaire multisectorielle rapide

Dans une évaluation préliminaire, il n'y avait que les trois questions suivantes sur l'éducation. Ces questions étaient-elles utiles ? L'évaluation préliminaire rapide vise à fournir à l'ensemble des acteurs humanitaires un aperçu multisectoriel immédiat de la situation et des besoins des zones touchées. Pour chaque zone visitée, vous devez remplir le présent formulaire et saisir les données dans une feuille de calcul disponible.

1. Informations relatives à l'équipe d'évaluation					
Organisations participantes			Date de l'évaluation (jj/mm/aaaa)		
Nom du chef d'équipe			Contact		
2. Informations géographiques					
District		VDC	Code VDC P		
Circonscription			Nombre de circonscriptions sinistrées		
Campement / Village		Latitude (Y)	Longitude (X)		
3. Données démographiques					
3.1 Population sinistrée (nombre)					
Familles	Femmes	Hommes	Enfants de moins de 5 ans	Population totale	
3.11 Nombre de personnes					
Décédés :					
Blessés :					
Disparus :					
3.2 Y a-t-il des déplacés* ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non (DÉPLACÉS = personnes hors de leur village de résidence)					
Si oui, combien ?					
3.3 Groupes vulnérables					
Nombre de personnes	Personnes âgées non accompagnées	Mineurs non accompagnés	Gravement malades / Handicapés	Femmes enceintes / allaitantes	Ménages dirigés par une femme
4. Logistique					
4.1 Les infrastructures de transport essentielles sont-elles entièrement opérationnelles ? Si non, quelles sont les limites ?					
<input type="checkbox"/> Routes détruites, endommagées, bloquées ou submergées <input type="checkbox"/> Ponts détruits, endommagés, bloqués ou submergés <input type="checkbox"/> Aéroports/aérodromes détruits, endommagés ou submergés <input type="checkbox"/> Zones d'atterrissage d'hélicoptère (ZAH) détruites, endommagées ou submergées					
4.2 Les infrastructures de communication téléphonique et de transmission de données sont-elles entièrement opérationnelles ? Si non, quelles sont les limites ?					
<input type="checkbox"/> Nombre d'antennes et de nœuds de téléphonie mobile détruits, endommagés ou submergés <input type="checkbox"/> Lignes terrestres détruites, endommagées ou submergées					
4.3 Les infrastructures d'eau et d'assainissement sont-elles entièrement opérationnelles ? Si non, quelles sont les limites ?					
<input type="checkbox"/> Stations de production d'eau potable détruites, endommagées ou submergées <input type="checkbox"/> Inaccessibilité des sources d'eau habituelles <input type="checkbox"/> Sources d'eau contaminées <input type="checkbox"/> Réseau de distribution d'eau détruit ou endommagé					

4.4 Le système de transport d'énergie est-il entièrement opérationnel ? Si non, quelles sont les limites?	
<input type="checkbox"/> Stations de production d'énergie détruites, endommagées ou submergées <input type="checkbox"/> Réseau de transport d'électricité détruit, endommagé ou submergé <input type="checkbox"/> Réseau local de distribution d'électricité détruit, endommagé ou submergé (ex.: transformateurs)	
4.5 Le carburant est-il disponible ? Si oui, en spécifier les quantités et les types ?	
<input type="checkbox"/> Unités de stockage détruites, endommagées ou submergées <input type="checkbox"/> Réserves domestiques détruites, endommagées ou inaccessibles	
4.6 La zone est-elle accessible par voie terrestre ? Si oui, de quel type ?	
<input type="checkbox"/> Etat des routes <input type="checkbox"/> Dégradation des ponts et incidence sur la capacité porteuse	
5. Vivres	
5.1 Destruction des stocks domestiques : <input type="checkbox"/> 0% <input type="checkbox"/> 25% <input type="checkbox"/> 50% <input type="checkbox"/> 75% <input type="checkbox"/> 100%	
5.2 Durée prévue des stocks de vivres domestiques (nombre de jours) :	
5.3 Les articles suivants sont-ils disponibles (cochez si disponible) ?	
<input type="checkbox"/> Stocks de vivres domestiques	<input type="checkbox"/> Approvisionnements sur le marché
<input type="checkbox"/> Vivres humanitaires	<input type="checkbox"/> Farine/Lito ou autres vivres pour enfants de <2 et <5 ans
<input type="checkbox"/> Diversification alimentaire pour les FEA	<input type="checkbox"/> Autres sources de vivres (cueillette/troc), spécifiez :
<input type="checkbox"/> Ustensiles de cuisine	<input type="checkbox"/> bois de chauffage ou combustible de cuisson
Explication descriptive fondée sur le récit des informateurs clés :	
5.4 Le marché est-il accessible ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non Si oui, combien de temps faut-il pour s'y rendre :..... heures	
6. Protection	
6.1 Quels sont les principaux problèmes de protection (cochez toutes les réponses correctes) :	
<input type="checkbox"/> (Risque de) violence liée au genre <input type="checkbox"/> Enfants séparés/non accompagnés <input type="checkbox"/> Présence de groupes armés <input type="checkbox"/> Communautés disloquées <input type="checkbox"/> Risque de trafic	<input type="checkbox"/> Exposition aux EEI/mines <input type="checkbox"/> Personnes disparues <input type="checkbox"/> Enfants/adultes traumatisés <input type="checkbox"/> Discrimination <input type="checkbox"/> Autres :
Si oui pour un des points ci-dessus, indiquez l'ampleur et le(s) lieu(x) :	
6.2 Organisations locales pouvant prendre/prenant en charge les groupes les plus vulnérables, dont les enfants (indiquez le nom et les numéros des contacts) :	
7. WASH	
7.1 Approvisionnement en eau	
Disponibilité de l'eau potable (15 litres/personne/jour) ? : <input type="checkbox"/> 0% <input type="checkbox"/> 25% <input type="checkbox"/> 50% <input type="checkbox"/> 75% <input type="checkbox"/> 100%	
Principale source d'eau :	Etat :
<input type="checkbox"/> Puits	<input type="checkbox"/> En bon état
<input type="checkbox"/> Rivière/fleuve	<input type="checkbox"/> Endommagé
<input type="checkbox"/> Réservoir	<input type="checkbox"/> Pollué
<input type="checkbox"/> Système d'eau courante	<input type="checkbox"/> Détruit
<input type="checkbox"/> Autre	
7.2 Sanitaires	
Pop. ayant accès à des sanitaires en bon état : <input type="checkbox"/> 0% <input type="checkbox"/> 25% <input type="checkbox"/> 50% <input type="checkbox"/> 75% <input type="checkbox"/> 100%	
Accès aux installations :	Description
<input type="checkbox"/> Suffisant	
<input type="checkbox"/> Insuffisant	

8. Santé						
Principaux problèmes de santé :			Disponibilité de médicaments/fournitures médicales :			
<input type="checkbox"/> Diarrhée	<input type="checkbox"/> Infections		<input type="checkbox"/> Suffisant			
<input type="checkbox"/> Vomissements	<input type="checkbox"/> Déshydratation		<input type="checkbox"/> Essentiel			
<input type="checkbox"/> Affections respiratoires			<input type="checkbox"/> Insuffisant			
<input type="checkbox"/> Traumatismes / Blessures						
Structures sanitaires fonctionnelles :						
<input type="checkbox"/> Soins de santé primaire sans médecin			<input type="checkbox"/> Hôpital			
<input type="checkbox"/> Soins de santé primaire avec médecin			<input type="checkbox"/> Néant			
(S)HP/PHC local accessible à la population VDC ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non						
Cas de mortalité au sein du VDC ? <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non						
Cause ?						
9. Abris						
9.1 Quel est l'ampleur des dégâts sur les habitations ? Nombre de maisons :						
Détruites, inhabitables :						
Gravement endommagées, pas sûres pour l'habitation :						
Légèrement endommagées, sûres pour l'habitation :						
Intactes :						
Nombre total de maisons :						
9.2 Existe-t-il des locaux de logement communautaire ?				Description des types et de l'emplacement :		
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non						
Si oui, nombre de locaux :						
Capacité d'accueil totale (combien de personnes peuvent y loger) :						
10. Education						
10.1 Les écoles locales peuvent-elles accueillir les enfants des déplacés ?						
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non						
Si oui, quel pourcentage ?						
10.2 Existe-t-il des édifices / locaux communautaires pouvant servir d'écoles ?						
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non						
Si oui, combien ?						
10.3 Des écoles servent-elles d'abris aux déplacés ?						
<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non						
Si oui, combien ?						
11. Données relatives à la population déplacée						
11.1 Population déplacée						
Familles		Femmes		Hommes		Population totale
Enfants de moins de 1 an	Enfants de moins de 5 ans	Enfants de 5-17 ans	Femmes enceintes	Femmes allaitantes	Plus de 60 ans	Handicapés
11.2 Personnes nécessitant une assistance spéciale immédiate ? <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON						
Si oui, expliquez :						
11.3 Origine des déplacés						
District		VDC		Circonscription		Village / Campement
11.4 Date d'arrivée au centre d'accueil des déplacés (jj/mm/aaaa) :						
11.5 Destruction à l'origine du déplacement						
Maisons détruites		Maisons endommagées			Maisons pillées	

11.6 Communication au point de regroupement				
Radio	Télévision	Presse écrite	Téléphone	Autre (précisez)
11.7 Date de retour prévue				
Si pas encore, pour quelles raisons spécifiques ?				
11.8. Afflux continu de personnes ? <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON Quelle est la dernière date d'arrivée ?				
11.9 Y a-t-il des personnes en d'autres endroits ? <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON				
11.10 La communauté d'accueil assiste-t-elle les déplacés ? <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON Comment ? :				
(OBS) 11.11 Quels sont les effets à court et à moyen termes sur la communauté d'accueil ?				

DOCUMENT 7.2 :

Données de l'évaluation préliminaire multisectorielle – 2 semaines après le début de la crise

L'évaluation préliminaire multisectorielle de la situation d'urgence au Momaland, menée par plusieurs agences dont le gouvernement, OCHA, la Croix Rouge du Momaland et plusieurs ONG a donné les informations ci-dessous, exploitables par le secteur de l'éducation :

DONNÉES DE L'ÉVALUATION MULTISECTORIELLE RAPIDE – DEUX SEMAINES APRÈS LE DÉBUT DE LA CRISE							
DISTRICT	NOMBRE DE DÉPLACÉS	NOMBRE D'ÉCOLES OCCUPÉES PAR LES DÉPLACÉS	NOMBRE DE CAMPS SANS ÉCOLES	NOMBRE D'ENFANTS DÉPLACÉS DE 3-5 ANS	NOMBRE D'ENFANTS DÉPLACÉS DE 6-12 ANS	NOMBRE D'ENFANTS DÉPLACÉS DE 13-17 ANS	
District 1	95 000	28	20	9500	19 000	9500	
<p><i>Commentaires : Routes inondées. Accessible lorsque le niveau d'eau baisse. Le pont sur la route principale de la capitale au D1 a été détruit. Le seul accès par la route est de prendre la route secondaire vers D3 qui n'est pas endommagée. Majorité de la population sinistrée. Manque aigu de vivres et d'eau potable. Familles déplacées logées dans des édifices publics, essentiellement des écoles, mais des camps viennent d'être installés sur des terres plus hautes. Aucune activité éducative en cours en raison de la situation des déplacés et de la dégradation des écoles.</i></p>							
District 2	60 000	15	15	6 000	12 000	6 000	
<p><i>Commentaires : Difficultés d'accès par la route ou le fleuve à certaines zones car le pont sur la route principale est légèrement endommagé. Il devrait être réparé bientôt. Des embarcations de la Croix Rouge réussissent à passer avec des vivres et des articles non alimentaires et ont aidé à installer des camps. Les chiffres sont des estimations fournies par téléphone portable. Certaines zones sont accessibles par hélicoptère pour le parachutage de produits. On suppose que toutes les écoles sont fermées. L'armée répare un des points et l'on espère rétablir l'accès par la route dans une semaine.</i></p>							
District 3	20 000 -10 000 du Momaland -10 000 du Romaland	5	5	2 000 N/A	4 000 N/A	2 000 N/A	.
<p><i>Commentaires : Petit nombre d'écoles endommagées par les pluies. Toutefois, entièrement occupées par des familles déplacées, venues en majorité du Romaland. Cours totalement annulés. Écoles situées en terres hautes et seules quelques-unes ont été endommagées. En revanche, de nombreuses maisons endommagées par les glissements de terrain. Déplacés en majorité des personnes vulnérables et ne possédant pas de terres. Manque aigu de vivres et d'eau potable. Nombre élevé de déplacés vivant en plein air. Accessible par voie routière, et un camion de produits du PAM est attendu dans un ou deux jours. Le secteur WASH a fourni de l'eau potable et des équipements pour latrines qui seront acheminés aux camps.</i></p>							
TOTAUX	175 000	48	40	17 500	35 000	17 500	

DOCUMENT 7.3 :
Outil de planification pour une évaluation préliminaire de l'éducation

Données nécessaires	<ul style="list-style-type: none"> • Quelles informations devez-vous recueillir ? Données sur les écoles, les dégâts, le nombre d'enseignants disponibles, le nombre d'élèves ? Là où se trouvent les déplacés, les ressources pour l'éducation, l'accessibilité des écoles ? • Dans quels endroits mènerez-vous l'évaluation ? • Comment envisagez-vous de structurer l'évaluation afin de recueillir des informations sur la population déplacée, la communauté d'accueil et les zones sinistrées ? • Que devez-vous savoir pour planifier une intervention destinée à mettre en œuvre les composantes de l'éducation en situations d'urgence ? • Quelle est la quantité d'informations nécessaires pour planifier votre intervention ?
Rôles et responsabilités	<ul style="list-style-type: none"> • Quels seront les rôles et responsabilités du gouvernement et des autres partenaires du secteur de l'éducation dans la collecte, la compilation et le partage de l'information ? Quelles sont les capacités des partenaires ? • Qui sera chargé de coordonner la gestion de l'information ? • Comment les tâches seront-elles réparties ?
Équipe d'évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Qui sera membre de l'équipe d'évaluation ? • Comment les membres seront-ils formés ? • Combien de personnes faut-il ? • Quelle sera la durée du processus ? • Comment impliquerez-vous les membres de la communauté ? les enfants ?
Logistique	<ul style="list-style-type: none"> • Quels sont vos besoins en transport et en logement ? Quels véhicules ou moyens de transport avez-vous ? Devrez-vous attendre que les conditions d'accès s'améliorent ? • De quelles ressources disposez-vous ? Téléphones portables, ordinateurs, radios ? • Existe-t-il des obstacles à l'accès des zones sinistrées ? Comment envisagez-vous de les surmonter ? • Comment allez-vous prendre en charge les besoins de sécurité ? • Avez-vous besoin d'un appui logistique ? De qui ?
Participation communautaire	<ul style="list-style-type: none"> • Qui interrogerez-vous ? - Enseignants, enfants, autorités académiques, parents, leaders communautaires, personnes déplacées, organisations féminines, organisations locales ? • Comment allez-vous les localiser ?
Méthodes de collecte de données	<ul style="list-style-type: none"> • Comment allez-vous obtenir les informations requises en termes de nombres d'enseignants, d'élèves, etc. ? • Comment vérifierez-vous l'exactitude des informations ? • Comment allez-vous collecter et compiler les informations ? • Faut-il des traducteurs et/ou faut-il une « formation » pour les enquêteurs ? Comment envisagez-vous de le faire ? • Quelles lacunes pourrait-il y avoir dans les données et comment les combler ?
Compilation et analyse des données, partage de l'information et élaboration de rapports	<ul style="list-style-type: none"> • Envisagez-vous de compiler les données par des moyens informatisés ? Si non, par quel moyen ? • Comment allez-vous créer une base de données pour les informations ? • Comment allez-vous former des personnes à la saisie, à la vérification et à l'analyse des données collectées ? • Comment allez-vous communiquer les données aux différents niveaux et les partager avec les différentes agences ? A qui les informations doivent-elles être communiquées ?

DOCUMENT 7.4 :
Exemple d'évaluation préliminaire rapide de l'éducation (Une seule école)

Nom de l'évaluateur : Date :

Nom et fonction de l'informateur :

Nom de l'école primaire : Circonscription n°:

Village/District/Province :

Notes d'orientation

Le présent formulaire est destiné au personnel de terrain chargé d'évaluer la situation de chaque école. Il s'agit d'un guide conçu pour nous aider à obtenir toutes les informations nécessaires en vue d'élaborer un programme d'éducation en situations d'urgence.

Les pages 1-4 sont destinées à une **évaluation préliminaire rapide** même si on ne parvient pas parfois à recueillir beaucoup de données ou toutes les informations. Néanmoins, notez les informations **soigneusement** et **clairement** et indiquez toutes les raisons pertinentes pour lesquelles les données pourraient être inexactes ou incomplètes. De préférence, les données de ce formulaire seront recueillies auprès du directeur d'école et sur la base de l'observation directe et de la visite de l'établissement.

Les pages 5-6 sont prévues pour les cas où il est possible de consulter les enseignants, les parents, les membres de CDS, les autorités académiques locales et les enfants ou d'observer directement une classe. Ajoutez d'autres feuilles si vous obtenez des informations supplémentaires.

Données de l'évaluation préalable rapide

Comité de développement scolaire : Oui, actif Oui, inactif

Non

Enseignants présents à l'école Tous Majorité Moitié Peu Aucun

Enseignants ayant le programme approprié Tous Majorité Moitié Peu Aucun

Faites-vous appel à des volontaires pour enseigner ? Oui Non

Enfants présents à l'école Tous Majorité Moitié Peu Aucun

Enfants possédant des manuels Tous Majorité Moitié Peu Aucun

Enfants ayant du matériel (stylos, cahiers, etc.) Tous Majorité Moitié Peu Aucun

Enfants arrivant à l'école le ventre vide Tous Majorité Moitié Peu Aucun

Il y a un programme de cantine scolaire Oui Non

Le mobilier scolaire est suffisant Oui Non

L'école a de la craie / des tableaux Suffisamment Peu Aucun

Quel est le surplus d'enfants à l'école lié aux récents déplacements

..... Beaucoup Peu Aucun

Les autorités académiques locales peuvent-elles atteindre et soutenir l'école

..... 1 fois/mois 1fois/semestre Pas du tout

Les élèves/l'école reçoivent-ils une assistance des ONG/de l'ONU

..... Beaucoup Peu Pas du tout

Notez ici toute assistance reçue :

Contraintes

Indiquez si les facteurs suivants jouent sur la **fréquentation** et/ou le **fonctionnement** de l'école. Utilisez : **Oui – Facteur majeur, Oui – Facteur mineur** ou **NON (pas un problème)**

Majeur/Mineur/ Pas un problème		Majeur/Mineur/ Pas un problème	
École endommagée		Enfants incapables de payer les frais de scolarité	
Manque de mobilier		Enseignants absents à cause de la rémunération	
Absence de matériel éducatif pour les enfants		Manque d'enseignants	
Absence de ressources pour les enseignants		On a besoin des enfants à la maison pour aider la famille	
École trop éloignée pour y aller à pieds		On a besoin des enfants pour augmenter le revenu/ trouver de la nourriture	
Manque de manuels		Insécurité – Les enfants/ enseignants ne sentent pas en sécurité	
Sanitaires suffisamment sûrs et salubres			

Autres :

1.
2.
3.

Nombre total d'enseignants : Effectif dans l'école
 Hommes..... Femmes..... Nombre d'enseignants qualifiés.....

Élèves

Classe	Scolarisation			Fréquentation en nov.			Nombre d'élèves handicapés	Fréquentation scolaire 2008 (jours)
	Filles	Garçons	Total	Filles	Garçons	Total		
DPE – A								
DPE - B								
0								
1								
2								
3								
4								
5								
6								
7								

Langues d'enseignement.....
 Nombre d'enfants dont la langue maternelle est différente.....
 Distance/durée approximative moyenne pour aller à l'école.....
 Nombre d'enfants allant plus loin (combien, quelle distance/durée).....
 Existe-il un club ou une organisation VIH/SIDA actifs?

Environnement

Salles de classe

Nombre de salles de classe : Indiquez l'état de la salle et la quantité de mobilier

Salle n°	Tableau noir (oui/non)	État de la salle de classe	Mobilier (Chaises/ bureaux/ tables)	État de la salle de classe : En bon état, Réparations minimes requises Réparations importantes requises Mobilier : Nombre de chaises et de tables/bureaux

Latrines/Toilettes

Pour qui ?	Propres et fonctionnelles	Sales mais fonctionnelles	Non fonctionnelles	Total	Nombre total de latrines/ toilettes fonctionnelles :
Personnel					
Filles					
Garçons					

Source d'eau (indiquez les sources d'eau utilisées à l'école et la distance ou le temps pour s'y rendre)

Espaces et équipements récréatifs (répertoriez les infrastructures et équipements récréatifs disponibles : aire de jeu, terrains de sport, etc. Indiquez s'il en existe pour les filles, les garçons ou les deux).

Prestations sanitaires – Quelles sont les prestations/structures de santé disponibles sur place ? Quels sont les principaux problèmes sanitaires pour les enfants de la zone ? Existe-t-il localement un programme de nutrition ? des leçons d'hygiène à l'école ?

Ressources

Manuels : Indiquez le nombre de manuels par enfant : (1 manuel pour 2 enfants, par exemple : **1/2**)

Classe	Proportion	Indiquez les matières à problèmes
0		
1		
2		
3		

4		
5		
6		
7		

Salle spécialisée (Existe-t-il une salle spécialisée pour les élèves handicapés ? Indiquez les ressources disponibles)

Matériel scolaire (l'école possède-t-elle suffisamment de craie, de stylos, de cahiers, etc. ? Indiquez s'il y en a *suffisamment*, *un peu*, *peu* ou *aucun*)

Matériel didactique (exemple : rétroprojecteur, atlas et encyclopédie, bibliothèque scolaire, cartes, papier manille, etc.)

Observation de la salle de classe

Classe..... Matière.....

Nombre d'enfants : filles garçons Total :... Enseignant qualifié (oui/non).....

1. Que font les enfants ?
2. Qui parle le plus : le maître ou les élèves ?
3. Quelle est l'humeur des enfants ? Sont-ils attentifs ?
4. Qu'utilisent les enfants pour apprendre ? Y a-t-il assez de manuels ?
5. Où sont-ils assis ? Y a-t-il assez d'espace ? Sont-ils droits/ensemble/entassés...
6. Y a-t-il des enfants qui ne participent pas à une activité ?
7. Y en a-t-il qui ont l'air mal à l'aise ?
8. Que fait l'enseignant ? Pourquoi ?
9. Comment l'enseignant parle-t-il ? Les enfants posent-ils des questions ?
10. Le maître s'adresse à chaque enfant ? A toute la classe ? Il alterne les deux ?
11. Enseigne-t-on et apprend-on en classe ? Indiquez comment.
12. En quel endroit de la classe se place l'enseignant le plus souvent ?
13. Comment l'enseignant gère-t-il les enfants ? S'il les punit, indiquez comment.
14. Décrivez la salle de classe... locaux/mobilier/éclairage/murs/tableau....
15. Y a-t-il des aspects affectant la sécurité et le bien-être des enfants ?

Suggestions de questions

Enfants
◆ Qu'est-ce que tu aimes à l'école ?
◆ Qu'est-ce que tu n'aimes pas à l'école ?
◆ Peux-tu venir à l'école tous les jours ? Si non, pourquoi ?
◆ As-tu des camarades qui ne peuvent pas venir à l'école ? Comment pourrions-nous les aider à venir ?
◆ Comment trouves-tu l'école aujourd'hui par rapport à l'année dernière ?
◆ As-tu parfois peur ou es-tu parfois triste à l'école ? Si oui, pourquoi ?
◆ Quels sont tes 3 plus grands problèmes en ce moment ?
◆ D'après toi, que pourrait-on faire pour les résoudre ?
Enseignants
◆ Quel est l'aspect le plus difficile de votre travail dans le contexte actuel ? Pourquoi ?
◆ Quels sont vos projets pour l'année prochaine ?
◆ Quel type de soutien et de formation recevez-vous régulièrement ?
◆ D'après vous, pourquoi les enseignants abandonnent-ils la profession ?
◆ Pour vous, pour quelles raisons les enfants arrêtent-ils l'école ?
◆ Quels sont vos 3 soucis principaux concernant les enfants et leur apprentissage dans cette zone/école ?
◆ Proposez des moyens de résoudre ces problèmes.
Directeurs d'école
◆ Quels sont les enfants exclus de l'école ? Pourquoi ?
◆ Quels facteurs empêchent actuellement les enfants d'apprendre ? Y a-t-il des facteurs qui entravent actuellement le développement des enfants ? Comment et dans quelle mesure ?
◆ Pourquoi les enseignants abandonnent-ils la profession ?
◆ Comment les enseignants gèrent les questions de discipline ?
◆ Quels sont vos 3 soucis principaux concernant les enfants et leur apprentissage dans cette zone/école ?
◆ Proposez des moyens de résoudre ces problèmes.
Parents/Comité de développement scolaire
◆ Existe-t-il un CDS actif dans cette école et quel est son rôle ?
◆ Comment l'entretien de l'école est-il géré ? Comment est-il financé ? Y a-t-il un appui de la population ou du CDS en plus des fonds publics ?
◆ Le CDS contribue-t-il aux salaires du personnel ? Avec un financement, a-t-il la capacité de payer le personnel ?
◆ Comment le CDS contribue-t-il à assurer la sécurité des enfants et leur protection contre les violences ?
◆ Le CDS a-t-il bénéficié d'une quelconque formation, formelle ou informelle ?
◆ Le groupe aide-t-il d'une manière ou d'une autre les enfants qui ont abandonné l'école ?
◆ Citez les 3 principales priorités à prendre en charge.
◆ Proposez des moyens de résoudre ces problèmes.

Étude de cas : Gestion de l'information au Mozambique

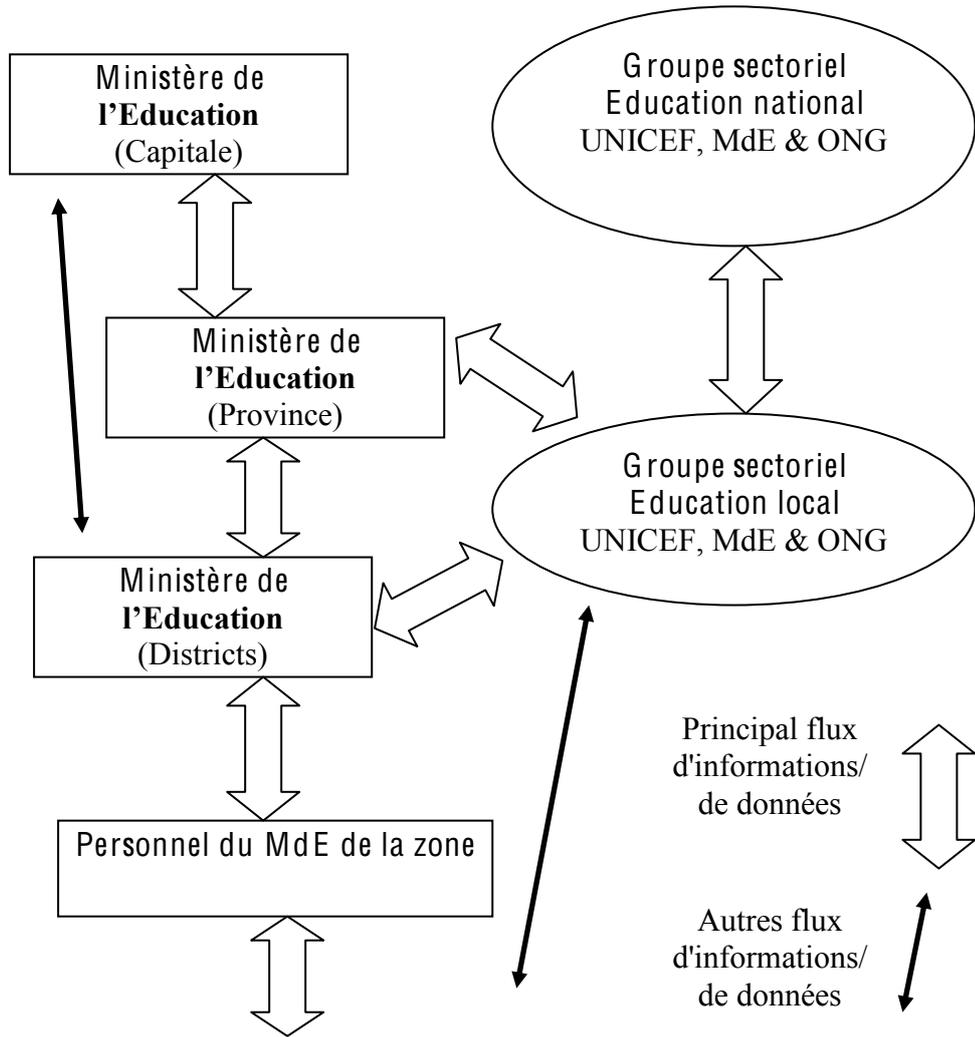
La gestion de l'information a fonctionné de manière efficace lors des inondations de 2008 au Mozambique grâce à un certain nombre de facteurs.

Le plus important d'entre ceux-ci a été la présence de personnel issu des deux principales agences chargées de la gestion de l'information pendant la durée de l'intervention. La diffusion de l'information a été réorganisée de sorte que les informations d'ordre technique, comme le point sur la distribution des approvisionnements, les requêtes de saisie dans les grilles WWW (qui fait quoi où) et les rapports de situation, provenaient des inspecteurs de l'éducation de niveau technique alors que les informations d'un niveau supérieur et plus stratégique (relatives aux propositions du CERF ou au feedback des réunions de responsables de clusters, par exemple) étaient diffusées par les représentants des responsables de cluster (c'est-à-dire, les cadres de chaque agence). La direction des agences responsables a noté l'importance de tirer des leçons du fait que, lors de la crise de 2008, la capacité d'utiliser la grille simplifiée élaborée à l'occasion de l'intervention pour les inondations de 2007 a permis d'accélérer la collecte de données. En outre, l'expérience acquise et les relations tissées au cours de cette période ont largement facilité le partage de l'information en créant notamment une atmosphère de collaboration dans laquelle les rôles étaient clairement définis.

L'intervention de 2008 a également été plus efficace du fait que les prises de décision étaient plus concertées. Les coordonnateurs de cluster ont impliqué de manière proactive les praticiens du terrain afin de leur permettre de contribuer de manière significative à l'élaboration de la stratégie. Ils l'ont fait notamment en mettant en priorité le feedback au personnel local après chaque réunion nationale et en encourageant ce personnel à participer à l'élaboration du plan de travail du cluster.

Autre élément important ayant favorisé une intervention plus réussie, la reconduction du même personnel de terrain d'une situation d'urgence à l'autre. Ainsi, la continuité a été assurée et le personnel savait qu'il s'inspirait des leçons apprises.

DOCUMENT 7.6 :
Exemple d'organigramme de gestion de l'information pour les données et les informations issues de l'évaluation



DOCUMENT 7.7 :

Actions de préparation et de réponse pour l'évaluation préliminaire de l'éducation

Actions de préparation pour l'évaluation préliminaire de l'éducation

- Préparer avec les partenaires du secteur/ cluster éducation des outils uniformes pour l'évaluation préliminaire de l'éducation (spécifiques au pays, au contexte et à la situation d'urgence), en collaboration avec le Ministère de l'éducation
- Vérifier qu'on a collecté des données avant la crise et que celles-ci sont disponibles et comprennent des données dissociées par genre, OEV et autres groupes socialement exclus
- Faire un plaidoyer auprès du Ministère de l'éducation pour qu'il incorpore dans le système d'information sur la gestion de l'éducation (EMIS) national un système de collecte et d'analyse des données aux niveaux national et provincial/ des districts pour l'éducation d'urgence
- Vérifier que l'EMIS est conservé sous format électronique et qu'il fonctionne et aider les bureaux de l'éducation dans les districts en leur fournissant des systèmes informatiques et une formation à l'informatique
- Passer à l'avance des accords avec les membres du secteur/ cluster éducation sur leurs rôles et responsabilités dans la mise en œuvre de l'évaluation préliminaire aux niveaux national et local selon les situations d'urgences qui peuvent se produire et la couverture géographique du programme
- Faire une cartographie des capacités et de l'emplacement des membres du secteur/ cluster aux niveaux locaux pour la collecte et l'analyse des données et former le personnel du Ministère de l'éducation au niveau du district et au niveau central à la gestion des informations et au traitement des données pour l'éducation en situations d'urgence pour l'EMIS
- Travailler avec les autres secteurs pour la préparation d'outils multisectoriels d'évaluation préliminaire pour que les questions d'éducation puissent être incluses dans les évaluations préliminaires multisectorielles ou celles d'autres secteurs (par ex. des évaluations régulières de la sécurité alimentaire) ou pour faire un plaidoyer en faveur de cette inclusion. Fournir une formation ou une orientation, selon les besoins, à ceux qui font les évaluations préliminaires multisectorielles.

Actions de réponse pour l'évaluation préliminaire de l'éducation

- Travailler en coordination avec les autres secteurs pour que l'évaluation préliminaire multisectorielle contienne des données sur l'éducation et que le secteur de l'éducation soit représenté dans l'équipe d'évaluation multisectorielle
- Adapter les outils d'évaluation préliminaire rapide de l'éducation selon le contexte de la situation d'urgence et s'assurer que tous les partenaires utilisent des outils standardisés
- Coordonner la mise en œuvre de tous les aspects de l'évaluation préliminaire de l'éducation, comme les rôles et les responsabilités, la sélection et la formation des membres de l'équipe d'évaluation préliminaire rapide de l'éducation, l'évaluation de ce qui est nécessaire comme ressources, l'implication de la communauté, la logistique, la collecte et l'analyse des données, la gestion des informations et les rapports.
- Créer avec un personnel formé une base de données pour l'analyse des données
- Mettre en œuvre à tous les niveaux et entre les secteurs et les agences un système de gestion de l'information permettant à tous les partenaires d'avoir accès aux informations sur l'éducation.
- Coordonner les évaluations en cours à intervalles réguliers, selon ce que demande le contexte, en coordination avec tous les partenaires du secteur/ cluster, pour que les interventions de réponse à l'urgence soient conformes aux nouvelles données.

FICHES DE RÔLES : ÉQUIPE DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION DU D1

Inspecteur de l'éducation du district D1

- Vous avez une certaine expérience en matière de situations d'urgence depuis votre participation à un atelier d'une demi-journée sur l'éducation en situations d'urgence organisé à Jabuma il y a six mois. Vous êtes prêt à assumer un rôle de premier plan pour le secteur de l'éducation. Vous avez également participé aux deux dernières réunions du comité de secours d'urgence du district D1, et le secteur de l'éducation en est désormais un membre assidu. Lors de la dernière inondation, les écoles ont été fermées pendant plus de 2 mois, en partie à cause de leur occupation par les déplacés, mais aussi parce que personne n'a songé à dispenser un programme d'éducation en situations d'urgence.
- Vous avez de la chance car votre maison et votre famille ont été épargnées par les inondations.
- Vous déplorez l'absence de stocks de manuels scolaires que l'on pourrait distribuer aux écoles et aux enfants sinistrés. Le système d'impression et de distribution des manuels est centralisé et il ne couvre même pas les besoins en temps normal.
- Il existe, au Bureau provincial de l'éducation de Jabuma, des supports didactiques pour l'apprentissage accéléré qui pourraient servir dans la situation d'urgence actuelle.
- Vous avez pris part aux évaluations des dégâts aux écoles et vous pouvez faire appel aux deux ingénieurs qui ont mené l'évaluation précédente et supervisé la réhabilitation des écoles.
- Toutes les données relatives à la scolarisation sont toujours collectées manuellement et l'opération est tributaire de contraintes liées à la disponibilité d'un véhicule et du carburant. La capacité de collecte de données existe. Le district D1 compte 5 personnes ressources (une par zone sinistrée), qui suivent régulièrement la fréquentation scolaire. Vous voulez qu'elles servent dans l'équipe d'évaluation multisectorielle dont vous savez qu'elle procédera à une collecte de données. Ces personnes ressources possèdent des téléphones portables et sont dotées de 3 motos en bon état.
- Vous avez des inquiétudes au sujet de l'impact des inondations sur les enfants et vous n'êtes pas encore parvenu à localiser beaucoup d'enseignants. Vous savez qu'ils sont essentiels au programme d'éducation en situations d'urgence mais vous ne savez pas comment les mobiliser ou les inciter à travailler pendant la crise.
- D'après des informations officieuses de la part de membres des comités scolaires des 5 zones sinistrées, plus de 15 écoles ont été endommagées. De plus, des déplacés affluent vers la zone 1 et occupent les écoles de toutes les zones. Vraisemblablement, il sera impossible de reprendre rapidement l'éducation, même dans les écoles encore intactes. Vous ignorez quelle est votre autorité sur les déplacés, mais vous voulez encourager les agences humanitaires à leur trouver rapidement des abris.

Responsable local de l'UNICEF chargé de l'éducation en situations d'urgence au D1

- Vous avez travaillé auparavant dans une situation d'urgence et vous êtes déterminé à travailler dur pour que le district D1 bénéficie de services d'éducation en situations d'urgence. Il vous faut du personnel supplémentaire pour vous seconder et vous avez déjà demandé au directeur de l'éducation à Baruna de dépêcher au moins une autre personne en renfort au district D1.
 - 100 kits scolaires et 8 000 kits pédagogiques sont stockés dans un entrepôt de la capitale nationale, Baruna.
 - 50 kits DPE, 20 tentes-écoles et 80 bâches sont stockés au bureau départemental de Jabuma.
 - L'UNICEF a déployé 2 véhicules aux districts D1 et D2 et 4 véhicules à Jabuma.
 - L'UNICEF a du matériel pour l'éducation en situations d'urgence en santé et hygiène, prévention des maladies hydriques et du choléra, VIH/SIDA, sensibilisation aux dangers liés aux mines et compétences de la vie courante.
 - L'UNICEF dispose d'un budget de 100 000 USD pour les fonds thématiques d'urgence, immédiatement utilisable.
 - L'UNICEF peut faire dépêcher une personne de WCARO en 1 semaine pour 3-4 semaines seulement afin d'aider à coordonner les opérations dans le secteur, à mobiliser des fonds et à apporter une assistance technique en période de crise.
 - L'UNICEF possède à Baruna 300 lots de supports pour l'alphabétisation et le calcul.
-

Responsable local de Save the Children au D1 (envoyé par le bureau provincial de Jabuma)

Normalement basé à Jabuma, vous avez été envoyé au D1 par Save the Children pour coordonner l'intervention d'urgence et vous êtes arrivé sur place 24 heures après les inondations. Save a engagé l'ONG locale ONG1 pour dispenser une éducation de qualité et adaptée aux enfants, dans le D1 et vous avez initié un programme d'éducation en situations d'urgence dans le district.

- Save possède à Jabuma un stock de 100 lots de matériel destiné à des espaces amis des enfants Ce matériel est utilisé pour le programme normal. En outre, vous avez au bureau provincial de Jabuma 10 tentes-écoles et 35 kits récréatifs pour environ 80 enfants par kit.
 - Save possède 2 camions dans la capitale, Baruna.
 - Save possède à Jabuma du matériel psychosocial traduit et des capacités de formation de facilitateurs.
 - Le bureau de pays dispose de 25 000 USD qui peuvent être dépensés immédiatement.
-

Représentant de l'ONG1 au D1

- Vous travaillez avec Save the Children au D1 depuis 5 ans dans le cadre d'un contrat de formation des enseignants à l'éducation adaptée aux enfants. Vous supervisez 4 agents de terrain travaillant au D1.
 - En outre, lors de la dernière situation d'urgence, vous êtes devenu formateur de Save the Children et vous avez formé environ 14 facilitateurs psychosociaux au D1. Vous pensez que si vous pouvez les retrouver et qu'ils n'ont pas été déplacés, la plupart pourraient être déployés au D1.
 - Votre ONG a la capacité de recruter des enseignants/facilitateurs bénévoles dans tous les districts.
 - Votre ONG possède 2 motos au bureau provincial, mais l'une d'elles est en panne. Elle possède également une petite embarcation.
 - Votre ONG possède du matériel d'apprentissage accéléré pour l'éducation non formelle, et en collaboration avec Save, elle a formé plus de 300 facilitateurs à l'éducation non formelle dans la province.
-

Représentant de la Croix rouge au D1

- La Croix rouge compte au D1 dix volontaires justifiant d'une solide expérience en évaluation préalable, en aide et secours, en fourniture d'abris et en distribution d'articles non alimentaires. Vous souhaitez jouer un rôle de premier plan dans la situation d'urgence, mais vous n'avez aucune expérience dans le secteur de l'éducation.
 - Vous avez en stock à Jabuma 2 000 bâches et 100 tentes familiales. Toutefois, d'après les rapports préliminaires, le D1 compte plus de personnes déplacées.
 - La Croix rouge possède 2 camions à Jabuma qui ont commencé à distribuer les articles non alimentaires. Vos 10 bénévoles participent à des opérations de recherche et de secours. La Croix rouge possède également 4 embarcations qui sont actuellement utilisées pour la recherche et le secours.
 - Votre bureau au D1 n'est pas équipé d'ordinateur. Néanmoins, vous souhaitez participer aux activités d'évaluation préalable et vous mobilisez une partie de vos bénévoles à cette fin.
-

Représentant du comité scolaire du D1

- Vous êtes un membre actif du comité scolaire de la Zone 1 depuis trois ans et vous êtes volontaire en classe. Vous avez aussi contribué à faire participer des enfants non scolarisés à des programmes d'apprentissage accéléré. Vous êtes également impliqué dans la gestion scolaire et vous avez été partisan de l'amélioration des salles de classe et de la formation des enseignants.
- Votre maison a été endommagée, votre famille et vous-même, habitez chez des proches. Vous parvenez à faire face à votre propre situation de déplacé. Vos enfants sont en sécurité et vous voulez participer à l'intervention d'urgence.
- Vous comptez vraiment sur un démarrage rapide des activités éducatives de n'importe quel type car vous avez noté que les enfants manifestent de nombreux signes de traumatisme.
- Vous êtes particulièrement préoccupé par les centaines de personnes qui affluent au D1 et occupent les écoles. Vous redoutez qu'ils n'y restent pendant des mois comme la dernière fois. Vous souhaitez vivement voir les agences humanitaires se mettre au travail et trouver un abri aux déplacés afin que le comité scolaire puisse contribuer aux efforts de reconstruction.

FICHES DE RÔLES : ÉQUIPE DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION DU D2

Inspecteur de l'éducation du district D2

- Vous avez participé à un atelier d'une demi-journée sur l'éducation en situations d'urgence organisé à Jabuma il y a six mois et, de ce fait, ce concept ne vous est pas nouveau. Vous souhaitez bénéficier de l'appui de l'UNICEF car vous travaillez en étroite collaboration avec l'agence au D2. Vous avez été invité à la dernière réunion du comité de secours d'urgence du district D2 mais vous n'avez pas pu y aller. En revanche, votre cousin est membre du comité et vous aimeriez coordonner les actions avec eux. Lors de la dernière inondation, les écoles ont été fermées pendant plus d'un mois, en partie à cause de leur occupation par les déplacés, mais aussi parce que personne n'a songé à dispenser un programme d'éducation en situations d'urgence.
- Vous avez de la chance car votre maison et votre famille ont été épargnées par les inondations.
- Vous déplorez l'absence de stocks de manuels scolaires que l'on pourrait distribuer aux écoles et aux enfants sinistrés. Le système d'impression et de distribution des manuels est centralisé et il ne couvre même pas les besoins en temps normal.
- Il existe, à l'inspection provinciale de l'éducation de Jabuma, des supports didactiques pour l'apprentissage accéléré qui pourraient servir dans la situation d'urgence actuelle.
- Vous avez pris part à l'évaluation des dégâts d'une des écoles et vous pouvez faire appel aux deux ingénieurs de l'inspection provinciale de l'enseignement de Jabuma qui ont mené l'évaluation préalable précédente et supervisé la réhabilitation des écoles.
- Vous ne disposez pas d'un système informatisé de gestion de l'information pour l'éducation. Toutes les données relatives à la scolarisation sont toujours collectées manuellement et l'opération est tributaire de contraintes liées à la disponibilité d'un véhicule et du carburant. La capacité de collecte de données existe. Le district D2 compte 5 personnes ressources (une par zone sinistrée) qui suivent régulièrement la fréquentation scolaire. Vous voulez qu'elles servent dans l'équipe d'évaluation multisectorielle dont vous savez qu'elle procédera à une collecte de données. Ces personnes ressources possèdent des téléphones portables et sont dotées de 3 motos en bon état pour contrôler la fréquentation scolaire.
- Vous avez des inquiétudes au sujet de l'impact des inondations sur les enfants et vous n'êtes pas encore parvenu à localiser beaucoup d'enseignants. Vous savez qu'ils sont essentiels au programme d'éducation en situations d'urgence mais vous ne savez pas comment les mobiliser ou les inciter à travailler pendant la crise.
- D'après des informations officieuses de la part de membres des comités scolaires des 5 zones sinistrées, plus de 15 écoles ont été détruites. De plus, des déplacés affluent vers la zone 1 et occupent les écoles de toutes les zones. Vraisemblablement, il sera impossible de reprendre rapidement l'éducation, même dans les écoles encore intactes. Vous ignorez quelle est votre autorité sur les déplacés mais vous voulez encourager les agences humanitaires à leur trouver rapidement des abris.

Responsable local de l'UNICEF chargé de l'éducation en situations d'urgence au D2

- Vous avez travaillé auparavant dans une situation d'urgence et vous êtes déterminé à travailler dur pour que le district D2 bénéficie de services d'éducation en situations d'urgence. Il vous faut du personnel supplémentaire pour vous seconder et vous avez déjà demandé au directeur de l'éducation à Baruna d'envoyer au moins une autre personne en renfort au district D2.
 - 100 kits scolaires et 8 000 kits pédagogiques sont stockés dans un entrepôt de la capitale nationale, Baruna.
 - 50 kits DPE, 20 tentes-écoles et 80 bâches sont stockés au bureau provincial de Jabuma.
 - L'UNICEF a envoyé 2 véhicules aux districts D1 et D2 et 4 véhicules à Jabuma.
 - L'UNICEF a du matériel pour l'éducation en situations d'urgence en santé et hygiène, prévention des maladies hydriques et du choléra, VIH/SIDA, sensibilisation aux dangers liés aux mines et compétences de la vie courante.
 - L'UNICEF dispose d'un budget de 100 000 USD pour les fonds thématiques d'urgence, immédiatement utilisable.
 - L'UNICEF peut faire dépêcher une personne de WCARO en 1 semaine pour 3-4 semaines seulement afin d'aider à coordonner les opérations du secteur, à mobiliser des fonds et à apporter une assistance technique en période de crise.
 - L'UNICEF possède à Baruna 300 lots de supports pour l'alphabétisation/l'apprentissage du calcul.
-

Responsable provincial de Save the Children au D2 chargé de la protection en situation d'urgence

- Normalement basé à Jabuma, vous avez été envoyé au D2 par Save the Children pour coordonner l'intervention en matière d'éducation et de protection en situation d'urgence, et vous êtes arrivé sur place 24 heures après les inondations. Save a engagé l'ONG locale ONG2 pour dispenser une éducation de qualité adaptée aux enfants du D2 et vous avez initié un programme d'éducation en situations d'urgence dans le district.
 - Save possède à Jabuma un stock de 100 lots de matériel destiné aux Espaces amis des enfants. Ce matériel est utilisé pour le programme normal. En outre, vous avez au bureau provincial de Jabuma 10 tentes-écoles et 35 kits récréatifs pour environ 80 enfants par kit.
 - Save possède 2 camions dans la capitale, Baruna.
 - Save possède à Jabuma du matériel psychosocial traduit et des capacités de formation de facilitateurs.
 - Le bureau de pays dispose de 25 000 USD qui peuvent être dépensés immédiatement.
-

Représentant de l'ONG2 au D2

- Vous travaillez avec Save the Children au D2 depuis cinq ans dans le cadre d'un contrat de formation des enseignants à l'éducation adaptée aux enfants. Vous supervisez 4 agents de terrain travaillant au D2.
 - En outre, lors de la dernière situation d'urgence, vous êtes devenu formateur de Save the Children et vous avez formé environ 14 facilitateurs psychosociaux au D2. Vous pensez que si vous pouvez les retrouver et qu'ils n'ont pas été déplacés, la plupart pourraient être déployés au D2 selon les besoins.
 - Votre ONG a la capacité de recruter des enseignants/facilitateurs bénévoles dans tous les districts.
 - Votre ONG possède 2 motos au bureau départemental, mais l'une d'elles est en panne. Elle possède également une petite embarcation.
 - Votre ONG possède du matériel d'apprentissage accéléré pour l'éducation non formelle, et en collaboration avec Save, elle a formé plus de 300 facilitateurs à l'éducation non formelle dans la province.
-

Représentant de la Croix rouge au D2

- La Croix rouge compte au D2 dix volontaires justifiant d'une solide expérience en évaluation préalable, en aide et secours, en fourniture d'abris et en distribution d'articles non alimentaires. Vous souhaitez jouer un rôle de premier plan dans la situation d'urgence, mais vous n'avez aucune expérience dans le secteur de l'éducation.
 - Vous avez en stock à Jabuma 2 000 bâches et 100 tentes familiales. Toutefois, d'après les rapports préliminaires, le D2 compte plus de personnes déplacées.
 - La Croix rouge possède 2 camions à Jabuma qui ont commencé à distribuer les articles non alimentaires. Vos 10 bénévoles participent à des opérations de recherche et de secours. La Croix rouge possède également 4 embarcations qui sont actuellement utilisées pour la recherche et le secours.
 - Votre bureau au D2 n'est pas équipé d'ordinateurs. Néanmoins, vous souhaitez participer aux activités d'évaluation initiales et vous mobilisez une partie de vos bénévoles à cette fin.
-

Représentant du comité scolaire du D2

- Vous êtes membre actif du comité scolaire de la Zone 1 depuis trois ans et vous avez été volontaire en classe. Vous avez également contribué à faire participer des enfants non scolarisés à des programmes d'apprentissage accéléré. Vous êtes également impliqué dans la gestion scolaire et vous avez été partisan de l'amélioration des salles de classe et de la formation des enseignants.
- Votre maison a été endommagée, votre famille et vous-même, habitez chez des proches. Vous parvenez à faire face à votre propre situation de déplacé. Vos enfants sont en sécurité et vous voulez participer à l'intervention d'urgence.
- Vous comptez vraiment sur un démarrage rapide des activités éducatives de n'importe quel type car vous avez noté que les enfants manifestent de nombreux signes de traumatisme.
- Vous êtes particulièrement préoccupé par les centaines de personnes qui affluent au D2 et occupent les écoles. Vous redoutez qu'ils n'y restent pendant des mois comme la dernière fois. Vous souhaitez vivement voir les agences humanitaires se mettre au travail et trouver un abri aux déplacés afin que le comité scolaire puisse contribuer aux efforts de reconstruction.

FICHES DE RÔLES : ÉQUIPE DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION DU D3

Inspecteur de l'éducation du district par intérim pour le D3

5. Vous êtes inspecteur par intérim du D3 depuis 4 mois et vous voulez retourner à votre poste. Vous savez que le MEN n'accorde pas la priorité au D3 et qu'il est difficile d'y maintenir un inspecteur en raison de l'isolement de la zone.
6. Vous avez participé à un atelier d'une demi-journée sur l'éducation en situations d'urgence organisé à Jabuma il y a six mois. Vous souhaitez bénéficier de l'appui de l'UNICEF car vous travaillez en étroite collaboration avec l'agence au D3. Vous avez été invité à la dernière réunion du comité de secours d'urgence du district D3 mais vous n'avez pas pu y aller. Lors de la dernière inondation, les écoles ont été fermées pendant plus d'un mois, en partie à cause de leur occupation par les déplacés, mais aussi parce que personne n'a pensé à dispenser un programme d'éducation en situations d'urgence.
7. Vous avez de la chance car votre maison et votre famille ont été épargnées par les inondations.
8. Vous déplorez l'absence de stocks de manuels scolaires que l'on pourrait distribuer aux écoles et aux enfants sinistrés, étant donné que le système d'impression et de distribution des manuels est centralisé et qu'il ne couvre même pas les besoins en temps normal.
9. Il existe, à l'inspection provinciale de l'éducation de Jabuma, des supports didactiques pour l'apprentissage accéléré qui pourraient servir dans la situation d'urgence actuelle.
10. Vous avez pris part à l'évaluation des dégâts d'une des écoles et vous voudriez faire appel aux deux ingénieurs de l'inspection provinciale de l'enseignement de Jabuma qui ont mené l'évaluation précédente et supervisé la réhabilitation des écoles.
11. Vous ne disposez pas d'un système informatisé de gestion de l'information pour l'éducation. Toutes les données relatives à la scolarisation sont toujours collectées manuellement et l'opération est tributaire de contraintes liées à la disponibilité d'un véhicule et du carburant. La capacité de collecte de données pour le secteur de l'éducation existe. Le district D3 compte 3 personnes ressources qui suivent régulièrement la fréquentation scolaire. Vous voulez qu'elles servent dans l'équipe d'évaluation multisectorielle dont vous savez qu'elle procèdera à une collecte de données. Ces personnes ressources possèdent des téléphones portables et sont dotées d'une moto en bon état qu'elles utilisent à tour de rôle pour contrôler la fréquentation scolaire.
12. Vous avez déjà un déficit d'enseignants et la recherche d'enseignants pour reprendre l'éducation vous préoccupe. Vous ne savez pas comment les mobiliser ou les inciter à travailler pendant la crise.
13. Vous êtes particulièrement préoccupé par tous ces réfugiés qui viennent du Romaland, occupent les écoles et prennent l'assistance qui aurait pu servir aux déplacés du D3.
14. Vraisemblablement, il sera impossible de reprendre l'éducation dans un proche avenir, même dans les écoles encore intactes. Vous ignorez quelle est votre autorité sur les réfugiés du Romaland mais vous voulez encourager les agences humanitaires à leur trouver rapidement des abris ou à demander aux autorités du Romaland de les prendre en charge.

Responsable provincial de Save the Children au D3 chargé de la protection en situation d'urgence

- Normalement basé à Jabuma, vous avez été envoyé au D3 par Save the Children pour gérer l'intervention en matière d'éducation et de protection en situation d'urgence, et vous êtes arrivé sur place 24 heures après les inondations. Save a engagé l'ONG locale ONG3 pour dispenser une éducation de qualité adaptée aux enfants du D3 et vous avez initié un programme d'éducation en situations d'urgence dans le district.
 - Save possède à Jabuma un stock de 100 lots de matériel destiné aux Espaces amis des enfants. Ce matériel est utilisé pour le programme normal. En outre, vous avez au bureau provincial de Jabuma 10 tentes-écoles et 35 kits récréatifs pour environ 80 enfants par kit.
 - Save possède 2 camions dans la capitale, Baruna.
 - Save possède à Jabuma du matériel psychosocial traduit et des capacités de formation de facilitateurs.
 - Le bureau de pays dispose de 25 000 USD qui peuvent être dépensés immédiatement.
-

Responsable local de l'UNICEF chargé de l'éducation en situations d'urgence au D3

- Vous avez travaillé auparavant dans une situation d'urgence et vous êtes déterminé à travailler dur pour que le district D3 bénéficie de services d'éducation en situations d'urgence. Il vous faut du personnel supplémentaire pour vous seconder et vous avez déjà demandé au directeur de l'éducation à Baruna d'envoyer au moins une autre personne en renfort au district D2.
 - 100 kits scolaires et 8 000 kits pédagogiques sont stockés dans un entrepôt de la capitale nationale, Baruna.
 - 50 kits DPE, 20 tentes scolaires et 80 bâches sont stockés au bureau provincial de Jabuma.
 - L'UNICEF a envoyé 1 véhicule au district D3 et 4 véhicules à Jabuma.
 - L'UNICEF a du matériel pour l'éducation en situations d'urgence en santé et hygiène, prévention des maladies hydriques et du choléra, VIH/SIDA, sensibilisation aux dangers liés aux mines et compétences de la vie courante.
 - L'UNICEF dispose d'un budget de 100 000 USD pour les fonds thématiques d'urgence, immédiatement utilisable.
 - L'UNICEF peut faire dépêcher une personne de l'ESARO dans 1 semaine pour 3-4 semaines seulement afin d'aider à coordonner les opérations du secteur, à mobiliser des fonds et à apporter une assistance technique en période de crise.
 - L'UNICEF possède à Baruna 300 lots de supports pour l'alphabétisation/l'apprentissage du calcul.
-

Représentant de l'ONG3 au D3

- Vous travaillez avec Save the Children au D3 depuis cinq ans dans le cadre d'un contrat de formation des enseignants à l'éducation adaptée aux enfants. Vous supervisez 1 agent de terrain travaillant au D3. L'ONG3 est la seule ONG travaillant au D3.
 - Lors de la dernière situation d'urgence, vous êtes devenu formateur de Save the Children et vous avez formé 3 facilitateurs psychosociaux au D3. Vous pensez que si vous pouvez les retrouver et qu'ils n'ont pas été déplacés, ils pourraient être déployés pour assister les déplacés.
 - Votre ONG a la capacité de recruter des enseignants/facilitateurs bénévoles dans toutes les zones.
 - Votre ONG possède 2 motos au bureau provincial, mais l'une d'elles est en panne. Elle possède également une petite embarcation.
 - Votre ONG possède du matériel d'apprentissage accéléré pour l'éducation non formelle, et en collaboration avec Save, elle a formé plus de 25 facilitateurs à l'éducation non formelle dans la province.
-

Représentant de la Croix rouge au D3

- La Croix rouge compte seulement deux volontaires au D3, mais ils justifient d'une solide expérience en évaluation préalable, en aide et secours, en fourniture d'abris et en distribution d'articles non alimentaires. Vous souhaitez jouer un rôle de premier plan dans la situation d'urgence, mais vous n'avez aucune expérience dans le secteur de l'éducation, puisqu'il ne constituait pas une priorité lors des crises précédentes.
 - Vous avez en stock à Jabuma 2 000 bâches et 100 tentes familiales mais vous savez que ce matériel est loin de suffire. D'après les rapports préliminaires, le D3 compte beaucoup plus de personnes déplacées, venues essentiellement du Romaland. Votre capacité à leur venir en aide vous préoccupe et vous avez demandé à votre bureau provincial à Jabuma d'envoyer 3 volontaires supplémentaires à partir d'autres districts non sinistrés.
 - La Croix rouge possède 2 camions à Jabuma qui ont commencé à distribuer les articles non alimentaires. Vos deux bénévoles participent à des opérations de recherche et de secours. La Croix rouge possède également 4 embarcations qui sont actuellement utilisées pour la recherche et le secours.
 - Votre bureau au D3 n'est pas équipé d'ordinateurs. Néanmoins, vous souhaitez participer aux activités d'évaluation préalable et vous mobilisez vos bénévoles à cette fin.
-

Représentant du comité scolaire du D3

- Vous avez mis sur pied un comité scolaire il y a 3 ans en raison des difficultés auxquelles était confrontée l'éducation au D3. Vous êtes très inquiet des faibles perspectives d'éducation pour les enfants du D3 et déçu de l'absence d'un leadership cohérent dans le district. Le MdE ne semble pas s'intéresser à la zone à cause de son enclavement. Vous avez été volontaire pour enseigner. Vous avez également contribué à faire participer des enfants non scolarisés à des programmes d'apprentissage accéléré. Vous organisez des cours d'alphabétisation non formelle chez vous pour les enfants non scolarisés.
- Votre maison a été endommagée, votre famille et vous-même, habitez chez des proches. Vous parvenez à faire face à votre propre situation de déplacé. Vos enfants sont en sécurité et vous voulez participer à l'intervention d'urgence.
- Vous comptez vraiment sur un démarrage rapide des activités éducatives de n'importe quel type car vous avez noté que les enfants sont fortement affectés par la situation d'urgence.
- Vous êtes particulièrement préoccupé par les centaines de personnes qui affluent du Romaland et occupent les écoles. Vous redoutez qu'ils n'y restent pendant des mois. Vous souhaitez vivement voir les agences humanitaires se mettre au travail, pas seulement au Momaland, mais aussi que le Romaland s'occupe de ses ressortissants. Les ressources du D3 sont si limitées que le district ne peut pas se permettre de s'occuper des réfugiés du Romaland.

Planification de l'intervention d'éducation en situation d'urgence

Session
8

Durée
75 minutes

Plan de la session

Contenu	Minutes
1. Exercice en groupes de planification de l'intervention du secteur/cluster	45
2. Discussion plénière	25
3. Réflexion sur la préparation	5

Objectifs pédagogiques	Messages clés
<ol style="list-style-type: none"> Être capable de savoir quelles données des évaluations préalables rapides et multisectorielles de l'éducation sont pertinentes et comment elles doivent être analysées pour formuler une intervention en collaboration avec le Ministère de l'éducation. Utiliser un modèle de cadre logique afin d'élaborer un plan d'intervention en situation d'urgence à partir des données collectées et des composantes techniques de l'intervention en matière d'éducation. Identifier les activités, les besoins en approvisionnements, les agences responsables, les échéances, les besoins et les coûts de chaque composante de l'intervention d'urgence. 	<p>Les données issues de l'évaluation préalable multisectorielle rapide et de l'évaluation rapide de l'éducation fourniront les informations nécessaires pour planifier une intervention d'éducation.</p> <p>Un plan d'intervention doit prendre en charge les composantes de l'éducation en situations d'urgence, identifier les rôles et responsabilités des partenaires du secteur de l'éducation, calculer les coûts et fixer un calendrier pour l'intervention.</p> <p>Les plans d'intervention doivent être souples puisqu'ils sont susceptibles de changer selon l'évolution de la situation sur le terrain.</p> <p>Le cluster éducation est chargé d'aider le Ministère de l'éducation à piloter l'intervention d'urgence et à améliorer les partenariats entre toutes les parties prenantes de l'éducation, faciliter le partage de l'information, la programmation conjointe et la mise en commun de l'expertise technique.</p>

Méthode :

- Groupes de discussion, activité de dessin, présentation murale, présentation de diapositives, travail de groupes, jeu de rôles.

Matériel nécessaire :

- Présentation des diapositives de la Session 8.
- Document 8.1 : Données d'évaluation préalable rapide de l'éducation – 3 semaines
- Données collectées auparavant
- Document 8.2 : Analyse des données pour la planification de l'intervention d'éducation
- Document 8.3 : Exemple d'outil de planification d'une intervention d'urgence
- Document 8.3 : Actions de préparation et réponse pour la planification des interventions

1. Exercice en groupes de planification de l'intervention du secteur/cluster

45 minutes

1. Rappelez aux participants que l'évaluation préalable rapide de l'éducation a été effectuée. L'équipe d'évaluation a travaillé à l'Inspection d'académie de Jabuma pour compiler les données sur le formulaire qui est présenté. Ce rapport fait le point des connaissances 3 semaines après le début de la crise. Certaines informations sont encore inconnues ou changeantes alors que d'autres sont des estimations.
2. Expliquez les rapports dont les équipes disposent actuellement :
 - Document 8.1 : Données d'évaluation préalable rapide de l'éducation. Il contient des données sur la communauté hôte et déplacée et sur les enseignants disponibles.
 - Les données collectées précédemment à partir de l'évaluation préalable multisectorielle et des données d'avant la crise.
3. Étudiez certaines des données collectées pour vérifier que les participants comprennent les tableaux. Posez les questions suivantes en montrant les diapositives :
 - *Sur le tableau des données sur les écoles et les enfants, quel est le nombre total d'enfants déplacés âgés de 6 à 12 ans dans le District 1 ?*
 - *Quel est le nombre d'enfants déplacés âgés de 3 à 5 ans dans le D2 ?*
 - *Combien d'écoles primaires ont été détruites dans le D3 ?*
 - *Combien d'instituteurs sont disponibles pour enseigner dans le D1 ?*
 - *Combien d'enseignants DPE sont disponibles dans le D3 ?*

Exercice d'analyse des données et de planification d'intervention

1. Les groupes des districts vont maintenant analyser les données et commencer à élaborer leurs plans d'intervention d'urgence à partir des données dont ils disposent.
2. Demandez aux groupes d'utiliser le Document 8.2 : Analyse des données pour la planification de l'intervention d'éducation qui les aidera à analyser les données et à formuler leurs premières interventions. Ils n'auront peut-être pas assez d'informations pour terminer le plan. Mais ils peuvent prévoir certains besoins futurs pour essayer de faire un plan des activités et estimer les ressources nécessaires. Dans les sessions suivantes, ils continueront à remplir leurs tableaux de planification.
3. Demandez aux groupes d'étudier le document 8.3 : Exemple d'outil de planification d'une intervention d'urgence. Ils trouveront les composantes de l'éducation dans les situations d'urgence dans la colonne de gauche.

Tâches

- 1) Identifier les **activités** qu'ils mèneront dans chaque composante autant que le permettent les données actuelles. Ils se concentreront seulement sur les composantes suivantes :
 - Fournitures d'éducation
 - Espaces temporaires d'apprentissage
 - Mobilisation/formation des enseignants
 - Réparation et construction d'écoles
 - 2) Pour ces activités, identifier les **partenaires** qui seront responsables de l'activité, les **ressources** nécessaires, les groupes **cibles** et les **lieux** (ex. : enfants d'âge primaire déplacés de D1-Z1). **Ils ne doivent pas identifier les indicateurs à ce stade** (ce sera fait lors de la Session 18).
 - 3) Identifier la **date** prévue pour l'achèvement de l'activité.
4. Ils peuvent élaborer leurs plans sur ordinateur (s'ils en ont) ou utiliser des feuilles pour tableau conférence à afficher au mur.
 5. Rappelez aux participants d'appliquer les **NM appropriées de l'INEE**

Normes Fondamentales – Analyse

Norme 2 : Stratégies d'intervention : Des stratégies d'interventions d'éducation inclusive sont élaborées. Elles comprennent une description claire du contexte, des obstacles au droit à l'éducation et des stratégies pour surmonter ces obstacles.

Normes Fondamentales – Participation communautaire

Norme 1: Participation : *Les membres de la communauté participent activement, de façon transparente et sans discrimination à l'analyse, la planification, la conception, la mise en oeuvre, au suivi et à l'évaluation des interventions éducatives.*

2. Discussion plénière

25 minutes

Demandez à plusieurs groupes de présenter leurs plans en plénière. Posez les questions suivantes lors de la discussion :

- *Quelles sont les activités immédiatement exécutables ?*
- *Comment les agences se partageront-elles les responsabilités ?*
- *Quelles sont les ressources additionnelles nécessaires pour mener certaines activités ?*
- *Y a-t-il suffisamment de personnel pour mener les activités ? Si non, qu'envisagent-ils de faire ? L'UNICEF et Save sont-ils en mesure de déployer du personnel à partir de leurs bureaux de pays ou de l'étranger ?*
- *Comment comptent-ils impliquer les communautés dans le plan d'intervention prévu ?*

Concluez en montrant la diapositive correspondante (N° 7) avec les points à retenir pour la planification d'une intervention d'urgence. Terminez en demandant aux participants de laisser leurs plans affichés au mur car ils y reviendront lors des prochains exercices.

3. Réflexion à la préparation

5 minutes

1. Demandez aux participants quels types d'activités peuvent être menés lors de la phase de préparation en vue de renforcer l'efficacité de la planification de l'intervention. Il pourrait s'ensuivre un long débat mais la réponse la plus importante doit être le **plan d'urgence**.
2. Dites aux participants que ce point sera abordé lors de la Session 20. Demandez aux participants de noter leurs réponses sur des fiches de couleurs à fixer sur le mur Préparation, sous Planification d'une intervention d'éducation.

DOCUMENT 8.1 : Données de l'évaluation préliminaire rapide de l'éducation : Trois semaines après le début des inondations

	Nombre d'écoles primaires occupées par les PDIP	Nombre d'élèves du Primaire de la communauté d'accueil pas à l'école pour occupation par les PDIP	Nombre d'écoles endommagées ou détruites		Nombre d'enfants PDIP âgés de 3-5	Nombre d'enfants PDIP âgés de 6-12	Nombre d'enfants PDIP âgés de 13-17	Nombre d'enseignants disponibles au sein de la communauté d'accueil			Nombre d'enseignants disponibles parmi les PDIP			Nombre d'enseignants du Romaland disponibles		
			Primaire	Secondaire				DPE	Pri m.	Sec.	DPE	Prim.	Sec.	ECE	Prim	Sec.
District 1																
Zone 1	8	4000	7	1	3500	6000	3000	3	38	7	2	25	4			
Zone 2	8	4000	8	0	2000	6000	2200	3	36	5	1	20	2			
Zone 3	6	3000	5	0	2000	3600	1300	2	34	4	1	16	1			
Zone 4	4	2000	3	0	1000	1700	1500	1	14	2	1	4	1			
Zone 5	2	800	1	0	1000	1700	1500	1	12	2	0	4	2			
Totaux	28	13 800	24	1	9500	19 000	9500	10	134	20	5	69	10			
District 2			Primaire	Secondaire												
Zone 1	10	4000	4	0	2500	7000	3000	2	40	8	0	20	4			
Zone 2	5	2000	2	1	1500	2800	1800	1	24	4	1	18	2			
Zone 3	2	1000	2	0	1000	1200	600	2	20	4	0	14	1			
Zone 4	3	1800	2	0	1000	1000	600	0	20	4			1			
Totaux	20	8800	10	1	6000	12000	6000	5	104	20	1	52	8			
District 3			Primaire	Secondaire												
Zone 1	3	1200	0	0	800	2400	1200	1	12	4		8	1	1	3	s/o
Zone 2	1	400	1	0	600	800	400	0	7	0		2	0	s/o	5	s/o
Zone 3	1	400	0	0	400	800	400	0	7	0		4	0	s/o	5	s/o
Totaux	5	2000	1	0	2000	4000	2000	1	26	4		14	1	s/o	13	s/o
TOTAUX	53	24 600	35	2	17 500	35 000	17 500									

Données collectées auparavant

**Données sur la population de PDIP : Issues de l'évaluation préliminaire
multisectorielle – 2 semaines**

District	Nombre de PDIP	Nombre d'écoles avant la crise	Nombre d'écoles détruites ou endommagées	Nombre d'écoles primaires occupées par les PDIP	Nombre de camps sans école	Nombre d'enfants de 3-5 ans	Nombre d'enfants de 6-12 ans	Nombre d'enfants de 13-17 ans
District 1	95000	56	25	28	20	9500	19000	9500
District 2	60000	42	10	20	15	6000	12000	6000
District 3	20000 <i>10 000 du Momaland 10 000 du Romaland</i>	7	1	5	5	2000	4000	2000
TOTAUX	175 000	105	37	53	40	17 500	35 000	17 500

Données avant la crise : fournies par l'Inspection d'académie

	Population totale	Nombre d'écoles		Nombre d'enfants âgés de 3-5 ans	Nombre d'enfants en DPE	Nombre d'enfants âgés de 6-12 ans	Nombre d'enfants allant à l'école primaire	Nombre d'enfants de 13 à 17 ans	Nombre d'enfants allant à l'école secondaire
		Primaire	Sec.						
District 1	200 000	Primaire	Sec.	20 000	4 000	40 000	32 000	20 000	4 000
Zone 1	60 000	16	1	6 000	600	12 000	9 600	6 000	1 200
Zone 2	60 000	16	1	6 000	600	12 000	9 600	6 000	1 200
Zone 3	40 000	10	1	4 000	400	8 000	6 400	4 000	800
Zone 4	20 000	5	1	2 000	200	4 000	3 200	2 000	400
Zone 5	20 000	5	0	2 000	200	4 000	3 200	2 000	400
Totaux		52	4						
District 2	150 000	Primaire	Sec.	15 000	1 000	30 000	24 000	15 000	3 000
Zone 1	60 000	16	1	6 000	400	12 000	9 600	6 000	1 200
Zone 2	30 000	8	1	3 000	400	6 000	4 800	3 000	600
Zone 3	30 000	8	1	3 000	200	6 000	4 800	3 000	600
Zone 4	30 000	8	0	3 000	0	6 000	4 800	3 000	600
Totaux		39	3						
District 3	30 000	Primaire	Sec.	3 000	0	6 000	4 800	3 000	600
Zone 1	10 000	2	1	1 000	0	2 000	1 600	1 000	200
Zone 2	10 000	2	1	1 000	0	2 000	1 600	1 000	200
Zone 3	10 000	2	1	1 000	0	2 000	1 600	1 000	200
Totaux		6	1						
TOTAUX	380 000	97	8	38 000	3 000	76 000	60 800	38 000	7 600

DOCUMENT 8.2 :
Analyse des données pour la planification d'une intervention d'éducation

1. Quels sont les **groupes cibles** qui seront servis dans chaque district ? Prenez en compte :
 - Les âges, 3-5, 6-12, 13+
 - Les enfants non scolarisés dans la communauté d'accueil comme dans les communautés déplacées
 - Les enfants scolarisés dans communauté d'accueil comme dans les communautés déplacées
 - Les enfants déplacés venant du Momaland
 - Les enfants déplacés venant du Romaland
 - Les enfants de la communauté d'accueil

2. Y a-t-il suffisamment d'informations pour planifier des **services d'éducation** pour ces groupes cibles ? Si c'est le cas, quels services d'éducation prévoyez-vous ? Sinon, quelles sont les informations qui vous manquent et que vous devez trouver pour planifier votre intervention d'éducation ? Comment allez-vous le faire ?

3. Y a-t-il suffisamment d'informations pour déployer les **fournitures** existantes ou commander d'autres fournitures pour les services éducatifs ? Si oui, quoi, combien, pour quels endroits, pour quels groupes cibles ? Quelles sont, éventuellement, les informations qui vous manquent et que vous devez trouver pour planifier votre intervention d'éducation ? Comment allez-vous le faire ?

4. Y a-t-il suffisamment d'informations pour prévoir des **espaces temporaires d'apprentissage** ? Quelles activités devrez-vous mener ? Pour quels groupes cibles ? Où ? Quelles fournitures devront être commandées ? Quelles sont les informations qui manquent ? Comment allez-vous les trouver ?

5. Y a-t-il suffisamment d'informations pour **mobiliser et former des facilitateurs et des enseignants** pour les espaces temporaires d'apprentissage ? Si oui, combien, pour quels endroits, pour quels groupes cibles ? Quelles sont les informations qui manquent ? Comment allez-vous les trouver ?

6. Y a-t-il suffisamment d'informations pour établir des **programmes scolaires** d'urgence ? Quelles sont les informations qui manquent ? Comment allez-vous les trouver ?

7. Y a-t-il suffisamment d'informations pour établir un **système de suivi** pour l'intervention d'éducation ?

Proportions pour la planification de l'éducation	
Kit DPE	1 pour 80 enfants
Kit scolaire	1 pour 80 enfants
Kit pédagogique	1 par enfant
Kit récréatif	1 pour 80 enfants
Tente	1 pour 80 enfants
Enseignants/facilitateurs	1 pour 80 enfants

Document 8.3 :
Exemple d'outil de planification d'une intervention d'urgence

COMPOSANTES DE L'INTERVENTION POUR L'ÉDUCATION EN SITUATION D'URGENCE	PARTENAIRES DE MISE EN OEUVRE	Nombre et type de ressources requises	COÛT	Indicateurs de suivi	Groupes cibles et nombre d'enfants devant être servis	Lieu	Calendrier
Mécanisme de coordination du secteur							
1.							
2.							
3.							
Évaluation préliminaire							
1.							
2.							
3.							
Fournitures éducatives et logistique							
1.							
2.							
3.							
Espaces d'apprentissage provisoires							
1.							
2.							
3.							
Mobilisation et formation des enseignants et autres personnels d'éducation							
1.							
2.							
3.							
Soutien psychosocial et stratégies							
1.							
2.							
3.							
Adapter ce qui est enseigné							
1.							

2.							
3.							
Réhabilitation et construction d'écoles + WASH							
1.							
2.							
3.							
Reprise de l'éducation normale							
1.							
2.							
3.							
Suivi et évaluation							
1.							
2.							
3.							

Document 8.4 :
Actions de préparation et de réponse pour la planification des interventions d'éducation d'urgence

Actions de préparation pour la planification des interventions d'éducation

- Créer des plans d'urgence pour l'éducation en prévision de scénarios probables de situations d'urgence au niveau national et sous-national, avec des activités de préparation pour chaque composante technique des interventions d'urgence, les rôles et responsabilités des partenaires du secteur, le type et le nombre des ressources nécessaires, les groupes cibles et une estimation du budget.
- Faire un plaidoyer pour que l'éducation soit incluse dans les plans d'urgence multisectoriels nationaux.
- Vérifier qu'il y a des données de base/ des données d'avant la crise accessibles pour les zones vulnérables.
- Établir des accords/ protocoles d'accord avec les partenaires du secteur de l'éducation sur les rôles et responsabilités pour les interventions au niveau technique et géographique dans les situations d'urgence probables.
- S'assurer qu'il y a un modèle uniforme de plan d'interventions d'éducation et que tous les partenaires se sont accordés sur ce plan.

Actions de réponse pour la planification des interventions d'éducation

- Activer le secteur/ cluster éducation au niveau national et dans les provinces/ districts affectés
- Activer les structures de gouvernance et les systèmes de communication et d'information du secteur/ cluster
- Activer les mécanismes de coordination et de communication avec les autres secteurs pour la planification des interventions de réponse
- Préparer ensemble, en utilisant le modèle commun, un plan d'interventions d'éducation basé sur les données et les résultats de l'évaluation préliminaire et sur les activités de cartographie des capacités déjà faites.
- Créer et mettre en œuvre un plan d'intervention du secteur de l'éducation qui établisse les rôles et responsabilités, les groupes cibles, les lieux qui auront besoin d'assistance et le nombre et le type des ressources nécessaires.
- Identifier les activités pour les diverses composantes des interventions d'éducation, comme l'évaluation préliminaire, la mobilisation des ressources humaines et financières, l'établissement d'espaces temporaires d'apprentissage, l'achat et la distribution des fournitures d'éducation, la fourniture d'appui psychosocial, la mobilisation et la formation des enseignants et autres personnels d'éducation, la mise en œuvre de programmes scolaires appropriés en situations d'urgence et la préparation d'un plan de suivi.
- Préparer un budget et un calendrier coordonnés pour le plan d'intervention et s'assurer que tous les partenaires, y compris le Ministère de l'éducation, sont d'accord sur les priorités qui ont été fixées.
- Pour la phase de reconstruction, mettre en œuvre des activités du plan d'intervention comme la réhabilitation et la construction d'écoles, la reprise de l'éducation formelle, avec des campagnes Retour à l'école, la réintégration des élèves et des enseignants, les programmes scolaires, et adapter le plan selon les données collectées lors des évaluations continues.

Ressources humaines et financières

Session
9

Durée
110 minutes

Plan de la session

Contenu	Minutes
1. Planification et mobilisation des ressources humaines	60
2. Mobilisation des ressources financières	45
3. Réflexion sur la préparation	5

Objectifs pédagogiques	Messages clés
<ol style="list-style-type: none"> 1. Identifier les besoins en personnel, la capacité des agences à recruter et déployer et les calendriers de déploiement. 2. Présenter les sources de financement disponibles pour une intervention d'urgence (CAP, CERF, Appel d'urgence). 3. Décrire les différentes étapes de la mobilisation des ressources et préparer une brève proposition de financement pour un document de "terrain" et un appel d'urgence. 	<p>Un personnel expérimenté, aux connaissances et aux compétences variées, est souvent indispensable pour les différentes phases d'une intervention d'urgence, pour coordonner et exécuter les diverses composantes d'un programme d'éducation en situations d'urgence. La connaissance de la portée et des effets de la situation d'urgence sur la communauté concernée aidera à identifier le type de compétences et d'expérience requis pour la mobilisation du personnel et des ressources.</p> <p>Le secteur/cluster éducation doit coordonner les besoins en personnel et en ressources humaines en identifiant la capacité des agences à recruter et à déployer du personnel, à évaluer les besoins et à identifier les besoins pouvant être couverts par un personnel local, national ou extérieur. Le secteur doit également déterminer si les besoins en ressources humaines peuvent être couverts par le biais de contrats de prestations de services éducatifs avec les ONG ou les organisations communautaires.</p> <p>Les outils de financement de l'action humanitaire sont l'appel d'urgence, le CERF ou le CAP. Le secteur/cluster éducation doit appuyer le gouvernement en collaborant avec lui sur les plans et projets d'intervention sectoriels proposés dans ces outils de financement.</p> <p>Le volet éducation d'un document "de terrain", d'un appel d'urgence et d'un CAP doit prendre en compte les composantes d'un programme d'éducation d'urgence et appliquer les normes minimales de l'INEE pertinentes. Il doit également spécifier les besoins en éducation, les problèmes, les actions déjà menées, les activités prévues, les résultats attendus et le financement requis.</p>

Méthode :

- Présentation, étude de cas, travail de groupes, exposition murale.

Ressources / Matériel nécessaires :

- Présentation de diapositives de la Session 9
- Document 9.1 : Outil de planification de l'identification et de la mobilisation du personnel.
- Document 9.2 : Exemple de termes de référence pour le coordonnateur d'un programme d'éducation d'urgence.
- Document 9.3 : Exemple d'appel d'urgence : Secteur de l'éducation
- Document 9.4 : Actions de préparation et de réponse pour les ressources humaines et financières
- (A partir de la Session 6)** Document 6.1 : Outil de cartographie des capacités d'intervention d'urgence par composantes de l'intervention d'urgence.
- Document 6.2 : Outil de cartographie des capacités par zone géographique.
- Scénario du Momaland et données d'évaluation à partir des Sessions 6, 7 et 8.

CD WCAR

- CAP RCA 2010
- CAP Information
- CERF Critères et procédures
- CERF Formuler des demandes

1. Planification et mobilisation des ressources humaines

60 minutes

Note pour le facilitateur : La section sur la mobilisation des ressources humaines peut être éliminée de cette session si elle n'est pas adaptée au public cible de la formation. Elle est surtout adaptée aux responsables du cluster éducation, comme l'UNICEF, Save the Children et les partenaires du Ministère de l'éducation et peut ne pas être applicable à tous les cas du fait de règlements et processus différents au niveau des ressources humaines.

(10 minutes)

1. Expliquez que lors d'une situation d'urgence, les agences humanitaires appuient le Ministère de l'éducation et les autorités académiques locales en mobilisant du personnel à déployer dans les zones sinistrées et en octroyant des fonds à d'autres organisations pour participer à l'intervention d'éducation en situations d'urgence.
2. La connaissance de la portée et de l'effet de la situation d'urgence sur la communauté concernée aidera à identifier le type de compétences et d'expérience requis pour la mobilisation du personnel et des ressources.
3. Un plan de mobilisation des ressources humaines/du personnel est un outil de planification indispensable pour les situations d'urgence qui a un rapport direct avec la phase de préparation. La mise en place d'un plan de mobilisation du personnel en amont d'une crise est une étape initiale importante pour identifier les besoins en déploiement de personnel en cas d'urgence.
4. Présentez les diapositives correspondantes et expliquez ce qui suit :
Trois critères principaux aident à évaluer quel est le personnel requis et à le mobiliser :
 - La capacité actuelle en personnel de chaque agence dans chaque composante de l'intervention d'urgence.
 - L'ampleur de l'urgence, notamment le nombre de sinistrés et les estimations des dégâts et des déplacés.
 - Les ressources humaines supplémentaires nécessaires pour faire face aux défis qui attendent le secteur/cluster éducation.

Selon l'ampleur de l'urgence, les options suivantes sont possibles :

- Déployer le personnel national existant dans la zone sinistrée (une première intervention).
 - Pour l'UNICEF, Save the Children et d'autres ONG internationales, redéploiement interne depuis les autres bureaux de la région ou des coordinateurs du cluster éducation qualifiés.
 - Arrangements de secours externes avec les partenaires de l'UNICEF et/ou recrutement de personnel externe aux agences par contrats individuels.
 - Recrutement de personnel dans le pays ou le district sinistré.
 - Contrat avec les ONG ou les OCB du pays ou du district sinistré.
5. Pour l'UNICEF, les délais de déploiement approximatifs dans les situations critiques sont :
 - Bureau régional (48 heures)
 - Préparatifs de secours (72 heures)
 - Recrutement externe (2-3 semaines)

(30 minutes)

Exercice de planification des ressources humaines

1. Indiquez aux participants qu'ils vont élaborer un plan de ressources humaines pour la crise au Momaland. Ils travailleront au sein de leurs groupes, mais ils reprendront leur **rôle**

national/provincial de la Session 6 en vue de planifier une intervention nationale en matière de ressources humaines.

Rôles

- Point focal pour les situations d'urgence du Ministère de l'éducation.
- Inspecteur provincial de l'enseignement.
- Point focal national de l'UNICEF pour l'éducation en situations d'urgence
- Point focal national de Save the Children pour l'éducation en situations d'urgence
- ONG intervenant dans la province
- Division de la Croix rouge intervenant dans la région

Tâches

- 1) Utilisez les outils de cartographie des capacités de la Session 6.
 - Document 6.1 : Outil de cartographie des capacités d'intervention d'urgence, par composantes de l'intervention d'urgence et
 - Document 6.2 : Outil de cartographie des capacités par zone géographiqueUtilisez le Document 9.2 : Exemple de termes de référence pour le coordonnateur d'un programme d'éducation d'urgence, exemple de termes de références pour un poste au niveau du district.
- 2) Déterminez ce qui suit :
 - Les besoins en ressources humaines aux niveaux national et provincial et dans chaque district.
 - La capacité actuelle en personnel du gouvernement, des agences et des ONG/OCB locales partenaires pour couvrir ces besoins.
 - Quels sont les déficits en ressources humaines ?
 - Le pays, l'ONG ou l'OCB locale peuvent-ils couvrir les besoins s'ils sont engagés pour coordonner la mise en œuvre de certaines composantes de l'intervention d'urgence ?
 - Quels sont les postes à pourvoir ? A quels niveaux ?
 - Supervision
 - Coordination
 - Mise en œuvre
 - Quelles seront les agences chargées du recrutement ?
- 3) Remplissez le Document 9.1 : Outil de planification de l'identification et de la mobilisation du personnel, une fois vos besoins en ressources humaines définis.

2. Plénière (20 minutes)

Posez les questions suivantes à tous les groupes et faites donner 1 ou 2 réponses pour chaque question :

- *Avez-vous identifié des membres du personnel à déployer à partir de l'étranger ? Si oui, pourquoi avez-vous pensé que c'était nécessaire ?*
- *Quels sont les postes prioritaires que vous avez identifiés ? Quelle est la durée du déploiement ?*
- *Quelles compétences ou qualifications faut-il aux personnes identifiées ?*
- *Ces compétences sont-elles différentes des aptitudes requises en temps normal ou de vos besoins planifiés "habituels" ?*
- *Avez-vous décidé d'engager des ONG ou des OCB pour couvrir une partie des besoins en ressources humaines ? Si oui, lesquelles ?*
- *Qu'est-ce qui est préférable, le court terme, le long terme ou une combinaison de durées différentes ? Pourquoi ?*
- *Si le nombre de sinistrés doublait, quel en serait l'impact sur votre plan de mobilisation du personnel ?*

2. Mobilisation des ressources financières

45 minutes

(15 minutes)

1. Expliquez que les participants vont maintenant se familiariser avec les outils de financement humanitaire par lesquels les agences de l'ONU, les ONG et les autres agences humanitaires peuvent mobiliser des ressources pour l'éducation en situations d'urgence. Présentez les diapositives correspondantes en fournissant les informations suivantes.
2. Il existe trois principaux outils de financement :
 - L'appel d'urgence (Flash Appeal)
 - Le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF)
 - La procédure d'appel global (CAP)

En outre, l'UNICEF, Save the Children et d'autres agences disposent de ressources pouvant être reprogrammées en cas d'urgence pour apporter une assistance financière immédiate et soutenir le gouvernement et le secteur éducatif dans le cadre de l'intervention d'urgence.

3. **L'appel d'urgence (Flash Appeal) :**
 - Est un plan d'intervention humanitaire stratégique indiquant les besoins prioritaires dans la semaine suivant le début d'une urgence.
 - Est lancé entre les deuxième et quatrième semaines après le début d'une situation d'urgence et prend en charge les besoins des 3-6 premiers mois.
 - Contient des informations d'évaluation préalables des besoins, un plan d'action humanitaire commun et des plans et projets d'intervention sectoriels spécifiques.
 - Est lancé par le coordonnateur de l'action humanitaire de l'ONU en concertation avec l'équipe de pays du CPIA.
 - Implique une planification concertée au niveau du secteur/cluster entre le gouvernement, les agences de l'ONU, les ONG, la Croix Rouge et les autres partenaires.
4. Les appels d'urgence (Flash Appeal) sont rédigés sous forme de description succincte comportant les éléments suivants :
 1. Problème
 2. Action à ce jour
 3. Activités prévues
 4. Résultats attendus
 5. Financement requis

Le Document 9.3 est un exemple d'appel d'urgence pour le secteur de l'éducation. Demandez aux participants de regarder brièvement l'appel. Ils l'utiliseront dans l'exercice.

5. **Le Fonds central d'intervention pour les urgences humanitaires (CERF) :**
 - Est un outil créé par les Nations Unies pour prépositionner des fonds destinés à l'action humanitaire et auquel les états membres contribuent.
 - Est un fonds de réserve destiné à favoriser une assistance humanitaire plus rapide et fiable aux victimes de catastrophes naturelles et de conflits armés.
 - Est un fonds d'affectation spéciale multidonateurs.
 - Favorise une action et une intervention précoces destinées à réduire les pertes en vies humaines.
 - Améliore la prise en charge des besoins à contrainte de temps.
 - Renforce les éléments clés d'une intervention humanitaire lors des crises sous-financées.
 - Finance les agences de l'ONU ; les ONG ne peuvent pas recevoir de financement direct mais elles doivent être impliquées dans l'élaboration de projets.

Faites remarquer que le secteur/cluster éducation de beaucoup de pays a réussi à obtenir un financement CERF pour l'éducation, en faisant valoir que l'éducation pouvait être une *intervention « qui sauve des vies »*, pour le financement d'appui psychosocial pour les enseignants et les enfants ainsi que d'espace temporaires d'apprentissage permettant des interventions qui protègent et sauvent des vies.

6. La procédure d'appel global (CAP) :

- Est un outil permettant à l'ensemble des agences de l'ONU, des agences humanitaires et des partenaires d'identifier les objectifs et priorités communs et de concevoir, de mettre en œuvre et d'assurer le suivi des plans d'action stratégiques.
 - Garantit un travail commun d'analyse, de planification stratégique, de mobilisation des ressources, une mise en œuvre coordonnée et un suivi et évaluation conjoints.
7. Expliquez que le rôle du secteur/cluster éducation consiste à **aider le gouvernement à réunir l'ensemble des partenaires en vue d'identifier les besoins prioritaires du secteur**, de recueillir les propositions des différentes agences en vue d'adopter une approche unifiée de l'intervention d'urgence pour l'éducation.
 8. Expliquez qu'en situation d'urgence, l'UNICEF prépare un document sur les besoins immédiats dans les 24 - 72 heures en vue de donner un coup de fouet au processus de collecte de fonds. Ce document inclut les problèmes, l'action et l'impact et il est transmis au gouvernement et aux comités nationaux de l'UNICEF.

(30 minutes)

Exercice de rédaction d'un appel d'urgence (Flash Appeal)

1. Annoncez aux participants qu'ils feront un court exercice de rédaction d'un appel d'urgence pour la situation d'urgence au Momaland. Ils resteront dans leurs équipes de niveau national.

Tâches

- 1) Sur la base des informations relatives au secteur de l'éducation dans le cadre de la situation d'urgence au Momaland qu'ils ont jusqu'à présent, aussi bien les données de l'évaluation préalable que le processus de planification à ce jour (Sessions 6, 7 et 8), les groupes discuteront du contenu de chaque section de l'appel d'urgence.
 - 2) Les groupes rédigeront un bref énoncé sur chacune des sections de l'appel d'urgence ci-dessous :
 - Problème
 - Action à ce jour
 - Activités prévues
 - Résultats attendus
 - Financement requisDites aux groupes d'utiliser le Document 9.3, l'exemple d'appel d'urgence, comme guide mais de limiter leurs appels à un paragraphe succinct pour chaque titre. Les groupes peuvent se partager les sections pour plus d'efficacité.
 - 3) Rédigez l'appel sur du papier pour tableau conférence et affichez-le au mur.
 - 4) Pour le financement requis, les groupes doivent estimer le coût du matériel, du déploiement, des ressources humaines et les autres besoins financiers.
2. A la fin du temps imparti, demandez aux participants de visiter l'exposition murale et de comparer leurs appels.
 3. Posez aux participants les questions suivantes :
 - *Avez-vous eu des difficultés à estimer le financement ?*

- *A quel point les arguments en faveur du financement du cluster Éducation ont-ils été persuasifs ?*
- *L'énoncé du problème incluait-il les impacts psychosociaux sur les enfants ?*
- *La section Résultats attendus incluait-elle des arguments persuasifs en faveur du financement de l'éducation en situations d'urgence (comme ceux préparés durant la Session 2) ?*

3. Préparation/réflexion sur les normes minimales de l'INEE

5 minutes

1. Concluez en demandant aux participants de tirer les conséquences pour la planification de la préparation du point de vue des ressources humaines et financières. Notez que certaines mesures de préparation sont aussi en lien avec la cartographie des capacités et la coordination du secteur/cluster.
2. Demandez-leur de noter leurs idées sur des fiches de couleurs et de les afficher sous l'affiche Ressources humaines et financières, sur le mur Préparation.

DOCUMENT 9.1 :
Outil de planification de l'identification et de la mobilisation du personnel

Poste à pourvoir Personnel professionnel Personnel d'appui	Lieu de déploiement Niveau national Niveau départemental Niveau du district	Principales responsabilités pour mettre en œuvre les composantes du programme d'éducation en situation d'urgence	Agence responsable	Déploiement Interne à partir du pays Local Recrutement à l'extérieur	Période de déploiement Durée prévue de la tâche	Coûts estimés

DOCUMENT 9.2 :
Exemple de termes de référence pour le coordonnateur d'un programme d'éducation d'urgence

Fonction :	Coordonnateur du programme d'éducation en situations d'urgence
Lieu d'affectation :	Bureau du district _x_
Durée du contrat :	6 mois, renouvelable
Supérieur hiérarchique :	Responsable du programme d'éducation en situations d'urgence, bureau provincial/national
Niveau :	A déterminer

Mission

Assurer aux enfants affectés par les situations d'urgence un accès à l'éducation. Superviser l'identification, la conception et la mise en œuvre d'un programme d'éducation adapté lors des interventions d'urgence et assurer la coordination avec les autorités de l'éducation et les autres agences intervenant dans le secteur de l'éducation.

Tâches et responsabilités principales

Avec les partenaires chargés de la mise en œuvre, les autorités de l'éducation compétentes et les populations locales faisant partie du secteur/cluster éducation :

- Effectue des évaluations préliminaires rapides de l'éducation en vue de déterminer l'impact de la situation d'urgence sur le système éducatif et prépare des rapports contenant les résultats et les recommandations pour la mise en œuvre.
- Élabore une stratégie d'intervention pour l'éducation relative aux besoins à court et à long termes, conformément aux politiques de l'agence, aux composantes de l'éducation en situations d'urgence, aux normes minimales de l'éducation en situations d'urgence, aux besoins de la communauté et à la politique publique de l'éducation.
- Détermine les besoins en matériel éducatif et collabore avec les responsables de l'approvisionnement et de la logistique pour acquérir et acheminer le matériel.
- Travaille à mettre en place des espaces d'apprentissage temporaires et à les réhabiliter en veillant à créer des environnements adaptés aux besoins des enfants.
- Travaille à identifier, à mobiliser et à former des enseignants ou des para professionnels.
- Travaille à rétablir une éducation primaire et secondaire de qualité.
- Met en place un système de suivi et évaluation permettant de suivre les activités éducatives.
- Participe à la planification, à la mise en œuvre et à l'élaboration des rapports du secteur/cluster éducation.
- Participe aux réunions intersectorielles et livre des comptes-rendus sur le secteur de l'éducation à OCHA.
- Prépare des rapports ponctuels destinés au cluster/secteur éducation, au superviseur, à OCHA, au gouvernement et aux autres agences compétentes.

Qualifications et compétences

- Bonne compréhension de l'éducation de base de qualité, avec un accent sur l'éducation en situations d'urgence, aptitudes en communication, connaissance des derniers développements et maîtrise des problèmes, tendances et priorités actuelles de l'éducation en situations d'urgence.
- Bonne connaissance des fournitures, du matériel et des programmes scolaires de l'éducation en situations d'urgence.
- Expérience ou connaissance de l'évaluation préliminaire et du suivi éducatifs en situation d'urgence.
- Capacité avérée à conceptualiser, à élaborer, à planifier et à piloter des programmes mais aussi à transmettre des connaissances et des compétences.
- Leadership, capacité à gérer des ressources, bon jugement, aptitude à instaurer la confiance et le travail d'équipe.

- Expérience en coordination avec les autres agences, les donateurs et les gouvernements ou expérience du travail dans un environnement regroupant plusieurs agences et donateurs.
- Bonnes capacités d'analyse, de négociation, de communication et de plaidoyer.
- Aptitude avérée à travailler dans un environnement multiculturel et à créer des rapports de travail harmonieux et efficaces au sein et en dehors de l'organisation.

DOCUMENT 9.3 : Exemple d'appel d'urgence pour le secteur de l'éducation
--

Responsables du cluster : UNICEF et Alliance Save the Children

Partenaires : Ministère de l'éducation, Action Aid, Concern Worldwide, Croix Rouge, Handicap International, Oxfam, Plan International, Samaritans Purse International Relief, Alliance Save the Children, ONUSIDA, UNESCO, FNUAP, UNICEF, PAM, World Vision.

Stratégie et activités prévues

L'intervention d'éducation en situation d'urgence permettra à 100 000 apprenants affectés par les inondations d'avoir accès à une éducation de qualité et sera mise en œuvre sur une durée de 6 mois sous la coordination du cluster éducation et en proche collaboration avec le Ministère de l'éducation et l'Agence nationale pour la gestion des catastrophes.

La stratégie a pour objectif de fournir un accès à un niveau minimum d'éducation de base à tous les enfants d'âge scolaire dans les zones touchées par les inondations. Les partenaires du cluster offriront aux enfants depuis le DPE jusqu'au niveau secondaire une assistance immédiate, comme des matériels pédagogiques et des écoles temporaires tout en mettant en route des solutions à long terme pour permettre une éducation de qualité, dont une réhabilitation des écoles. Les membres du cluster ont des zones de travail attribuées afin que toutes les zones soient couvertes (pour autant que les ressources le permettent) et pour éviter les doublons. L'établissement et la réhabilitation d'écoles seront mis en œuvre grâce à la mobilisation des communautés et des comités de gestion des écoles en collaboration avec les autorités locales. Les enfants et les enseignants recevront des kits d'apprentissage et d'enseignement. Les enseignants seront formés pour avoir des compétences et ressources particulières leur permettant de gérer l'enseignement/ l'apprentissage dans la classe durant les périodes d'intervention et de reconstruction. Les communautés locales participeront à la restauration des services d'éducation et appuieront aussi des actions en directions des enfants non scolarisés, en particulier les filles et les OEV.

Pour répondre aux problèmes de santé, d'hygiène, aux problèmes psychosociaux et autres questions vitales affectant les enfants touchés par la catastrophe, la capacité des enseignants, des comités de gestion des écoles et des responsables locaux de l'éducation seront renforcées pour qu'ils puissent communiquer et encourager des comportements qui peuvent sauver des vies et pour fournir des matériels d'IEC. De plus, il y aura une coordination et un partenariat entre les clusters, avec les clusters WASH (eau, assainissement et hygiène), protection (soins psychosociaux), santé, nutrition et abris. On mettra particulièrement l'accent sur le développement des capacités de suivi et de supervision des responsables locaux de l'éducation à tous les niveaux, pour permettre un apprentissage de qualité, une normalisation des services d'éducation pendant la phase de réhabilitation et une préparation aux urgences.

Objectifs

- **Rétablir un accès à l'éducation DPE, primaire et secondaire pour tous les enfants affectés** grâce à la réhabilitation et/ou à l'établissement de 200 classes dans 145 écoles et à la fourniture de matériels éducatifs de base pour 100 000 apprenants et 1 500 enseignants avec un appui logistique pour améliorer la planification, le suivi et la supervision par les autorités locales de l'éducation.
- **Promouvoir la reprise d'activités d'éducation de qualité** come de meilleures pratiques d'enseignement/ d'apprentissage dans les classes et la promotion de comportements pouvant sauver des vies, comme des comportements liés à la santé, l'hygiène et l'assainissement grâce à la formation de 1 500 enseignants, comités de gestion des écoles et responsables de l'éducation dans les zones affectées.
- **Garantir un environnement d'apprentissage qui fournit un appui** grâce à la mobilisation de la communauté pour bâtir des services communautaires d'appui aux écoles, établir 145

comités de gestion des écoles et développer la capacité locale pour la préparation et la réponse aux urgences.

Produits et effets attendus

- 200 classes de 145 écoles affectées sont réhabilitées et/ou construites, avec des latrines et des points d'eau⁶.
- 100 000 enfants vont à l'école et ont des matériels de base pour l'apprentissage et le jeu
- 1 500 enseignants et fonctionnaires de l'éducation reçoivent un appui et des matériels utiles et reçoivent une formation sur le VIH/Sida, les besoins psychosociaux, comme le traumatisme, une conscientisation à la santé et l'hygiène, les approches sensibles au genre et l'inclusion des enfants ayant des besoins particuliers.
- 145 comités de gestion des écoles sont revitalisés et les communautés sont mobilisées pour appuyer la réhabilitation des écoles, communiquer des messages vitaux et rechercher et enrôler les OEV, y compris ceux qui sont marginalisés par le handicap.
- 50 fonctionnaires de l'éducation supervisent et font le suivi de la restauration des services d'éducation dans 15 districts et sont appuyés par une assistance financière, technique et logistique.

Impact

- Les enfants des zones touchées par les inondations ont accès à une éducation de base de qualité, ont une meilleure connaissance des comportements pouvant sauver des vies, comme les questions de VIH/Sida et d'hygiène, et ont accès au jeu et aux loisirs.
- L'environnement d'apprentissage est amélioré et la capacité des enseignants renforcée pour gérer les processus d'enseignement/ d'apprentissage en classe dans les zones touchées par les inondations.
- La communauté locale et les comités de gestion des écoles participent efficacement à la gestion des écoles et les autorités de l'éducation font la supervision des écoles et font des plans pour la réhabilitation et pour la préparation aux urgences.

CLUSTER DE L'ÉDUCATION			\$
Save the Children	Titre du projet :	Permettre l'accès à une éducation de base dans les zones touchées par les inondations	350 000
	Objectifs :	<ul style="list-style-type: none"> • Rétablir l'accès à l'éducation primaire et en améliorer la qualité pour les enfants des zones où SCA travaille • Établir des services communautaires autour des écoles, comme le DPE, 40 comités de gestion des écoles et développer les capacités locales pour la préparation et la réponse aux urgences Promouvoir un environnement d'apprentissage protecteur	
	Bénéficiaires :	25 000 apprenants, 500 enseignants dans les zones de SCA	
	Partenaires	Ministère de l'éducation aux niveaux de la province et du district, UNICEF et autres partenaires du cluster	
UNICEF	Titre du projet :	Permettre l'accès à une éducation de base dans les zones touchées par les inondations	1 500 000
	Objectifs :	<ul style="list-style-type: none"> • Rétablir d'accès à l'éducation et en améliorer la qualité, avec une réhabilitation des écoles, la formation des enseignants et la fourniture de matériels éducatifs de base dans les zones qui ne sont pas couvertes par les partenaires du cluster pour le DPE, l'école primaire et secondaires. • Promouvoir la reprise d'une éducation de qualité par l'établissement de 75 comités de gestion des écoles 	
	Bénéficiaires :	65 000 apprenants, 920 enseignants dans les zones non couvertes par d'autres membres du cluster ; 85 comités de gestion d'écoles, 40 autorités locales de l'éducation, 15 inspecteurs pédagogiques de districts, avec un appui logistique	

⁶ L'établissement de latrines et de points d'eau est mis au budget de cette proposition mais sera mis en œuvre par les partenaires du cluster WASH

	Partenaires	Ministère de l'éducation aux niveaux de la province et du district	
Concern Worldwide	Titre du projet :	Appuyer l'éducation de base dans deux districts affectés par les inondations	150 000
	Objectifs :	<ul style="list-style-type: none"> • Permettre un accès continu à une éducation de base de qualité pour les enfants de 20 écoles • Encourager un environnement protecteur et propice dans et autour des écoles pour 10 000 enfants scolarisés 	
	Bénéficiaires :	20 comités de gestions des écoles, 80 enseignants, 30 fonctionnaires et environ 10 000 apprenants dans deux districts	
	Partenaires	ONG nationales, autorités éducatives du district	
TOTAL			2 000 000

DOCUMENT 9.4 :

Actions de préparation et de réponse pour les ressources humaines et financières

Actions de préparation pour les ressources humaines et financières

- Identifier, dans le cadre de la planification d'urgence, les ressources humaines nécessaires pour être suffisamment prêt pour des scénarios probables de situations d'urgence.
- Déterminer comment on déploiera du personnel d'éducation – du Ministère de l'éducation, de l'ONU et des ONG – ou comment on impliquera des ONG locales et des organisations communautaires pour répondre aux besoins des zones qui risquent d'être affectées.
- Préparer pour les personnels/ coordinateurs de l'éducation en situation d'urgence des termes de référence qui pourront facilement être adaptés et publiés en cas d'urgence.
- S'assurer que tous les partenaires du secteur/ cluster éducation connaissent bien les mécanismes de financement, comme le Processus d'appel consolidé (CAP) et le Fonds central de réponse à l'urgence (CERF).
- Fournir au secteur/ cluster une orientation sur les formats des propositions pour la levée de fonds et apprendre comment écrire un appel Flash.
- Connaître le prix des fournitures d'éducation à l'unité et le coût du transport.
- Vérifier que tous les partenaires sont impliqués et inclus dans les activités de mobilisation de ressources et dans la rédaction des propositions pour la levée de fonds.
- Avant la survenue de situations d'urgence, maintenir et renforcer les relations avec les bailleurs de fonds au niveau du pays.

Actions de réponse pour les ressources humaines et financières

- Déterminer quels sont les besoins en ressources humaines au niveau national et dans les zones affectées.
- Publier des termes références préparés à l'avance pour les autres personnels ou ONG d'éducation en situations d'urgence qui seront nécessaires pour mettre en œuvre les actions de réponse.
- Le cas échéant, mettre en route des procédures pour le déploiement de personnel d'intervention rapide d'agence internationales.
- Déterminer quels sont les fonds nécessaires pour les fournitures, les matériels et les ressources humaines présentés dans le plan d'intervention d'éducation, selon l'évaluation préliminaire des besoins.
- Élaborer un appel Flash et poser sa candidature pour un financement d'urgence supplémentaire (comme CERF) selon les besoins. Vérifier que l'on met suffisamment d'emphase sur les raisons pour lesquelles l'éducation doit être incluse dans les premières interventions en situations d'urgence, en utilisant des messages clés comme le fait que l'éducation sauve des vies et aide à vivre, que le droit des enfants à l'éducation en situations d'urgence est un droit fondamental, que les communautés donnent la priorité à l'éducation dans des situations de catastrophe ou de conflit et que les écoles sont un environnement protecteur crucial pour les enfants.

Le développement de la petite enfance, avant pendant et après des situations d'urgence

Session
10

Durée
90 minutes

Plan de la session

Contenu		Minutes
1. Qu'est-ce que le développement de la petite enfance ?		20
2. Pourquoi le développement de la petite enfance est-il important avant, pendant et après des situations d'urgence ?		25
3. Approches de la programmation pour la petite enfance avant, pendant et après des situations d'urgence		40
4. Réflexion à la préparation		5
Objectifs pédagogiques	Messages clés	
1. Comprendre le concept du développement de la petite enfance en général, avec les liens intersectoriels.	Les conflits armés, la migration forcée ou les catastrophes naturelles causent des menaces nombreuses sur le développement d'un enfant.	
2. Expliquer l'importance du développement de la petite enfance avant, pendant et après les situations d'urgence.	Les programmes pour la petite enfance donnent la priorité à la restauration d'un sens de normalité dans leur vie et de protection contre d'autres menaces.	
3. Choisir des approches adéquates pour la programmation en faveur de la petite enfance avant, pendant et après les situations d'urgence.	Ils encouragent le développement intellectuel, social et personnel des enfants.	
4. Intégrer les interventions d'urgence dans la transition vers des conditions stables	Les programmes pour la petite enfance aident à enseigner aux petits enfants quelques concepts de nutrition et de santé.	
	Ils conscientisent les parents et les éducateurs aux besoins des enfants (santé, nutrition, hygiène, propreté de l'eau, protection et stimulation)	

Méthode :

- Travail de groupes, discussion en plénière, présentations.

Matériel nécessaire :

- Présentation de diapositives de la Session 10.
- Document 10.1 : Quelques notions sur le développement de la petite enfance.
- Document 10.2 : Les avantages des programmes de développement de la petite enfance.
- Document 10.3 : Matrice pour l'élaboration des priorités.

CD WCAR :

- Protection et éducation de la petite enfance - Rapport EPT 2007-Unesco
- Planification des politiques pour le développement de la petite enfance
- Le DPE, une stratégie importante pour améliorer les résultats de l'éducation - ADEA
- Protection et éducation de la petite enfance – RDC
- Stratégies pour atteindre EPT et d'éducation de la petite enfance

« Les enfants auront le droit de vivre et de développer toutes leurs capacités. »

Convention des droits de l'enfant, 1989

« Développer et améliorer tous les aspects de la protection et de l'éducation de la petite enfance, surtout pour les enfants les plus vulnérables et les plus désavantagés. »

Objectif 1 du Cadre d'action de Dakar, 2000

« S'occuper du développement de la petite enfance signifie créer les conditions pour que les enfants (les plus jeunes) puissent s'épanouir de manière égale dans leur développement physique, social/émotionnel et de langue/cognitif. »

Organisation mondiale de la santé

1. Qu'est-ce que le développement de la petite enfance ?

20 minutes

Note au facilitateur : Le domaine du développement de la petite enfance a différents noms selon les pays et aussi à l'intérieur des pays où des parties prenantes différentes peuvent utiliser des références différentes.

Si ce concept n'est pas suffisamment clair, référez les participants au document : *Early Childhood Care ? Development ? Education ? (UNESCO Policy Brief on Early Childhood, 2002)* sur le CD (en anglais seulement) et partagez en plénière l'expérience des équipes de pays.

Exercice

Annoncez aux participants qu'ils vont aborder le concept du développement de la petite enfance à travers un exercice « Vrai ou faux ? ».

Nommez trois coins opposés dans la salle : « Vrai », « Faux » et « Pas sûr ».

Lisez le questionnaire : Document 10.1 : Quelques notions sur le développement de la petite enfance. A chaque énoncé, les participants doivent répondre par « Vrai », « Faux » ou « Pas sûr », en se positionnant dans un des coins de la salle.

Demandez à un ou deux participant(s) d'argumenter leur réponse. À ce stade, ne dites pas si les réponses sont correctes.

À la fin de la lecture du questionnaire, donnez le Document 10.1 à chaque participant pour une correction et discussion en plénière en mettant l'accent sur les points suivants :

- L'enfant à naître peut être vulnérable à d'autres problèmes de santé, comme des problèmes de développement si la mère n'a pas bénéficié d'une alimentation équilibrée.
- Des effets négatifs sur la croissance du cerveau peuvent mener à des déficiences intellectuelles irréversibles.
- De nombreux facteurs de l'environnement vont interagir continuellement avec le potentiel biologique individuel de l'enfant et vice versa, ce qui aura finalement des effets sur le développement de l'enfant.

- La qualité de certaines interactions adultes/enfants – comme la manière de parler aux enfants et de les stimuler influent sur la structure détaillée du cerveau, la quantité des connexions entre les cellules du cerveau et donc la manière dont le cerveau fonctionne.
- Les enfants peuvent être privés de stimulation et d'attention, de nourriture et de soutien, et de contact avec les autres enfants : toutes ces privations ont des impacts très négatifs sur le développement de l'enfant.
- Le manque d'opportunités d'éducation, de jeu et de loisirs peut avoir des conséquences de grande portée.

2. Pourquoi le Développement de la petite enfance est-il important avant, pendant et après une situation d'urgence ?

20 minutes

Exercice

Demandez aux participants : «*Quels peuvent être les avantages des programmes de Développement de la petite enfance en contexte d'urgence ?*» et invitez-les à partager leurs expériences personnelles.

Répartissez les participants en petits groupes de discussion selon un contexte d'urgence (adapté suivant leur pays) choisi par chaque groupe et l'un des 5 groupes de bénéficiaires suivants :

1. Les enfants
2. Les parents, frères et sœurs, famille proche
3. Les communautés
4. Les écoles et les services de santé
5. La société

Chaque groupe devra préparer une liste des avantages sur une feuille pour tableau de conférence puis faire un bref rapport en plénière.

Puis distribuez aux participants le Document 10.2, « Les avantages des programmes de Développement de la Petite enfance » et comparez les réponses en plénière. Présentez les diapositives correspondantes.

Concluez en mentionnant les points suivants :

1. Les avantages des programmes de développement de la petite enfance peuvent également être résumés en montrant comment la vie d'un enfant a été améliorée, même après le programme.
2. A court terme, ces programmes peuvent avoir des retombées positives immédiates pour l'enfant, mais ils peuvent également produire des avantages économiques et sociaux tout au long de la vie, en termes de contribution à la vie familiale, communautaire et sociale.
3. Ils peuvent accroître l'efficacité d'autres programmes en créant des synergies et des interactions positives dans les domaines de la santé, de la nutrition, de l'éducation des enfants et des parents ainsi que des interventions axées sur les femmes.
4. Dans les situations d'urgence, les mécanismes de protection sont brisés. Ainsi les programmes de développement de la petite enfance peuvent être une protection pour les jeunes enfants quand la famille, la société et le gouvernement ne peuvent plus assurer leur bien-être.
5. Ces programmes peuvent redonner un contexte normal aux jeunes enfants durant une situation d'urgence.
6. Les situations d'urgence offre souvent une occasion d'apporter un nouveau concept et des programmes axés sur le développement de la petite enfance là où il n'y en avait pas.

3. Approches pour la programmation en faveur de la petite enfance avant, pendant et après des situations d'urgence

40 minutes

 **Exercice** (30 minutes)

Créez quatre petits groupes (ou plus selon le nombre de personnes et le pays) se penchant chacun sur une des situations instables ci-dessous. Chaque groupe doit réaliser une matrice indiquant les actions et interventions prioritaires dans la situation qui lui est assignée.

Distribuez le Document 10.3 : Matrice pour l'élaboration des priorités.

Groupe 1 – Guerres (pays concerné(s), impact sur les pays frontaliers)

Groupe 2 – Troubles civils (aux niveaux national ou local)

Groupe 3 – Catastrophes naturelles (sécheresse, inondations)

Groupe 4 – Violence prolongée (quartiers, communautés)

Au bout de 30 minutes, regroupez les participants en plénière et demandez à chaque groupe de présenter en 10 minutes ses idées sur la situation qui lui était assignée. A l'issue de chaque présentation, donnez la parole aux autres participants afin qu'ils puissent apporter d'autres idées. Prenez quelques minutes pour discuter et décrire les expériences que certains participants peuvent avoir eues avec des enfants dans des situations d'urgence.

Demandez : « *Quelles actions spécifiques avez-vous prises avec les enfants?* ». Puis présentez la diapositive correspondante.

Parmi les réponses, on peut avoir :

1. Garantir la protection des enfants
2. Donner un appui positif et constant
3. Permettre un bien-être psychologique et émotionnel
4. Aider les enfants à comprendre les événements
5. Offrir des jeux et des activités de loisir
6. S'assurer de la participation des enfants
7. Créer des Espaces amis des enfants

4. Réflexion à la préparation

5 minutes

1. Identifiez les normes minimales INEE s'appliquant au développement de la Petite enfance.
2. Demandez aux participants de mettre les actions de préparation déjà identifiées plus d'éventuelles actions supplémentaires sur des cartes de couleurs et affichez-les sous l'affiche Développement de la petite enfance sur le mur Préparation. Demandez quels pourraient être certains obstacles réalistes à une bonne mise en œuvre des programmes de DPE.

DOCUMENT 10.1 :
« Quelques notions sur le développement de la petite enfance »⁷

Cochez la bonne réponse :

	VRAI	FAUX
1. L'apprentissage du langage commence dès les premiers mois de la vie d'un enfant lorsqu'il entend parler autour de lui.		
2. Parce que le cerveau crée énormément de connexions entre la période avant la naissance et l'âge de 3 ans, les trois premières années de la vie sont les plus cruciales pour le développement du cerveau.		
3. Une alimentation équilibrée chez la femme enceinte favorise le bon développement du cerveau de l'enfant.		
4. Pendant la petite enfance, des expériences négatives et l'absence de stimulations peuvent provoquer des effets néfastes et durables sur le développement de l'enfant.		
5. Faire la lecture à un bébé n'est pas utile puisqu'il ne comprend pas ce qu'on lui dit.		
6. Les programmes de Développement de la petite enfance peuvent être assimilés à «l'éducation préscolaire».		

⁷ Document adapté de "ECD Unicef Ressource pack", UNICEF

REPONSES

1. L'apprentissage du langage commence dès les premiers mois de la vie d'un enfant lorsqu'il entend parler autour de lui.

Réponse : Faux

De récentes recherches sur la vie intra-utérine ont établi que dès cette période le bébé entend la voix (rythme et intonation) de sa mère.

2. Parce que le cerveau crée énormément de connexions entre la période avant la naissance et l'âge de 3 ans, les trois premières années de la vie sont les plus cruciales pour le développement du cerveau.

Réponse : Faux

- Même si les trois premières années de la vie sont la période de développement la plus rapide du cerveau (croissance cellulaire et connexions neurales), cela ne veut pas dire que le cerveau cesse d'évoluer et de former des connexions entre les neurones !
- Le cerveau continue à se développer et à mûrir jusqu'à l'adolescence ; il est donc virtuellement impossible d'affirmer que la fenêtre d'opportunités se ferme à l'âge de trois ans. (Nelson, 2000)
- Par contre l'apprentissage se fait tout au long de la vie !

3. Une alimentation équilibrée chez la femme enceinte favorise le bon développement du cerveau de l'enfant.

Réponse : Vrai

- L'alimentation joue un rôle crucial durant la grossesse pour la santé de la mère et celle de son bébé. Elle doit adopter une alimentation équilibrée et porter une attention particulière à la consommation de 4 éléments nutritifs importants : le fer, le folate (vitamine B9), le calcium et les acides gras essentiels (huiles végétales, poisson gras, noix...). Le tabac et l'alcool sont à proscrire.
- Durant la période prénatale, la malnutrition peut causer un déficit en neurones qui aura des conséquences sur le fonctionnement intellectuel ultérieur de l'enfant.

4. Pendant la petite enfance, des expériences négatives et l'absence de stimulations peuvent provoquer des effets néfastes et durables sur le développement de l'enfant.

Réponse : Vrai

- En effet, de nombreux facteurs de l'environnement vont interagir continuellement avec le potentiel biologique individuel de l'enfant et vice versa, ce qui aura finalement des effets sur le développement.
- Il est démontré que la qualité des relations avec les personnes et l'environnement, ou à l'inverse le stress affectif ou psychologique, impriment leurs effets sur l'activité et sur le développement des structures cérébrales, et peuvent donc influencer sur les capacités intellectuelles, psychologiques et le comportement affectif du jeune enfant.
- Lorsque les aptitudes physiques, sociales et psychologiques inhérentes de l'enfant ne sont pas développées, elles diminuent.
- Par ex : le jeu est essentiel et permet aux enfants d'explorer, d'apprendre, de coopérer, de faire face et de s'adapter.

5. Faire la lecture à un bébé n'est pas utile puisqu'il ne comprend pas ce qu'on lui lit.

Réponse : Faux

Lire à un bébé, lui raconter des histoires, chanter ou lui faire écouter de la musique, tout cela permet de l'aider dans ses futurs apprentissages.

Même si un bébé ne peut pas lire, le développement de son langage passe inévitablement par l'écoute des autres, il est important de lui assurer un environnement riche en échanges.

De nombreuses études ont démontré que des enfants qui vivent dans un milieu où les interactions et la communication sont intenses ont de meilleures capacités d'apprentissage.

6. Les programmes de Développement de la Petite enfance peuvent être assimilés à «l'éducation préscolaire».

Réponse : Vrai & Faux

Le domaine de la Petite enfance a une terminologie variée selon les pays (La « Petite enfance » prend une majuscule pour désigner un domaine professionnel et une discipline à la différence de la « petite enfance », la toute première période de la vie). La « Petite enfance » met l'accent sur une approche globale et répond au développement tant physique, émotionnel, social, que cognitif de l'enfant. Et, ses activités sont beaucoup plus vastes et fondamentales, les parents et les communautés assumant la responsabilité à l'égard du développement de la Petite enfance.

Ces principes de base⁸ doivent être pris en compte quand on met en œuvre un programme de développement de la Petite enfance.

1. Quel que soit l'environnement institutionnel, ces programmes doivent intégrer des approches appropriées en matière de développement de l'enfant, autant en termes de santé et de nutrition, que de sécurité et d'apprentissage.
2. Ils doivent maintenir entre eux une continuité intersectorielle.
3. Quelle que soit son appellation, le programme précédant l'éducation primaire d'un enfant doit être conçu pour faciliter la préparation de l'enfant à la scolarisation formelle et faciliter la transition. Une continuité pédagogique entre la dernière année d'un programme pour la petite enfance et la première année de la scolarisation formelle est d'une importance capitale.

Éducation de la petite enfance : Jardin d'enfants

Dans les situations d'urgence, quand les choses sont encore chaotiques, quand les mères doivent faire la queue pour recevoir des rations alimentaires, cela aide tout le monde si un espace sûr (comme une grande tente ou un abri ayant juste un toit et un sol⁹) est installé pour surveiller les petits enfants. Cela peut généralement être fait rapidement et les mères ou, souvent, les familles dont le chef de ménage est un enfant, peuvent y laisser les enfants en confiance pour la journée. On peut y donner un repas. On peut aussi y fournir des jouets. Ces espaces sont parfois appelés « espaces amis des enfants. »

Les orphelins et les enfants non accompagnés en bénéficient particulièrement

À la fois dans l'espace ami des enfants et en dehors, ces activités organisées peuvent aller du groupe de jeu pour les enfants plus jeunes à des écoles maternelles plus structurées.

Les jardins d'enfants peuvent aider les parents ou les gardiens (qui s'occupent des enfants pendant la plus grande partie de la journée) à rendre la période de la petite enfance la meilleure possible. Les jardins d'enfants ne sont pas seulement une préparation pour le CP, et ils ne doivent absolument pas ressembler à l'école primaire.

Un jardin d'enfants existe pour utiliser les jeux et autres activités pour les enfants d'âge pré-primaire :

- pour développer la capacité de l'enfant à entrer en relations avec d'autres enfants,
- à apprendre des valeurs morales et
- à acquérir une base pour apprendre à l'école et ailleurs.

On reconnaît un bon jardin d'enfants au fait que les enfants chantent et dansent, jouent à des jeux, font des choses et se parlent beaucoup les uns aux autres, avec de nombreuses activités parmi lesquelles chaque enfant peut faire son choix.

Les jardins d'enfants ne doivent pas forcément coûter cher. Les principales dépenses sont pour des jouets de base (blocs de couleur, balles, etc.), des équipements pour les jeux, comme des cordes à sauter, et pour des cayons ou craies de couleur et du papier de brouillon.

⁸ Early Childhood Care? Development? Education?-UNESCO Policy Brief on Early Childhood, 2002

⁹ Appelé "paillotte" en français et "rukuba" en arabe

De petits tableaux noirs à tenir à la main (des « ardoises »¹⁰) doivent aussi être fournis. Il existe des ardoises plastiques excellentes (noir uni d'un côté et quadrillées de l'autre) fabriquées en Inde.

On peut facilement reconnaître qu'un jardin d'enfant est devenu un substitut d'école primaire si l'on voit les enfants assis en silence en rangs alors qu'ils devraient être en train de jouer, de chanter ou de rire.

¹⁰ Tous les systèmes scolaires n'utilisent pas traditionnellement des ardoises.

DOCUMENT 10.2 :
Les avantages des programmes de Développement de la Petite enfance¹¹

Pour	Changement dans	Nature du changement
Enfants	Développement psychosocial	Amélioration du développement cognitif (raisonnement, réflexion), du développement social (relations avec les autres), du développement affectif (image de soi, sécurité) et de l'expression orale
	Santé et nutrition	Amélioration des chances de survie ; réduction de la morbidité ; amélioration de l'hygiène ; amélioration du poids et de la taille pour l'âge ; amélioration de l'apport en oligo-éléments.
	Progrès et résultats scolaires dans le primaire	Meilleures chances d'entrer à l'école primaire ; moins de chances de redoubler ; amélioration de l'apprentissage et des résultats
Adultes (parents, frères et sœurs, famille proche)	Connaissances générales	Santé et hygiène, nutrition (par rapport à son propre état)
	Attitudes et pratiques	Compétences en leadership ; santé et hygiène ; pratiques médicales de prévention ; traitement opportun ; nutrition ; amélioration de l'alimentation
	Relations	Amélioration de l'estime de soi ; meilleures relations entre mari et femme, parents et enfants et entre les enfants.
	Emploi	Ceux qui donnent des soins aux enfants peuvent trouver ou améliorer leur travail ; création de nouvelles possibilités d'emploi par le programme ; élargissement du marché des produits liés au programme
Communautés	Environnement physique	Assainissement ; aires de jeu ; nouvelles installations à usages multiples Participation sociale, amélioration de la solidarité, plus grande participation des femmes ; les projets communautaires bénéficient à tous
Écoles et services de santé	Efficience	Plus grande attention à la santé grâce à des groupements ou modification des pratiques des utilisateurs ; réduction des taux de redoublement et d'abandon scolaire
	Efficacité	Couverture élargie
	Capacité	Amélioration des aptitudes, de la confiance en soi ou changements dans l'organisation ; amélioration des méthodes et du programme scolaire

¹¹ Source: J.L. Evans, R.G. Myers & E.M. Ilfeld. *Early Childhood Counts: Programming Resources for Early Childhood Care and Development*. CD-ROM. The Consultative Group on ECCD. Washington, DC: World Bank, 2000.

Société	Qualité de la vie	Population en meilleure santé ; moins de jours d'immobilisation par la maladie ; population plus alphabétisée, et plus éduquée ; plus grande participation sociale ; main-d'œuvre plus productive ; baisse de la délinquance ; baisse du taux de fécondité ; réduction des inégalités sociales
----------------	-------------------	--

DOCUMENT 10.3 :
Matrice pour l'élaboration des priorités¹²

Matrice pour établir les actions/interventions prioritaires pour la petite enfance				
Types de situation d'urgence	Étapes dans les situations d'urgence (notamment la préparation aux situations instables)			
	Préparation à	Dans l'immédiat	Transition	Réhabilitation/ Reconstruction
Guerres (pays concerné(s), impact sur les pays frontaliers)				
Troubles civils (aux niveaux national, local)				
Catastrophes naturelles (sécheresse, inondations)				
Violence prolongée (quartiers, communautés)				
Autres				

¹² Document extrait de "ECD Unicef Ressource pack", UNICEF.

Adapter ce qui est enseigné à la situation d'urgence

Session
11

Durée
50 minutes

Plan de la session

Contenu		Minutes
1. Besoins éducatifs et autres des enfants en situations d'urgence		15
2. Éducation de base, alphabétisme fonctionnel, compétences de la vie courante et thèmes de l'urgence		10
3. Quelques éléments de l'enseignement dans les situations d'urgence, des enfants en classe maternelle aux jeunes		20
4. Réflexion à la préparation		5
Objectifs pédagogiques	Messages clés	
<ol style="list-style-type: none"> 1. Identifier les besoins d'éducation des enfants dans les situations d'urgence, de la petite enfance à l'adolescence, pour les enfants scolarisés ou non. 2. Évaluer une gamme de ressources éducatives d'urgence sous l'angle de leur pertinence par rapport au contexte et de la formation requise. 3. Étudier les styles d'éducation spéciale, comme l'accélération et l'apprentissage à domicile. 4. Passer en revue les matériels pédagogiques qui abordent des thèmes particuliers à l'urgence, comme les compétences de la vie courante, les questions de santé et d'hygiène, la sûreté et la sécurité, la paix et le règlement des conflits. 	<p>Des thèmes et matériels complémentaires peuvent développer des stratégies d'adaptation à la situation actuelle, ainsi que préparer à des situations similaires ou aux conséquences des catastrophes/conflits.</p> <p>Des personnes qui ne sont pas des enseignants peuvent être utilisées pour enseigner des matériels supplémentaires.</p> <p>Les thèmes d'urgence doivent être adaptés au contexte et, autant que possible, il faut utiliser les matériels existants et ceux qui sont approuvés par les autorités scolaires.</p>	

Méthode :

- Présentation, étude de cas, travail de groupes.

Matériel nécessaire :

- Présentation de diapositives de la Session 11
- Document 11.1 : Cadre d'apprentissage pour les enfants touchés par les situations d'urgence
- Document 11.2 : Outil de planification des programmes d'éducation d'urgence
- Copies papier des programmes d'études en alphabétisation, initiation au calcul, compétences de la vie courante, les thèmes d'urgence, et l'appui psychosocial
- Document 11.2 : Actions de préparation et de réponse pour les programmes scolaires d'urgence
- CD avec des copies électroniques des programmes d'éducation d'urgence
- Les matériels des scénarios du Momaland

Préparation à cette session :

- Faites des copies des programmes éducatifs d'urgence en alphabétisation et en initiation au calcul, en compétences de la vie courante, en thèmes liés aux situations d'urgence, et aux programmes d'études sur l'appui psychosocial contenus dans le CD.

CD WCAR

- Principes d'enrichissement des programmes scolaires - Margaret Sinclair
- La tolérance, Manuel éducatif – Unesco
- Manuel pour l'éducation aux droits de l'homme
- L'enseignement des droits de l'homme
- Éducation sanitaire – Sida – Livre du formateur
- La sensibilisation au danger des mines

1. Besoins éducatifs et autres des enfants en situations d'urgence

15 minutes

1. Dites aux participants qu'ils vont maintenant passer en revue des matériels éducatifs d'urgence et élaborer un plan pour les enfants dans la situation d'urgence qui prévaut au Momaland.
2. Montrez la diapositive représentant une salle de classe avant la situation d'urgence au Momaland. Demandez aux participants:
 - *Comment ces enfants vivent-ils leur éducation et leur vie quotidienne?*
 - *Quelles sont les conditions d'une salle de classe normale et l'expérience des enfants dans celle-ci?*

Les réponses pourraient inclure:

- Normalité de l'horaire scolaire quotidien
 - Prévisibilité dans les milieux d'apprentissage et de vie
 - Stabilité dans le voisinage de l'école
 - Bonne santé
 - Amis et famille
3. Puis montrez les diapositives sur les salles de classe inondées et les enfants déplacés. Demandez aux participants
 - *Quand on met en place et qu'on structure l'éducation en situation d'urgence, l'expérience des enfants doit-elle être exactement la même que dans une salle de classe avant que ne survienne la situation d'urgence?*
 - *Les conditions d'exécution du programme d'études officiel sont-elles réunies? Les manuels sont-ils disponibles et les enseignants prêts à enseigner?*
 - *Qu'est-ce que les enfants pourraient avoir besoin d'apprendre qui soit différent de leur programme d'études régulier?*
 - *Quels pourraient être leurs besoins d'apprentissage à la suite d'une situation d'urgence?*Prenez quelques réponses, qui peuvent inclure:
 - Les compétences de la vie courante
 - Jeu et récréation
 - Maladies
 - Sécurité et de sécurité
 4. Rappelez aux participants qu'ils ont déjà abordé la question des besoins psychosociaux des enfants en situation d'urgence. Les activités ludiques et récréatives sont très efficaces pour aider les enfants à surmonter les impacts psychosociaux. Les interventions d'éducation en situation d'urgence concernent également les autres besoins d'apprentissage. Montrez les diapositives et expliquez les besoins éducatifs des enfants touchés par les situations d'urgence.

1) *Compétences de survie : apprendre à vivre là où vous vivez*

Les enfants ont besoin d'acquérir des compétences pour un nouvel environnement telles que :

- des mesures de sûreté
- la promotion de la santé et de l'hygiène et la compréhension des menaces à la santé dans un contexte d'urgence (ex : maladies d'origine hydrique, diarrhée)
- l'éducation pour l'environnement

2) *Compétences de développement :*

Les enfants ont besoin d'acquérir des compétences pour développer la résilience et le sens de l'appartenance telles que :

- la résolution des conflits
- l'éducation morale
- la prise de conscience des droits humains et des droits des enfants
- le développement psychosocial
- le bien-être émotionnel et le développement dans un contexte de conflit
- la récréation et la créativité
- Surmonter les effets de l'instabilité

3) *Compétences d'apprentissage :*

Les enfants ont besoin de développer/renforcer les compétences académiques de base d'alphabétisation et de calcul qui les aideront à apprendre, notamment :

- l'alphabétisation
- l'initiation au calcul
- les connaissances générales
- la science
- l'histoire
- un peu d'éducation civique

Ce que les enfants doivent apprendre pendant une situation d'urgence n'est pas très différent de ce qu'ils doivent apprendre avant ou après.

La situation d'urgence réduira ce qui est disponible. Cependant, il sera parfois possible d'ajouter quelque chose qui aidera les enfants à mieux faire face, ou de changer le style d'enseignement pour qu'il colle aux réalités.

5. Faites remarquer que le document 11.1 comprend une liste complète des types de compétences et des thèmes liés à l'urgence pouvant être adaptés à ces compétences. Les participants peuvent utiliser ce cadre dans les prochaines activités.

2. Éducation de base, alphabétisme fonctionnel, compétences de la vie courante et thèmes de l'urgence

10 minutes

1. Dites aux participants qu'ils auront l'occasion de passer en revue des documents pour l'éducation en situation d'urgence qui sont utilisés dans un certain nombre de pays. Demandez aux participants quelle expérience ils ont dans l'utilisation des documents et mallettes pédagogiques, par exemple :
 - le contenu et la formation requis ?
 - le public ciblé ?
 - les partenaires ?
 - les résultats ?
2. Faites remarquer qu'il existe de nombreux autres thèmes et matériels comme des directives de formation qui ont été mis au point par divers gouvernements, les ONG, etc., et pour divers pays.
3. Demandez aux participants les facteurs qu'il faudrait prendre en considération dans l'identification des programmes d'études d'urgence et le choix des priorités.

Les réponses possibles comprennent :

- les documents existants
- l'adéquation des documents
- Le(s) public(s) ciblé(s) – pour qu'une large gamme de membres de la communauté comme les jeunes ayant abandonné l'école, les jeunes enfants, les filles et autres groupes marginalisés aient accès
- les langues parlées
- les priorités et politiques du Ministère de l'éducation
- les partenaires ayant de l'expérience, tels que les ONG locales et internationales, les enseignants, etc.
- les formateurs, enseignants, auxiliaires et jeunes disponibles
- les types de formation devant être entrepris dont les approches à l'éducation par les pairs
- les activités à caractère pratique pour les groupes analphabètes et semi analphabètes

4. Dites aux participants qu'il y a un certain nombre de documents scolaires d'urgence qui ont été photocopiés afin qu'ils puissent les étudier ainsi que des copies électroniques sur le CD qui leur a été fourni. Ils vont utiliser ces documents au cours du prochain exercice.

3. Quelques éléments de l'enseignement dans les situations d'urgence, des enfants en classe maternelle aux jeunes

20 minutes

Exercice de conception de plan de programme scolaire en situation d'urgence

1. Dites aux participants qu'ils auront maintenant l'occasion de concevoir un plan pour répondre aux besoins éducatifs des enfants du Momaland qui ont été touchés par les inondations.
2. Les participants vont travailler dans leurs équipes de districts. Les équipes se verront confier les différents groupes d'âge:
 - D1 : âges 6-12, les enfants scolarisés et non scolarisés
 - D2 : âges 13+, les enfants scolarisés et non scolarisés
 - D3 : âges 3-5, les enfants du Momaland et du Romaland

 [NM de l'INEE - Enseignement et apprentissage](#)

[Norme 1 : Programmes scolaires : Des programmes scolaires pertinents du point de vue culturel, social et linguistique sont utilisés pour fournir une éducation formelle et non formelle, appropriée au contexte et aux besoins particuliers des apprenants.](#)

[Norme 3 : Enseignement et processus d'apprentissage : L'enseignement et les processus d'apprentissage sont centrés sur l'apprenant, participatifs et inclusifs.](#)

Tâches: Utilisez le document 11.2, Outil de planification des programmes d'éducation d'urgence. Les participants se verront confier un groupe d'âge et accompliront les tâches suivantes:

- 1) Sélectionner les matériels appropriés parmi ceux qui ont été fournis sur le CD et en copie papier dans les domaines :
 - du jeu, des loisirs et d'autres activités d'appui psychosocial
 - de l'alphabétisation, de l'initiation au calcul et des compétences de la vie courante
 - des thèmes complémentaires d'urgence
- 2) Identifier quels types d'enseignants et de membres de la communauté peuvent être recrutés et formés.
- 3) Identifier le calendrier pour la mise en œuvre des programmes d'études.

- 4) Identifier les agences qui seront responsables de la mise en œuvre des programmes d'études.
 - 5) Expliquer comment les organismes se coordonneront avec les autorités scolaires du district.
3. En plénière, demandez aux groupes:
- *A quels thèmes d'urgence avez-vous donné la priorité pour répondre aux besoins de la population touchée dans l'étude de cas/dans votre propre pays ?*
 - *Répondaient-ils aux besoins de survie, de développement et d'apprentissage des enfants qui vous ont été confiés ? Si c'est le cas, expliquez comment.*
 - *Les matériels étaient-ils été appropriés au contexte et aux groupes d'âge ? Les avez-vous adaptés – comment ?*
 - *Y a-t-il eu des normes minimales de l'INEE particulières qui vous ont aidé à prendre des décisions – lesquelles ?*
 - *Qu'avez-vous pensé des exemples de documents et thèmes complémentaires ? À quel point seraient-ils adaptés à votre propre pays ? Seraient-ils culturellement pertinents ?*

4. Réflexion à la préparation

5 minutes

1. Concluez en demandant aux participants quelles sont les implications pour la planification. Que faudrait-il faire à l'avance ?
2. Demandez aux participants de consigner les idées sur des cartes de couleurs et les placer sur le mur Préparation.

DOCUMENT 11.1:
Cadre d'apprentissage pour les enfants touchés par les situations d'urgence

Compétence	Thème
<p>Compétences de survie : apprendre à vivre là où vous vivez</p> <p><i>Participer dans les communautés de façon sûre et productive</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ les mesures de sûreté ▪ la promotion de l'hygiène et de la santé et la compréhension des menaces à la santé dans un contexte d'urgence (ex : les maladies d'origine hydrique, la diarrhée) ▪ l'éducation à l'environnement
<p>Compétences de développement</p> <p><i>Développer la résilience et le sens de l'appartenance</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ l'harmonie sociale, la paix et la tolérance ▪ la résolution des conflits ▪ l'éducation morale ▪ la responsabilité civique et l'aptitude à effectuer un changement ▪ la prise de conscience des droits de l'homme et des droits des enfants ▪ le développement psychosocial ▪ le bien-être et le développement émotionnels en situation de conflit ▪ la récréation et la créativité ▪ faire face aux effets de l'instabilité ▪ le développement physique ▪ l'identité culturelle et le patrimoine ▪ la langue (langue maternelle)
<p>Compétences d'apprentissage : apprendre à apprendre</p> <p><i>Développer/renforcer les compétences académiques de base, alphabétisation et calcul, qui aident les enfants à apprendre</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ l'alphabétisation ▪ le calcul ▪ l'apprentissage du monde ▪ la science ▪ l'histoire ▪ la géographie ▪ l'éducation civique

DOCUMENT 11.2 :
Outil de planification des programmes d'éducation d'urgence

Domaines de programmes d'études		Matériels	Formation des enseignants	Calendrier	Agences responsables	Coordination avec les autorités scolaires /approbations
1. Outils d'appui psychosocial (Récréation et jeu)	DPE					
	Âge primaire					
	Secondaire					
	Jeunes					
2. Alphabétisation et initiation au calcul	DPE					
	Âge primaire					
	Secondaire					
	Jeunes					
3. Autres thèmes, par ex. conscientisation aux mines	DPE					
	Âge primaire					
	Secondaire					
	Jeunes					

DOCUMENT 11.3 :
Actions de préparation et de réponse pour les programmes scolaires d'urgence

Actions de préparation pour les programmes scolaires d'urgence

- Évaluer les capacités du Ministère de l'éducation à déployer des manuels scolaires et des matériels d'enseignement dans les zones affectées dans des situations d'urgence probables et se mettre d'accord sur des alternatives
- Identifier les matériels appropriés de lecture, calcul, compétences de la vie courantes et autres besoins pour le programme scolaire d'éducation en situations d'urgence. Traduire, adapter et localiser des matériels et protéger/ pré-positionner des exemplaires électroniques ou papier selon les cas
- Avec les membres du secteur/ cluster éducation dans les zones sujettes aux urgences, identifier des stratégies pour mobiliser et former à l'avance des enseignants et des volontaires

Actions de réponse pour les programmes scolaires d'urgence

- Déterminer s'il est possible et approprié d'enseigner le programme scolaire formel et s'il y a des manuels scolaires qui pourraient être déployés dans les zones affectées. Quand il s'agit d'apprenants réfugiés, vérifier qu'ils ont accès aux programmes scolaires de leur pays d'origine
- Déployer les programmes scolaires appropriés pour la lecture, le calcul, les compétences de la vie courante et d'autres programmes d'éducation en situation d'urgence, comme sur la santé, la promotion de l'hygiène, la prévention du VIH/Sida, l'éducation à l'environnement, l'éducation à la paix et autres thèmes d'urgence intéressants
- S'assurer que tous les partenaires du secteur/ cluster éducation ont accès à des matériels adaptés du point de vue de la culture et de la langue
- Élaborer un plan pour les programmes scolaires pour les enfants au niveau préscolaire jusqu'à l'école secondaire
- Impliquer les parties prenantes de la communauté, y compris les enfants et les jeunes, dans la planification et la mise en œuvre des programmes scolaires
- Intégrer les matériels d'appui psychosocial en classe dans le plan pour les programmes scolaires
- Mobiliser et former les enseignants et les animateurs communautaires pour enseigner les programmes scolaires d'urgence

L'inclusion dans l'éducation en situations d'urgence

Session
12

Durée
65 minutes

Plan de la session

Contenu		Minutes
1. L'impact des situations d'urgence sur les groupes exclus – jeu de rôles		30
2. Obstacles à l'éducation et stratégies pour surmonter les obstacles pour les filles et les autres groupes exclus		30
3. Réflexion à la préparation		5
Objectifs pédagogiques	Messages clés	
<p>1. Identifier les obstacles généraux qui entravent l'accès des groupes exclus et vulnérables à l'éducation, par ex. les croyances de la communauté, tout comme les obstacles relevant de l'économie, des infrastructures, de l'éducation et de la politique.</p> <p>2. Reconnaître que l'impact des situations d'urgence sur les groupes exclus, comme les orphelins et les enfants vulnérables ainsi que les enfants avec des besoins particuliers – et sur les filles – sont susceptibles d'exacerber ces difficultés.</p> <p>3. Définir des stratégies pour soutenir les acteurs dans la situation d'urgence pour qu'ils encouragent de pratiques plus équitables en termes de genre et plus inclusives dans le cadre des interventions d'urgence et de reconstruction, comme la prévention de la violence fondée sur le genre dans les écoles en situation d'urgence.</p>	<p>Les stratégies d'éducation doivent être adaptées à la dimension genre et aux groupes exclus et s'intéresser de manière équitable à tous les enfants.</p> <p>En situation d'urgence, les charges de travail et la sécurité physique, affective et psychologique sont souvent davantage compromises. Dans de nombreux cas, les groupes exclus sont souvent les premiers à être privés de leurs droits à l'éducation.</p> <p>Les croyances et pratiques communautaires sont, avec les obstacles existant dans les domaines de l'économie, des infrastructures, de la politique et de l'éducation, des obstacles qui influent différemment sur certains groupes et leurs capacités d'accès aux opportunités d'apprentissage</p> <p>Des stratégies et pratiques communautaires et de politique peuvent être mises en œuvre afin de garantir l'accès des filles et des groupes exclus à l'éducation dans les interventions d'urgence et de reconstruction.</p>	

Méthode :

- Présentation, jeu de rôles, remue-méninges, travail de groupes.

Matériel nécessaire :

- Cartes de jeux de rôles
- Document 12.1 : Quelques obstacles à l'accès à l'éducation en situations d'urgence
- Document 12.2 : Outil : Stratégies d'inclusion pour l'éducation en situations d'urgence
- Document 12.3 : Définitions et concepts clés utilisés dans l'examen de la notion de genre
- Document 12.4 : Stratégies de prévention dans les écoles pour les violences liées au sexe et au genre
- Document 12.5 : Actions de préparation et de réponse pour le genre et l'inclusion

CD WCAR

- L'éducation intégratrice – Unesco
- Les besoins des enfants dans les classes intégratrices - Guide enseignant
- Déclaration de Salamanque et Cadre d'action pour l'éducation et les besoins spéciaux
- Genre et éducation pour tous - Unesco
- Éducation et égalité des genres – Oxfam
- Égalité des sexes et éducation dans les situations d'urgence
- Évaluation relation maîtres-élèves, du point de vue des filles – Unesco
- INEE – Guide de poche sur l'éducation inclusive

1. L'impact des situations d'urgence sur les groupes exclus – jeux de rôles

30 minutes

10 minutes)

1. Rappelez aux participants qu'à la session 1 le groupe a examiné l'impact des situations d'urgence sur les filles et autres groupes exclus. Faire dresser par le groupe la liste de certains des impacts, particulièrement en ce qui concerne l'accès à l'éducation.
2. Demandez aux participants :
En plus des filles, quels autres groupes exclus sont confrontés à des obstacles qui leur obstruent l'accès à l'éducation du fait des situations d'urgence ? Veillez à ce que les groupes ci-dessous soient cités et montrez les diapositives correspondantes pour chacun de ces groupes :
 1. Enfants plus âgés
 2. Enfants handicapés
 3. Enfants réfugiés et déplacés
 4. Communautés ethniques ou religieuses minoritaires
 5. Anciens combattants
 6. Enfants séparés/ orphelins et vulnérables (OEV)
 7. Enfants ruraux/enfants appartenant à des communautés pastorales

Note au facilitateur : Si les participants ont déjà une bonne compréhension des questions de genre et d'inclusion, le jeu de rôles peut être éliminé pour gagner du temps. Les cartes du jeu de rôles peuvent être distribuées aux groupes pour l'exercice suivant.

Exercice : jeu de rôles de l'exclusion

1. Répartissez les participants en groupes de 3 à 6 membres et assignez un groupe exclu à chaque groupe de jeu de rôle.
2. Sur chaque carte du jeu de rôle, il y a plusieurs suggestions pour les faire réfléchir à un scénario qu'ils pourraient jouer, mais ils sont libres d'en inventer un en se basant sur leur propre expérience dans leur pays, qui montre l'inégalité de leur groupe en ce qui concerne l'éducation.
3. Dites au public que, pendant qu'il regarde, il doit noter le type d'inégalité ou d'obstacle à l'éducation que montre le jeu de rôles.
4. Après chaque jeu de rôle, demandez aux participants :
 - *Quel est le groupe exclu qui a été décrit ?*
 - *Quel type d'inégalité ou d'obstacle a été décrit ?*Attendez la fin de tous les jeux de rôles pour organiser le débat en plénière.
5. Au cours de la plénière, demandez aux participants :
 - *Quels sont les problèmes qui ont été décrits par les jeux de rôles ?*
 - *Ont-ils décrit ce qui pourrait se passer en réalité dans leur pays ?*
 - *Connaissez-vous des circonstances dans lesquelles les garçons et les hommes sont victimes de discrimination, au profit des filles et des femmes ?*
 - *Quels autres jeux de rôles auraient-ils pu mettre en scène pour décrire les relations entre les hommes et les femmes dans leurs environnements locaux ?*

- *Quel est l'impact de ces situations sur l'éducation et le développement des filles et des groupes exclus, par rapport à ceux des garçons ?*

2. Obstacles à l'éducation et stratégies pour surmonter les obstacles pour les filles et les groupes exclus

30 minutes

1. Expliquez que les participants vont avoir la possibilité de continuer à étudier les obstacles qui entravent l'accès des filles et autres groupes exclus à l'éducation lors des situations d'urgence et organiser un remue-méninges sur les stratégies qui pourraient permettre de vaincre ces obstacles.
2. En plénière, organisez un remue-méninges avec les participants sur quelques-uns des obstacles.
3. Expliquez que les obstacles à l'éducation peuvent être classés en plusieurs catégories. Renvoyer les participants au Document 12.2.
Les obstacles à l'éducation peuvent être classés ainsi :

- ***Croyances et pratiques communautaires***
- ***Obstacles économiques***
- ***Obstacles en termes d'infrastructures***
- ***Obstacles politiques***
- ***Obstacles éducatifs***

4. Demandez aux participants de donner quelques exemples dans chacune des catégories.

Exercice sur les obstacles à l'inclusion et les stratégies pour les surmonter

1. Annoncez aux participants qu'ils vont continuer à travailler dans leurs groupes du jeu de rôles et faire ce qui suit :
 - Un remue-méninges pour trouver une liste d'obstacles à l'accès à l'éducation pour leur groupe. Ils doivent se référer à la liste des obstacles et identifier ceux qui concernent le plus le groupe qui leur a été assigné.
 - Ils vont ensuite faire un remue-méninges sur une liste de stratégies qui permettraient de surmonter ces obstacles. Il peut s'agir de programmes, de politiques, d'initiatives communautaires, etc. Ils peuvent s'inspirer de leurs propres expériences dans leur pays pour améliorer l'accès à l'éducation.
 - Quand ils auront fini ils devront afficher leurs listes d'obstacles et de stratégies sur le mur.
 - Pour ce qui est du groupe assigné aux FILLES, il doit également **intégrer des stratégies de protection contre la violence fondée sur le sexe et le genre.**
2. Les participants doivent **identifier les NM appropriées de l'INEE**, comme :

 [Accès et environnement d'apprentissage](#)

Norme 1 : *Egalité d'accès : Toutes les personnes ont accès à des possibilités d'éducation pertinentes et de qualité.*

 [Politique éducative](#)

Norme 1 : Formulation des politiques et des lois : *Les autorités chargées de l'éducation font de la continuité et du rétablissement d'une éducation de qualité, avec un accès libre et inclusif à la scolarisation, une priorité.*

Quand les groupes auront fini, organisez une exposition murale en plénière et faites commenter 3 obstacles et stratégies par les rapporteurs des groupes. Sollicitez les commentaires des autres participants.

3. Réflexion à la préparation

5 minutes

1. Concluez en demandant aux participants quelles sont les implications de la mise en place de politiques et pratiques inclusives pour les filles et d'autres groupes exclus durant la phase de préparation et les mesures qui peuvent être prises.
2. Les relever sur des cartes de couleurs et les afficher sur le mur Préparation, sous le panneau Inclusion.

CARTES DE JEU DE ROLES SUR LES GROUPES EXCLUS

ENFANTS SEPARÉS

- Parents décédés au cours de la situation d'urgence et enfants livrés à eux-mêmes
 - Les parents ont laissé l'enfant pour aller travailler en ville après la situation d'urgence, l'enfant étant confié à des membres de la famille
 - Parent décédé au cours de la situation d'urgence et enfant contraint d'abandonner l'école pour travailler.
-

FILLES

- Contraintes d'abandonner l'école pour s'occuper de leurs frères et sœurs
 - Victimes de trafic par un réseau de trafiquants d'un camp de déplacés après une situation d'urgence
 - Les familles n'ont pas les moyens d'envoyer leurs garçons et leurs filles à l'école après une situation d'urgence, si bien que les filles sont forcées d'abandonner l'école
 - Contraintes par les parents à contracter un mariage précoce après une situation d'urgence
-

ENFANT SOLDAT / ANCIEN ENFANT SOLDAT

- (Fille) Recrutée par des groupes armés pendant le conflit pour faire la cuisine et pour le « réconfort » des hommes
 - (Garçons) Recrutés par les groupes armés, forcés de quitter l'école et ne pouvant y retourner
 - Ancien soldat victime de discrimination dans sa communauté après son retour et qui n'est pas accepté à l'école.
-

ENFANT HANDICAPÉ DU FAIT DE LA SITUATION D'URGENCE OU HANDICAPÉ AVANT LA SITUATION D'URGENCE

- Enfant ayant perdu une jambe pendant la situation d'urgence et incapable d'accéder à l'école provisoire, qui est trop éloignée
 - Enfant ayant des difficultés d'apprentissage alors que l'école temporaire créée après la situation d'urgence ne propose pas de programme adapté à ses besoins.
-

REFUGIÉS ET ENFANTS DÉPLACÉS DANS LEUR PROPRE PAYS

- Enfant ayant traversé la frontière du fait de la situation d'urgence, mais non autorisé par le pays hôte à suivre les enseignements dispensés dans le cadre de l'éducation en situations d'urgence
 - Enfants déplacés dans leur propre pays
-

COMMUNAUTÉS ETHNIQUES OU RELIGIEUSES MINORITAIRES

- Groupe religieux minoritaire placé dans un camp de déplacés distinct après la situation d'urgence ; l'aide des organismes caritatifs est lente à venir, notamment la mise à disposition d'infrastructures pour l'éducation temporaire
 - Les cours dispensés dans le cadre de la situation d'urgence ne le sont pas dans la langue maternelle du groupe ethnique
-

ENFANTS RURAUX / ENFANTS DE COMMUNAUTÉS PASTORALES

- Les enfants des zones rurales isolées n'ont pas accès aux services d'éducation temporaire mis en place par le secteur de l'éducation
- Les enfants appartenant à des familles de pasteurs doivent aider leurs familles à prendre soin de leurs animaux et leurs emplois du temps et mouvements ne leur permettent pas d'accéder facilement aux services d'éducation en situation d'urgence
- Les enfants dont les champs ont souffert de la situation d'urgence doivent aider leurs familles à replanter et ne peuvent se permettre de retourner à l'école.

DOCUMENT 12.1 :
Quelques obstacles à l'accès à l'éducation en situations d'urgence

Catégorie	Obstacles
Obstacles économiques et en termes de ressources familiales	<ul style="list-style-type: none"> • Frais de scolarité, livres, fournitures • Vêtements et chaussures • Travail des filles/garçons en tant que domestiques, soin aux enfants et travaux ménagers • Travaux agricoles et corvée du marché • Collecte de bois, de foin et d'eau • Malnutrition • Handicaps • Analphabétisme des parents/absence de prise de conscience de l'éducation • Mariage précoce
Obstacles politiques	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance du budget national pour l'éducation primaire/secondaire • Absence de politiques pour prendre en charge la question de l'abandon scolaire causés par les situations d'urgence, les grossesses, les déplacements • Absence de lois régissant le travail des enfants • Non application des politiques rendant l'éducation obligatoire • Politique favorisant les garçons/hommes en tant que travailleurs • Politique en matière de frais de scolarité • La politique visant la gratuité de l'éducation manque de fermeté et elle est peu appliquée • Formulation des programmes scolaires • Appui au rôle conventionnel des femmes • Politique éducative préjudiciable aux élèves mariés
Obstacles en termes d'infrastructures	<ul style="list-style-type: none"> • Éloignement de l'école (peut aussi être amélioré, bien sûr) • Routes/transports inexistantes • Insuffisance des services de base dans les communautés (ex. : eau, électricité, carburant) • Insuffisance des services de base dans les écoles (ex. : latrines séparées et propres) • Équipements inexistantes ou en mauvais état • Conception de mauvaise qualité, ne répondant pas aux normes pédagogiques et culturelles
Croyances et pratiques communautaires	<ul style="list-style-type: none"> • Ignorance des avantages sociaux et privés de l'éducation • Stéréotypes fondés sur le genre, la culture et autres • Sentiment d'insécurité • Restriction du rôle des filles, des femmes et des autres groupes défavorisés • Traitement différencié des femmes (ex. : alimentation et soins de santé de mauvaise qualité) • Absence d'opportunités économiques et sociales pour les filles instruites et autres groupes défavorisés • Mariage précoce • Apologie de la « maternité »

	<ul style="list-style-type: none"> • Isolement des femmes • Abus /harcèlement sexuels • Violence dans le milieu familial • Conviction que les filles doivent quitter l'école dès lors qu'elles ont acquis assez de connaissances pour gagner de l'argent • Les hommes considérés comme les soutiens de la famille • Systèmes d'héritage • Système éducatif dominé par les hommes ou le groupe majoritaire • Pratiques d'éducation des enfants différentes en fonction du genre
<p>Obstacles éducatifs/basés sur l'école</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Absence d'enseignants, de programmes, de matériels prenant en considération la dimension genre et l'exclusion • Absence de modèles • Calendrier/emploi du temps en conflit avec les responsabilités domestiques ou les moyens d'existence des filles ou enfants ruraux • Programmes et stratégies d'enseignement inadaptés aux besoins d'apprentissage des filles • Obstacle de la langue d'enseignement pour les apprenants en langue seconde <ul style="list-style-type: none"> • Environnement scolaire menaçant/défavorable • Coût élevé des ouvrages/frais scolaires/budgets/uniformes scolaires • Qualité des enseignants • Mauvaise gestion • Absence de confiance dans les filles/autres enfants défavorisés en tant qu'apprenants • Pratiques d'attribution de bourses au niveau local ou communautaire inéquitables, discriminatoires et entachées de corruption

DOCUMENT 12.2 :
Stratégies d'inclusion pour l'éducation en situations d'urgence

Groupe	Rendre possible l'accès à l'éducation	Ensuite, aider à l'apprentissage
Mesures générales qui aident aussi généralement les filles	<ul style="list-style-type: none"> • Impliquer les communautés et les autorités locales • Proposer des heures de classe réduites ou flexibles • Étudier les moyens de sécuriser les itinéraires menant à l'école • Installer des points d'eau dans les écoles • Améliorer l'environnement scolaire, par exemple en séparant les latrines des filles de celles des garçons • Supprimer les frais de scolarité si c'est faisable financièrement • Faire siéger des femmes dans les comités de gestion des écoles • Identifier l'existence de groupes de femmes susceptibles d'encourager la scolarisation des filles • Soutenir la création de groupes de plaidoyer des enfants dans les communautés afin d'encourager les enfants non scolarisés à aller à l'école • Former des femmes enseignantes et les recruter • Définir des objectifs pertinents pour l'éducation des filles, conformément aux objectifs internationaux (Objectifs du Millénaire pour le Développement, Éducation pour Tous, etc.) • Fournir des matériels et infrastructures sanitaires aux filles et femmes enseignantes • Impliquer les membres de la communauté afin de sécuriser le trajet entre l'école et le domicile, notamment pour les filles 	<ul style="list-style-type: none"> • Inclure les questions de genre dans la formation des enseignants et les programmes de formation du personnel des services chargés de gérer l'éducation • Veiller à ce que l'environnement physique soit attractif pour les filles : sécurité, habillement, matériels sanitaires • Étudier les préjugés sur le genre reproduits par le programme et adapter ce dernier afin de lutter contre les stéréotypes • Proposer aux filles des sports et activités récréatives adaptés à leur culture • Créer des mécanismes permettant aux filles de dénoncer les abus sexuels (collègue conseillère, enseignants formés) • Dissocier les chiffres de fréquentation scolaire par sexe • Encourager l'élaboration d'un code de conduite pour les enseignants, lorsqu'il n'y en a pas • Soutenir les activités de plaidoyer des enfants pour l'éducation des filles • Prévoir les soins aux enfants pour les mères adolescentes et les jeunes mères dans les programmes de formation des enseignants • Prévoir des programmes d'alimentation scolaire ou des rations à emporter pour les filles (ainsi que les bébés des mères adolescentes)
Enfants handicapés	<ul style="list-style-type: none"> • Initier des recherches sur la politique gouvernementale concernant les enfants handicapés et faire un plaidoyer aux niveaux national et local en vue de leur insertion • Contacts/sensibilisation de la communauté sur l'importance de l'éducation pour les enfants handicapés • Prévoir des moyens de transport spéciaux, si nécessaire par bicyclette, véhicule ou brouette • Encourager les enseignants à rencontrer les élèves individuellement afin de s'enquérir de leurs besoins en matière 	<ul style="list-style-type: none"> • Recruter et former des enseignants handicapés • Fournir aux enseignants et aux élèves une formation à la sensibilisation aux questions touchant au handicap • Travailler avec les enseignants à l'identification et à la prise en charge des handicaps « cachés », ex. : difficultés d'apprentissage • Encourager les enseignants à établir le profil des élèves ayant des besoins particuliers et à suivre leur progression • Adapter, si possible, la salle de classe et les autres infrastructures scolaires :

	<ul style="list-style-type: none"> d'accès Déterminer le nombre d'enfants handicapés et, si possible, le nombre d'enfants infectés par le VIH et d'enfants vivant avec le SIDA et insister sur la mise à disposition d'un budget afin de faciliter l'accès 	<ul style="list-style-type: none"> répartition des places, limitation des bruits de fond, bonne luminosité, toilettes accessibles Appuyer la création de programmes et matériels didactiques non discriminatoires Encourager les enseignants à utiliser le langage corporel afin de favoriser l'apprentissage pour les enfants malentendants
Réfugiés et enfants déplacés internes	<ul style="list-style-type: none"> Créer des écoles primaires enseignant le programme du lieu d'origine Renforcer les capacités des écoles locales afin d'admettre les enfants PDIP en rénovant les infrastructures et le mobilier Fournir des matériels aux enfants afin de les encourager à suivre les cours Initier des programmes d'alimentation scolaire, si nécessaire, et reconnaître cette démarche comme une stratégie clé du cluster de l'éducation Fournir des bourses aux enfants pour qu'ils puissent suivre l'enseignement secondaire et supérieur 	<ul style="list-style-type: none"> Créer, au sein des structures d'enseignement, un espace consacré à l'appui et au rétablissement psychosocial Proposer une formation des enseignants pour la prise en charge des classes à grands effectifs et l'appui psychosocial Recruter des enseignants parmi les réfugiés ou les PDIP Impliquer, selon les cas, les membres de la communauté comme volontaires Proposer des activités extrascolaires pour favoriser une interaction, dans un cadre informel, entre enfants de la communauté hôte et enfants déplacés
Communautés ethniques ou religieuses minoritaires	<ul style="list-style-type: none"> Introduire l'enseignement bilingue pour les enfants en utilisant leur langue maternelle Plaider pour la non discrimination dans la politique et la pratique de l'éducation Définir des politiques scolaires mettant l'accent sur l'importance de l'égalité de traitement en prévoyant des sanctions pour les traitements discriminatoires Intégrer des représentants des groupes minoritaires dans les comités de gestion des écoles Soutenir l'élaboration de matériels didactiques adaptés aux perspectives/langues minoritaires Encourager les adultes des groupes minoritaires à prendre part aux activités d'apprentissage et à travailler avec les enseignants 	<ul style="list-style-type: none"> Faire l'évaluation des matériels didactiques afin de veiller à ce qu'ils ne projettent que des images positives des groupes minoritaires Recruter et former des enseignants parmi les groupes minoritaires Prévoir, si nécessaire, dans l'emploi du temps un espace pour la pratique religieuse Promouvoir un groupe d'enfants qui se focalise sur l'apprentissage et l'enseignement des droits humains et de la citoyenneté Utiliser le sport et les activités récréatives pour aider à l'intégration des enfants
Anciens soldats	<ul style="list-style-type: none"> Proposer des programmes d'apprentissage accéléré afin de préparer les enfants à retourner à l'école et à réintégrer le programme scolaire formel Étudier tout programme d'éducation qui pourrait avoir été élaboré pour les anciens enfants soldats dans le pays et les exploiter Travailler avec les centres de transit à la 	<ul style="list-style-type: none"> Former les enseignants sur les questions touchant aux anciens soldats et aux mécanismes d'appui Introduire des horaires flexibles dans les écoles afin de permettre quelques activités génératrices de revenus Intégrer la formation professionnelle dans les écoles Proposer des activités extrascolaires

	<p>fourniture d'une éducation, soit liée au système public soit focalisée sur la formation professionnelle</p> <ul style="list-style-type: none"> • Intégrer l'éducation destinée aux ex enfants soldats dans le système concernant les autres enfants • Implanter les écoles et les espaces d'apprentissage à proximité des domiciles des apprenants et loin des différentes sortes de danger, comme les casernes militaires et la forêt dense 	<p>pour des interactions, dans un cadre informel, avec les enfants de la communauté</p> <ul style="list-style-type: none"> • Créer des passerelles avec l'éducation secondaire et supérieure • Intégrer, au besoin, des programmes enseignant les compétences de la vie courante (la paix, la santé, la sensibilisation au VIH/SIDA)
Enfants séparés, orphelins et autres enfants vulnérables (OEV)	<ul style="list-style-type: none"> • Les enfants doivent fréquenter les écoles communautaires et non des écoles « institutionnelles » • Les enfants peuvent être aidés pour les frais de scolarité, les uniformes et les matériels • Les centres devront peut-être fournir une formation professionnelle aux adolescents • Travailler étroitement avec les organismes responsables de la réunion des familles et des recherches 	<ul style="list-style-type: none"> • Il convient, dans le cadre du programme scolaire, de veiller à ce que les jeunes enfants connaissent leur nom et leur lieu d'origine • Préparer les enseignants à une plus grande importance des relations enseignant/élève • Promouvoir des contacts réguliers pour les enfants vivant loin de leur famille • Les enseignants doivent contacter les responsables s'ils ont connaissance de l'existence d'un enfant séparé
Enfants ruraux	<ul style="list-style-type: none"> • Appuyer l'enseignement alternatif pour les enfants ruraux, comme l'apprentissage par radio ou à distance • Sécuriser l'accès physique aux écoles • Donner la priorité au recrutement des enseignants dans les zones rurales • Plaider pour l'éducation gratuite dans les zones rurales • Engager les garçons et les filles à dessiner une « carte des absents », c'est-à-dire une carte des enfants de la communauté qui ne sont actuellement pas scolarisés 	<ul style="list-style-type: none"> • Veiller à ce que les enfants ruraux bénéficient d'une éducation de qualité adaptée à leurs besoins

DOCUMENT 12.3 : Définitions et concepts clés utilisés dans l'examen de la notion de genre
--

Genre : déterminé par les attentes culturelles et sociales de la notion du masculin ou du féminin dans un cadre culturel et social particulier.

Sexe : caractéristiques biologiques et physiologiques des femmes et hommes et de leurs différences fondées sur les systèmes reproductifs féminin et masculin. Ces notions sont universelles ou plus ou moins définies avant la naissance et ne sont pas modifiables.

Analyse selon le genre : collecte systématique et examen des informations relatives aux différences entre les filles, les garçons, les hommes et les femmes ainsi que des relations sociales entre eux afin d'identifier, de comprendre et de prendre en charge les inégalités qui entravent leur aptitude à se développer et à jouir de leurs droits.

Sensibilité à la question du genre : l'aptitude à comprendre que les différences entre les filles et les garçons, les hommes et les femmes sont conçues sur la base des comportements et valeurs acquis de manière continue et susceptibles d'influer de manière inégale sur les opportunités et les choix de vie. La sensibilité à la dimension genre suppose un processus continu de réflexion sur l'impact des activités sur les relations de genre et la recherche active de l'implication des filles, des garçons, des hommes et des femmes dans ce processus.

Egalité entre les sexes : l'absence de discrimination fondée sur le sexe, lorsque les filles et les garçons, les hommes et les femmes ont des droits, des responsabilités et des opportunités comparables dans tous les domaines. Il s'agit, en particulier, de la sécurité, de la santé, des moyens d'existence, de la prise en charge de la maison et des personnes à charge, de la participation à la vie publique et politique et de ce que les individus sont reconnus, respectés et valorisés pour leurs capacités et leur potentiel en tant que membres de la société.

Parité (filles-garçons) : garantir la justice dans la distribution des ressources, des bénéfices et responsabilités entre filles et garçons, hommes et femmes. Reconnaître que les relations de pouvoir entre eux ne sont pas égales et que ces inégalités doivent être corrigées.

DOCUMENT 12.4 :
Stratégies de prévention dans les écoles pour les violences liées au sexe et au genre

Inspiré des Lignes directrices du Comité permanent en vue d'interventions contre la violence basée sur le sexe dans les situations de crise humanitaire (2005)

<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appuyer la collaboration et les efforts combinés des ministères compétents dans le domaine de la formalisation des mécanismes de protection et des cadres de réglementation normalisés fonctionnels et reconnus au plus haut niveau par les leaders de la communauté 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en place des systèmes de prévention et de suivi afin d'identifier les risques dans les écoles et de prévenir les possibilités, pour les enseignants, d'exploiter ou d'abuser sexuellement les élèves
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Intégrer l'étude de la violence sexuelle dans la formation aux compétences de la vie destinée aux enseignants, aux filles et aux garçons dans l'environnement scolaire 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Aider les enseignants en mettant à leur disposition des matériels fournissant des informations, sur la violence fondée sur le sexe et la prise en charge des victimes (kits scolaires)
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Veiller à ce qu'un code de conduite soit signé et compris par tous les enseignants 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Fournir un soutien psychosocial aux enseignants confrontés à leurs propres problèmes et à ceux des enfants
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Appuyer la mise en place d'un mécanisme de soutien aux enfants et leur permettant de dénoncer les actes de violence fondée sur le sexe ou le genre 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en place des activités et mécanismes communautaires de protection dans les lieux dans lesquels les enfants se regroupent pour recevoir une éducation
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mener des efforts actifs pour recruter des enseignantes 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Œuvrer avec les autorités locales à l'élaboration et à la vulgarisation d'un code de conduite destiné aux enseignants

DOCUMENT 12.5 :
Actions de préparation et de réponse pour le genre et l'inclusion

Actions de préparation pour le genre et l'inclusion

- Lutter avant les situations d'urgence contre obstacles à l'éducation des filles, des enfants exclus socialement et des OEV grâce des programmes normaux dans le cadre du mandat de l'EPT
- S'intéresser à des politiques destinées à augmenter la scolarisation et à des stratégies telles que les suivantes : adoption de programmes scolaires et formation des enseignants sensibles au genre et aux droits des enfants, amélioration de l'accès à des installations d'eau et d'assainissement adaptées aux filles, adoption de calendriers scolaires flexibles et changement des politiques concernant les frais de scolarité et les uniformes pour supprimer les obstacles pour les filles et les OEV
- Augmenter la participation de la communauté et de enfants aux politiques de l'éducation et à la promotion de l'éducation des filles et des OEV avant les situations d'urgence, grâce à une mobilisation sociale concernant toutes les parties prenantes
- S'accorder, grâce à l'activité de cartographie des capacités dans le secteur/ cluster éducation, sur la manière dont on abordera les stratégies d'éducation dans des interventions d'urgence, selon la présence géographique et l'expertise des partenaires
- Distribuer à toutes les parties prenantes des ressources sur l'éducation inclusive, comme le Guide de poche de l'INEE sur l'éducation inclusive dans les situations d'urgence, et s'assurer que tous les partenaires comprennent les principaux obstacles (13.2) et les stratégies pour les surmonter (13.3)
- S'assurer que toutes les parties prenantes de l'éducation sont orientées sur les Directives du CPI sur la prévention de la violence liée au genre dans les contextes humanitaires, dans les écoles

Actions de réponse pour le genre et l'inclusion

- Aider le Ministère de l'éducation à tous les niveaux à mettre en œuvre les politiques convenues auparavant pour permettre la scolarisation des filles et des OEV après une urgence
- Adopter des programmes scolaires et des formations d'enseignants sensibles au genre et aux droits de l'enfant
- Mettre en œuvre des stratégies permettant d'améliorer l'accès à des installations d'eau et d'assainissement adaptée aux filles, en collaboration avec le secteur/ cluster WASH
- Adopter des calendriers scolaires flexibles et changer les politiques concernant les frais de scolarité et les uniformes afin de supprimer les obstacles pour les filles et les OEV, selon les cas, en s'intéressant aussi aux questions de handicap.
- Recruter activement des femmes enseignantes ainsi que des enseignants venant de groupes ethniques et linguistiques exclus
- Promouvoir des campagnes de sensibilisation de la communauté aux avantages de l'éducation des filles pour ce qui est de l'emploi et du développement économique
- Habilitier les comités de gestion des écoles, les associations parents-enseignants, les clubs de jeunes, et autres à faire le suivi de l'accès des filles et des OEV à l'éducation
- Former les enseignants à encourager l'équité dans la classe en utilisant des méthodologies participatives inclusives et adaptées aux enfants
- Incorporer les droits de l'homme et les droits de l'enfant dans les sujets enseignés en classe et distribuer des ressources clés telles que les Directives du CPI sur la prévention de la violence liée au genre

REFLECHISSEZ-Y !!!

Est-ce que ce sont toujours les filles qui sont privées d'un accès à l'éducation ?

Dans certaines régions du Lesotho, les garçons ne sont pas envoyés à l'école parce qu'ils doivent surveiller le bétail. À Zanzibar ou dans certaines régions du Niger, ils ont la responsabilité de gagner de l'argent par exemple dans le secteur du tourisme ou du commerce.

Dans une région du Liberia, les parents « nourrissent bien leurs filles et laissent les garçons mourir de faim » parce qu'elles apportent plus de richesses ; dans le Sud Soudan, une fille est plus protégée parce qu'un mariage apporte du bétail, dans certaines régions, une fille éduquée rapporte plus.

Dans de nombreux cas, les jeunes adolescents de sexe masculin sont mobiles et très vocaux : N'oubliez pas d'écouter ceux qui parlent moins fort !

<h1>Préparation et interventions d'éducation en situations d'urgence pendant et après un conflit armé</h1>		<p>Session 13</p>
		<p>Durée 60 minutes</p>
Plan de la session		
Contenu		Minutes
1. Impact du conflit armé sur l'accès et politiques et décisions visant à sauvegarder les enfants pendant le conflit		15
2. Réponses programmatiques pour assurer l'accès à l'éducation		15
3. Préparation et planification de la réponse		10
4. Réflexion à la préparation		5
Objectifs pédagogiques	Messages clés	
1. Expliquer l'impact du conflit armé sur les enfants et les systèmes éducatifs.	Des documents de politique internationale reconnaissent les droits des enfants à l'éducation pendant le conflit armé et stipulent que le déni de l'accès à la santé, à l'éducation et à la survie constitue une violation des droits des enfants.	
2. Identifier les politiques et les décisions internationales destinées à sauvegarder les enfants et l'éducation en cas de conflit armé.	La programmation de l'éducation pendant le conflit armé requiert des stratégies créatives et flexibles, comme l'apprentissage à distance, la scolarisation à domicile et par satellite et la formation para professionnelle.	
3. Décrire les approches programmatiques pour garantir l'accès à l'éducation pendant et après le conflit armé.	L'éducation dans ces cas peut nécessiter des négociations avec des entités non étatiques, comme des groupes rebelles.	
4. Décrire les approches d'éducation à la paix pour développer des compétences en édification de la paix et en citoyenneté démocratique.	D'autres stratégies pour prévenir les attaques sur les écoles peuvent inclure des négociations avec les parties prenantes pour soutenir le droit des enfants à l'éducation.	
5. Expliquer comment l'éducation peut être une stratégie pour réduire le conflit et construire la paix.	L'éducation à la paix et l'éducation pour la paix sont des approches pour construire des institutions qui promeuvent des valeurs démocratiques et la tolérance.	

Méthode :

- Séance plénière, études de cas, travail de groupes.

Matériel nécessaire :

- Présentation de diapositives de la Session 13
- Document 13.1 : L'impact des conflits armés sur les droits des enfants à l'éducation
- Document 13.2 : Politiques et décisions pour protéger les enfants affectés par des conflits armés
- Document 13.3 : Approches pour permettre l'accès à l'éducation pendant et après un conflit armé
- Document 13.4 : Exercice de préparation et de planification d'intervention pour l'éducation dans un conflit armé
- Document 13.5 : Actions de préparation et de réponse pendant et après un conflit armé

CD WCAR :

- Éducation et conflit - Migration forcée
- Des enfants, pas des soldats - SC
- Enfants soldats - ARC
- Les enfants soldats, Prévenir, démobiliser et réintégrer - Banque mondiale
- Traverser les ponts et négocier les rivières - SC

1. Impact du conflit armé sur l'accès et politiques et décisions visant à sauvegarder les enfants lors d'un conflit

15 minutes

1. Demandez aux participants d'identifier quelques-uns des impacts du conflit armé sur les enfants et sur le système éducatif. Montrez les diapositives correspondantes et passez en revue les points suivants:
 - 50 pour cent des 100 millions d'enfants non scolarisés du monde vivent dans des pays en conflit ou qui sortent d'un conflit
 - Des écoles sont fermées à cause de l'insécurité ou détruites pendant les combats
 - Sans éducation, les enfants font face à un avenir très limité et seront privés des compétences plus complexes nécessaires pour contribuer à la reconstruction et au développement pacifiques de leur société
 - Sans la stabilité et la structure de l'éducation, les enfants sont plus vulnérables à l'exploitation et à la maltraitance, l'enlèvement, vie de soldat et violences sexuelles
 - Pendant les conflits, les enfants perdent le sens de ce que signifie être un bon citoyen et comment vivre d'une manière non conflictuelle
2. Dites aux participants que ces points clés sont inclus dans le Document 13.1 qu'ils utiliseront plus tard dans la séance.
3. Demandez aux participants s'ils savent quels documents de politique sont destinés à sauvegarder les enfants en situations de conflit. Prendre 2-3 réponses. Ensuite passez en revue les politiques importantes à partir de celles énumérées dans le Document 13.2 : Politiques et décisions visant à sauvegarder les enfants touchés par le conflit armé, et montrez la diapositive correspondante :
 - **1995**: Publication de l'UNICEF : *La Situation des enfants dans le monde* sur les enfants dans la guerre, avec le premier ordre du jour anti-guerre basé sur les enfants
 - **1996** : Rapport de Graca Machel *Impact du conflit armé sur les enfants* à la 51^{ème} session de l'Assemblée Générale de l'ONU
 - **1998** : Statut de Rome permettant à la CPI de juger les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre contre les enfants
 - **2005** : Le mécanisme de contrôle et de déclaration de la Résolution 1612 du Conseil de Sécurité de l'ONU sur les enfants affectés par un conflit
4. Expliquez l'importance particulière de la Résolution 1612 du Conseil de Sécurité de l'ONU et montrez la diapositive correspondante. La résolution :
 - Identifie les violations contre les enfants
 - Les assassinats ou les mutilations d'enfants
 - Le recrutement ou l'utilisation d'enfants soldats
 - Les attaques contre des écoles ou des hôpitaux
 - Les viols ou autres violences sexuelles contre les enfants
 - Les enlèvements d'enfants
 - Le refus de l'accès des enfants aux services humanitaires
 - Établit un mécanisme pour faire le suivi et rendre compte des enfants touchés par un conflit
 - Prévoit des sanctions contre les parties qui continuent de violer la sécurité et les droits des enfants
 - Appelle à des plans d'action concrets et d'application limitée dans le temps pour mettre fin aux violations

- Prévoit des mesures ciblées contre les parties incriminées si des progrès suffisants ne sont pas faits

2. Réponses programmatiques pour assurer l'accès à l'éducation

20 minutes

(15 minutes)

- Montrez la diapositive correspondante et expliquez aux participants qu'il y a trois approches principales pour aborder l'éducation et le conflit.
 - Les approches programmatiques qui essaient de garantir l'accès à l'éducation pendant et après un conflit armé.
 - L'édification de la paix et l'éducation à la paix qui tentent de développer les valeurs et les processus démocratiques et les compétences en édification de la paix dans le cadre des écoles et des communautés.
 - L'éducation pour la paix qui est basée sur le principe que l'éducation universelle, gratuite et obligatoire est la meilleure manière de permettre des sociétés plus pacifiques, tolérantes et économiquement sûres.
- Dites aux participants qu'ils vont maintenant examiner des études de cas qui correspondent à la première approche, des réponses de programmation permettant un accès à l'éducation. Demandez aux participants s'ils ont été impliqués dans la programmation de l'éducation pour des enfants touchés par un conflit armé. Prenez 3-4 réponses.
- Montrez les diapositives correspondantes et résumez brièvement les principaux points des programmes d'éducation :
 - **Mozambique** – Éducation et réintégration de réfugiés mozambicains au Malawi. Ce programme du Jesuit Refugee Service a établi l'Unité d'apprentissage ouvert pour les enfants mozambicains réfugiés au Malawi pour leur permettre d'étudier le curriculum mozambicain en portugais. Quand ils ont été rapatriés, l'Unité s'est déplacée avec les enfants de sorte que leur éducation n'a pas été interrompue.
 - **Territoires palestiniens occupés** – En réponse aux couvre-feux et aux fermetures d'écoles, un programme d'éducation de rattrapage a été mis en œuvre. Il consistait en leçons diffusées sur des stations de télévision et de fiches d'auto-apprentissage distribuées à plus de 12 000 enfants.
 - **Afghanistan** – Comme les écoles étaient la cible des insurgés et des attaques idéologiques, des groupes communautaires ont négocié avec les chefs religieux locaux pour qu'ils s'impliquent dans la gouvernance, ce qui a permis de créer un appui pour l'éducation et de décourager les attaques.
 - **Érythrée** – Pendant le conflit de 1980, les cours se tenaient souvent sous des arbres, dans des grottes ou dans des huttes camouflées, construites de branches et de feuilles. Si les écoles étaient menacées par les combats, elles partaient vers un endroit plus sûr. Les enseignants et les élèves se déplaçaient ensemble et des abris et de la nourriture leur étaient fournis à tous.
- Posez aux participants les questions suivantes :

- *Quels sont les avantages et les inconvénients des approches d'apprentissage à distance dans les territoires palestiniens ? Cette approche a-t-elle été tentée dans votre pays ?*
- *Quelles autres approches ont été mises en œuvre dans des zones affectées par le conflit ? Quelles sont les difficultés ?*
- *Quelles sont les différences et les similarités entre la programmation d'éducation pendant un conflit et pendant une catastrophe naturelle ?*

3. Éducation à la paix et éducation pour la paix

10 minutes

1. Expliquez que la seconde approche de l'éducation dans les situations de conflits et après les conflits est l'**éducation à la paix**. De nombreux pays ont mis en route l'éducation à la paix après les conflits, soit par des programmes menés par la société civile ou par des donateurs, soit par des actions menées par le gouvernement pour intégrer l'éducation à la paix dans les programmes scolaires du primaire et du secondaire.
Ces programmes ont pour objectifs de :
 - Enseigner des compétences et des valeurs qui promeuvent une culture de paix.
 - Favoriser une compréhension des droits de l'homme, de la justice et de la tolérance.
 - Promouvoir la résolution non-violente des conflits, la réconciliation et les processus de médiation et de recherche de consensus.
 - Favoriser un engagement envers les valeurs et les processus démocratiques et la participation des citoyens.
 - Mettre en œuvre une méthodologie participative et centrée sur l'apprenant pour l'enseignement en classe.
2. Montrer le diagramme d'éducation à la paix avec les quatre composantes :
 - Communications interpersonnelles et compétences en résolution de conflits
 - Résolution de problèmes entre les groupes, recherche de consensus, prise de décisions
 - Droits de l'homme, justice, tolérance
 - Éducation civique, bonne gouvernance, participation démocratique
3. Il y a aussi beaucoup de modèles de programmes d'éducation à la paix non formels et communautaires qui ont pour objectifs de toucher les jeunes et les adultes. Cette approche est aussi centrée sur la promotion de processus et de principes démocratiques dans les institutions communautaires.
4. Finalement, expliquez l'approche de l'**éducation pour la paix**. Cette approche, adoptée par l'Alliance mondiale Save the Children et de nombreuses autres organisations est basée sur les principes suivants :
 - Aucun pays n'a atteint une croissance économique durable sans une éducation quasi universelle.
 - L'éducation peut rompre le cycle mortel de la pauvreté et du conflit
 - L'éducation peut réduire les inégalités et poser les fondations d'une bonne gouvernance et d'institutions efficaces
5. Rappelez aux participants que l'éducation pour la paix ne peut pas, à elle seule, faire des miracles, surtout parce qu'elle est souvent donnée seulement aux victimes, après les faits.

6. Concluez en disant aux participants que l'Éducation pour tous et les actions de plaidoyer destinées à atteindre les objectifs de l'EPT peuvent être regardées dans la perspective de l'éducation pour la paix. Montrez la dernière diapo avec la citation du jeune Soudanais.

4. Préparation et planification des interventions dans le domaine de l'éducation pendant/après un conflit armé

15 minutes

1. Renvoyez les participants au Document 13.3 : Approches pour permettre l'accès à l'éducation pendant et après un conflit armé. Dites-leur qu'il résume certaines des approches décrites dans les études de cas et qu'il comprend aussi des approches de politique et de plaidoyer. Dites aux participants qu'ils utiliseront ce document dans l'exercice de groupe.
2. Dites aux participants qu'ils vont maintenant aborder la préparation et la planification de la réponse à un conflit potentiel ou réel dans leurs propres pays.

Note au facilitateur : Cet exercice est optionnel et plus intéressant pour les communautés qui sont dans une situation de conflit ou qui sortent d'un conflit.

Exercice de préparation et de réponse à un conflit armé

- Faites travailler les participants dans leurs équipes de pays. Utilisez le Document 13.4 : Exercice de préparation et de planification d'intervention pour l'éducation dans un conflit armé.
- Utilisez les informations du Document 13.4, s'il y a lieu, pour la situation de leur pays.

Tâches

- 1) Pour les participants dont les pays sont actuellement en conflit armé ou en période de transition vers la paix :
 - Quel est l'**impact** du conflit sur l'accès des enfants à l'éducation ? Quelles sont les difficultés ?
 - Quelles sont les **interventions actuelles d'éducation** ? Qu'est-ce qui est fait pour garantir l'accès des enfants à l'éducation pendant le conflit armé ? Quelle sorte de matériel pédagogique et de programmes sont en place ?
 - Quelles sont les insuffisances dans les interventions ? Quels groupes n'ont pas pu être atteints ?
 - Quelles sont les **nouvelles approches possibles** qui pourraient être essayées, sur la base des informations reçues lors de cette session ?
 - Quelles **mesures de préparation** auraient pu être prises à l'avance ?
- 2) Pour les participants dont les pays ne sont pas actuellement en conflit armé mais dans lesquels il existe un risque de conflit :
 - Selon le profil d'urgence, un conflit armé ou des troubles civils sont-ils probables ? Si oui, quel serait l'impact d'un scénario de conflit ?
 - A-t-on pris des mesures de préparation pour pré-positionner le secteur de l'éducation ? Si oui, quelles sont-elles ?
 - Les mesures de préparation sont-elles appropriées pour un possible conflit armé ? Quels sont les lacunes et les besoins ? Que peut-on faire de plus ?
 - Quelles sont les nouvelles approches possibles pour les mesures de préparation sur la base des informations reçues lors de cette session ?

- 3) Si les pays ne sont pas en situation de conflit et ne sont pas menacés par des risques de conflit, les participants peuvent travailler avec une des équipes de pays actuellement en conflit.
3. En plénière, demandez aux équipes de faire un rapport sur leurs nouvelles approches actuelles ou éventuelles. Débattrez des questions suivantes :
- *Quelles sont les différences entre la programmation de l'éducation pour les conflits et celle pour les catastrophes naturelles ?*
 - *Les Normes minimales de l'INEE peuvent-elles être appliquées comme durant des situations de catastrophes naturelles ?*
 - *Quelles sont les différences dans les mesures de préparation pour chaque type de situation d'urgence ?*
 - *Tout comme les stratégies de réduction des risques de catastrophe peuvent atténuer les impacts des catastrophes naturelles, une approche similaire dans la réduction des risques de conflit dans le secteur éducatif pourrait-elle aider à atténuer un probable conflit ou à réduire l'impact d'un conflit actuel ?*
 - *Si oui, quelles seraient de telles mesures ? Beaucoup de gens affirment que l'éducation elle-même est une stratégie de réduction des risques de conflit. Un nouveau terme est utilisé, la réduction du risque de conflit, similaire à la réduction du risque de catastrophes. Êtes-vous d'accord ou pas, et pourquoi ?*

4. Réflexion à la préparation

5 minutes

1. Concluez en demandant aux participants quelles sont les implications de la planification des interventions d'éducation dans la phase de préparation. Qu'est-ce qui pourrait être différent entre la préparation à un probable conflit armé et celle à des catastrophes naturelles ?
2. Demandez aux participants de noter les idées sur les cartes de couleurs et de les placer sur le mur Préparation, en dessous de la composante technique correspondante.

DOCUMENT 13.1 : L'impact du conflit armé sur le droit des enfants à l'éducation
--

Les guerres privent des millions d'enfants d'éducation

- Environ 50 pour cent des 100 millions d'enfants d'âge scolaire dans le monde qui ne sont pas scolarisés, vivent dans des pays en situation de crise ou qui en sortent. (Formation ACR 2008)
- Tous les enfants ont droit à l'éducation pendant un conflit ou une situation d'urgence aussi bien qu'avant et après. Les conflits déstabilisent les infrastructures du gouvernement, laissant des failles dans le système éducatif de la nation.
- Des écoles sont fermées à cause de l'insécurité ou détruites pendant les combats. Le simple fait d'aller à pied à l'école peut mettre en danger la vie de l'élève dans les zones sujettes à des conflits (Rapport mondial de suivi EFA 129 de 2003).
- Sans éducation, les enfants voient leur avenir très limité. Les jeunes analphabètes font souvent face à un avenir de pauvreté et de violence, et seront privés des compétences plus complexes nécessaires pour contribuer à la reconstruction et au développement pacifiques de leur société.
- Les écoles peuvent aider les enfants à apprendre des comportements démocratiques, à développer le respect de l'autre et à acquérir une variété de stratégies de résolution des conflits. Environ la moitié de tous les conflits renaissent après 8 à 10 ans. L'éducation peut jouer un rôle central dans la construction de la paix et dans le développement de la démocratie, et l'interruption de l'éducation d'un enfant peut avoir des conséquences préjudiciables à court et long terme.
- Sans la stabilité et la structure de l'éducation, l'impact du conflit est intensifié et les enfants sont plus vulnérables à l'exploitation et à la maltraitance, enlèvements, vie de soldat ou violences sexuelles.
- Les apprenants peuvent subir un traumatisme psychosocial, encore que les violences sexuelles et les punitions corporelles puissent être courantes à l'école. Les enfants qui ne vont pas à l'école sont de plus en plus vulnérables à la prostitution et au recrutement dans les forces armées
- Pendant les conflits, les enfants perdent le sens de ce que signifie être un bon citoyen et comment vivre de façon non conflictuelle. Dans les endroits où les guerres ont duré des années, certains enfants n'ont jamais vu comment fonctionnaient une famille ou une communauté stable.
- Dans les situations d'urgence complexes et chroniques, de conflits cycliques, d'insécurité ou de conflits chroniques exacerbés par des catastrophes naturelles, la pauvreté devient aiguë et la première victime est souvent l'éducation, surtout pour les filles. En outre, l'école elle-même, et l'accès physique aux établissements scolaires peuvent ne pas être sûrs.
- Certains enfants sont soumis ou vulnérables au recrutement militaire, à l'exploitation sexuelle ou autre. Cette situation, à son tour, les rend très vulnérables au traumatisme, au sida et à la toxicomanie.
- Les autorités de l'éducation (y compris les enseignants) peuvent ne pas être en mesure d'accéder aux zones de conflit pour évaluer si les programmes d'éducation sont mis en œuvre.
- D'après la 4^{ème} Convention de Genève (1949), les forces d'occupation militaires doivent faciliter les choses aux institutions préoccupées par les soins et l'éducation aux enfants. En bref, cela signifie que les écoles doivent être protégées. Mais, dans la plupart des conflits civils, les écoles sont soit détruites, soit occupées par les forces armées.

Finances

- Il existe de la part des gouvernements bailleurs un déficit chronique de financements destinés à l'éducation dans les pays affectés par des conflits, l'écart aide/développement étant institutionnalisé dans beaucoup d'agences bilatérales et multilatérales donatrices et dans les gouvernements nationaux (Sinclair 2002).
- Il existe peu de mécanismes de financement rapide des fournitures de services dans les pays touchés par des conflits (FTI and Fragile States Task Team 2005).

DOCUMENT 13.2 :
Politiques et décisions visant à sauvegarder les enfants touchés par le conflit armé

Décembre 1995 : L'UNICEF publie *l'État des enfants dans le monde 1996* sur les enfants dans la guerre, avec le premier ordre du jour anti-guerre centré sur les enfants.

Août 1996 : Le Rapport de Graca Machel *Impact des conflits armés sur les enfants* est présenté lors de la première session de l'Assemblée Générale de l'ONU.

Septembre 1996 : Olara Otunnu est nommé au poste de Représentant spécial du Secrétaire Général pour les Enfants en situation de conflit armé.

Juillet 1998 : Adoption du Statut de Rome pour une Cour pénale internationale chargée, entre autres, de juger les crimes contre l'humanité et des crimes de guerre contre les enfants et les femmes.

Février 2000 : Le Secrétaire général émet des directives centrées sur l'enfant sur le *Rôle des forces de maintien de la paix de l'ONU dans le désarmement, la démobilisation et la réintégration*.

Mai 2000 : Adoption d'un protocole facultatif à la Convention sur les droits de l'enfant désignant 18 ans comme l'âge minimum pour la participation des enfants aux hostilités.

Février 2002 : Le Protocole facultatif à la Convention sur les droits de l'enfant sur l'implication des enfants dans les conflits armés entre en vigueur le 12 février 2002.

Mai 2002 : Réunion du Conseil de Sécurité sur les enfants et les conflits armés, à l'occasion de la session spéciale de l'Assemblée Générale sur les enfants.

Résolution 1612 du Conseil de Sécurité

En juillet 2005, le Conseil de Sécurité des Nations Unies (CSNU) a établi un mécanisme complet de surveillance et de déclaration sur les enfants touchés par les conflits dans la Résolution 1612. Le mécanisme de surveillance et de déclaration est coordonné par l'UNICEF, en coopération avec le Bureau du Représentant Spécial du Secrétaire Général pour les enfants et les conflits armés (OSRSG). Parmi les violations à contrôler on note :

- Les assassinats et les mutilations d'enfants
- Le recrutement ou l'utilisation d'enfants soldats
- Les attaques contre les écoles et les hôpitaux
- Les viols ou autres violences sexuelles contre les enfants
- Les enlèvements d'enfants
- Le refus de l'accès humanitaire pour les enfants

La résolution met en place un Groupe de Travail du Conseil de Sécurité, chargé de passer en revue les données soumises à travers le mécanisme de surveillance et de déclaration, et de faire des recommandations concrètes pour des sanctions contre les parties qui continuent de violer la sécurité et les droits des enfants. Le mécanisme de surveillance et de déclaration est un mécanisme formel, structure coordonnée par l'UNICEF en coopération avec le Bureau du Représentant spécial du Secrétaire général pour les Enfants et les Conflits armés (OSRSG). Le travail est mené au niveau du pays pour commencer, puis en coordination avec des ONG et d'autres organisations internationales sur le terrain. Les conclusions sont ensuite retransmises au siège, puis au Groupe de Travail du Conseil de Sécurité. La Résolution prévoit également l'identification et l'énumération constantes des parties incriminées et ordonne aux équipes de pays de l'ONU d'initier un dialogue avec les parties incriminées afin de mettre en œuvre des Plans d'action concrets et d'application limitée dans le temps pour mettre fin aux violations de la RCS 1612. La Résolution autorise aussi le Conseil de Sécurité, en cas d'insuffisance des progrès, à envisager des mesures ciblées contre les parties incriminées.

DOCUMENT 13.3 :

Approches visant à assurer l'accès à l'éducation pendant et après un conflit armé

Approches de l'éducation

- **Les programmes d'apprentissage à distance** utilisent une variété de médias, comme des imprimés et la radio, pour offrir un enseignement à un grand nombre d'élèves. Dans un contexte de réfugiés, ils sont d'abord utilisés pour le secondaire et pour la formation des enseignants. Pendant un conflit armé, ils peuvent assurer l'accès à l'enseignement pendant les fermetures d'écoles
- **Les programmes d'apprentissage accélérés et les camps d'été** condensent le programme formel (par exemple de 6 à 3 ans) pour accueillir des enfants qui ont manqué des années d'études à cause de crises chroniques.
- **Les programmes d'apprentissage ouverts/individuels** ne nécessitent pas que l'on construise des écoles ni que l'on emploie des enseignants à plein temps ou hautement qualifiés. Des lots de matériels pédagogiques peuvent souvent être produits localement et remplacent les livres chers (dans la limite des droits d'auteurs). Les élèves peuvent s'inscrire à tout moment et étudier à leur propre rythme.
- **L'implication de la communauté dans le contenu et la gouvernance des programmes scolaires** mobilise les membres de la communauté pour défendre le droit des enfants à l'éducation en offrant des possibilités de s'impliquer dans la gestion des écoles et dans le contenu des programmes. Les chefs religieux peuvent participer à l'identification et à l'enseignement de programmes religieux, ce qui évite l'opposition à l'éducation pour des raisons d'idéologie.
- **Des lieux alternatifs d'enseignement** pour réduire le risque de voir les écoles être prises pour cibles. Le fait de sortir l'enseignement des bâtiments traditionnels et de le déployer dans des espaces sûrs, tels que les maisons, les caves et autres lieux de rassemblement, peut réduire les menaces d'attaques.
- **Promotion de la paix et de la réconciliation** : L'éducation peut jouer un rôle vital en facilitant la réconciliation entre les enfants, une situation qui peut avoir un grand impact sur la communauté. Au Mozambique, les enseignants avaient un important rôle à jouer en travaillant avec les parents et les élèves pour aider à réintégrer les enfants qui avaient été recrutés dans l'armée de la guérilla. Dans les camps de réfugiés somaliens au Yémen, les écoles du camp fonctionnaient efficacement pour promouvoir la réconciliation entre les populations des différentes tribus, constituant ainsi des « zones libres » malgré l'existence de conflits tribaux au sein de la communauté. (Formation ARC 2008)

Autres approches

L'engagement communautaire dans la protection et la défense des écoles : Les communautés peuvent être mobilisées contre les attaques et organiser des réponses positives après les attaques. En Afghanistan, des chefs religieux et politiques sont formés pour être vigilants contre les attaques, pour rouvrir les écoles et persuader les parents d'envoyer leurs enfants à l'école. Des comités de protection des écoles ont été créés. Ils seront appuyés par un système national de collecte d'informations sur les incidents de sécurité avec l'aide de l'armée et des leaders locaux,

Engagement avec des entités non étatiques pour poursuivre ses activités humanitaires. L'UNICEF et d'autres agences de l'ONU ont besoin de s'engager et de négocier avec des entités non étatiques, en général des groupes insurgés, pour assurer la fourniture d'une assistance et d'une protection aux enfants et la sécurité des travailleurs humanitaires. Il s'agit, en particulier de négociations pour faciliter l'accès à l'école et d'un plaidoyer pour le respect des droits des enfants. Dans certains cas, des « corridors » de paix et des « jours de tranquillité » ont été prévus pour permettre la livraison de nourriture, de médicaments et d'autres provisions. Ces mesures sont limitées dans leur portée et temporaires et ne peuvent pas remplacer la protection plus large, la fin du conflit. L'initiative « Les écoles comme zones de paix » a pu empêcher certaines attaques contre des écoles et des élèves à travers des négociations avec l'armée et les insurgés.

Surveillance et rapports. La Résolution 1612 demande aussi bien aux gouvernements qu'aux groupes armés d'utiliser des plans d'action d'application limitée dans le temps pour mettre fin à l'utilisation et au recrutement d'enfants soldats et demande au système des Nations Unies de surveiller et de faire des rapports sur six violations graves contre les enfants, y compris les attaques contre les écoles. Un plus grand effort de la part du système de l'ONU et des mouvements des droits de l'homme pour diligenter l'application des instruments des droits de l'homme aux cas impliquant ces groupes particuliers pourrait déboucher sur des progrès significatifs en ce qui concerne la série d'attaques contre des structures d'éducation. Au Népal, l'Association des Journalistes de l'éducation avait des membres dans tous les districts touchés par le conflit et faisait régulièrement des rapports aux agences onusiennes sur des attaques perpétrées par les insurgés et l'armée contre des écoles, des enseignants et des élèves.

Plaidoyer et pressions internationales de la communauté internationale.

L'ONU doit travailler avec les états membres pour faire cesser l'impunité dans le cas des attaques contre le personnel de l'éducation, les élèves, les syndicalistes, les fonctionnaires et les institutions.

Des ressources plus conséquentes doivent être fournies à la Cour Pénale Internationale pour que davantage de cas soient jugés, ce qui renforcera son caractère dissuasif.

Les gouvernements doivent, au moment de signer des accords commerciaux ou d'aide avec les parties en conflit, saisir toutes les opportunités pour définir les exigences qu'impose le respect des normes des droits de l'homme, en insistant tout particulièrement sur les droits des enfants, le droit à l'éducation et à la protection des institutions d'éducation comme du processus d'éducation. Une attention particulière doit être accordée à la violation du droit des filles à l'éducation et du droit des femmes à enseigner, étant donné le fait que les filles scolarisées sont de plus en plus en prises pour cibles dans certains pays.

Les agences de l'ONU, les ONG et les syndicats d'enseignants doivent mener une campagne de solidarité internationale avec des groupes et des institutions ciblés afin de faire pression pour une application plus large des instruments des droits de l'homme aux attaques contre l'éducation et pour que l'impunité cesse.

La communauté internationale, les agences de l'ONU et les ONG doivent travailler avec les gouvernements des états touchés par des conflits et les gouvernements qui travaillent à la prévention ou à la limitation des conflits afin de mettre en place un mécanisme visant à protéger les élèves, enseignants, universitaires, enseignants syndicalistes et fonctionnaires et à les aider à se réimplanter à l'intérieur ou à l'extérieur selon le cas.

L'ONU doit démontrer son engagement en faveur du droit à l'éducation en mettant sur pied un système mondial pour contrôler les attaques violentes contre l'éducation et soutenir la création d'une base de données accessible au public afin de conserver des données sur l'ampleur de l'attaque, les types d'attaques, les auteurs, les motifs, l'impact sur la fourniture de l'enseignement et la nature et l'impact des stratégies de prévention et de réponse.

Les médias internationaux doivent reconnaître qu'ils ont un rôle et une responsabilité majeurs à jouer dans les efforts visant à faire connaître au monde les attaques contre l'éducation et leur impact sur les enfants.

Étude de cas : Les écoles comme zone de paix au Népal

Le Népal a connu une révolte maoïste qui a duré 10 ans et pendant laquelle les écoles étaient prises, au sens propre et au sens idéologique, dans les tirs croisés des maoïstes et de l'armée. Les maoïstes ont introduit un programme scolaire qui était en conflit avec le programme scolaire officiel. Des écoles ont été prises par l'armée qui les a utilisées comme terrains militaires et des élèves ont été emmenés pour être endoctrinés par les maoïstes et recrutés pour se joindre à la révolte. Des grèves et des occupations ont fermé les écoles pendant de longues périodes, 344 élèves et 145 enseignants ont été tués dans le conflit.

L'UNICEF, en partenariat avec les administrateurs locaux, les parents, les autorités communautaires, des facilitateurs communautaires formés et des ONG locales et internationales, a élaboré l'initiative « Les écoles comme zone de paix. » Les partenaires ont mobilisé l'appui de la communauté pour que le conflit reste hors des écoles. Les facilitateurs communautaires formés par l'UNICEF ont mené des négociations informelles avec les maoïstes pour que ceux-ci respectent le concept de zones de paix. Des négociations ouvertes avec toutes les parties n'étaient pas possibles car elles auraient pu compromettre les négociateurs. Les composantes du programme étaient : 1) Une analyse par les parents, les enseignants et les membres de la communauté de la manière dont le conflit affectait l'école et dont l'école pouvait contribuer à la paix ; 2) La négociation de codes de conduite avec toutes les parties pour que le conflit reste à l'extérieur des écoles ; 3) La fourniture d'un accompagnement psychosocial pour les élèves et les enseignants pour les aider à faire face aux impacts de la violence ; 4) Des activités de conscientisation aux mines terrestres pour protéger les élèves et les enseignants contre les UXO.

Après les accords de paix et les élections, de nouvelles violences et de nouveaux troubles civils ont éclaté parmi des groupes affirmant qu'ils étaient exclus du processus politique dans la région des plaines de Terail, ce qui a causé d'autres fermetures d'écoles, le harcèlement des enseignants et le recrutement d'élèves pour des objectifs politiques.

Un programme reformulé d'écoles comme zones de paix a été initié en 2008. Il ciblait 9 districts et comprend : 1) Des campagnes de plaidoyer et dans les médias au niveau national et dans les districts ; 2) La négociation de codes de conduites nationaux et de déclarations soutenant le programme ; 3) La négociation de codes de conduite dans les districts et 4) La négociation de codes de conduite dans les écoles incluses dans l'initiative des écoles amies des enfants.

Source : UNICEF, Népal

DOCUMENT 13.4 :
Exercice de préparation et de planification d'intervention pour l'éducation dans un conflit armé

Impact d'un conflit actuel ou probable sur l'éducation	Interventions d'éducation actuelle	Lacunes et besoins	Nouvelles approches possibles	Mesures de préparation

DOCUMENT 13.5 :

Actions de préparation et de réponse pour l'éducation pendant et après un conflit armé

Actions de préparation pour l'éducation pendant et après un conflit armé

- Préparer un plan d'urgence pour l'éducation au niveau du secteur/ cluster pour des scénarios probables de conflits armés, en coordination avec les autres secteurs
- Définir quels sont les matériels d'éducation d'urgence et les modalités de distribution qui sont appropriés pour garantir l'accès à l'éducation et la continuation de l'éducation durant une éventuelle situation de conflit et de violence prolongée
- Stocker les fournitures et matériels éducatifs nécessaires
- Aider le Ministère de l'éducation à élaborer des programmes scolaires pour la scolarisation à domicile et l'apprentissage accéléré et des méthodologies de formation des enseignants adaptées aux situations de conflit chronique
- Faire un plaidoyer pour des politiques définissant les écoles comme zones de paix et demander au gouvernement, aux partis politiques, aux élus et aux autorités communautaires et autres parties prenantes potentielles de s'engager à respecter ces politiques
- Envisager de développer l'éducation à la paix, aux droits de l'homme et l'éducation civique dans le cadre du programme scolaire national et l'éducation non formelle
- Faire un plaidoyer pour l'adoption et la mise en œuvre des politiques de l'Éducation pour tous

Actions de réponse pour l'éducation pendant et après un conflit armé

- Fixer des modalités de fourniture de l'éducation durant un conflit armé, comme l'apprentissage à distance et les programmes d'apprentissage accéléré et d'apprentissage ouvert
- Si c'est nécessaire, trouver d'autres lieux pouvant servir d'écoles pour garantir la sécurité des enseignants et des élèves
- Négocier avec les leaders politiques et les autorités communautaires pour qu'ils respectent les politiques définissant les écoles comme zones de paix pour que les écoles ne soient pas ciblées durant le conflit et que les enseignants et les élèves ne soient pas menacés ni recrutés pour servir dans les groupes armés
- Si cela s'avère nécessaire, conclure des accords coordonnés pour l'éducation avec les pays voisins pour que les enfants qui seront réfugiés puissent continuer leur éducation dans leur langue maternelle et avec les programmes scolaires du pays d'origine
- Créer des programmes et des politiques pour réintégrer les anciens combattants dans le système éducatif à la fin d'un conflit armé
- Faire un plaidoyer pour la fin de l'impunité dans les cas d'attaque sur des personnels d'éducation, des élèves, les syndicats d'enseignants, etc. grâce à des sanctions des Nations unies et à la mise en œuvre de la Résolution 1612 de l'ONU
- Mettre en place l'éducation à la paix, aux droits de l'homme et l'éducation civique dans l'éducation formelle ou non formelle pour promouvoir une culture de justice et de paix
- Faire un plaidoyer pour l'adoption et la mise en œuvre des politiques de l'Éducation pour tous

Appui psychosocial et stratégies psychosociales

Session
14

Durée
130 minutes

Plan de la session

Contenu	Minutes
1. Présentation de diapositives et discussion de l'impact de la guerre sur les enfants au Darfour	20
2. Reconnaître les symptômes du stress chez les adultes et les enfants et les stratégies pour répondre aux besoins	60
3. Matériels de classe pour l'appui psychosocial pour le DPE, 6-12 et les adolescents	45
4. Réflexion sur la préparation	5

Objectifs pédagogiques	Messages clés
<ol style="list-style-type: none"> 1. Identifier les impacts social, émotionnel et physique d'une situation d'urgence sur les enfants et les adultes, y compris les enseignants. 2. Expliquer le rôle du jeu, des loisirs et de l'éducation formelle et non formelle dans la réduction et la diminution de l'impact. 3. Décrire le rôle que jouent la communauté locale et les systèmes de prestation de soins dans l'appui à la guérison des enfants. 4. Identifier les procédures que peuvent suivre les enseignants pour reconnaître les symptômes et orienter les enfants gravement touchés vers les centres spécialisés, dans une collaboration entre le cluster protection, le gouvernement et les partenaires. 5. Concevoir une gamme d'activités qui aident les enfants à faire face au traumatisme et réduisent les impacts émotionnels et sociaux de l'expérience d'une situation d'urgence. 	<p>Presque tous les enfants et adolescents ayant vécu des situations de catastrophe vont d'abord montrer des symptômes de stress psychologique, dont des rappels d'images de l'événement ayant causé le stress, notamment les cauchemars, le repli sur soi, l'incapacité de se concentrer, etc.</p> <p>Les enfants vont réagir de manière différente aux événements traumatiques. Le degré de leur traumatisme est lié à la nature de l'événement traumatique et à la résilience de chaque enfant.</p> <p>La plupart des enfants et adolescents vont recommencer à fonctionner normalement une fois que leurs besoins fondamentaux de survie seront satisfaits, la sûreté et la sécurité assurées et les possibilités de développement rétablis, dans le contexte social, familial et communautaire.</p> <p>Les activités éducatives et/ou récréatives se sont avérées efficaces pour aider les enfants en situation difficile. Elles peuvent aussi être organisées pour des enfants qui n'ont pas encore l'âge scolaire (DPE). Une difficulté à laquelle sont confrontés les organismes est d'organiser ces activités de sorte que les enfants les plus durement touchés soient identifiés et mis dans des conditions qui leur permettent de participer à ces activités dans un environnement protecteur. Le but primordial des interventions d'éducation dans les situations d'urgence est d'aider les enfants à faire face à l'impact psychosocial causé par la situation d'urgence et les perturbations qu'elle provoque dans leurs vies.</p>

Méthode:

- Présentation de diapositives, exercice collectif de dessin, travail de planification des groupes.

Matériel nécessaire :

- Présentation de diapositives de la Session 14
- Document 14.1 : Outil pour reconnaître les symptômes du stress chez les enfants dans les situations d'urgence
- Document 14.2 : Besoins en appui psychosocial et stratégies psychosociales pour les enfants dans des situations d'urgence
- Document 14.3 : Liste de contrôle tirée des Directives du CPIA sur la santé mentale et l'appui psychosocial dans des situations d'urgence.
- Document 14.4 : Activités pour les enfants après des événements stressants, par âge
- Document 14.5 : Outil pour concevoir un programme de deux semaines en appui psychosocial
- Document 14.6 : Actions de préparation et de réponse pour des stratégies d'appui psychosocial

CD WCAR:

- Promouvoir le bien-être social chez les enfants touchés par le conflit armé et le déplacement
- Les besoins psychosociaux des enfants et adolescents victimes de conflits
- Aider les enfants à gérer les tensions dues à la guerre - Manuel pour parents et enseignants
- Liste de contrôle pour un bilan psychosocial – INEE
- Directives du CPIA concernant la santé mentale et le soutien psychosocial dans les situations d'urgence – CPIA
- Travailler avec les enfants – ARC
- Le stress des enfants
- Guide enseignant Création Classes Curatives – IRC
- Outils enseignants Création des Classes Curatives – IRC

1. Présentation de diapositives sur l'impact de la guerre sur les enfants au Darfour

20 minutes

1. Expliquez que les participants sont sur le point de voir les perspectives d'enfants ayant vécu la crise au Darfour, sous forme de dessins et avec leurs propres mots. Montrez les diapositives de la Session 14 portant sur les dessins d'enfants et lire les paroles (ou les faire lire par les participants à tour de rôle). Après chaque diapositive, demandez aux participants de commenter la réaction de chaque enfant. Demandez aux participants
 - *Quels peuvent être les impacts émotionnels et sociaux sur ces enfants?*
 - *Combien de temps pensez-vous que ces impacts pourraient durer dans la vie d'un enfant?*
 - *Avez-vous travaillé avec des enfants ayant connu des expériences similaires?*
2. Expliquez que les enfants et adultes ayant connu la guerre et les catastrophes naturelles vont dans un premier temps montrer des symptômes de détresse psychologique. Les enfants vont réagir différemment aux événements traumatiques. Le degré de leur traumatisme est lié à la nature de l'événement traumatique et à la résilience de chaque enfant.
3. Montrez la diapositive et référez-vous au diagramme dans le Document 14.2: Besoins en appui psychosocial, sur les besoins des enfants. Faites remarquer que :
 - 70% des enfants sont résilients et vont se rétablir des impacts d'une catastrophe
 - 20 – 25% des enfants sont vulnérables
 - 3 – 5% des enfants vont avoir besoin d'une intervention spéciale

2. Reconnaître les symptômes de stress chez les enfants et adultes et les stratégies pour répondre aux besoins

60 minutes

1. Demandez au groupe de réfléchir sur les symptômes que pourraient manifester des enfants ayant vécu une catastrophe. Faites réfléchir les participants sur les symptômes sociaux, émotionnels et physiques. Désignez 3-4 personnes et demandez des réponses courtes.
2. Dites aux participants qu'ils vont maintenant faire un exercice d'identification des symptômes du stress et d'identification des stratégies qui vont répondre à ces besoins. Montrez la diapositive avec les instructions pour l'exercice.

Exercice d'identification des symptômes de stress psychosocial et stratégies pour répondre aux besoins

- 1) Utilisez les Document 14.1 : Outil pour reconnaître les symptômes du stress chez les enfants dans les situations d'urgence et le Document 14.2 : Besoins en appui psychosocial et stratégies psychosociales pour les enfants dans des situations d'urgence.
- 2) Aidez les participants à identifier et à appliquer les **Normes minimales de l'INEE** appropriées, comme :

☰ Accès et environnement d'apprentissage

Norme 2 : Protection et bien-être : *Les environnements d'apprentissage sont sans danger et sûrs et contribuent à la protection et au bien-être psychosocial des apprenants, des enseignants et autres personnels de l'éducation.*

- 3) Divisez les participants en 4 groupes et assignez à chaque groupe les âges suivants: 0-5, 6-12, 13-18, et 18+ adulte.
 - 4) Demander à tous les groupes de placer sur le sol de grandes feuilles de papier et de tracer les contours d'un corps ayant la taille correspondant au groupe d'âge qui leur a été attribué. Ils peuvent tracer le contour d'un des participants ou dessiner un corps de la taille convenable.
 - 5) Les membres du groupe vont alors écrire sur le dessin du corps une série de symptômes qui caractériseraient le groupe d'âge qui leur a été attribué. Ils doivent faire tout ceci rapidement sous forme de remue-méninges collectif.
 - 6) Puis, les membres du groupe font la liste des interventions possibles d'éducation qui **répondent aux besoins** de leur groupe d'âge.
 - 7) Lorsqu'ils ont fini, ils affichent le dessin du corps sur le mur.
 - 8) Faites un tour de l'exposition murale et analysez la réponse de chaque groupe. Comparez leurs réponses à celles sur le document.
3. Demandez aux participants:
- Quelles sont les différences et similitudes dans les symptômes des divers groupes d'âge?
 - Comment les adultes réagissent-ils? Comment les enseignants réagiraient-ils? Quels seraient leurs difficultés particulières dans une situation d'urgence?
4. Résumez les besoins des enfants et montrez la diapositive correspondante :
- Un sens d'appartenance
 - Un endroit sûr où ils peuvent se trouver
 - Des relations avec leurs pairs
 - Des attaches personnelles
 - Une stimulation intellectuelle
 - Une routine et une vie quotidienne normales
 - Un sens de contrôle sur leur vie
 - La possibilité d'exprimer leur chagrin et d'autres émotions
 - La possibilité de jouer et de se détendre
5. Résumez les types d'interventions psychosociales et montrez la diapositive correspondante :
- Établir une structure d'éducation où les enfants se sentent inclus
 - Promouvoir la restauration de pratiques traditionnelles de soins aux enfants
 - Fournir une routine fiable et interactive grâce à l'école ou une autre activité éducative organisée
 - Offrir des activités en groupes et en équipes (sports, théâtre, etc.) qui demandent une coopération
 - Fournir des occasions d'intégration sociale et d'unité
 - Améliorer le développement des enfants en fournissant des expériences éducatives variées

6. Insistez sur les points suivants et montrez les dernières diapositives :
 - Les enfants les plus affectés par la catastrophe peuvent aussi être ceux qui sont les plus difficiles à atteindre pour l'intervention d'éducation
 - Les stratégies pour atteindre les enfants peuvent être : des systèmes communautaires pour orienter les enfants, des liens avec des interventions de santé ou de protection de l'enfant, poser des questions aux enfants sur les autres enfants, encourager des approches et un accompagnement d'enfant à enfant, promouvoir le besoin d'une forte participation de la communauté dans l'établissement d'interventions d'éducation.
 - Vérifiez que les participants notent les recommandations du CPI dans le Document 14.3 pour développer les capacités locales, appuyer les efforts personnels et renforcer les ressources qui existent déjà. Des programmes dirigés et mis en œuvre de l'extérieur mènent souvent à un appui de santé mentale et psychosocial inapproprié et sont souvent peu durables.

3. Matériels de classe pour l'appui psychosocial pour le DPE, 6-12 et les adolescents

45 minutes

1. Dites aux participants qu'une des requêtes les plus fréquentes du secteur de l'éducation immédiatement après une situation d'urgence est pour des cours en classe qui fourniront un appui psychosocial.
2. Insistez sur l'importance pour le secteur de l'éducation de se familiariser avec les matériels psychosociaux pour la classe bien avant une urgence pour préparer à l'avance des matériels appropriés.
3. Il existe beaucoup d'excellents matériels. Montrez aux participants où trouver ces matériels sur le CD. Donnez-leur environ 15 minutes pour étudier les matériels à leurs tables.
4. Renvoyez les participants au Document 14.5 : Outil pour concevoir un programme de deux semaines en appui psychosocial. Dites aux participants qu'il s'agit là d'outils cruciaux pour fournir les activités nécessaires en classe, activités qui doivent être programmées dès les premières semaines après l'urgence.
5. Concluez en posant les questions suivantes en plénière:
 - *Quels types d'activités avez-vous programmé pour vos groupes d'âge?*
 - *Comment avez-vous équilibré les activités récréatives, ludiques et créatives?*
 - *Comment ces activités aideront-elles les enfants à surmonter leurs sentiments et les pertes qui s'associent à la catastrophe?*
 - *De quel type de formation pourrait-on avoir besoin pour les facilitateurs de ces sessions avec les enfants?*

4. Réflexion sur la préparation

5 minutes

1. Concluez en demandant aux participants quelles mesures de préparation ils auraient besoin de prendre pour faire des interventions efficaces d'apport d'un appui psychosocial aux enfants en situation d'urgence. Les écrire sur des cartes de couleurs et les afficher sur le mur Préparation en dessous du signe Appui psychosocial.
2. Assurez-vous que les actions comprennent l'adaptation, la traduction et la protection de matériels psychosociaux ludiques et récréatifs qui sont prêts à être copiés et distribués.

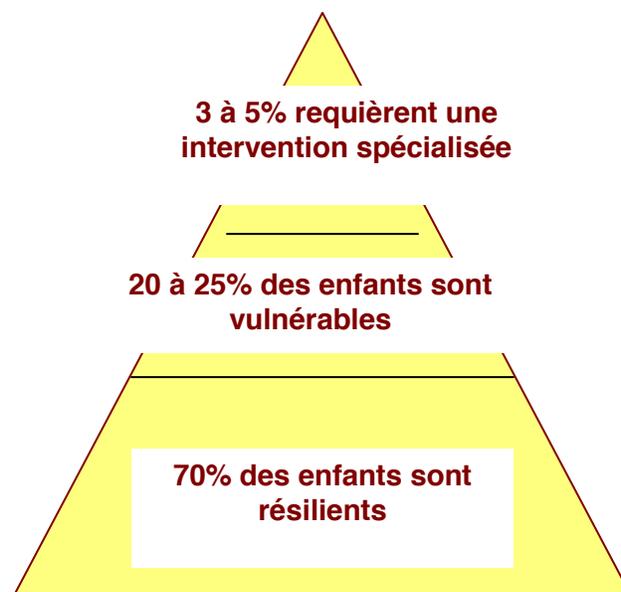
DOCUMENT 14.1:
Outil pour reconnaître les symptômes de stress chez les enfants en situation d'urgence

Groupe d'âge	Symptômes possibles
Très jeunes enfants (0 – 5 ans)	<ul style="list-style-type: none"> • Dépendance excessive • Crises de colère • Régression, par ex. dans le développement du langage • Peur de s'endormir • Cauchemars et terreurs nocturnes • Peur excessive de choses réelles ou imaginaires : tonnerre, monstres
Jeunes enfants (6 – 12 ans)	<ul style="list-style-type: none"> • Mauvaise concentration, agitation et mauvaise conduite à l'école • Conduite angoissée dont l'hyperactivité, le bégaiement et des troubles de l'alimentation • Maladies psychosomatiques, par ex. maux de tête, douleurs abdominales • Changement de comportement, agressivité, repli sur soi et passivité • Problèmes de sommeil • Régression – agir comme un petit enfant
Adolescents (13 – 16 ans)	<ul style="list-style-type: none"> • Autodestruction et insubordination, par ex. prise de drogue, vol • Repli sur soi – défiance vis-à-vis des autres et crainte de l'avenir • Angoisse, nervosité • Maladies psychosomatiques, par ex. maux de tête, douleurs abdominales

DOCUMENT 14.2:
Besoins d'appui psychosocial et stratégies pour les enfants en situation d'urgence

3 à 5% des enfants peuvent avoir besoin d'interventions spécialisées en raison de pertes, d'un traumatisme ou d'une détresse persistante.

Que faire? – Les enseignants et autres adultes doivent savoir comment reconnaître ces enfants les plus vulnérables (moins résilients) pour les orienter vers une assistance spéciale (médecins, guérisseurs traditionnels, professionnels de la santé mentale ou autres prestataires de services adaptés.) Ces enfants doivent être autant que possible inclus dans toutes les activités structurées de normalisation et les possibilités d'éducation mises en place pour les autres enfants.



Les interventions doivent :

- **Rétablir la connexion entre les enfants et les membres de leurs familles, les amis et voisins.**
- **Favoriser les connexions et interactions sociales.**
- **Normaliser la vie quotidienne.**
- **Promouvoir un sens de sa compétence et rétablir la maîtrise de sa propre vie.**
- **Permettre l'expression d'une détresse au sein d'un environnement de confiance, lorsque l'enfant est prêt et que le suivi est garanti.**

Les besoins des enfants	Interventions psychosociales possibles
Un sentiment d'appartenance.	<ul style="list-style-type: none"> • Mettre en place une structure éducative où les enfants ont un sentiment d'inclusion. • Promouvoir la restauration des pratiques culturelles, traditionnelles de soin aux enfants chaque fois que possible.
Relations avec les pairs.	<ul style="list-style-type: none"> • Fournir une routine fiable, interactive à travers l'école ou autres activités éducatives organisées • Offrir des activités de groupes et d'équipes (sports, théâtre, etc.) qui nécessitent la coopération et la dépendance réciproque.
Attaches personnels.	<ul style="list-style-type: none"> • Fournir des possibilités d'intégration sociale et d'unité en enseignant et faisant preuve de respect pour les valeurs culturelles, sans tenir compte des contextes différents.
Stimulation intellectuelle.	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcer le développement des enfants en favorisant une variété d'expériences éducatives.

DOCUMENT 14.3:
Liste de contrôle tirée des Directives du CPIA sur la santé mentale et l'appui psychosocial dans des situations d'urgence

Liste de contrôle en matière d'éducation

- Promouvoir des environnements d'apprentissage sûrs
- Rendre l'éducation formelle et non formelle plus utile et pertinente
- Renforcer l'accès à une éducation de qualité pour tous
- Préparer et encourager les éducateurs à soutenir le bien-être psychosocial des apprenants
- Renforcer la capacité du système éducatif à soutenir les apprenants connaissant des difficultés psychosociales et mentales.

Principes de base

1. Droits de l'homme et équité

Les acteurs humanitaires doivent promouvoir les droits humains de toutes les personnes affectées et protéger les individus et groupes qui sont exposés à de hauts risques de violations des droits humains. Les acteurs humanitaires doivent également promouvoir l'équité et la non-discrimination.

2. Participation

L'action humanitaire doit maximiser la participation aux interventions humanitaires des populations locales affectées. Dans la plupart des situations d'urgence, un nombre important de personnes font preuve de suffisamment de résilience pour participer aux activités de secours et de reconstruction.

3. Ne pas faire de tort

Le travail sur la santé mentale et l'appui psychosocial dispose d'un grand potentiel à faire du tort parce qu'il traite de questions très sensibles. Les acteurs humanitaires peuvent réduire le risque de préjudice de diverses manières, notamment :

- en participant à des groupes de coordination pour apprendre des autres et réduire au minimum le double emploi et les insuffisances dans les interventions
- en concevant les interventions sur la base d'informations suffisantes
- en les soumettant à l'évaluation, en étant ouvert à la vérification et à l'examen externe
- en développant une sensibilité culturelle et une compétence dans les domaines dans lesquels ils interviennent /travaillent
- en développant une compréhension des droits humains universels, les relations de pouvoir entre les tiers et personnes affectées par l'urgence, et la valeur des approches participatives et en y réfléchissant constamment

4. S'appuyer sur les ressources et capacités disponibles

Tous les groupes affectés ont des atouts et des ressources qui soutiennent la santé mentale et le bien-être psychosocial. Un principe clé, même dans les premières étapes d'une situation d'urgence, est de renforcer les capacités locales, d'appuyer les efforts personnels et de renforcer les ressources déjà existantes. Des programmes initiés et mis en œuvre de l'extérieur débouchent souvent sur une santé mentale et un appui psychosocial inappropriés et ne sont généralement pas durables. Quand c'est possible, il est important de renforcer les capacités du gouvernement comme de la société civile.

5. Systèmes d'appui intégrés

Les activités et la programmation doivent être intégrées autant que possible. La prolifération des services autonomes, tels que ceux s'occupant uniquement des

survivants d'un viol ou de personnes avec un diagnostic particulier, peut créer un système de prestation de soins fortement fragmenté.

6. Appuis multi-niveaux

Dans les situations d'urgence, les différentes personnes sont touchées de différentes manières et requièrent différents types d'appui. Un moyen avéré d'organiser la santé mentale et l'appui psychosocial consiste à développer un système multi-niveaux d'appuis complémentaires qui réponde aux besoins des différents groupes.

DOCUMENT 14.4 :
Activités pour les enfants après des évènements stressants, par âge

Élèves du Préscolaire	Primaire (niveaux Grande section- CM2)	Secondaire (niveaux 6 ^{ème} - terminale)
Dessiner une image	Dessiner une image	Art, musique, danse
Raconter une histoire	Raconter une histoire	Histoires, essais, poésie, production de vidéos
Coloriages sur les catastrophes et pertes	Livres sur l'amitié, les familles, les animaux, les histoires optimistes et joyeuses	Livres sur l'amitié, l'aventure, la poésie
Poupée, jouets	Créer une pièce de théâtre ou un spectacle de marionnettes sur une catastrophe – Mais si le dénouement est triste <u>ne</u> <u>jamais</u> laisser l'enfant partir sans des discussions plus approfondies et toujours terminer sur une note positive	Créer une pièce de théâtre, un spectacle de marionnettes, ou – si le dénouement est triste <u>ne</u> <u>jamais</u> laisser l'enfant partir sans des discussions plus approfondies et toujours terminer sur une note positive
Jeux collectifs	Créer un jeu sur un plan de reprise après sinistre, la préparation aux catastrophes, les partenariats	Discussions de groupe sur la préparation aux catastrophes, la reconstruction après une catastrophe et les partenariats
Exposés sur la sûreté pendant les catastrophes et la protection de soi	Étude en classe ou projets de services communautaires	Projets scolaires sur la santé ou les sciences naturelles et sociales, projets de services communautaires
Coloriages sur des moments de bonheur en famille	Demander aux enfants de créer une pièce de théâtre ou un spectacle de marionnettes sur les issues positives après une catastrophe – ou simplement « des moments heureux » passés avec les amis et la famille.	Discussions de groupe sur ce qu'ils voudront faire/être lorsqu'ils seront grands

DOCUMENT 14.5:

Concevoir un programme en classe d'aide psychosociale de deux semaines

Basé sur une semaine de 6 jours

Niveau d'âge _____

	Activités	Matériels nécessaires	Heures	Lieux	Personnel enseignant nécessaire
Jour 1					
Jour 2					
Jour 3					
Jour 4					
Jour 5					
Jour 6					
Jour 7					
Jour 8					
Jour 9					
Jour 10					
Jour 11					
Jour 12					

DOCUMENT 14.6:
Actions de préparation et de réponse pour les stratégies d'appui psychosocial

Actions de préparation pour des stratégies d'appui psychosocial

- Faire une cartographie des capacités des membres du secteur/ cluster aux niveau national et local avec leur expertise/ expérience dans les matériels, stratégies et activités d'appui psychosocial
- Adapter, traduire, localiser et stocker ou protéger les matériels de formation des enseignants et les matériels pour la classe sur l'appui psychosocial afin de pouvoir les utiliser dans les zones sujettes aux catastrophes
- Faire un pré-positionnement ou conclure des accords à long terme avec les fournisseurs locaux pour les fournitures récréatives et ludiques qui doivent être utilisées dans les activités d'appui psychosocial
- Identifier les partenaires du secteur, comme les ONG locales et les organisations communautaires, qui peuvent mobiliser et former des animateurs pour des activités structurées en classe, des jeux de groupe, des activités récréatives, etc.
- S'assurer que tous les membres du secteur éducation reçoivent une orientation sur les raisons, les outils et les stratégies de l'appui psychosocial et qu'ils sont en adéquation avec la politique du Ministère de l'éducation
- Être en coordination avec le secteur/ cluster protection pour toutes les actions de préparation

Actions de réponse pour les stratégies d'appui psychosocial

- Sur la base des données d'évaluation préliminaire, déterminer les nombres cibles d'enfants affectés et déterminer le nombre d'animateurs/ enseignants qu'il faudra pour mener les activités d'appui psychosocial en classe
- S'assurer que les agences appropriées s'occupent de la coordination, du recrutement et de la formation des animateurs
- Assurer la distribution et le déploiement des ressources psychosociales nécessaires pour les enseignants et les classes, avec des fournitures et des matériels de jeu et de récréation, dans les écoles et les espaces temporaires d'apprentissage, en coordination avec le Ministère de l'éducation et les partenaires logistiques
- Assurer la coordination des ressources et capacités qui existent dans les communautés pour se baser sur un appui communautaire approprié pour les enfants
- Coordonner la fourniture des services avec les partenaires du secteur/ cluster protection

Choix et formation des enseignants en situation d'urgence

Session
15

Durée
90 minutes

Plan de la session

Contenu	Minutes
1. Mobilisation et formation des enseignants et autres personnels d'éducation	25
2. Politique et pratiques relatives à la certification, à la rémunération et aux mesures incitatives pour les enseignants	20
3. Exercices de mobilisation, de recrutement, de formation des enseignants et de certification/ rémunération	40
4. Réflexion à la préparation	5

Objectifs pédagogiques

Messages clés

1. Identifier les types d'enseignants et de personnel d'éducation nécessaires dans une intervention d'urgence.
2. Identifier la capacité des partenaires de l'éducation à recruter du personnel enseignant et les stratégies pour mobiliser et recruter des effectifs appropriés pour répondre aux besoins sur la base des données de l'évaluation préliminaire.
3. Déterminer les types d'approches à la formation nécessaires au déploiement de personnes non formées en tant qu'enseignants.
4. Élaborer un plan de recrutement, de formation, de déploiement et de suivi du personnel enseignant.
5. Aborder les questions de certification et de rémunération des enseignants.

Dans des situations d'urgence, les enseignants qualifiés sont souvent indisponibles ou, s'ils sont là, ils sont mal préparés et ont besoin d'être appuyés.

La formation des enseignants peut améliorer les enseignants formés et aider les enseignants qui n'étaient pas formés.

La mobilisation et la formation des enseignants nécessitent une étroite collaboration avec les membres de la communauté, les autorités scolaires et autres partenaires.

Il est nécessaire d'aborder les questions de rémunération, de certification et de mesures incitatives pour s'assurer que les enseignants seront motivés pour enseigner dans les situations d'urgence et que les politiques gouvernementales seront de nature à davantage encourager la formation et la certification.

Méthode :

- Présentation, travail de groupes, rapports de groupe/exposition murale.

Ressources / Matériel nécessaires:

- Présentation de diapositives de la Session 15
- Document 15.1 Principales mesures de mobilisation et de formation des enseignants
- Document 15.2: Formation des enseignants
- Document 15.3: Sélection d'instituteurs
- Document 15.4: Exemple de termes de référence pour le facilitateur communautaire bénévole
- Document 15.5: Exemple de code de conduite pour les enseignants
- Document 15.6: Stratégies pour la rémunération, les mesures incitatives et la certification des enseignants
- Document 15.7 : Deux programmes (Zambie et Soudan)
- Document 15.8 : Appui pour les enseignants
- Document 15.9: Actions de préparation et de réponse pour la mobilisation et la formation des enseignants et d'autres personnels d'éducation

CD WCAR :

- Rémunération des enseignants - INEE
- Le Bon Enseignant
- Accroître l'efficacité des enseignants – Unesco
- Petit guide à l'usage de ceux qui souhaitent consulter les enfants - SC
- Mobilisation communautaire - ARC

1. Mobilisation et formation des enseignants et autres personnels d'éducation

25 minutes

1. Demandez aux participants de parler de certaines des **difficultés du recrutement des enseignants** et autres personnels d'éducation à la suite d'une situation d'urgence. Les réponses pourraient inclure les suivantes:
 - Les enseignants eux-mêmes ont été déplacés, blessés ou même tués.
 - Il faut davantage d'enseignants qu'il n'y en a.
 - Les enseignants n'ont reçu aucune formation en matière d'appui psychosocial ou d'autres besoins d'enseignement d'urgence.
 - Les enseignants dans les communautés touchées peuvent être dans l'impossibilité de percevoir leurs salaires.
 - Une politique, l'absence de politiques ou le manque d'argent peut faire qu'il est impossible de payer les enseignants bénévoles.
 - Les enseignants ne bénéficient d'aucune mesure incitative pouvant les encourager à travailler pendant les périodes difficiles.
2. Demandez aux participants ce qu'il faut prendre en compte dans le processus de mobilisation, d'identification et de formation. Passez en revue les diapositives en prenant les mesures suivantes :
 - Estimer le nombre d'enseignants dont on a besoin
 - Travailler avec les autorités scolaires et les partenaires pour s'assurer d'une approche cohérente aux qualifications, aux critères de sélection, à la formation, aux mesures incitatives, à l'appui et au suivi
 - Identifier et mobiliser des personnes qualifiées (ou ayant une expérience de l'enseignement) et d'autres membres de la communauté pour faire office d'enseignants
 - Y compris des enfants les plus âgés/adolescents (le cas échéant)
 - Travailler avec la communauté pour mobiliser des enseignants et des personnes non formées pour l'enseignement
 - En collaboration avec les autorités scolaires, les autres partenaires et les enseignants, élaborer une stratégie de formation des enseignants, avec les programmes scolaires et guides de l'enseignant devant être utilisés
 - Faire participer les autorités scolaires à la formation
 - Travailler à faire valider et homologuer par les autorités scolaires les formations d'enseignants, de façon à les faire assimiler à des formations d'enseignants entreprises au plan national à l'avenir
3. Former les enseignants et superviseurs à la collecte et à la mise à jour des informations sur l'accès des enfants, leur fréquentation scolaire et les progrès éducatifs (Cf. Document 15.1). Former les enseignants à :
 - L'appui psychosocial et à la sensibilité à la question de genre
 - Des blocs de programme supplémentaires et des thèmes d'urgence, s'ils sont utilisés
 - Des matériels d'alphabétisation, de calcul et de compétences de la vie courante
 - L'utilisation des kits scolaires si ils sont utilisés
 - Des méthodes d'enseignement, en particulier les méthodes participatives
 - Des méthodes d'enseignement pour les enfants de maternelle ou pour les adultes (le cas échéant)
4. **Des activités de formation des enseignants** doivent être organisées pour préparer des enseignants non formés à répondre aux exigences de l'enseignement dans un contexte d'urgence. Un leadership et un appui des adultes est très important, surtout aux premiers moments d'une situation d'urgence et ceux qui sont sélectionnés comme enseignants

doivent être mobilisés et préparés à jouer un rôle plus large de leadership et d'appui au sein de la communauté.

Demandez aux participants d'identifier **des stratégies de formation des enseignants** qui pourraient être utilisées dans un contexte d'urgence. Ils ne doivent pas oublier qu'un modèle mixte peut être ce qu'il y a de mieux.

- Formation préalable
- Formation en cours d'emploi
- Apprentissage à distance
- Groupes
- Mentoring

Exercice de mobilisation et de formation des enseignants

Demandez aux participants de réfléchir à la manière dont ils pourraient mettre au point une stratégie de formation des enseignants pour leurs districts du Momaland. Les renvoyer aux documents.

Demandez aux participants d'identifier et d'appliquer les **NM de l'INEE** correspondantes :

 Enseignants et autres personnels de l'éducation

Norme 1 : Recrutement et sélection : *Un nombre suffisant d'enseignants et autres personnels de l'éducation est recruté à travers un processus participatif et transparent, selon des critères de sélection qui prennent en compte la diversité et l'équité.*

 Normes Fondamentales – Participation communautaire

Norme 2 : Ressources : *Les ressources de la communauté sont recensées, mobilisées et utilisées afin de mettre en oeuvre des possibilités d'apprentissage appropriées aux différents âges.*

Demandez aux équipes de districts (si vous les utilisez) de faire l'exercice suivant:

- Identifiez les difficultés qui se posent dans vos districts D1, D2 et D3 pour ce qui est de la disponibilité des enseignants.
- Identifiez les agences ayant la capacité de mobiliser et de former des enseignants
- Combien d'enseignants faut-il recruter en vue de répondre aux besoins des enfants dans vos districts?
- Demandez aux équipes de districts de présenter un bref rapport sur leur plan.

5. Politique et pratiques relatives à la certification, à la rémunération et aux mesures incitatives pour les enseignants

20 minutes

1. Demandez aux participants de réfléchir à certaines des questions relatives à la rémunération, aux mesures incitatives et à la certification des enseignants ayant été soulevées plus tôt au cours de la session. Parmi ces questions figurent:
 - Les enseignants dans les communautés affectées peuvent se trouver dans l'impossibilité de percevoir leurs salaires
 - L'absence de politiques ou le manque d'argent peuvent rendre impossible le paiement des enseignants bénévoles
 - Les enseignants ne bénéficient d'aucune mesure incitative pour travailler pendant les périodes difficiles

2. Faites lire par les participants la courte étude de cas sur les enseignants déplacés en Colombie et les commentaires sur les enseignants et les salaires dans le Document 15.6 : Stratégies pour la rémunération, les mesures incitatives et la certification des enseignants, et renvoyez-les aux *notes d'orientation de l'INEE sur la rémunération des enseignants sur leur CD*.

Montrer la diapositive correspondante. Demandez aux participants de faire des suggestions quant à la manière de surmonter les difficultés de transférer les salaires des enseignants dans les deux cas. Demandez-leur s'ils ont déjà eu à s'attaquer à cette difficulté dans leur propre pays).

3. Mobilisation, recrutement, formation des enseignants, et certification/ rémunération

40 minutes

Exercice de recrutement et de formation des enseignants

Soyez conscients du fait que les enseignants en situations d'urgence sont confrontés à de nouvelles difficultés (programmes scolaires adaptés, environnement d'enseignement différent, faire face à l'impact psychologique sur les enfants).

Quand il n'y a pas d'enseignants qualifiés disponibles, il faut recruter et former des personnes qui ont quelques connaissances des matières à enseigner et celles qui, bien que non qualifiées, ont une expérience de l'enseignement.

Les jeunes ayant quitté l'école secondaire sont un bon exemple. Ce sont de jeunes hommes et femmes espérant retourner à l'école ou à l'université. Ce groupe devrait être encouragé à enseigner. D'abord, cela signifie qu'ils vont garder leur esprit actif et, en enseignant, consolider ce qu'ils savent. Ensuite, il y a une chance pour qu'ils découvrent qu'ils aiment enseigner et qu'ils décident de se faire former pour joindre cette profession. Les enseignants n'ont jamais de bons salaires, mais de nombreuses personnes resteront dans l'enseignement s'ils peuvent voir une échelle éducative devant eux.

Comme dernier exercice, dites aux participants que les équipes de districts se verront confier différentes tâches pour répondre aux besoins dans leurs districts pour les questions de mobilisation, de formation et de rémunération des enseignants. Les équipes auront 30 minutes pour préparer leurs plans.

Mission :

- Groupe 1 : Élaborer une stratégie de mobilisation et de recrutement des enseignants et autres personnels d'éducation
- Groupe 2 : Élaborer un processus d'entretiens et de sélection des enseignants bénévoles
- Groupe 3 : Élaborer une stratégie de formation des enseignants du secondaire en alphabétisation, initiation au calcul et autres programmes d'études d'urgence en D1
- Groupe 4 : Élaborer une stratégie de certification, de mesures incitatives et de salaires pour les enseignants nouvellement recrutés en D2
- Groupe 5 : Élaborer une stratégie de formation pour les instituteurs sur l'utilisation des kits scolaires, des programmes scolaires d'alphabétisation, de calcul et autres programmes d'urgence.

Vérifiez que les participants ont identifié les **Normes minimales correspondantes de l'INEE** avant de commencer leur tâche :

📖 Enseignants et autres personnels de l'éducation

Norme 1 : Recrutement et sélection : *Un nombre suffisant d'enseignants et autres personnels de l'éducation est recruté à travers un processus participatif et transparent, selon des critères de sélection qui prennent en compte la diversité et l'équité.*

📖 Enseignement et apprentissage

Norme 2 : Formation, développement professionnel et appui : *Les enseignants et autres personnels de l'éducation reçoivent une formation périodique pertinente et structurée, adaptée aux besoins et aux circonstances.*

Norme 3 : Enseignement et processus d'apprentissage : *L'enseignement et les processus d'apprentissage sont centrés sur l'apprenant, participatifs et inclusifs.*

📖 Enseignants et autres personnels de l'éducation

Norme 2 : Conditions de travail : *Les enseignants et autres personnels de l'éducation ont des conditions de travail clairement définies et sont rémunérés convenablement.*

Norme 3 : Appui et supervision : *Des mécanismes d'appui et de supervision pour les enseignants et autres personnels de l'éducation fonctionnent efficacement.*

Tâches.

- Utiliser tous les documents pertinents pour aider à l'élaboration des plans
- Revoir les informations sur le district des sessions 6 et 7 et du plan de programmes d'études d'urgence qui a été élaboré dans la Session 13.
- Calculer les effectifs sur la base de données issue de l'évaluation préliminaire rapide de l'éducation.
- Présenter les plans sous forme de graphique ou diagramme sur du papier graphique.
- Être prêt à faire une brève présentation murale.
- Faire une visite de la présentation murale en demandant à un rapporteur de chaque groupe de décrire le plan.

4. Réflexion à la préparation

5 minutes

1. Concluez en demandant aux participants quelles sont les conséquences pour la mobilisation et la formation des enseignants, ainsi que pour les politiques de certification et de paie dans la phase de préparation. Que faudrait-il faire ? Demandez aux participants de consigner les idées sur des cartes de couleurs et les placer sur le mur Préparation, en dessous du signe Mobilisation et formation des enseignants.

DOCUMENT 15.1: Principales mesures de mobilisation et de formation des enseignants

Disponibilité de l'accès

- Estimer le nombre de membres du personnel enseignant requis. Utiliser un ratio de 1 enseignant pour 40 enfants (ou 80 en cas de double horaire)
- Évaluer quels sont les enseignants disponibles dans les zones touchées, les communautés hôtes et les zones de déplacement
- Identifier les manques dans la disponibilité des enseignants/facilitateurs
- Évaluer les besoins pédagogiques dans la zone touchée

Mobiliser les enseignants et bénévoles

- Identifier et mobiliser tous les membres de la communauté qui sont qualifiés ou ont une expérience de l'enseignement, et d'autres membres de la communauté pour faire office d'enseignants/facilitateurs – dont les enfants plus âgés/adolescents (le cas échéant)
- Utiliser les enseignants formés et les mobiliser en tant que « leaders » de groupes d'enseignants para professionnels.
- Travailler avec la communauté pour mobiliser les enseignants et para professionnels
- Mobiliser des enseignants et bénévoles en provenance d'autres zones s'il le faut pour combler les vides
- Travailler avec les ONG locales, les organisations communautaires et les comités d'école pour identifier les enseignants potentiels
- Créer des descriptions de fonctions et des comités de sélection

Concevoir la formation des enseignants

- Avec les autorités scolaires, les autres partenaires et les enseignants, élaborer une stratégie de formation des enseignants, en utilisant un programme scolaire existant et des guides de l'enseignant
- Former les enseignants et superviseurs à la collecte et à la mise à jour d'informations sur l'accès des enfants, la fréquentation scolaire et les progrès éducatifs
- Former les enseignants à :
 - l'utilisation des kits scolaires s'ils sont utilisés
 - l'appui psychosocial et la sensibilisation aux questions de genre
 - les blocs de programmes et les thèmes d'urgence s'ils sont utilisés
 - la documentation en matière d'alphabétisation/d'initiation au calcul et de compétences de la vie courante
 - l'utilisation de matériel pour l'apprentissage accéléré
 - la gestion des grandes classes et des classes à plusieurs niveaux
 - la méthodologie adaptée aux besoins des enfants
 - l'inclusion sociale

Établir des critères de sélection, des mesures incitatives et des processus de certification

- Travailler avec les autorités scolaires et les partenaires pour s'assurer d'une approche cohérente des qualifications, critères de sélection, formation, mesures incitatives, appui et suivi
- Faire du plaidoyer en faveur de la validation et de la certification par les autorités scolaires des formations d'enseignants en vue de leur homologation
- Établir un code de conduite pour les enseignants

<p style="text-align: center;">DOCUMENT 15.2: Formation des enseignants</p>

Formation préalable des enseignants (peut être résidentielle)

- Formation formelle des enseignants par des instituts, écoles normales, etc.
- Peut être une formation en résidence.
- Utilise des cours en présence, des activités.
- Généralement sur des longues périodes de temps.
- Débouche généralement sur la certification des enseignants.
- Dépend de l'existence d'instituts et de systèmes qui fonctionnent.

Formation en cours d'emploi

- Les enseignants sont formés pendant quelques jours, ou les week-ends, après les cours à l'école et/ou pendant les vacances.
- Les formateurs assurent le suivi avec les enseignants pendant qu'ils enseignent.
- Processus répété pour une « série » d'ateliers ou de formation en présence.
- Plus efficace s'il y a de bons enseignants qualifiés qui peuvent faire office de formateurs et soutenir les « nouveaux » enseignants dans leurs écoles.

FORMATION DES ENSEIGNANTS ET EDUCATION DES ENSEIGNANTS – LA DIFFERENCE

Les enseignants doivent être formés. Ils peuvent être formés avant de commencer à travailler (formation préalable) ou pendant qu'ils travaillent (formation en cours d'emploi).

Les enseignants qui connaissent déjà (ou sont censés connaître) la matière reçoivent un cours de *formation des enseignants*, qui est généralement relativement court, rarement plus d'un an. Un cours de formation des enseignants comprendra des stages pratiques d'enseignement devant une vraie classe dans une vraie école. Pendant les cours de formation des enseignants, l'enseignant en formation peut passer jusqu'à la moitié de son temps comme enseignant dans la classe.

Les enseignants qui ont aussi besoin d'une formation complémentaire sur la matière qu'ils enseignent doivent avoir des *cours d'éducation des enseignants*. Ces cours, qui sont forcément plus longs, peuvent être arrangés pour que l'enseignant obtienne l'équivalent d'une certification académique en plus du certificat d'enseignement.

DIVERSES MÉTHODES

Ateliers en présence

- Permettent une interaction directe entre l'enseignant et le formateur.
- Peuvent être utilisés de plusieurs manières, dont la formation préalable à long terme, le contact régulier plus court pour la formation en cours d'emploi, les ateliers occasionnels ou irréguliers.

Enseignement à distance

- Souvent combiné avec des ateliers en présence, où les « nouveaux » enseignants reçoivent une formation et ont ensuite des modules ou exercices à faire lorsqu'ils retournent enseigner dans leurs écoles.
- Formation régulière continue des enseignants titulaires ou des nouveaux enseignants pour renforcer leurs compétences et/ou leur donner une formation de base sur une période de temps.

Groupes de concertation

- Les écoles ou espaces d'apprentissage sont divisés en « groupes sectoriels de formation » où un enseignant formé ou expérimenté encadre les nouveaux enseignants dans le groupe.
- Des formations de courte durée peuvent également être dispensées par le formateur les week-ends, après l'école, etc.

Encadrement

- Peut être utilisé comme approche en face à face dans différentes écoles par laquelle les enseignants formés de l'école travaillent directement avec leurs collègues non formés dans la même école.
- Généralement sur une base quotidienne ou hebdomadaire.

Modèle en cascade

- Dans ce modèle, des professionnels forment une bonne équipe de facilitateurs qui forment ensuite le niveau inférieur, qui forme ensuite un niveau encore inférieur. Il peut même encore y avoir un autre niveau en dessous.
- Le modèle en cascade fait bien sur le papier, mais il n'est pas approprié pour une formation complexe. Généralement, beaucoup du contenu est perdu à chaque niveau et comme il n'y a habituellement que peu de supervision, il peut être inutile. La dilution est énorme.

Formation par vidéo/ formation par les pairs

Filmer simplement en vidéo plusieurs enseignants – bons ou mauvais – pendant leur travail puis leur montrer le résultat à eux et à d'autres enseignants ou personnes en formation, lors d'une session détendue mais critique, peut être très efficace pour améliorer la formation. On remarque les manies. On peut discuter des techniques (« Est-ce que John devait attendre aussi longtemps avant de dire à la fille qu'elle avait la bonne réponse ? »). On peut évaluer les différentes techniques.

La vidéo est utile parce que les enseignants non formés, surtout ceux qui peuvent avoir reçu eux-mêmes un enseignement de mauvaise qualité, risquent de ne pas vraiment savoir à quoi ressemble un bon cours. La vidéo peut aussi standardiser les cours donnés dans une zone importante ou dans le temps.

L'enseignement par les pairs, qui peut parfois se combiner avec le micro enseignement (l'enseignement de petits sujets pendant des cours de courte durée) peut être un outil utile, surtout s'il est combiné avec un travail de vidéo.

DOCUMENT 15.3 :
Sélection d'instituteurs

Cette liste de vérification générale peut être adaptée à la situation locale lors des entretiens pour embaucher des enseignants. La note est sur 25.

FAIRE DES ENTRETIENS POUR DES INSTITUTEURS

Note : Dans une communauté où les gens se sont enfuis ensemble, il ne sera pas vraiment nécessaire de voir les certificats. Sinon, il n'est normalement pas difficile pour une personne qui connaît le système d'éducation d'établir jusqu'à quel niveau la personne est réellement allée.

QUALIFICATION ACADÉMIQUE (CINQ POINTS)

A quitté l'école primaire / CM2	0 points
Secondaire incomplet	1 point
3 ^e (Niveau brevet)	2 points
Terminale (Niveau bac)	3 points
Diplôme dans une matière autre que l'enseignement	4 points
Diplôme d'enseignement	5 points

QUALIFICATION D'ENSEIGNEMENT (CINQ POINTS)

Aucune	0 points
Cours brefs/ formation d'urgence	1 point
Qualification pour enseigner en secondaire	2 points
Qualification pour enseigner en primaire	4 points
Qualification supplémentaire en plus de 2 et 4	5 points

EXPÉRIENCE D'ENSEIGNEMENT

Enseignement dans n'importe quelle classe, primaire ou secondaire, pas ne nombre d'années depuis la qualification ; les conférences ne comptent pas !

Aucune	0 points
1 an ou moins	1 point
2 ans	2 points
4 ans	3 points
5 ans ou plus	4 points

Une expérience améliorée, comme 3 ans d'enseignement avec une expérience supplémentaire (examens, inspection, formation) – 5 points

ENTRETIEN (DIX POINTS)

Niveau de langue utilisée)	0	1	2 (dans la langue qui sera utilisée)
Voix, présence	0	1	2
Motivation	0	1	2
Dynamisme, énergie	0	1	2
Impression générale	0	1	2

DOCUMENT 15.4 :
Exemple de termes de référence pour le facilitateur communautaire bénévole
(Extrait de l'IRC)

Note : Il y a de nombreux termes pour les enseignants bénévoles. C'est un terme utilisé par l'IRC.

Responsabilités

- Faciliter les activités pour enfants dans « l'espace ami des enfants » qui répondent aux besoins psychosociaux immédiats des enfants déplacés
- Offrir des opportunités continues d'apprentissage cognitif essentielles à une saine croissance de l'enfant
- Protéger les enfants contre les risques comme la violence et l'exploitation potentielle en 1) fournissant d'importants messages pouvant sauver des vies, 2) fournissant un forum sûr où les enfants peuvent se rassembler et être observés pour assurer leur santé physique et psychologique
- Faire du plaidoyer auprès de la communauté sur des questions liées à la protection et aux soins pour les enfants
- Faciliter quotidiennement les activités sportives et récréatives pour les enfants qui sont dans l'espace ami des enfants
- Encourager le leadership chez les jeunes et mettre en place des clubs et des activités qui habilite davantage les enfants et les jeunes
- Encourager la participation des enfants à toutes les activités liées aux programmes
- Faire participer les enfants à des activités psychosociales comme le dessin, la chanson, la lecture, des groupes de jeunes d'appui par les pairs, etc.
- Assurer le suivi d'une éventuelle alimentation complémentaire fournie au sein de l'espace ami des enfants
- Assurer le suivi de la fréquentation scolaire, des questions de santé liées aux enfants, des besoins actuels et de toutes les questions connexes

Qualifications

- Études supérieures souhaitées
- Expérience dans des agences non gouvernementales souhaitable
- Volonté de participer à des formations sur les questions psychosociales, la protection des enfants, et des approches didactiques centrées sur l'enfant
- Expérience dans l'enseignement et la facilitation souhaitée
- Avoir travaillé auparavant avec les enfants serait un avantage
- Volonté de respecter le code de conduite et les lois/codes internationaux liés aux droits des enfants
- Engagement à mettre en œuvre des programmes qui associent les enfants et les jeunes à tous les niveaux de mise en œuvre
- Flexibilité doublée d'une aptitude au travail d'équipe
- Aptitudes en langues locales indispensables.

DOCUMENT 15.5:
Exemple du code de conduite des enseignants
(Extrait de l'INEE)

En toute circonstance, l'enseignant :

- se comporte de manière honorable et digne de sa profession
- s'abstient de divulguer les confidences qu'il aurait reçues d'un élève sous le sceau du secret
- protège les élèves de toute situation de nature à gêner leur apprentissage ou à nuire à leur santé et à leur sécurité
- n'utilise pas de sa position pour en tirer quel que profit que ce soit
- n'exerce aucun harcèlement sexuel à l'égard d'un élève et n'a aucune relation à caractère sexuel avec un élève
- est un modèle d'honnêteté et de bienveillance.

Dans la salle de classe, l'enseignant :

- favorise une situation d'apprentissage positif et sans risque
- prodigue un enseignement respectueux de la dignité et des droits de tous les élèves
- promeut chez les élèves le respect de soi, la confiance en soi et la valorisation individuelle
- incite les élèves à se dépasser et les aide à développer tout leur potentiel
- encourage les élèves à devenir des apprenants actifs, responsables et efficaces
- crée un climat de confiance.

Dans sa vie professionnelle, l'enseignant :

- possède des compétences de base dans le domaine pédagogique et dans la matière qu'il enseigne
- montre (par son enseignement) qu'il comprend la façon dont les enfants apprennent
- arrive en classe à l'heure et en ayant préparé son cours
- s'abstient de toute activité susceptible de nuire à la qualité de son enseignement
- tire parti de toutes les possibilités de développement professionnel et applique des méthodes d'enseignement modernes et reconnues
- enseigne les principes de bonne citoyenneté, de paix et de responsabilité sociale
- rend compte avec loyauté des performances et des résultats aux examens des élèves.

Vis-à-vis de la communauté, l'enseignant :

- encourage les parents à soutenir l'apprentissage de leurs enfants et à y participer
- reconnaît l'importance d'une implication des familles et de la communauté dans l'école
- défend et favorise une image positive de l'école.

DOCUMENT 15.6:
Stratégies pour la rémunération, les mesures incitatives et la certification des enseignants
(Extrait de IIEP)

Stratégies:

1. Conduire, coordonner et faciliter une étude sur la rémunération des enseignants et les conditions de travail chez les populations touchées par une situation d'urgence, préparer un budget pour les salaires des enseignants du public et mettre au point une politique sur la rémunération par d'autres prestataires de services éducatifs.
2. Mettre au point un plan d'engagement des enseignants et personnel d'éducation, avec les besoins en crédit budgétaire.
3. Réfléchir aux formes non monétaires d'appui pouvant être fournies pour accroître la motivation des enseignants, en plus des salaires/paiements d'argent
4. Réfléchir à des initiatives propres à encourager l'appui communautaire aux enseignants
5. Réviser les systèmes de contrôle financier liés au paiement des enseignants
6. Dans les situations où des enseignants ou personnes instruites ont fui la persécution, s'assurer que les listes que vous établissez ne peuvent être utilisées comme moyen pour identifier et cibler des personnes
7. Dans des situations de déplacements, envisager la mise au point de systèmes flexibles pour redéployer les enseignants du public au sein du système gouvernemental et transférer les salaires des enseignants vers les districts vers lesquels ils se déplacent.
8. Les barèmes d'indemnisation du gouvernement doivent être partagés avec les représentants de l'ONU et des ONG pour harmoniser les échelles salariales.
9. Travailler à la validation et à l'homologation par les autorités scolaires des formations d'enseignants en vue de l'homologation future des enseignants non certifiés.

Etude de cas : Colombie

Les salaires des enseignants en Colombie sont alloués à la province d'origine des enseignants.

En conséquence, une des difficultés auxquelles sont confrontés les enseignants déplacés à l'intérieur de leur propre pays est qu'ils mettent beaucoup de temps à faire transférer leurs salaires dans une zone temporaire, même s'il y a un besoin d'enseignants dans ces zones.

DOCUMENT 15.7 :
Etude de cas : Deux programmes (Zambie et Soudan)

PROGRAMME SPARK (ZAMBIE) : ENSEIGNANTS FORMÉS, PROGRAMME SCOLAIRE ACCÉLÉRÉ

Tragiquement, dans certains pays, le corps enseignant est gravement réduit par le Sida, ce qui est un bon exemple de situation d'urgence à démarrage lent.

Le programme Spark, en Zambie a pris des jeunes qui avaient quitté l'école secondaire et les a formés comme enseignants d'urgence dans les écoles communautaires. La formation était centrée sur le travail d'équipe et ils (de jeunes hommes et de jeunes femmes) se sont enthousiasmés et on travaillé très dur, inventant même de nouvelles techniques. Nombre d'entre eux sont restés enseignants.

Pourquoi avait-on besoin d'eux ? Quelle était l'urgence ? En Zambie, à la fin des années quatre vingt dix, un nouveau problème est apparu. L'épidémie de Sida ne tuait pas seulement des parents mais aussi des enseignants actifs. Les enseignants mouraient plus vite que les nouveaux ne pouvaient être formés.

En même temps, la nécessité de s'occuper d'un grand nombre d'enfants venant de familles touchées par le Sida, orphelin ou simplement appauvris, qui étaient devenus les plus pauvres des pauvres et ne pouvaient pas se permettre de rester 9 ans dans le système scolaire public (bien qu'il ne soit pas particulièrement coûteux) signifiait qu'il fallait trouver de nouvelles solutions. Des solutions qui pouvaient leur donner rapidement une formation de base et leur permettre de revenir dans le système formel si les choses s'amélioraient.

L'Église catholique a mis en place des « écoles communautaires » dans des églises, dans des salles (et même une fois, dans une boîte de nuit à Lusaka) qui acceptaient tous les enfants et n'avaient que des ressources minimales.

Un programme a été conçu pour former des jeunes ayant quitté l'école secondaire pour en faire des enseignants d'urgence pour ces écoles. Ces enseignants étaient payés très peu, mais avec une combinaison de bonne volonté et de manque d'autre emploi, ils se sont avérés très enthousiastes et novateurs.

Un élément supplémentaire était la création d'un nouveau système de travail dans le primaire, qui permettait de terminer l'école primaire en quatre ans. Les enseignants ont été formés à ce système et ont beaucoup contribué à son évolution. Dès le début, le système de travail et la formation étaient basés sur des enquêtes auprès de parents, de tuteurs et d'élèves sur ce qu'ils trouvaient important d'apprendre. Par exemple, des parents qui n'étaient pas allés à l'école voulaient, presque plus que tout, que leurs enfants soient capables de communiquer avec le gouvernement, on a donc insisté sur la rédaction de lettres en anglais. En apprenant des leçons de l'École en boîte, la formation d'urgence a finalement été reliée à la distribution de kits scolaires pour les écoles communautaires et l'ensemble a été appelé Zedukit.

COURS D'AIDE AUX ENSEIGNANTS (SOUDAN)

À Khartoum, l'Unité d'apprentissage ouvert du Soudan fournissait des cours d'autopromotion pour les enseignants dans les camps de déplacés. Dans ce « Cours d'aide aux enseignants », les éléments de base dont a besoin un enseignant étaient divisés en quarante courts modules (de 8 ou 10 pages) à étudier seul, avec des sujets comme « Comment commencer et terminer un cours » et « Comprendre le niveau d'un apprenant. » Ces modules peuvent être étudiés par un seul enseignant mais il est recommandé de les étudier en groupes, une fois par semaine. Quand c'est possible, un enseignant formé doit participer au groupe.

Les modules peuvent être utilisés dans le désordre et ils peuvent être étudiés individuellement.

DOCUMENT 15.8 :
Etude de cas : Appui pour les enseignants

Nous ne devons pas oublier que la meilleure façon d'appuyer efficacement l'éducation est d'appuyer les enseignants. Dans une école du Sud Soudan, le gestionnaire ne pouvait pas se permettre d'augmenter les salaires versés par le gouvernement, mais grâce à des frais de scolarité très peu élevés, il a permis que chaque enseignant ait son propre bureau et une chaise dans la salle des professeurs, ait suffisamment de livres, de stylos et d'équipement, ait des lampes (et plus tard, une bicyclette).

L'emploi du temps a été refait pour donner une journée libre (nécessaire pour faire le « suivi » de tant de choses bureaucratiques) et enfin, il y avait un système simple de prêts et d'assurance basé sur de petites déductions obligatoires du salaire, bien que ceux-ci aient été très bas.

Le résultat était une grande loyauté des enseignants et une forte amélioration de leur efficacité.

DOCUMENT 15.9:

Actions de préparation et de réponse pour la mobilisation et la formation des enseignants et autres personnels d'éducation

Actions de préparation pour la mobilisation et la formation des enseignants et autres personnels d'éducation

- Faire une cartographie des capacités du secteur/ cluster aux niveaux national et local à recruter et mobiliser du personnel enseignant, comme en préparant une base de données des enseignants retraités, des facilitateurs des ONG locales, etc.
- Identifier, trouver, adapter et traduire des matériels de formation des enseignants et les protéger/ prépositionner pour qu'ils puissent être utilisés dans les zones sujettes aux urgences
- Avant la situation d'urgence, faire un plaidoyer pour des politiques sur la validation et la certification de personnel enseignant pour l'éducation en situations d'urgence, y compris pour les enseignants issus des populations réfugiées
- Préparer à l'avance des descriptions de postes et des codes de conduite avec le Ministère de l'éducation
- Trouver des options de types de formations pour les enseignants et les inclure dans les plans d'urgence
- Inclure la préparation et les interventions d'éducation en situations d'urgence dans la formation préalable et continue des enseignants, en collaboration avec les bureaux concernés du Ministère de l'éducation

Actions de réponse pour la mobilisation et la formation des enseignants et autres personnels d'éducation

- Estimer le nombre de personnel d'éducation nécessaire d'après les données de l'évaluation préliminaire des besoins
- Trouver en cas de besoin un financement pour que les ONG et autres partenaires de mise en œuvre puissent former des enseignants expérimentés ainsi que des assistants et des animateurs avec le Ministère de l'éducation
- Aider le Ministère de l'éducation à créer des descriptions de postes et des comités de sélection pour pouvoir recruter et déployer rapidement des enseignants supplémentaires
- Concevoir avec le Ministère de l'éducation et en collaboration avec la communauté affectée, une stratégie de formation comprenant le programme scolaire et les guides pour l'enseignant qui seront utilisés. Envisager une formation en cascade s'il est urgent de former de grands nombres de personnes sur un bref laps de temps
- Former les enseignants et les superviseurs à collecter et à mettre à jour les informations sur l'accès, la fréquentation scolaire et les progrès éducatifs de tous les enfants
- Avec les responsables de secteur/ cluster aux niveaux national et local, mobiliser des enseignants formés pour qu'ils soient à la tête de groupes d'enseignants assistants ou d'animateurs et d'enfants plus âgés qui pourront aider à animer des activités pour des enfants plus jeunes
- Former les enseignants et le personnel éducatif à l'utilisation de kits d'éducation, si on en utilise, à l'appui psychosocial et à la sensibilité à la question du genre, aux matériels sur les thèmes d'urgence, si on en utilise, aux matériels d'alphabétisation, de calcul et de compétences de la vie courante, aux matériels d'apprentissage accéléré, à la gestion de grandes classes et de classes à plusieurs niveaux, à une méthodologie adaptée aux enfants, à la sensibilité aux questions de genre et à l'inclusion sociale
- S'assurer qu'il existe des codes de conduite et des mécanismes de rémunération pour les enseignants
- S'assurer que la formation reçue par les personnels d'éducation durant la situation d'urgence est reconnue et qu'il y a des procédures en place pour mener à leur certification à l'avenir

Espaces temporaires d'apprentissage

Session
16

Durée
110 minutes

Plan de la session

Contenu	Minutes
1. Présentation de diapositives de la Session 16 et introduction aux espaces temporaires d'apprentissage	40
2. Planification et conception d'espaces temporaires d'apprentissage	45
3. Présentation murale et discussion plénière	20
4. Réflexion à la préparation	5
Objectifs pédagogiques	Messages clés
<ol style="list-style-type: none"> 1. Préciser le but et les avantages des espaces temporaires d'apprentissage dans la satisfaction des besoins des enfants et des communautés dans un contexte d'urgence. 2. Appliquer les principes régissant les espaces amis des enfants dans la formulation d'un espace temporaire d'apprentissage, comme les mécanismes de participation communautaire dans la conception et l'emplacement des sites. 3. Identifier les besoins en ressources humaines et matérielles des espaces temporaires d'apprentissage comme les fournitures scolaires et les aménagements matériels. 4. Concevoir un espace temporaire d'apprentissage, avec les aménagements adaptés, l'emplacement, le lieu, les groupes d'âge (les besoins du DPE jusqu'aux adolescents et aux jeunes). 5. Aborder la question des besoins des espaces temporaires d'apprentissage sous l'angle de la sécurité, de la protection, de l'eau et de l'assainissement. 	<p>Les évaluations préliminaires doivent fournir des informations sur où, quand et comment mettre en place des espaces temporaires d'apprentissage. Il faut suivre les principes directeurs dans leur mise en place, entretien et appui.</p> <p>Les espaces temporaires d'apprentissage sont souvent mis en place en recourant aux ressources et à la main d'œuvres locales avec une participation communautaire. D'autres alternatives doivent être explorées lorsque les ressources locales ne sont pas disponibles ou ne se prêtent pas au contexte.</p> <p>Les espaces temporaires d'apprentissage doivent répondre aux besoins du développement de la petite enfance (DPE) jusqu'à l'adolescence et intégrer des plans adaptés aux enfants dans les aménagements, ressources et activités.</p> <p>Les espaces temporaires d'apprentissage consistent généralement en des aménagements à court terme portant essentiellement sur le bien-être des enfants, dans ses aspects psychosocial, émotionnel, sécuritaire, sanitaire, hygiénique, éducatif et protecteur juste après une urgence et jusqu'à ce que les écoles d'origine soient réhabilitées ou que de nouvelles structures à long terme soient établies.</p> <p>La planification des espaces temporaires d'apprentissage doit être un processus intégré et collaboratif comprenant les autorités scolaires, la communauté, les enfants et les jeunes, et les autres secteurs dont l'eau et l'assainissement, la protection, la santé, les abris et la nutrition.</p>

Méthode:

- Présentation de diapositives, travail de groupes dont la conception et le dessin, présentation murale.

Matériel nécessaire :

- Présentation des diapositives de la Session 16
- Listes de fournitures scolaires d'urgence, dont les kits scolaires et les kits DPE.
- Document 16.1 : Comment installer un espace ami des enfants
- Document 16.2 : Planification des espaces temporaires d'apprentissage
- Document 16.3 : Actions de préparation et de réponse pour les espaces temporaires d'apprentissage
- Cartes de rôles pour les représentants des secteurs eau, assainissement et hygiène (WASH) et protection de l'enfance
- Données sur les enfants affectés de la communauté hôte et déplacés : Évaluation préliminaire rapide de l'éducation – 3 semaines après le début de l'urgence (de la Session 8).

Préparation à cette session:

- Assurez-vous de la disponibilité de 5-7 tableaux de papier et d'autres fournitures.
- Demandez à des collègues de l'eau et de l'assainissement et de la protection de l'enfance de participer à la session ou donnez les rôles de ces représentants à 2 des participants

CD WCAR :

- Écoles Amies des Enfants - Manuel Unicef
- Chapitre 2 - Projet Sphère
- Chapitre 4 - Projet Sphère
- Guide pratique pour la mise en place d'Espaces amis des enfants - UNICEF
- Espaces amies des enfants – Save the Children

1. Présentation de diapositives de la Session 16 et introduction aux espaces temporaires d'apprentissage (ETA)

40 minutes

1. Dites aux participants qu'ils vont maintenant s'atteler à la planification, à la conception et à la mise en œuvre des espaces temporaires d'apprentissage pour faire face à la situation d'urgence qui prévaut au Momaland. Montrez les diapositives sur les écoles et salles de classe détruites en faisant ressortir les impacts de l'urgence sur les enfants, les communautés et les systèmes scolaires. Demandez aux participants de rappeler l'impact pendant qu'ils visionnent les diapositives.
2. Expliquez que la présente session va essentiellement porter sur les espaces temporaires d'apprentissage qui sont devenus une étape importante dans les toutes premières interventions d'éducation en situations d'urgence. Demandez aux participants combien d'entre eux ont déjà une expérience de la mise en place d'espaces temporaires d'apprentissage. Prenez des réponses courtes.
3. Montrez les diapositives des différents types d'espaces temporaires d'apprentissage. Demandez aux participants:
Quel est le but des espaces temporaires d'apprentissage ?
4. Prenez des réponses puis montrez la diapositive avant de faire le point:

Les espaces temporaires d'apprentissage:

- portent essentiellement sur des activités structurées permettant de continuer l'apprentissage et le développement,
 - offrent un environnement sûr, sécurisé et supervisé généralement pour les enfants d'âge préscolaire et primaire,
 - constituent un point d'entrée aux autres services de base, notamment la santé, l'hygiène, l'eau et l'assainissement, la protection et l'appui psychosocial,
 - peuvent minimiser les perturbations à la scolarisation régulière et formelle dans un contexte d'urgence,
 - favorisent le retour à la normale,
 - consolident la création de réseaux entre les enseignants et les communautés touchées, y compris les autres écoles.
5. Montrez la série de diapositives avec différents sites et structures sélectionnés pour abriter des espaces temporaires d'apprentissage. Rappelez aux participants que l'inondation a amené un déplacement vers l'intérieur du pays de personnes qui ont fui pour se réfugier dans les zones plus élevées. Quels critères utiliseraient-ils pour identifier des sites pouvant servir d'espaces temporaires d'apprentissage, considérant les spécificités de la situation d'urgence au Momaland. Prenez quelques réponses, puis montrez la diapositive avec les critères suivants:

Critères de sélection des sites

- une zone sûre, sécurisée,
- débarrassée des objets dangereux comme les munitions non explosées (UXO), les objets et verres tranchants,
- ombre et protection contre le vent, la pluie et la poussière, le bruit et l'agitation
- loin des principales artères et des points de distribution, des eaux stagnantes ou des sites pollués d'évacuation des eaux,
- proche de la majorité des enfants, surtout des filles/ des handicapés, etc.,
- des espaces de stockage pour les fournitures scolaires, les denrées alimentaires (si on utilise un programme d'alimentation scolaire), etc.,
- accès aux services d'assainissement et d'eau potable,

- utilisation des matériaux locaux ou des matériaux pouvant être récupérés des bâtiments endommagés,
 - les contraintes climatiques et géographiques (en ce qui concerne la logistique de la reconstruction),
 - un lieu accepté en consultation avec la communauté locale.
6. Les normes Sphère indiquent des principes directeurs qui apportent un appui aux espaces communautaires et doivent être pris en compte dans la conception et la mise en place d'ETA qui soient également adaptés aux besoins des enfants et qui les protègent.

Demandez aux participants s'ils connaissent certains de ces principes directeurs. Montrez la diapositive avec les normes Sphère ayant rapport aux espaces temporaires d'apprentissage et renvoyez les participants au Document 16.1: Comment mettre en place un espace temporaire d'apprentissage pour trouver cette liste :

Les normes Sphère pour l'eau et l'assainissement – Quelques points essentiels :

1. Accès à l'eau potable
 2. Accès à l'eau pour se laver les mains après défécation et avant de manger ou de préparer le repas.
 3. Le drainage des points d'eau est bien planifié, construit et entretenu.
 4. Séparer les latrines pour filles et pour garçons et les mettre dans un emplacement tel que les risques pour les utilisateurs sont réduits au minimum et une certaine discrétion assurée.
 5. S'agissant des écoles, il faut 1 latrine pour 30 filles et 1 latrine pour 60 garçons (dont les urinoirs).
 6. Les toilettes ne se situent pas à plus de 50 mètres des habitations et, quand c'est possible, il est prévu 1 toilette pour 20 personnes, quoique dans une situation d'urgence on puisse utiliser au départ une toilette pour 50 personnes.
 7. Les latrines à fosse se situent au moins à 30 mètres de toute source d'eau souterraine utilisée et doivent être construites en aval de toute source d'alimentation en eau.
 8. Dans les zones impaludées, la lutte contre le moustique est entreprise par le moyen d'un bon drainage, d'une couverture des latrines à fosse et des puits à ciel ouvert, etc.
 9. Accès à l'évacuation des déchets solides, c'est-à-dire des réservoirs à résidus ou des décharges clairement marquées et clôturées, etc.
 10. Les abris, les chemins et les réseaux pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement ne sont pas inondés.
7. Comme dans les salles de classe des écoles, les espaces temporaires d'apprentissage doivent observer les principes régissant les salles de classe amies des enfants. Demandez aux participants de quels principes il s'agit. Prenez des réponses et puis faites le point sur les principes ci-dessous et sur la diapositive qui les accompagne :

Les principes des espaces temporaires d'apprentissage

1. Ils ouvrent l'accès aux services de base globaux et intégrés qui aident à assurer le droit des enfants à la survie, au développement, à la participation et à la protection.
2. Ils portent essentiellement sur le bien-être global des enfants, notamment leur éducation, santé, protection et bien-être social et émotionnel.
3. Ils créent un réseau et exploitent la capacité locale à promouvoir le bien-être psychosocial.
4. Ils visent à promouvoir un environnement sain essentiellement tourné vers la famille et à base communautaire.

5. Ils offrent des programmes ciblés pour les enfants d'âge préscolaire et primaire, pour les jeunes et pour les parents.
8. Montrez la diapositive avec le diagramme de l'exemple d'espace temporaire d'apprentissage en Turquie après le tremblement de terre. Demandez aux participants :
 - *Quelles structures y a-t-il ?*
 - *Qu'est-ce qui, dans cette conception, permet de protéger et d'appuyer les enfants et les femmes ?*
 - *Quels services sont compris ?*
 - *Qu'est-ce qui manque ? (latrines)*

2. Planification et conception des espaces temporaires d'apprentissage

45 minutes

Exercice de planification et de conception d'espaces temporaires d'apprentissage

1. Dites aux participants qu'ils vont maintenant se pencher sur la planification et la conception d'espaces temporaires d'apprentissage pour les personnes déplacées suite à l'inondation du Momaland ou une autre situation d'urgence locale qu'ils connaissent.
2. Demandez à 2 participants de jouer le rôle des représentants des secteurs /clusters WASH et protection de l'enfance (si l'on n'a pas invité de vrais experts) et donnez-leur leurs cartes de rôles. Dites aux participants que ces représentants vont passer dans les groupes pour les aider dans la planification intersectorielle de l'ETA.
3. Ils vont travailler dans leurs équipes de district et ne seront responsables que de la planification et de la conception de l'ETA **pour leur district**.
4. La moitié des groupes (ou la moitié des membres de chaque équipe) devra s'occuper de la tâche 1 : Planification, et la deuxième moitié aura la tâche 2 : Conception
 - 1) **Planification** : Sur la base des données qui ont été collectées lors de l'évaluation préliminaire rapide de l'éducation au bout de 3 semaines, ils doivent établir un plan incluant:
 - Les lieux où le besoin d'un ETA se fait sentir.
 - Le nombre d'espaces nécessaires.
 - Le type de structures à établir.
 - Les besoins en matière de fournitures.
 - Les partenaires, leurs rôles et capacités pour la planification et l'installation des ETA.
 - Les coûts estimatifs.
 - La participation communautaire.

Rappelez aux participants de prendre en charge non seulement les besoins des enfants déplacés, mais aussi ceux des *enfants de la communauté hôte* qui sont dans l'impossibilité de fréquenter l'école en raison de l'occupation par les déplacés des écoles primaires dans chaque district.
 - 2) **Conception** d'un espace temporaire d'apprentissage doublé d'une illustration grand format, à afficher sur le mur, qui montre:
 - La structure, sa taille et ses limites.
 - Les matériaux de construction.
 - Les activités qui sont programmées et le lieu de leur déroulement, non seulement les activités éducatives mais aussi d'autres activités dans d'autres secteurs et peut-être d'autres agences.
 - Une conception et des principes adaptés aux besoins des enfants.

- Combien d'enfants sont couverts.
- Les matériels et fournitures utilisés
- D'autres infrastructures dont l'eau et l'assainissement.
- Les personnels d'éducation et autres requis pour la mise en œuvre de l'espace temporaire d'apprentissage.
- L'implication communautaire, notamment celle des organisations, des enfants, etc.

Après la conception, le plan sera donné à un architecte professionnel

5. Les participants peuvent utiliser les documents pour les aider dans leur planification.
 - Document 16.1: Comment installer un espace ami des enfants
 - Document 16.2 : Planification des espaces temporaires d'apprentissage
6. Demandez aux participants d'identifier et **d'appliquer les NM de l'INEE** correspondantes :

 Normes Fondamentales – Participation communautaire

Norme 1: Participation : *Les membres de la communauté participent activement, de façon transparente et sans discrimination à l'analyse, la planification, la conception, la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des interventions éducatives.*

 Accès et environnement d'apprentissage

Norme 2 : Protection et bien-être : *Les environnements d'apprentissage sont sans danger et sûrs et contribuent à la protection et au bien-être psychosocial des apprenants, des enseignants et autres personnels de l'éducation.*

7. Donnez-leur 30 minutes pour achever leur planification. Vérifiez que les représentants des secteurs WASH et Protection circulent parmi les groupes et jouent le rôle qui leur a été assigné sur leurs cartes de rôles.

3. Présentation murale et discussion plénière

20 minutes

Demandez aux participants de visiter la présentation murale et donnez-leur 10 minutes pour regarder le travail des autres groupes.

En plénière, soulevez des questions supplémentaires:

- *Pouvez-vous utiliser les bâtiments existants (autres que les écoles) ou d'autres abris et matériels disponibles ? Avez-vous pu utiliser ces derniers ou certains de ces matériels ?*
- *Comment avez-vous abordé les besoins spécifiques des filles et autres groupes marginalisés dans votre planification ?*
- *Quel a été le degré d'efficacité de la coordination avec les représentants du secteur WASH et Protection de l'Enfance ? Y a-t-il eu résistance de la part du représentant WASH pour la satisfaction des besoins du secteur éducatif ?*
- *La planification intersectorielle avec la Protection de l'Enfance a-t-elle rendu l'intervention plus efficace. Dites pourquoi ?*
- *Quels enfants/membres de la communauté sont les plus susceptibles de ne pas effectivement bénéficier de la mise en place des ETA ?*
- *Qu'est-ce qui pourrait accroître votre efficacité ?*
- *Aurez-vous besoin de former des gens – qui et dans quels domaines ?*
- *Quelles sont les difficultés auxquelles vous serez confrontés dans l'effort d'adaptation des ETA aux besoins des enfants ? Par exemple, les insuffisances dans l'information et/ou la coordination avec les partenaires ?*
 - *Comment pourriez-vous surmonter certaines de ces difficultés ?*

- *Si les fournitures n'arrivent pas immédiatement ou sont retardées, quelles solutions de rechange envisagez-vous?*

3. Réflexion sur la préparation

5 minutes

1. Concluez en demandant aux participants quelles sont les implications pour la planification des espaces temporaires d'apprentissage AVANT UNE URGENCE. Qu'est-ce qu'il serait nécessaire de faire à l'avance pour que des espaces d'apprentissage puissent être établis rapidement en cas d'urgence ?
2. Demandez aux participants de consigner les idées sur des cartes de couleurs et les mettre sur le mur Préparation en dessous du signe Espaces temporaires d'apprentissage.

DOCUMENT 16.1:
Comment mettre en place un espace temporaire d'apprentissage

Coordination	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Coordonner avec les autorités scolaires locales, d'autres partenaires de l'éducation et les secteurs WASH et Protection de l'Enfance (et si nécessaire, les secteurs de la gestion des camps et du logement) ▪ Le cas échéant, rencontrer la communauté, les parents et leaders pour déterminer l'emplacement et les questions de sécurité ▪ Coordonner avec les partenaires pour s'assurer que les besoins nutritionnels des enfants sont pris en charge dans les espaces temporaires d'apprentissage
Sélection de l'espace physique	<ul style="list-style-type: none"> ▪ S'assurer que l'espace est : <ul style="list-style-type: none"> ○ débarrassé des objets nuisibles, comme les UXO, les métaux et verres tranchants, à l'ombre et protégé contre le vent, la pluie et la poussière, ○ loin des grandes artères et des points de distribution, ○ loin des eaux stagnantes, des sites pollués d'évacuation, ○ loin des zones militaires, ○ près de la majorité des enfants, surtout les filles/enfants handicapés, ▪ Donner accès aux services d'assainissement et d'eau potable. ▪ Espace de stockage des fournitures scolaires, des denrées alimentaires (s'il existe un programme d'alimentation scolaire). ▪ Les contraintes climatiques et géographiques (en ce qui concerne la logistique de la reconstruction). ▪ S'assurer que l'enfant accède à un espace temporaire en toute sécurité s'il doit voyager de chez lui pour s'y rendre.
Fourniture des tentes et autres structures	<ul style="list-style-type: none"> ▪ En cas d'indisponibilité de structures ou bâtiments convenables, envisager de recourir à des tentes préfabriquées et autres matériels pour créer des structures temporaires. ▪ Ceci engage essentiellement le département fournitures et logistique et des considérations comme l'achat sur place des fournitures et du personnel local pour l'installation des tentes plutôt que de l'expertise externe. ▪ L'avantage des « tentes écoles » est qu'elles peuvent être entreposées et réutilisées. On peut également les monter rapidement. Il ne faut consacrer aux espaces temporaires en cas d'urgence que le strict minimum de temps, d'efforts et de ressources. ▪ Utilisation des matériaux locaux pouvant être récupérés à partir des bâtiments endommagés. ▪ S'assurer du chauffage et de l'éclairage si nécessaire. ▪ Délimiter les zones de sécurité avec des matériaux disponibles localement.
Fournitures	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Déterminer les fournitures essentielles en matière d'éducation et de loisir. ▪ Les commander et les pré-positionner avant le démarrage des activités le plus vite possible. ▪ S'assurer que tous les matériaux sont culturellement adaptés et pertinents pour les garçons comme pour les filles.
Préparation et appui du personnel	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Recruter des bénévoles et offrir à ces bénévoles (personnel éducatif, parents, pairs éducateurs, etc.) une formation en matière de jeu, de loisir, d'activités psychosociales en classe et d'aspects liés aux droits de l'enfant. ▪ S'assurer de la mise en place et de l'accessibilité des canaux de communication. ▪ Donner au personnel des instructions sur la sécurité.

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ S'assurer de leur connaissance et de leur respect du code de conduite.
Mise en place d'activités adaptées aux besoins des enfants	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mettre en œuvre une variété de programmes pour les enfants qui soient localement appropriés, opportuns du point de vue du genre, planifiés et accessibles à tous les groupes d'âge, et qui permettent aux filles et aux garçons de jouer séparément aussi bien qu'ensemble. ▪ S'assurer qu'il y a un nombre raisonnable d'enfants par facilitateur. Mettre en œuvre un système de double horaire si nécessaire pour réduire la proportion. Si possible, viser l'objectif d'1 facilitateur pour 20 ou 30 (bien qu'on puisse aller jusqu'à 40-50). Ajouter davantage de facilitateurs pour les groupes d'âge plus jeunes. ▪ Organiser des emplois du temps journaliers avec une variété d'activités ludiques, comme l'art, les loisirs et les activités d'apprentissage. S'assurer qu'il est prévu du temps pour le jeu actif et des périodes de calme. ▪ Le cas échéant, organiser des espaces séparés d'activités pour diverses expériences. S'assurer que les activités répondent aux besoins psychosociaux des enfants.
Programmation pour les adolescents et les jeunes	<ul style="list-style-type: none"> ▪ S'assurer de l'accès des adolescents à des espaces sécurisés pour leurs activités. ▪ Recruter et former les adolescents à superviser et à diriger les activités de loisir et d'autres activités d'apprentissage. ▪ Faciliter la formation des clubs de jeunes pour les activités sportives, sanitaires et sécuritaires, musicales et théâtrales. ▪ Coordonner les activités des enfants avec celles des adolescents (si elles se passent sur le même site). ▪ Coordonner avec les autorités scolaires les activités réservées aux adolescents.

Normes Sphère pour l'eau et l'assainissement – Quelques points clés

- Accès à l'eau pour se laver les mains après défécation et avant le repas ou la préparation de la nourriture.
- Accès à l'eau potable.
- Le drainage des points d'eau est bien planifié, construit et entretenu.
- Séparer les latrines pour filles et pour garçons et les mettre dans un emplacement tel que les risques pour les utilisateurs sont réduits au minimum et une certaine discrétion assurée.
- S'agissant des écoles, il faut 1 latrine pour 30 filles et 1 latrine pour 60 garçons (dont les urinoirs).
- Les toilettes ne se situent pas à plus de 50 mètres des habitations et, quand c'est possible, il est prévu 1 toilette pour 20 personnes, quoique dans une situation d'urgence on puisse utiliser au départ une toilette pour 50 personnes.
- Les latrines à fosse se situent au moins à 30 mètres de toute source d'eau souterraine utilisée et doivent être construites en aval de toute source d'alimentation en eau.
- Dans les zones impaludées, la lutte contre les moustiques est entreprise par le moyen d'un bon drainage, d'une couverture des latrines à fosse et des puits à ciel ouvert, etc.
- Accès à l'évacuation des déchets solides, c'est-à-dire des réservoirs à résidus ou des décharges clairement marquées et clôturées, etc.
- Les abris, les chemins et les réseaux pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement ne sont pas inondés.

DOCUMENT 16.2:
Planification des espaces temporaires

Lieux ayant besoin d'espaces	Nombre d'espaces dont on a besoin	Types de structures convenables	Fournitures nécessaires à la construction des ETA	Fournitures éducatives nécessaires	Partenaires, rôles et capacités	Coûts estimatifs

DOCUMENT 16.3:
Actions de préparation et de réponse pour les espaces temporaires d'apprentissage

Actions de préparation pour les espaces temporaires d'apprentissage

- S'assurer que l'on collecte avant la crise des données de base sur le nombre et l'emplacement des écoles et le nombre d'enseignants et d'élèves dans les zones vulnérables à des urgences probables
- Envisager des plans modèles d'espaces temporaires d'apprentissage, avec la participation de la communauté et en consensus avec le Ministère de l'éducation et tous les partenaires d'éducation en situations d'urgence
- Sur la base des scénarios probables d'urgence, déterminer quelles sont les fournitures essentielles nécessaires pour les espaces temporaires d'apprentissage, comme des tentes adaptées au climat, des bâches, des matériaux locaux de construction et déterminer quelles sont les options possibles pour leur achat
- Déterminer avec les autres secteurs et agences quelles sont les fournitures disponibles en stock et envisager un pré-positionnement ou des accords à long terme
- Se mettre d'accord sur des normes minimales d'eau, assainissement et hygiène et de protection pour les espaces temporaires d'apprentissage en collaboration avec les secteurs/ clusters WASH et protection, pour que ces normes soient spécifiques à l'éducation dans le lieu ou le contexte

Actions de réponse pour les espaces temporaires d'apprentissage

- Déterminer les critères de choix du site pour les espaces temporaires d'apprentissage, garantissant la sûreté et la sécurité, permettant la protection contre le climat, le bruit, les routes principales, loin d'eau stagnante et en amont des latrines
- Avec la participation de la communauté, y compris les enseignants et les apprenants, prévoir des sites et des plans préservant autant que possible les arrangements sociaux antérieurs
- Envisager d'autres abris possibles, comme des églises, des marchés, les habitations et d'autres bâtiments, si ceux-ci sont disponibles. Quand c'est possible, récupérer des matériaux de construction des bâtiments scolaires endommagés
- Prévoyez les sites selon les critères des sites adaptés aux enfants et en intégrant les services avec d'autres secteurs, comme WASH, protection, abris et aide aux mères
- Déterminer quelles sont les fournitures essentielles nécessaires, comme des tentes adaptées au climat, des bâches, des tableaux. Ces fournitures devront être achetées rapidement
- S'assurer que la communauté locale est impliquée dans la formation, la conception, la construction, le montage et l'entretien des espaces temporaires d'apprentissage
- Collaborer avec protection de l'enfance et WASH pour que les espaces temporaires d'apprentissage aient des installations et des fournitures d'eau, d'assainissement et d'hygiène adéquates selon les normes convenues et qu'ils sont conçus pour protéger les enfants contre les abus

FICHES DE RÔLES POUR LES REPRÉSENTANTS DU SECTEUR/CLUSTER WASH ET PROTECTION

Le représentant du secteur WASH

- Vous représentez le cluster Eau, Assainissement et Hygiène (WASH) pour les trois districts affectés et avez accepté de procéder à une planification inter-clusters avec le cluster éducation.
- La priorité de WASH, c'est l'eau pour les foyers, et non les ETA ni les écoles.
- Fournir les informations appropriées aux groupes de planification de secteur/cluster des districts D1, D2 et D3:
 - La majorité des forages sont détruits et inutilisables et les forages existants ne sont pas susceptibles d'être réparés avant une semaine.
 - Il faudra encore 4 semaines pour que l'appareil de forage atteigne D3 et puis au moins 2 mois pour forer des puits pour la communauté dans les villages touchés.
 - Tous les réseaux de tuyauterie se sont écroulés mais l'eau de la source est accessible. Toutefois, l'eau n'est potable qu'à la source et lorsqu'elle est tirée du cour d'eau elle n'est pas potable (l'eau est contaminée très rapidement).
 - L'eau de fleuve n'est pas bonne à boire.
 - Les réserves de robinets de purification de l'eau (chlore et filtres à eau) devront être utilisées, sinon des maladies d'origine hydrique comme le choléra vont très probablement se déclarer.
 - Avant l'inondation, environ 50% seulement des foyers dans les 3 districts utilisaient les latrines à fosse. Plusieurs de ces fosses sont encore utilisables mais les structures au-dessus du sol ont été détruites.
 - Des manuels de formation de base en santé et hygiène sont disponibles et WASH a commencé à former des membres de la communauté dans les districts 1 et 2 seulement.

Représentant du secteur protection de l'enfance

- Vous représentez le secteur de la Protection de l'Enfance pour les trois districts touchés et avez accepté de procéder à une planification inter-clusters avec le cluster éducation.
- Vous avez accès à des facilitateurs communautaires dans les trois districts pour offrir un appui psychosocial aux enfants et vous voudriez établir une coordination pour cela et fournir d'autres services aux enfants vulnérables et séparés qui seront placés dans des espaces temporaires d'apprentissages.
- Partagez les informations suivantes:
 - Le nombre d'orphelins ou d'enfants non accompagnés de moins de 18 ans dans les trois districts est estimé à environ 2 000 mais il est encore difficile à confirmer. Les équipes de protection de l'enfance voudraient travailler avec le secteur éducation pour coordonner le travail dans les espaces temporaires d'apprentissage.
 - Les enfants séparés et autres enfants vulnérables dans les "zones de sécurité" temporaires sont confrontés à l'impossibilité de savoir où se trouvent les membres de leurs familles. Comme la protection de l'enfance n'a pas été considérée comme prioritaire, des ressources limitées ne sont toujours pas fournies à ces enfants ni à ceux qui les ont en charge.
 - La gestion des camps temporaires est douteuse – il est difficile de confirmer si les fournitures parviennent effectivement aux membres de la communauté. Les camps et les points de distribution des fournitures sont gérés par des hommes, et les femmes et les enfants ne reçoivent pas forcément prioritairement les vivres et autres fournitures. Il a également été signalé qu'il y a eu des distributions de vivres et autres fournitures aux femmes et aux filles en échange de "faveurs sexuelles".
 - La situation actuelle de taux élevé de malnutrition, surtout chez les enfants de moins de 5 ans, s'est aggravée en raison de l'inondation. Il y a plus de malades du fait de l'accès limité à une nourriture suffisante et aux autres services de base.
 - Plusieurs hommes et femmes sont maintenant réduits à prendre en charge leurs enfants en tant que "chefs de famille monoparentale" – les incidents et les violences liées au genre peuvent connaître une augmentation, particulièrement dans les familles dirigées par un homme vivant dans des conditions pénibles et traumatiques.

Données sur les enfants déplacés et de la communauté hôte tirées de l'évaluation préliminaire rapide de l'éducation – 3 semaines

	Nombre d'écoles primaires occupées par les PDIP	Nombre d'écoliers du primaire de la communauté hôte pas à l'école à cause de l'occupation par les PDIP	Nombre d'écoles endommagées ou détruites		Nombre d'enfants PDIP de 3-5 ans	Nombre d'enfants PDIP de 6-12 ans	Nombre d'enfants PDIP de 13-17 ans
			Primaire	Secondaire			
District 1							
Zone 1	8	4 000	7	1	3 500	6 000	3 000
Zone 2	8	4 000	8	0	2 000	6 000	2 200
Zone 3	6	3 000	5	0	2 000	3 600	1 300
Zone 4	4	2 000	3	0	1 000	1 700	1 500
Zone 5	2	800	1	0	1 000	1 700	1 500
Totaux	28	13 800	24	1	9 500	19.000	9 500
District 2							
Zone 1	10	4 000	4	0	2 500	7 000	3 000
Zone 2	5	2 000	2	1	1 500	2 800	1 800
Zone 3	2	1 000	2	0	1 000	1 200	600
Zone 4	3	1 800	2	0	1 000	1 000	600
Totaux	20	8 800	10	1	6 000	12.000	6 000
District 3							
Zone 1	3	1 200	0	0	800	2 400	1 200
Zone 2	1	400	1	0	600	800	400
Zone 3	1	400	0	0	400	800	400
Totaux	5	2 000	1	0	2 000	4 000	2 000
Totaux	53	24 600	35	2	17 500	35 000	17 500

Réduction des risques de catastrophes dans l'éducation

Session
17

Durée
60 minutes

Plan de la session

Contenu	Minutes
1. Vidéo sur les écoles touchées par le séisme en Chine et brainstorming en plénière sur la signification de la RRC	10
2. La RRC et le Cadre d'Action de Hyogo	15
3. Définir des interventions de RRC pour l'éducation aux niveaux scolaire, communautaire et sectoriel	30
4. Réflexion à la préparation	5
Objectifs pédagogiques	Messages clés
1. Comprendre la réduction des risques de catastrophes et ses implications pour la gestion des risques.	La réduction des risques de catastrophes (RRC) vise à minimiser les vulnérabilités et les risques de catastrophe dans toute une société, afin d'éviter et de limiter les impacts négatifs sur les communautés et leur développement.
2. Comprendre les actions prioritaires identifiées grâce au Cadre d'Action de Hyogo et, en particulier, celles liées à l'éducation.	Généralement, les segments les plus pauvres de la société sont les plus touchés par les catastrophes et, proportionnellement, les enfants sont les plus vulnérables lorsque des catastrophes surviennent.
3. Comprendre pourquoi la réduction et l'atténuation des risques de catastrophe sont de plus en plus cruciales.	Le RRC est rentable, tout dollar dépensé permet d'économiser 4 dollars qui auraient été consacrés aux secours et à la réhabilitation.
4. Identifier les éléments cruciaux de la sécurité à l'école.	L'intégration de la RRC dans le curriculum, la formation des enseignants, la construction d'infrastructures scolaires résistantes aux catastrophes et la mise au point de ressources de RRC pour les enfants et les enseignants sont des exemples pratiques des activités de RRC qui peuvent être soutenues par le Ministère de l'éducation et les partenaires.
5. Définir, en matière de réduction des risques de catastrophe (RRC), les actions auxquelles le Ministère de l'éducation et les acteurs de l'éducation peuvent apporter leur appui en vue de leur mise en œuvre au niveau des écoles, des communautés et des secteurs.	Les enfants sont d'importants agents pour l'amélioration de la sécurité et de la résilience et doivent être impliqués dans les efforts de RRC. Il est vital de garantir la sécurité à l'école pour préserver la vie des apprenants et des enseignants, prévenir les blessures et faciliter une culture de résilience.
	La RRC est une question de développement et un souci humanitaire. La façon dont nous faisons le travail de développement a un important impact sur le risque de catastrophe (des écoles mal construites, par exemple).et par la préparation aussi bien que par nos interventions et nos actions de reconstruction (par ex. « en reconstruisant mieux »), nous avons la possibilité de réduire le risque de catastrophes.

Méthode :

- Discussion en plénière, présentation, travail de groupes.

Matériel nécessaire :

- Présentation de diapositives de la Session 17

Préparation à cette session :

- Séquence filmée de la Chine
- Document 17.1 : Liste de contrôle pour la réduction des catastrophes et la préparation aux catastrophes
- Document 17.2 : RRC et éducation : Exemples de bonne pratique
- Document 17.3 : Actions de préparation pour la réduction des risques de catastrophes

CD WCAR :

- Brochure Hyogo
- Résumé du Cadre d'Action de Hyogo
- La réduction des risques de catastrophe commence à l'école
- Projet Sphère + Préparation aux catastrophes
- Constructions scolaires & catastrophes naturelles – Unesco
- Éducation efficace pour la prévention des catastrophes (lien internet)

1. Que signifie pour vous la Réduction des risques de catastrophes ?

10 minutes

1. Diffusez la séquence filmée sur le tremblement de terre en Chine sur le lien suivant (*Note : Téléchargez-le avant la session*)

<http://www.guardian.co.uk/world/video/2008/may/22/braniganschool?qusrc=rss&feed=worldnews>

2. Demandez aux participants ce qu'étaient, à leur avis, les messages les plus importants du film. Focalisez les réponses sur ce qui suit :

- *L'identification de la catastrophe et son impact sur l'éducation*
- *Pourquoi les parents et communautés étaient-ils en colère contre les autorités ?*
- *Qu'aurait-on pu faire pour prévenir ou atténuer les effets tragiques de la catastrophe ?*

3. Demandez aux participants ce que la réduction des risques de catastrophes signifie pour eux. Notez les réponses sur un tableau de conférence afin d'enregistrer les idées.

2. La RRC, le Cadre d'Action de Hyogo et la RRC dans l'éducation

15 minutes

1. Présentez le diaporama de la Session 17 sur la RRC. Expliquez que la présentation s'intéressera en priorité aux interventions pratiques de RRC en général, et à celles concernant l'éducation aux niveaux clés en particulier :

1. Niveau de l'école : sauver des vies et prévenir les blessures des apprenants et enseignants par les catastrophes.
2. Niveau communautaire : renforcer les systèmes d'alerte précoce et d'évaluation des risques et développer une résilience à long terme.
3. Niveau gouvernemental : s'intéresser aux principales directives d'orientation, de renforcement des capacités et de conception susceptibles de garantir un appui institutionnel puissant et de faciliter l'instauration d'une culture de RRC.

La réduction des risques de catastrophe vise à réduire les vulnérabilités et les risques de catastrophes dans une société, pour éviter (prévenir) ou restreindre (atténuer et préparer) les impacts négatifs des dangers dans le contexte plus large du développement durable.
--

2. C'est en 2005 qu'a été signé le **Cadre d'Action de Hyogo** par la communauté internationale, un instrument qui met en exergue cinq objectifs et priorités majeurs pour les actions dans le domaine de la réduction des risques pour les 10 années prochaines. Il s'agit de :

1. Veiller à ce que la réduction des risques de catastrophe soit une priorité nationale et locale et à ce qu'il existe un cadre institutionnel solide pour la mise en œuvre
2. Mettre en évidence, évaluer et surveiller les risques de catastrophe et renforcer les systèmes d'alerte précoce

3. Utiliser les connaissances, les innovations et l'éducation pour instaurer une culture de sécurité et de résilience à tous les niveaux
4. Réduire les facteurs de risques sous-jacents
5. Renforcer la préparation aux catastrophes afin de pouvoir intervenir plus efficacement à tous les niveaux

4. Donner d'autres exemples d'activités de RRC dans d'autres secteurs, comme :

- appui financiers par transferts monétaires,
- construction de barrages et de digues anti-inondation,
- construction d'infrastructures résistantes aux catastrophes,
- renforcement des capacités des Comités de gestion des catastrophes aux niveaux des districts et des communautés.

5. La RRC est de plus en plus cruciale, car :

Les catastrophes sont de plus en plus fréquentes et ont un impact de plus en plus fort

- Plus de 2,5 milliards d'individus ont été touchés par des catastrophes au cours de la dernière décennie ; 250 millions de personnes sont affectées chaque année par des catastrophes ; 98% des catastrophes sont en lien avec le climat et, avec le changement climatique, certaines études suggèrent que d'ici 2015, jusqu'à 375 millions de personnes seront touchées chaque année par des catastrophes en lien avec le climat ;
- Le nombre des individus touchés par les catastrophes a augmenté de plus de 40%, estime le rapport 2008 du CICR sur les catastrophes dans le monde et les catastrophes effacent des années de progrès dans le domaine du développement.

Les plus démunis de la société sont les plus touchés

- Ils vivent et travaillent dans des zones exposées aux catastrophes
- Leurs moyens d'existence sont précaires
- Leur influence sur les politiques gouvernementales est faible, voire inexistante
- Les **enfants** sont, proportionnellement, les plus vulnérables en cas de catastrophe.

Les catastrophes appauvrissent davantage les plus pauvres

 Ils supportent, proportionnellement, une plus grande perte de biens.

- Leurs capacités de récupération sont plus faibles.
- Ils sont touchés, de manière indirecte, par la perte d'infrastructures productives et sociales.

L'investissement dans la RRC est rentable ...

- Chaque dollar investi dans la RRC permet d'économiser 4 dollars qui auraient été consacrés aux secours et à la réhabilitation.

6. L'éducation à la réduction des risques de catastrophes est importante à tous les âges, et pas tout juste une seule fois au cours de la scolarité d'un enfant. Elle peut même être organisée pour les enfants du préscolaire, en l'adaptant à leur âge, en utilisant des chants, des jeux de société, des marionnettes, des jeux de rôle et des activités de spectacle. Ces approches ne sont pas génératrices d'anxiété et les enfants sont heureux de présenter ce qu'ils ont appris à leur famille.

7. La sécurité à l'école est essentielle pour sauver des vies et prévenir les blessures. Les éléments cruciaux de la sécurité à l'école sont les suivants :

1. Sélectionner des sites appropriés pour l'implantation des écoles et construire ou remettre à niveau les structures scolaires afin de les rendre résilientes en cas de catastrophe.

2. Impliquer les écoles de la communauté dans la planification et les actions concernant la réduction des risques de catastrophe, la préparation aux catastrophes, les interventions et la reprise de l'éducation normale. Il s'agit, notamment, d'échanger des informations sur les effets potentiels des dangers connus et le grand nombre de mesures visant à réduire ces effets.
 3. Enseigner aux écoles communautaires les aptitudes et les compétences nécessaires à la sensibilisation aux risques, à la réduction des risques et à la préparation des interventions. Ces actions intègrent la compréhension des principes essentiels de la conception et de la construction d'infrastructures résistantes aux catastrophes et des mesures visant à réduire les risques, pour les individus, d'être blessés ou tués par le contenu ou les éléments non structurels des bâtiments, des compétences nécessaires pendant une catastrophe (ex. : la natation, le port d'un gilet de sauvetage, « se baisser, se couvrir et se tenir », l'évacuation) et les compétences d'intervention, en particulier la suppression des incendies, les premiers secours, les communications et l'organisation des interventions.
8. Quelques exemples de **RRC** et d'activités d'**éducation** sont présentés ci-dessous :
- Création d'une culture de résilience et de sécurité par le biais de l'éducation
 - Intégration de la RRC dans les programmes scolaires nationaux
 - Formation des enseignants en matière de RRC
 - Formation en matière d'évaluation des risques au niveau de l'école
 - Création de ressources et élaboration de directives pour la RRC
 - Construction d'infrastructures scolaires résistantes aux catastrophes ou mise à niveau de ces infrastructures pour les rendre résistantes à ces phénomènes
 - ❖ Renforcement de la préparation aux catastrophes dans l'éducation.
9. Attirez l'attention des participants sur quelques éléments communs, comme l'importance de la participation de la communauté ou des enfants, et sur le fait que la RRC est soutenue par la planification de la préparation, qui fera l'objet de la prochaine session.

3. Travail en groupe sur la conception des interventions de RRC pour l'éducation aux niveaux scolaire, communautaire et sectoriel

30 minutes

Exercice

1. Expliquez aux participants que des activités de RRC sont dans de nombreux cas déjà mises en œuvre dans plusieurs aspects de leur travail. Pour identifier des exemples pratiques de RRC qu'ils pourraient soutenir, l'exercice du travail en groupe va s'intéresser à la conception des interventions de RRC à chacun des niveaux ci-dessous :
 1. Pour **les enfants et les enseignants**, au niveau de l'école
 2. Pour les **communautés** des zones exposées aux catastrophes
 3. Pour le **secteur de l'éducation** dans son ensemble et, plus largement, le gouvernement
2. Répartissez les participants en six groupes. Affectez deux groupes à chacun de ces trois niveaux. Demandez aux participants de travailler dans leur groupe à la conception, pour ce niveau, d'interventions de RRC qui peuvent être appuyées dans le court, le moyen et le long terme.
3. Fournissez aux participants le Document 17.1 Liste de contrôle pour la réduction des catastrophes et la préparation aux catastrophes et le Document 17.2 : RRC et éducation : Exemples de bonne pratique, où ils trouveront des idées supplémentaires. Les groupes noteront leurs plans sur des tableaux de conférence et seront prêts à les présenter ensuite à

la plénière. Donnez aux groupes 15 minutes pour dresser la liste de leurs plans en se basant sur leurs propres expériences au niveau national et les suggestions supplémentaires.

4. Demandez à un groupe de chaque niveau de présenter ses interventions de RRC. Donnez à chaque groupe 3 minutes pour rendre compte. Prévoyez 5 minutes supplémentaires pour permettre aux autres groupes d'ajouter des idées qui n'avaient pas encore été avancées.

6. Concluez sur les points suivants :

- La Réduction des risques de catastrophe commence souvent à l'école. Les enfants font partie des couches les plus vulnérables aux catastrophes, qui, cependant, si on leur en offre la possibilité, peuvent jouer un rôle actif dans la réduction des catastrophes et la préparation à ces dernières pour eux-mêmes, leur communauté et les générations futures. Les enfants sont d'importants agents pour l'amélioration de la sécurité et de la résilience, étant donné qu'ils vont transmettre leurs connaissances aux générations futures, ainsi qu'aux membres plus âgés de la communauté et aux autres enfants avec lesquels ils sont en contact.
- La RRC est sous-tendue par une forte planification de préparation. Il est essentiel de commencer par comprendre et analyser les risques, les dangers et les vulnérabilités et de se préparer en conséquence afin d'éviter et d'atténuer l'impact des catastrophes. La planification de la préparation est le thème de la session suivante.

4. Réflexion à la préparation

5 minutes

1. Terminez en demandant aux participants les actions qu'ils mèneraient lors de la phase de préparation pour permettre une mise en œuvre efficace des activités de RRC.
2. Écrivez-les sur des cartes de couleurs et placez-les sous les affiches correspondantes sur le mur Préparation (elles peuvent s'appliquer à toutes les composantes techniques).

Document 17.1 :
Liste de contrôle pour la réduction des catastrophes et la préparation aux catastrophes dans les écoles

ACTIONS REQUISES

1. *Convoquer le comité de sécurité de l'école représentant l'administration, le corps enseignant, le personnel, les élèves, les parents et la communauté locale.*
2. *Étudier ensemble le plan de sécurité de l'école et les actions requises ci-dessous.*
3. *Selon la situation, assigner à des sous-groupes ou à des individus la responsabilité de mener des investigations et de faire des recommandations pour chaque tâche.*
4. *Créer un plan basé sur les recommandations du groupe de travail.*
5. *Mettre en œuvre le plan, en impliquant toute la communauté de l'école, en fixant les étapes et en effectuant les actions requises en vue de la réduction des risques et de la préparation à l'intervention.*
6. *Communiquer et coordonner, selon la situation, avec les autorités de l'éducation en utilisant les ressources et le soutien disponibles, et en les conseillant sur les besoins en ressources et en soutien.*
7. *Revoir et réviser le plan, si nécessaire, une fois par an au moins.*
8. *S'assurer que tout le personnel, les parents/tuteurs et les élèves sont avisés du plan.*

ÉVALUATION & PLANIFICATION

<input type="checkbox"/>	Un comité de sécurité scolaire permanent a été mis sur pied pour conduire la planification de l'atténuation des risques de catastrophe et de l'intervention lors des catastrophes dans notre école. Nous tenons régulièrement des réunions (avec le personnel, les parents/des tuteurs, les élèves et les leaders de la communauté locale) afin de mettre au point et de revoir nos plans de réduction des risques, de préparation et d'intervention.
<input type="checkbox"/>	Nous avons pris connaissance des ressources et des capitaux locaux (ex. extincteurs d'incendie, trousse de premiers soins, personnes ayant la capacité d'intervenir, groupe électrogène, échelle, équipement de recherche & sauvetage) disponibles dans la communauté proche à partir de sources privées et publiques, et discuté de l'utilisation partagée des ressources après une catastrophe.
<input type="checkbox"/>	Nous avons effectué des recherches sur les événements historiques et sur les études scientifiques actuelles et envisagé tous les différents dangers qui pourraient nous toucher. Nous sommes informés des besoins des groupes ou individus vulnérables, tels que les jeunes enfants, les élèves ayant des infirmités et les minorités linguistiques, ainsi que des préoccupations du personnel, des élèves, des parents et de la communauté.
<input type="checkbox"/>	Nous avons des cartes du site et du voisinage et avons identifié un plan de travail alternatif et des lieux d'évacuation.
<input type="checkbox"/>	Nous avons évalué et sommes en train de prendre en charge les risques physiques que représentent les bâtiments, les éléments non structurels et les contenus des bâtiments ainsi que les dangers du voisinage
<input type="checkbox"/>	Nous avons des plans d'évacuation, avec des aires de rassemblement sûres, des itinéraires d'évacuation, des refuges sûrs et des solutions de rechange, un système de surveillance mutuelle. Les systèmes de transport des élèves comportent des plans pour emmener les élèves à l'école sûre la plus proche en cas de catastrophe durant les déplacements domicile-école. Les parents/tuteurs sont informés de l'emplacement de tous les refuges sûrs possibles pour pouvoir retrouver leurs enfants. Le plan d'évacuation a été transmis au poste de police, aux sapeurs pompiers et à l'hôpital les plus proches et a établi la communication et la compréhension en prévision des situations d'urgence.
<input type="checkbox"/>	Nous avons établi un système de communication pour les situations d'urgence et, s'il y a lieu, un système d'alerte. Toutes les informations relatives aux personnes à contacter sont disponibles pour les interventions d'urgence et la réunification des familles.
<input type="checkbox"/>	Nous avons établi des procédures de remise des élèves afin qu'ils ne soient remis qu'à des adultes ayant l'approbation de leurs parents/tuteurs.
<input type="checkbox"/>	Nous envisageons, au besoin, de fournir des abris d'urgence à notre communauté locale.
<input type="checkbox"/>	Nous avons un plan visant à garantir la poursuite des études de nos élèves, notamment des sites de repli pour continuer à dispenser des cours et, si nécessaire, des programmes et méthodes d'instruction de rechange et une sauvegarde des archives de l'éducation.
<input type="checkbox"/>	Nous avons des plans et des contacts réguliers avec les médias locaux (radio, journaux, télévision) pour communiquer le planning et les messages d'urgence aux familles et utiliser nos activités basées à l'école afin de promouvoir la réduction des risques au sein de toute la communauté.
<input type="checkbox"/>	Nous pratiquons d'importantes activités de sensibilisation sur les risques de catastrophe au niveau

	local et pour tous les âges, à travers des activités et des projets basés à l'école/ou à travers le programme scolaire formel.
<input type="checkbox"/>	Nous encourageons le personnel et les élèves à se préparer aux catastrophes à domicile et fournissons un soutien matériel pour ce faire.
<input type="checkbox"/>	Nous avons une assurance pour une prise en charge commune des risques économiques.



Risk RED: Éducation à la réduction des risques de catastrophe
www.riskred.org

PROTECTION PHYSIQUE	
<input type="checkbox"/>	Notre bâtiment a été bien situé, conçu et construit selon les normes actuelles de sécurité anti-catastrophes et inspecté par un ingénieur des structures qualifié.
<input type="checkbox"/>	La sécurité incendie du bâtiment a été contrôlée par le service local des sapeurs pompiers.
<input type="checkbox"/>	Lorsque des réhabilitations et des modifications se sont avérées nécessaires dans notre école, cela a été fait avec le moins possible d'interruption des enseignements.
<input type="checkbox"/>	Nous pratiquons une maintenance préventive sur nos bâtiments en les protégeant de l'humidité et d'autres dégâts, et en réparant les dégradations lorsqu'elles se produisent.
<input type="checkbox"/>	<i>Tremblement de terre, tempête</i> : Nous avons fixé les meubles hauts et lourds, protégé les ordinateurs, télévisions et autres équipements électroniques, le matériel dangereux, les fournitures, les réservoirs de gaz propane, les réservoirs d'eau, les installations d'éclairage, les éléments des toitures, les garde-fou et parapets, les appareils de chauffage et de refroidissement, les réservoirs de stockage et autres éléments qui pourraient tuer, blesser ou gêner la continuité des enseignements. Nous avons mis des loquets sur les meubles et pendu les tableaux de façon sûre à des crochets fermés pour prévenir les blessures et pertes financières.
<input type="checkbox"/>	<i>Inondation, orage, tornade</i> : Nous connaissons les systèmes d'alerte précoce utilisés dans notre communauté et avons des plans pour y réagir afin de déplacer les personnes et les biens vers des lieux sûrs.
<input type="checkbox"/>	Nous avons des détecteurs de fumée, des alarmes incendie, des systèmes de gicleurs à déclenchement automatique, des tuyaux d'incendie, des extincteurs et un éclairage d'urgence automatique dont nous assurons la maintenance. Les issues de secours de notre bâtiment sont matérialisées.
<input type="checkbox"/>	Nous avons limité, isolé et protégé tout matériel dangereux pour empêcher le renversement ou les fuites.
<input type="checkbox"/>	Nous avons sauvegardé à l'extérieur du site les informations cruciales, notamment les personnes à contacter d'urgence et les permissions de sortie.
<input type="checkbox"/>	Les moyens de transport scolaire sont inspectés afin d'en vérifier la sécurité et les chauffeurs comme les élèves sont formés dans le domaine de la sécurité. L'utilisation des ceintures de sécurité, casques et autres mesures de sécurité utilisées dans le transport est préconisée et encouragée.
CAPACITÉ DE RÉACTION : FOURNITURES & COMPÉTENCES	
<input type="checkbox"/>	Nous avons des directives pour les exercices d'entraînement après une catastrophe organisés deux fois par an, au minimum, avec la participation de l'ensemble du personnel et des élèves. Nous avons un système de surveillance mutuelle destiné aux personnes ayant besoin d'aide. Nous observons les règles élémentaires d'évacuation des bâtiments : « Ne pas parler, ne pas courir. Ne pas pousser. Ne pas revenir en arrière. » Nous organisons des exercices de simulation une fois par an, au moins, pour permettre aux équipes opérationnelles de tester l'organisation des interventions ainsi que les procédures et compétences d'évaluation des dommages, d'échange d'informations, d'opérations légères de recherche et de sauvetage, de premiers soins, de suppression des incendies et de réunification des familles. Nous échangeons nos idées et améliorons nos procédures.
<input type="checkbox"/>	Nous organisons deux fois par mois des exercices de renforcement des capacités et des pratiques d'évacuation, ainsi que des exercices pour faire face aux menaces (ex. : compétences en premiers soins pour la sécurité des personnes, procédure en cas de tremblement de terre : « se baisser, se couvrir et se tenir », sécurité sur l'eau et aptitude à la natation en cas d'inondation, se mettre à l'abri sur place en cas de menace violente).
<input type="checkbox"/>	Nous avons accès à des sources d'informations extérieures fiables sur les catastrophes et à un système de communication interne. Nous nous sommes exercés à recevoir des mises à jour sur les

	situations d'urgence, à avertir notre communauté et à informer les autorités compétentes.
<input type="checkbox"/>	Nous disposons, pour nos élèves et notre personnel, de réserves d'urgence prévues pour les 72 premières heures au moins (notamment, un minimum de 12 litres d'eau par personne, de la nourriture, des fournitures de premiers soins, une alimentation électrique de secours, un éclairage de secours, des moyens de communication auxiliaires, des moyens de transport auxiliaires, un abri et des produits d'hygiène). (Il peut être demandé aux élèves d'apporter au début de chaque année un sac de fournitures d'urgence qu'ils ramèneront ensuite chez eux à la fin de l'année scolaire).
<input type="checkbox"/>	Le personnel de l'école et les élèves plus âgés possèdent et apprennent des compétences d'intervention, notamment dans les domaines suivants : premiers soins, tri des blessés nombreux, opérations légères de recherche et de sauvetage, suppression d'incendie, communication sans fil, première assistance psychologique, opération de l'alimentation électrique de secours, procédures de libération des élèves, abri, alimentation et compétences en matière d'hygiène.
<input type="checkbox"/>	Le personnel de l'école sait comment éteindre l'électricité, fermer les robinets et le gaz.
<input type="checkbox"/>	Nous avons un système d'organisation standard et connaissons les principes d'organisation de l'autoprotection après la catastrophe.
<input type="checkbox"/>	Nous avons identifié des ressources pour le soutien psychosocial si nécessaire.
<input type="checkbox"/>	Nous avons des plans pour utiliser nos ressources dans le cadre de l'assistance mutuelle et pour appuyer l'intervention de la communauté locale.



Risk RED : Sensibilisation à la réduction des risques de catastrophe
www.riskred.org

Document 17.2:
Etudes de cas : RRC et éducation – Exemples de bonne pratique

Ordre du jour d'Ahmedabad d'action pour la sécurité à l'école

La Conférence internationale sur la sécurité à l'école, organisée en janvier 2006, à Ahmedabad, dans le Gujarat, en Inde, a réaffirmé aussi bien la Priorité d'Action 3 du Cadre d'Action de Hyogo, « Utiliser les connaissances, les innovations et l'éducation pour instaurer une culture de sécurité et de résilience à tous les niveaux », que le 2^{ème} Objectif du millénaire pour le développement de l'ONU de « Réaliser l'éducation primaire universelle » d'ici l'an 2015. Reconnaissant que chaque enfant a aussi bien le droit à l'éducation que le droit à une vie sûre et durable, se fixer l'objectif de réaliser « Une mortalité zéro pour les enfants des écoles dans des catastrophes évitables d'ici 2015 ». L'ordre du jour d'Ahmedabad d'Action pour la sécurité à l'école couvre:

I. L'ÉDUCATION À LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE DANS LES ÉCOLES

Priorité absolue

- Inclure la réduction des risques de catastrophes dans le programme scolaire formel aussi bien au niveau primaire que secondaire
- Promouvoir la réduction des risques de catastrophes à travers des activités parallèles au programme à l'école en reconnaissant que les enfants des écoles ont besoin de développer des compétences de « survie/vie » d'abord, en même temps que les « apports académiques »

D'ici 2015

- Promouvoir des initiatives exclusives parmi les enfants des écoles qui en font des leaders en réduction des risques dans la communauté
- Assurer un partenariat effectif parmi les écoles pour partager la sensibilisation à la réduction des risques et élever les niveaux de sécurité.

II. INFRASTRUCTURES SCOLAIRES RÉSISTANTES AUX CATASTROPHES

Priorité absolue

- Une évaluation complète des risques et des mesures de sécurité doit être entreprise pour assurer des dégâts zéro aux nouveaux bâtiments scolaires
- Un audit de sécurité obligatoire de tous les bâtiments scolaires existants par rapport à leur emplacement, à leur conception et à la qualité de la construction et en les proposant en priorité pour la démolition, la modification ou la réfection.

D'ici 2015

- Développer, mettre en œuvre et appliquer les codes avec l'objectif de rendre tous les nouveaux bâtiments scolaires prêts à l'occupation immédiate après toute catastrophe afin de servir d'abris et de refuges sûrs pour la communauté et pour restaurer les fonctions éducatives dans les plus brefs délais.
- Mettre en œuvre un plan systématique pour modifier et/ou remettre aux normes les écoles existantes afin de se conformer aux normes minimales visant à garantir la sécurité des vies en cas de dangers connus ou attendus. Démolir les bâtiments scolaires dangereux et irréparables et les remplacer.
- Entreprendre des contrôles de routine pour s'assurer que les écoles répondent aux normes minimales et que les mesures de sécurité ne sont pas compromises.

III. UN ENVIRONNEMENT SCOLAIRE ET COMMUNAUTAIRE SÛR

Priorité absolue

- Mobiliser les parents, les élèves, la communauté locale et le personnel scolaire pour défendre la sécurité à l'école.

D'ici 2015

- Les écoles vont préparer et mettre en œuvre des plans de sécurité à l'école comprenant les mesures à prendre aussi bien à l'intérieur des locaux scolaires que dans le voisinage immédiat. Cela doit comprendre des exercices réguliers de sécurité.
- Promouvoir un dialogue actif et des échanges entre les écoles et les leaders locaux y compris la police, la défense civile, la sécurité-incendie, les recherches et le sauvetage, les prestataires de services médicaux et autres services d'urgence.
- Les écoliers doivent pratiquer des mesures de sécurité dans tous les aspects et à tous les endroits de leur vie.

IV. PLAIDOYER ET POLITIQUE GOUVERNEMENTALE EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ À L'ÉCOLE

Priorité absolue

- Une politique en matière de sécurité à l'école qui serait finalement intégrée aux politiques d'éducation scolaire existante doit être conçue.

D'ici 2015

- Appliquer une politique à travers une dotation budgétaire, des programmes stratégiques et un suivi efficace.

FORMATION DES ENSEIGNANTS EN RRC

Iran : On a préparé des guides pour les enseignants pour les aider dans le transfert des connaissances en réduction des risques de catastrophe, et la formation des enseignants est organisée à travers des cours d'éducation permanente conçus pour toucher les directeurs d'école.

Fidji : Les tout premiers stages de 3 jours en gestion des catastrophes à l'intention des enseignants ont été organisés aux Iles Fidji en 2006, en collaboration entre la Commission du Sud Pacifique de géoscience appliquée, la Fondation Asie et l'Office national de gestion des catastrophes.

Sri Lanka : A la suite du Tsunami de 2004, sous la direction du Ministère de l'éducation et de l'Institut national de l'éducation, et avec l'appui de la Coopération technique allemande, d'Eco Éducation et de l'Institut national indien de gestion des catastrophes, une concertation a été entreprise pour intégrer la réduction des risques de catastrophe dans le programme scolaire et former les enseignants à sa mise en œuvre. L'élaboration d'un programme scolaire centré sur l'enfant et de compétences pratiques et une stratégie pour toucher les enseignants de l'Université Nationale d'éducation aboutira à la formation de 6 000 enseignants, un modèle qui va être reproduit en Inde et a servi de soutien d'expertise initiale.

RRC À TRAVERS L'INTÉGRATION DU PROGRAMME SCOLAIRE OU L'INFUSION DANS LE PROGRAMME SCOLAIRE

Bangladesh : Depuis 1997, les enfants des classes 6-8 étudient un chapitre sur la Gestion des Catastrophes.

Madagascar : Avec 38 cas d'aléas naturels internationalement reconnus comme catastrophes sur une période de 35 ans, Madagascar a entrepris des actions pour rendre les bâtiments scolaires résistants aux cyclones et a maintenant réussi à faire de la réduction des risques de catastrophes un élément central dans les programmes scolaires avec un manuel pour les élèves et un guide pour les enseignants.

Sierra Leone : La préparation des organes d'état et du public pour l'inclusion de la RRC dans le programme scolaire a commencé avec une action auprès de 2 500 élèves, enseignants et membres de personnel dans quatre écoles primaires importantes de Freetown, pendant leurs rassemblements du matin. Un jeu-concours entre les écoles primaires a été présenté à la télévision et à la radio nationales, dans le but de conscientiser les populations.

Afrique du Sud, East London, Province du Cap-Est : Une compétition scolaire qui permet aux élèves de démontrer, à travers l'art, la musique et le théâtre, leurs connaissances en réduction des risques de catastrophe a été désignée meilleure pratique et doit être reproduite dans deux autres provinces. Une coopération entre plusieurs parties prenantes et l'intérêt des médias locaux ont aidé les enfants à atteindre la communauté tout entière.

Vietnam : La Société de la Croix-Rouge a développé du matériel pédagogique et formé les formateurs pour atteindre plus de 1 000 enseignants et 500 000 enfants dans 30 communes. La formation des enseignants et des enfants se poursuit dans 8 provinces côtières. Le programme a conduit à des évacuations massives réussies au cours d'un typhon et à une réduction des pertes en vies humaines.

RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE À TRAVERS L'ÉDUCATION INFORMELLE

Inde, Uttar Pradesh : Les communautés scolaires d'Uttar Pradesh ont fait un usage intense du théâtre de rue, des séances de magie et des spectacles de marionnettes pour convoier des messages de réduction des risques de catastrophes. La collaboration entre les acteurs et les experts en réduction des risques de catastrophes a débouché sur des scénarios éducatifs créatifs et engageants.

Cap-Vert, Praia & Santo Domingo : 7 000 élèves dans deux villes ont participé à un projet du Service national de protection civile avec le Ministère de l'éducation et d'autres organisations gouvernementales et se sont ainsi formés à la prise de conscience et à la prévention des risques. Ils ont également pratiqué des exercices d'évacuation.

Mali : Le Ministère de l'éducation et la Direction de la défense civile ont prévu une façon sûre de présenter des messages de réduction des risques de catastrophes pour bâtir une résistance à la sécheresse, aux invasions acridiennes et aux inondations en introduisant des messages de réduction des risques de catastrophes sur la couverture des cahiers des enfants (fournissant un total de 8 sites d'informations). Cette façon simple, directe et bon marché de conscientiser dans les écoles avant même de faire de la RRC un élément central du programme scolaire a déjà touché plus de 25 000 élèves avec l'aide de la Fédération des jeunes chefs d'entreprises.

SIMULATIONS DE CATASTROPHES

Philippines : En utilisant les évaluations participatives des risques, les parents et les enfants de quartiers urbains ont commencé à penser aux risques d'inondation. Les parents ont fabriqué des gilets de sauvetage pour les enfants et initié des exercices dans une piscine des environs.

Colombie, Bogota : Lors de la Journée de la prévention des catastrophes, au début du mois d'octobre, toutes les écoles de Bogota ont pratiqué un exercice simultané de simulation d'un tremblement de terre, qui fait partie d'une stratégie visant à promouvoir la formulation de plans de gestion des risques dans les 400 institutions d'enseignement de la ville. Un guide pour enseignants explique les concepts fondamentaux, la manière de construire des scénarios de risques, des outils pour la réduction des risques et l'application de protocoles pour un plan de gestion des risques à l'école. Le Comité des écoles comprend le principal, des enseignants, les élèves, et du personnel, il organise et forme les 10% de la communauté scolaire recommandés en brigades se focalisant sur le développement des compétences de réponse.

Népal, Malawi, Haïti, Ghana, Kenya, Bangladesh : L'ONG internationale Action Aid a entamé un projet de 5 ans pour réduire la vulnérabilité aux catastrophes naturelles en rendant plus sûres les écoles situées dans des endroits à haut risque. Pendant la première année au Bangladesh, l'ONG locale, Sustainable Development Resource Center, a travaillé avec dix écoles non gouvernementales locales, les élèves et enseignants ont participé à la planification d'urgence scolaire pour la réduction des risques de catastrophes et ont testé le matériel d'apprentissage.

RÉFECTION DES ÉCOLES

Turquie, Istanbul : À la suite du tremblement de terre de Kocaeli en 1999, des écoles situées à 60 km de là, à Istanbul, ont été évaluées ; 820 écoles sur 1 651 avaient subi des dégâts. Treize ont été immédiatement identifiées pour être remplacées. Lorsque les modifications se sont avérées trop coûteuses, 22 autres ont été ajoutées à cette liste. 59 écoles ont été renforcées, et 59 réparées.

Népal, Katmandou : Une évaluation de la vulnérabilité de 1 100 bâtiments dans 643 écoles publiques a révélé qu'un pourcentage alarmant de 60% des bâtiments étaient hautement vulnérables, même dans des conditions normales. Un projet de démonstration roulant est en cours qui entreprend de modifier une école tout en formant les entrepreneurs locaux aux techniques de construction résistante aux catastrophes et en apprenant aux enseignants, aux élèves et aux parents les rudiments de l'atténuation des risques et de la préparation. « Protection des bâtiments scolaires contre les tremblements de terre ». Une importante participation publique à travers un comité consultatif au niveau des districts, un comité de gestion des écoles, un comité de sécurité contre les tremblements de terre et un club des élèves, a permis un modèle reproductible.

LES COMMUNAUTÉS ÉVALUENT LES DANGERS, LES VULNÉRABILITÉS, LES CAPACITÉS

Népal, Bhaktapur, Syangja & Chitwan : La Société du Croissant Rouge népalais travaille dans plus de 450 communautés exposées aux tremblements de terre, aux inondations et aux glissements de terrain. Les élèves des écoles sont impliqués dans la cartographie des dangers et dans l'évaluation des vulnérabilités et des capacités dans leurs communautés. En utilisant des sessions d'apprentissage par les pairs et des compétitions, les élèves ont collecté des fonds pour la conscientisation et le travail d'atténuation

Philippines, Banaba : Une ONG régionale, le Centre pour la préparation aux catastrophes, et la Coalition environnementale locale, Buklod Tao (Les populations unies) ont été les premières à développer une évaluation participative des risques orientée vers l'enfant et des outils de planification, engageant les enfants et les parents dans l'évaluation participative des dangers, de la vulnérabilité et des capacités. Le plan d'action qui en a résulté a conduit les mères à fabriquer des gilets de sauvetage pour les enfants, à faire des exercices d'évacuation en cas d'inondation où les enfants utilisaient des gilets de sauvetage dans la piscine locale et des messages d'éducation à la préparation aux catastrophes transmis par le biais de banderoles dans chacun des 7 districts environnants.

Document 17.3 :
Actions de préparation pour la réduction des risques de catastrophes

Actions de préparation pour la réduction des risques de catastrophes

- Mettre en œuvre un plan de réduction des risques de catastrophes à l'école au niveau de chaque école, en impliquant toute la communauté scolaire, en fixant des jalons et en prenant des mesures progressives pour arriver à la réduction des risques et à la préparation à la réponse
- Être en communication et en coordination avec les autorités de l'éducation pour appuyer les initiatives de sécurité à l'école avec les apprenants, les enseignants et les communautés, comme des exercices d'évacuation à l'école et des évaluations des risques au niveau des écoles, la fourniture de matériels de premier secours, l'établissement de mécanismes de communication d'alerte précoce et une conscientisation générale sur les dangers potentiels et la manière d'y réagir
- Au niveau des politiques nationales, mettre en œuvre des politiques sur la modernisation, la construction et la conception d'école permettant d'atténuer les impacts potentiels d'urgences probables dans des régions vulnérables. S'assurer que les nouvelles écoles sont construites et que leur site est choisi selon les principes de réduction des risques et appuyer la modernisation des écoles existantes dans les zones à risques de catastrophes
- Faire un plaidoyer pour que la réduction des risques de catastrophes soit incluse dans le programme scolaire national et dans les programmes de formation des enseignants
- Permettre aux enfants d'être encouragés et aidés à participer aux activités de réduction des risques de catastrophes en tant qu'agents de réduction des risques dans leur communauté
- Faciliter la coordination entre les partenaires du développement et les partenaires humanitaires, et leurs homologues nationaux respectifs, pour planifier et budgétiser la réduction des risques de catastrophes dans l'éducation dans une stratégie à long terme visant à éviter les pertes en vies humaines et à protéger l'éducation

Transition et reconstruction : Reprise de l'éducation normale

Session
18

Durée
75 minutes

Plan de la session

Contenu	Minutes
1. Éléments de la reprise de l'éducation normale durant la reconstruction <ul style="list-style-type: none"> • Campagnes Retour à l'école et Aller à l'école • Réintégration des élèves • Réintégration des enseignants et politiques de certification des enseignants • Programmes scolaires pour après l'urgence 	30
2. Élaboration d'une stratégie pour la reprise de l'éducation normale au Momaland	40
3. Réflexion à la préparation	5

Objectifs pédagogiques

Messages clés

1. Concevoir un plan pour la reprise de l'éducation normale	<p>Les enseignants recrutés, formés et employés au cours d'une intervention en situation d'urgence doivent être appuyés pour pouvoir accéder au système formel de formation des enseignants et d'éducation et leurs compétences et expérience doivent être reconnues.</p> <p>La coordination au sein du secteur/cluster de l'éducation est importante à toutes les phases de l'urgence, du retour à la normale et de la reconstruction.</p> <p>L'appui aux autorités et systèmes de l'éducation peut s'avérer nécessaire si l'on veut garantir une réintégration harmonieuse des enseignants et des apprenants pendant la reconstruction.</p>
2. Identifier des stratégies pour réintégrer les élèves affectés par l'urgence, avec des campagnes « Retour à l'école » et « Aller à l'école ».	
3. Comprendre la nécessité de garder des archives, le respect des examens et d'autres questions de certification.	
4. Identifier des stratégies pour réintégrer les enseignants.	
5. Discuter s'il faut garder certaines choses qui ont été introduites pendant la situation d'urgence.	

Méthode :

- Présentation, études de cas sur la reprise de l'éducation normale, planification en groupes.

Matériel nécessaire :

- Présentation de diapositives de la Session 18
- Document 18.1 : Études de cas sur les campagnes « Retour à l'école » et « Aller à l'école »
- Document 18.2 : Réintégration des élèves : Recommandations de politiques sur la certification et l'apprentissage des enfants déplacés et réfugiés
- Document 18.3 : Réintégration des enseignants
- Scénario: Reprise de l'éducation normale au Momaland : Cinq mois après le début
- Document 18.4 : Rattrapage (passerelles et accélération)
- Document 18.5 : Actions de préparation et de réponse pour la reprise de l'éducation formelle

Préparation à cette session :

- Copiez le scénario de Momaland.

La situation d'urgence se terminera un jour. Soyez prêt à cette fin.

1. Éléments de la reprise de l'éducation normale

30 minutes

1. Expliquez qu'en sus de la réhabilitation et de la construction des écoles, la phase de reconstruction de l'éducation en situations d'urgence implique des éléments interconnectés qui contribuent à la reprise de l'éducation normale:
 - 1) Campagnes Retour à l'école et Aller à l'école
 - 2) Réintégration des élèves
 - 3) Réintégration des enseignants
 - 4) Maintenir la continuité.
2. Les situations d'urgence représentent souvent des opportunités pour augmenter le nombre d'élèves scolarisés et le nombre d'enseignants, pour améliorer l'enseignement et l'apprentissage et pour construire des écoles en plus grand nombre et de meilleure qualité. Cet effort est désigné par l'expression « reconstruire en mieux ». L'augmentation des ressources à la suite d'une urgence contribue souvent à créer ces opportunités. Mais il est important d'être conscient du fait que le financement peut diminuer fortement une fois que l'urgence est passée.
3. Voyez brièvement les études de cas sur la **Campagne Retour à l'école**. Demandez aux participants de se reporter au Document 18.1 : Étude de cas sur les programmes « Retour à l'école » et « Aller à l'école ». Demandez aux participants d'identifier les actions nécessaires à la mise en œuvre de ces campagnes.
4. Expliquez que la **Réintégration des apprenants** dans le système représente un autre élément de la reprise de l'éducation normale. Posez aux participants les questions ci-dessous :
 - *Quelles sont certaines des difficultés à la réintégration des élèves après une situation d'urgence ?*
 - *Quels sont les problèmes auxquels sont confrontés beaucoup d'enfants qui ont été déplacés ?*
 - *Quels sont les groupes susceptibles d'être particulièrement vulnérables en ce qui concerne l'accès à l'éducation après les situations d'urgences ?*

Les réponses suivantes pourraient être apportées à ces questions :

- Les apprenants déplacés peuvent se heurter à un refus de reconnaître les études qu'ils ont suivies pendant leur vie de déplacés, ce qui peut entraver le retour à l'école.
 - Les élèves peuvent abandonner l'école afin de participer à la prise en charge des enfants, aux tâches domestiques ou aux travaux domestiques.
 - Les jeunes peuvent chercher des emplois et migrer vers les centres urbains.
 - Les filles et les groupes vulnérables peuvent ne pas représenter une priorité en ce qui concerne l'accès à l'éducation aux niveaux communautaire ou institutionnel.
5. Demandez aux participants s'ils ont rencontré ce type de difficultés et de quelle manière ils y ont répondu dans leur propre pays.
 6. Se référer au Document 18.2 : Réintégration des élèves : Recommandations de politiques sur la certification et l'apprentissage des enfants déplacés et réfugiés. Expliquez que ces recommandations de principe faites lors d'une récente consultation internationale avaient pour finalité de faciliter la délivrance et la validation de diplômes sanctionnant les expériences dans l'éducation des déplacés et des enfants réfugiés au cours des situations d'urgence. Ces recommandations ont pour objectif d'être une aide

pour les stratégies de plaidoyer, de politique et de mise en œuvre afin de permettre aux enfants de réintégrer le système éducatif. Montrez la diapositive pour mettre en évidence certaines recommandations :

- Lorsque les élèves déplacés intègrent ou réintègrent les systèmes éducatifs, le Ministère de l'éducation doit définir des orientations stratégiques claires en ce qui concerne l'équivalence des contenus scolaires, des programmes et des examens.
 - Les options d'homologation et de certification les mieux appropriées seront déterminées en partenariat avec les communautés touchées.
 - La possession ou la non possession d'une carte d'identité ne doit pas constituer un obstacle à l'admission à l'école, au passage de classe, à l'évaluation formelle, à l'accès aux examens ou à la progression dans le système éducatif.
 - Les documents seront mis à disposition aussi tôt que possible après l'achèvement du programme d'apprentissage.
7. Les participants vont maintenant s'intéresser à des questions touchant à la **réintégration des enseignants** après une situation d'urgence. Notez que la réintégration des élèves dans le système éducatif formel a également des implications sur la réintégration et la formation des enseignants. Demandez aux participants ce que pourraient être ces implications ?
- Les réponses pourraient être les suivantes :
- Recrutement et formation de milliers de nouveaux enseignants
 - Formation des enseignants aux nouvelles méthodologies ou aux styles d'apprentissage des adultes
 - Introduction de nouvelles méthodes d'évaluation
 - Formation aux approches accélérées ou de classes à plusieurs niveaux.
8. Expliquez qu'en plus de la nécessité de former des enseignants aux nouvelles méthodologies et aux nouveaux programmes, il va falloir mettre en place de nouvelles stratégies et politiques afin de faciliter la réintégration des enseignants. Montrez les diapositives correspondantes et expliquez que ces stratégies et politiques pourraient être les suivantes :
- Les enseignants recrutés, formés et employés au cours d'une intervention d'urgence doivent bénéficier des moyens d'accéder au système formel de formation des enseignants et d'éducation et leurs compétences et expérience doivent être reconnues.
 - La coordination avec les autorités et les partenaires de l'éducation est essentielle à toutes les étapes de la situation d'urgence ainsi qu'à toutes les phases de l'intervention à la reconstruction.
 - L'appui aux autorités et systèmes de l'éducation peut être nécessaire pour garantir la réintégration harmonieuse des enseignants.
 - Les stratégies de formation et de réintégration des enseignants doivent toutes prendre en considération la dimension genre.

Renvoyez les participants au Document 18.3 : Réintégration des enseignants, où ils trouveront une liste de problèmes et de besoins pour la réintégration des enseignants.

2. Élaboration d'une stratégie de reprise de l'éducation normale au Momaland

40 minutes

1. Expliquez que les équipes de district vont maintenant avoir la possibilité de mettre au point une stratégie pour la reprise de l'éducation normale au Momaland.

2. Distribuez le scénario : Reprise de l'éducation formelle au Momaland : Cinq mois après le début. Examinez quelques-uns des principaux faits de la situation cinq mois après le début de l'urgence :
 - Presque 70% des familles déplacées sont sur le point de retourner dans leurs villages, dans les districts D1, D2 et D3.
 - La plupart des écoles endommagées ont bénéficié de réparations suffisantes pour permettre la reprise de l'enseignement formel.
 - Des salles de classe provisoires prévues pour une durée d'environ 9 mois ont été construites dans l'enceinte des écoles détruites.
 - 30% des familles restent dans des camps dans les districts D1, D2 et D3.
 - Quelques problèmes se sont posés : 1) insuffisance des enseignants, 2) filles et enfants handicapés privés de possibilités d'accès à l'éducation, 3) abandons scolaires et taux de scolarisation inférieur à celui d'avant la crise.

Exercice dans la reprise de l'éducation normale

1. Les districts devront travailler dans le cadre de leurs équipes de district pour élaborer un programme pour un élément de la reprise de l'éducation normale au Momaland. Les missions sont définies ainsi :
 - Groupe 1 : D1 : Campagne Retour à l'école
 - Groupe 2 : D1 : Programme scolaire pour après l'urgence
 - Groupe 3 : D2 : Réintégration des enseignants
 - Groupe 4 : D2 : Réintégration des élèves
 - Groupe 5 : D3 : Réintégration des enseignants
 - Groupe 6 : D3 : Réintégration des élèves

Demandez aux participants d'identifier et d'appliquer les **Normes minimales appropriées de l'INEE**, comme :

Enseignants et autres personnels de l'éducation

Norme 1 : Recrutement et sélection : *Un nombre suffisant d'enseignants et autres personnels de l'éducation est recruté à travers un processus participatif et transparent, selon des critères de sélection qui prennent en compte la diversité et l'équité.*

Norme 2 : Conditions de travail : *Les enseignants et autres personnels de l'éducation ont des conditions de travail clairement définies et sont rémunérés convenablement.*

Norme 3 : Appui et supervision : *Des mécanismes d'appui et de supervision pour les enseignants et autres personnels de l'éducation fonctionnent efficacement.*

Enseignement et apprentissage

Norme 1 : Programmes scolaires : *Des programmes scolaires pertinents du point de vue culturel, social et linguistique sont utilisés pour fournir une éducation formelle et non formelle, appropriée au contexte et aux besoins particuliers des apprenants.*

Norme 2 : Formation, développement professionnel et appui : *Les enseignants et autres personnels de l'éducation reçoivent une formation périodique pertinente et structurée, adaptée aux besoins et aux circonstances.*

Norme 3 : Enseignement et processus d'apprentissage : *L'enseignement et les processus d'apprentissage sont centrés sur l'apprenant, participatifs et inclusifs.*

Norme 4 : Evaluation des résultats de l'apprentissage : *Des méthodes appropriées d'évaluation et de validation des résultats de l'apprentissage sont utilisées.*

Politique éducative

Norme 1 : Formulation des politiques et des lois : *Les autorités chargées de l'éducation font de la continuité et du rétablissement d'une éducation de qualité, avec un accès libre et inclusif à la scolarisation, une priorité.*

Norme 2 : Planification et mise en œuvre : *Les activités éducatives prennent en compte les politiques, lois, normes et plans internationaux et nationaux pour l'éducation ainsi que les besoins d'apprentissage des populations affectées.*

Après 30 minutes, mettez un terme à l'activité. Faites une présentation murale et demandez aux rapporteurs de chaque groupe d'expliquer leurs diagrammes.

3. Réflexion à la préparation

5 minutes

1. Concluez en demandant aux participants quelles sont les implications pour la planification de la préparation concernant la reprise de l'éducation normale et quelles sont les activités qui doivent être mises en œuvre à l'avance.
2. Demandez aux participants de noter les idées sur des cartes de couleurs et de les afficher sur le mur Préparation, sous le panneau Reprise de l'éducation normale.

DOCUMENT 18.1 : Étude de cas sur les campagnes « Retour à l'école » et « Aller à l'école »

Liberia

Les quatorze années de conflit qui ont déchiré le Liberia ont été marquées par des destructions de vies et de biens, des déplacements massifs de populations et un effondrement des services sociaux de base. Le système éducatif a été détruit et de nombreux enfants ont été privés de tout accès à l'éducation. Quand les réfugiés libériens et les déplacés sont rentrés chez eux, l'UNICEF a continué d'apporter son appui au Ministère libérien de l'éducation dans le cadre d'une Campagne « Retour à l'école ». Lancée en novembre 2003, cette campagne avait pour finalité d'organiser le retour en classe d'environ un million d'enfants avant la fin de l'année 2004. S'il est vrai que l'objectif n'a pas été atteint, 800 000 enfants environ ont été pris en charge avant la fin décembre 2004. Au total, 7 200 enseignants du cycle primaire ont été orientés lors d'une série de séminaires de trois jours, tandis que 3 700 espaces d'apprentissage (écoles et autres structures) ont bénéficié d'un soutien au cours de la campagne.

Côte d'Ivoire

La crise sociopolitique qui a touché la Côte d'Ivoire au cours des sept dernières années a provoqué la dégradation des infrastructures d'enseignement. La scission du pays entre le sud, sous contrôle du gouvernement, et le nord, administré par les Forces nouvelles, avec les soldats de la paix des Nations Unies patrouillant dans les zones tampon, a engendré une situation précaire. Des milliers de personnes ont dû fuir leurs habitations, la plupart trouvant refuge dans les zones contrôlées par le gouvernement et provoquant la saturation des services sanitaires et éducatifs existants. Une campagne « Retour à l'école », organisée à la fin de l'année 2006 et au début de l'année 2007, a permis de promouvoir le retour à l'école de plus de 686 000 enfants, parmi lesquels plus de 282 800 filles, alors que le nombre d'élèves inscrits pour l'année 2005 n'était que de 149 000, pour 60 000 filles.

Angola

Environ trente années de guerre civile avaient entraîné d'importants déplacements de populations et l'effondrement des infrastructures de santé et d'éducation, privant 44% des enfants angolais de possibilités d'accès à l'école. Les bâtiments scolaires avaient été détruits et les enseignants avaient fui en raison de l'insécurité. Au début de l'année 2003, le Ministère angolais de l'éducation et l'UNICEF ont lancé une campagne Retour à l'école dans deux des 18 provinces de l'Angola. Dans les provinces bénéficiant de l'appui de l'UNICEF, 4 600 salles de classe ont été réhabilitées. L'initiative a par la suite été élargie à l'ensemble du pays. La campagne a également servi d'aiguillon en incitant le Ministère de l'éducation à recruter 29 000 enseignants supplémentaires.

Retour de Juba

Après des années de demandes de permission, il a soudain été possible, en 1992, à presque trois mille réfugiés ougandais à Juba, au Sud-Soudan, de rentrer en Ouganda. Pendant qu'ils attendaient de monter dans les avions à l'aéroport de Juba, les forces de sécurité soudanaises ont fouillé toutes leurs possessions et ont retiré tous les documents faisant référence au temps (souvent plus de dix ans) qu'ils avaient passé au Soudan. Ils choisissaient en particulier les diplômes scolaires qu'ils détruisaient sur place en criant « Si vous ne voulez pas rester ici, vous n'avez pas besoin de ça. » En Ouganda, quand les premiers arrivants ont raconté ce qui se passait, un groupe de plaidoyer a demandé au HCR de contacter Juba par radio et de s'organiser pour que les rapatriés puissent déposer tous leurs diplômes au bureau du HCR avant d'aller à l'aéroport pour qu'ils puissent ensuite être envoyés par la valise diplomatique. Cela n'a pas été fait. Le résultat ? Plusieurs années d'interruption pour ces élèves qui n'ont pas pu prouver quel niveau ils avaient atteint et n'ont pas pu concurrencer les Ougandais chez eux pour avoir accès à des possibilités de scolarisation très limitées. Qu'apprenons-nous ? Quand le rapatriement se fait, il faut faire les choses suivantes : a) Chaque personne qui était à l'école doit recevoir un document montrant à quel niveau elle est arrivée dans son éducation. b) Les enseignants doivent aussi recevoir un document montrant leur service et leur formation.

Echo Bravo, 2009

**DOCUMENT 18.2 : Réintégration des élèves : Recommandations de politiques
sur la certification et l'apprentissage des enfants déplacés et réfugiés**
(Adapté du Séminaire international de l'IIEP, 2008)

Plaidoyer et Coordination

- Les organisations de l'ONU et les organismes humanitaires ainsi que les ONG internationales doivent coordonner leurs activités de plaidoyer dans les domaines de l'homologation et de la reconnaissance des acquis scolaires des PDIP et des enfants réfugiés en situation d'urgence. Ces procédures de validation et de reconnaissance doivent être mises en œuvre en collaboration avec les départements compétents de l'administration afin de garantir leur validité et leur acceptation dans le pays hôte et dans les pays voisins.
- La possession ou la non possession d'une carte d'identité ne doit pas constituer un obstacle à l'admission à l'école, au passage de classes, à l'évaluation formelle, à l'accès aux examens ni à la progression dans le système éducatif.

Stratégies et mise en œuvre

- Il convient d'identifier, en partenariat avec les communautés concernées, les possibilités les plus satisfaisantes de validation et de reconnaissance des acquis.
- Les documents doivent être délivrés dans les meilleurs délais après l'achèvement du programme et, si nécessaire, fournis dans plusieurs langues afin de faciliter leur validation.
- Lorsque des élèves déplacés intègrent ou réintègrent le système éducatif, le Ministère de l'éducation doit alors définir des orientations claires en ce qui concerne l'équivalence des contenus scolaires, des programmes et des examens.
- La diffusion des orientations et des procédures doit être garantie au niveau local afin de prévenir tout risque de voir des écoles ou autorités prendre des décisions de circonstance pouvant mener à une exploitation.
- Les politiques et procédures de l'éducation pour l'intégration et la réintégration doivent aussi être diffusées au sein des populations de réfugiés et des communautés de PDIP afin de leur donner une idée claire de leurs droits et de leurs possibilités.
- Il convient, si possible, d'apporter, dans les régions touchées par un conflit ou exposées aux conflits, un appui aux mécanismes régionaux et transfrontaliers, comme les conseils d'examen et de programme scolaires ainsi que les conventions, qui traitent explicitement des réfugiés et PDIP.

Renforcement des Capacités

- Un appui technique et un appui au renforcement des capacités doivent être fournis au Ministère de l'éducation et aux autorités locales recevant des réfugiés et des PDIP afin de faciliter une planification et une élaboration des politiques efficaces en ce qui concerne la réintégration des étudiants et des enseignants rapatriés.
- Des outils et instruments spécifiques, comme les « aides à la certification », les diagrammes de conversion des notes, les comparaisons des programmes scolaires, doivent être mis au point afin d'apporter un appui au passage des élèves d'un système d'éducation à un autre.
- Des enseignants et experts de l'éducation réfugiés ou PDIP doivent être impliqués dans l'élaboration des politiques liés à la validation ou à la certification.

DOCUMENT 18.3 : Réintégration des enseignants
--

Questions touchant à la certification

- Une partie importante des efforts visant à garantir la pérennité des programmes d'éducation consiste à faire en sorte que l'expérience acquise par les enseignants pendant une situation d'urgence soit dûment reconnue. Le secteur de l'éducation doit intervenir au niveau de la politique d'éducation afin que les cours de formation ou d'orientation des enseignants organisés pendant la situation d'urgence soient dûment homologués et reconnus.
- Veiller à ce que le processus « de certification d'urgence » permette aux enseignants ou aux auxiliaires d'avoir accès au système de formation des enseignants remis en route ou nouveau.

Besoins de Recrutement

- Nombre d'enseignants requis
- Recrutement, description des postes et rémunération
- Code de conduite
- Recrutement d'enseignantes

Besoins de Formation

- Faire le lien entre les stratégies de formation et le système d'éducation formelle, notamment les méthodes et le calendrier de la formation.
- Identification des formateurs d'enseignants ; suivi, contrôle et supervision.
- Besoins de formation, y compris de formation dans les matières principales et les sujets supplémentaires.
- Création de nouveaux matériels lorsque les matériels initiaux de formation des enseignants ne sont pas disponibles ou pas adaptés.
- Plaidoyer en vue de la validation et de la certification, par les autorités de l'éducation, de la formation des enseignants.
- La coordination du secteur de l'éducation est essentielle, du début de la situation d'urgence aux étapes de la reconstruction et du développement.

Questions de compensation

- Soutenir le gouvernement pour la définition d'une politique concernant la rémunération des enseignants.
- Envisager des formes non monétaires d'appui susceptibles de renforcer la motivation des enseignants, notamment des indemnités d'alimentation et de logement, la fourniture de bicyclettes, la formation en cours d'emploi et l'amélioration des conditions de travail.
- Envisager des initiatives visant à encourager l'appui aux enseignants, en particulier les paiements communautaires, l'alimentation, le logement.
- Passer en revue les systèmes de contrôle financier liés à la rémunération des enseignants.

(Adapté de l'IIEP)

Scénario : Reprise de l'éducation formelle au Momaland : Cinq mois après le début

Cinq mois après les inondations. Presque 70% des familles déplacées sont sur le point de retourner dans leurs villages, dans les D1, D2 et D3. La mise en œuvre du programme de réhabilitation et de construction d'écoles s'étalera sur plus d'un an. Cependant, la plupart des écoles endommagées ont bénéficié de réhabilitations suffisantes pour reprendre l'enseignement formel, même si certains établissements ne sont pas encore en bon état. Seules les écoles gravement endommagées ont été reconstruites à l'aide de matériaux locaux, mais des salles de classe temporaires conçues pour durer neuf mois environ ont été construites dans l'enceinte des écoles. Les 30% restants des familles qui ne sont pas rentrées dans leur village du fait de la destruction totale de leurs maisons et de leurs moyens d'existence sont restés dans des camps dans les districts D1, D2 et D3. Des salles de classe temporaires ont également été construites pour les enfants déplacés. La reprise de l'éducation formelle est confrontée aux difficultés suivantes.

1. Déficit d'enseignants

Les enseignants qualifiés susceptibles d'enseigner dans les écoles des camps de D1 et D3 sont en nombre insuffisant. Les autorités locales de l'éducation et les ONG ont des difficultés à recruter un nombre suffisant d'enseignants. La majeure partie des enseignants PDIP rentrent chez eux et recommencent à travailler dans leurs anciennes écoles. Cependant, certains enseignants restent dans les camps mais ne souhaitent pas enseigner, étant donné qu'ils ne peuvent pas recevoir leur salaire. Aucune disposition n'a été prise pour remédier à cette situation.

2. Accès des filles à l'éducation

Quelques tentatives ont été faites par les autorités des services de l'éducation au niveau des districts, avec un important plaidoyer des partenaires du secteur pour provoquer une implication de la communauté dans les efforts visant à augmenter le nombre des filles inscrites dans le cycle primaire. Cet effort modeste devrait engendrer une hausse de 5% du taux de scolarisation des filles de D1 et D2. Deux des défis d'aujourd'hui consistent à (a) atteindre et même à dépasser ce taux, (b) veiller à ce que les filles une fois inscrites restent à l'école et (c) faire de telle sorte que les filles en âge de fréquenter l'école primaire et non scolarisées puissent accéder à l'école.

3. Enseignement adapté pour les jeunes

Peu de financements ont été mobilisés au profit des jeunes des zones touchées. Les écoles secondaires existent, mais ce n'est pas là le problème en D1, D2 et D3, étant donné que de nombreux jeunes qui devaient être normalement inscrits dans le cycle secondaire sont encore au milieu de leurs études primaires. Au cours de la phase d'intervention d'urgence, quelques classes distinctes dispensant un enseignement intensif ont été ouvertes pour les élèves, avec des résultats positifs. Pour ce qui concerne les élèves âgés, il faudrait réussir à les inscrire et à les maintenir à l'école, mais bon nombre d'entre eux sont réticents à suivre les cours avec des élèves beaucoup plus jeunes qu'eux. Dans certaines écoles primaires dans lesquelles ils ont déjà été inscrits, les enseignants signalent que ces jeunes ne semblent prêter aucun intérêt aux cours, les jugeant inutiles et estimant qu'elles ne leur permettront pas d'obtenir un emploi. Deux des difficultés rencontrées à ce niveau consistent à (a) veiller à ce que l'éducation soit utile aux jeunes et aux élèves âgés et qu'elle prenne en charge leurs besoins actuels et futurs et (b) faciliter l'accès et l'appui aux jeunes déscolarisés.

4. L'éducation inclusive

Peu d'attention a été prêtée aux enfants handicapés. Le système éducatif dispose d'un document de politique d'inclusion pour les enfants handicapés, mais il n'a jamais été appliqué. Les infrastructures physiques des écoles endommagées et les écoles provisoires ne sont pas bien adaptées aux besoins des enfants souffrant de handicaps physiques. Il y a beaucoup d'enfants handicapés en D1 qui étaient scolarisés avant l'inondation, mais la plupart ont abandonné l'école. L'enjeu est de rendre possible l'accès physique à l'école des

enfants handicapés ayant abandonné leurs études et de ceux qui n'étaient pas scolarisés auparavant.

5. *Élèves en abandon scolaire et enfants non scolarisés*

Beaucoup d'enfants, en particulier des jeunes, ne sont pas scolarisés. Un grand nombre de jeunes ont cherché du travail dans les principaux villages, notamment en D1, ou dans le chef lieu de province, pour aider à la prise en charge des besoins de leur famille ou de leurs propres besoins. Dans l'ensemble, le rythme de la migration vers le chef lieu de province et D1 a sensiblement augmenté depuis l'inondation. Dans certaines parties de D2 et D3, 20% environ des élèves du primaire ne sont pas retournés à l'école quand l'éducation formelle a repris. Un nombre significatif de terres agricoles ont été endommagées par les inondations et les parents gardent leurs enfants à la maison soit pour qu'ils s'occupent de leurs jeunes frères et sœurs, soit pour qu'ils participent aux travaux de repiquage. L'enjeu est de fournir des incitations aux familles pour permettre aux enfants ayant abandonné leurs études de retourner à l'école et de réussir à inscrire pour la première fois les enfants non scolarisés.

Document 18.4:
Rattrapage : passerelles et accélération

Qu'est-ce que l'éducation alternative ou accélérée ?

Plusieurs pays ont maintenant des systèmes alternatifs d'éducation de base qui affirment fournir une éducation suffisante. Ils permettent aussi à l'enfant ou à l'élève de rejoindre une classe plus haute dans l'école primaire conventionnelle.

Ils essaient d'aider les enfants à « rattraper » et utilisent souvent un programme scolaire compressé (raccourci). Le mot « accéléré » est utilisé quand le cours est nettement plus court que le nouveau, par exemple quand on fait l'équivalent de deux ans en un.

Ils sont généralement faits pour des enfants ou des jeunes qui commencent l'école trop tard ou pour des gens qui sont trop âgés pour participer à des classes normales ou pour passer plusieurs années à répéter toute l'école primaire.

Ils sont souvent appelés « classes passerelles », bien que ce terme soit aussi employé pour désigner des classes qui sont prévues pour permettre une transition d'un système à un autre ou d'un cycle à un autre, comme les nombreuses « classes zéro » mises en place pour préparer les réfugiés à une école secondaire dans une nouvelle langue.

Dans la partie de l'Ouganda affectée par la LRA, le conflit en cours a causé des mouvements massifs de population depuis un habitat traditionnel dispersé jusque dans des camps très étroits, gardés par des soldats du gouvernement ou des miliciens officiels dont le comportement n'est pas toujours bon.

L'école primaire normale a recommencé dans ces camps. Mais dans de nombreux camps, il y a un nombre important (qui augmente maintenant que la paix semble arriver) de « garçons » et de « filles » qui ont été enlevés par l'armée rebelle et ont réussi d'une manière ou d'une autre à rentrer. Beaucoup des filles ont des bébés ou sont enceintes.

Echo Bravo, avec l'aide des écoles primaires, offre une éducation accélérée (3 ou 4 ans d'école primaire au lieu de 7) l'après-midi pour ces jeunes rapatriés. Echo Bravo travaille avec War Child Holland sur ce projet et espère bientôt étendre la formation en compétences basée dans des centres de ressources à une autre zone où se trouvent des déplacés, près de la frontière du Soudan.

Le programme est réussi à différents niveaux. Les facteurs cruciaux sont :

- Hébergement par les écoles primaires (souvent, la même directrice supervise le groupe de l'après-midi).
- L'énorme fréquentation des jeunes qui avaient été enlevés, avec une majorité de filles, ce qui a fait taire tous les doutes sur leur volonté ou non de terminer l'école primaire.

Un autre groupe qui bénéficierait d'être ciblé pour une formation est composé des jeunes mères qui n'ont pas pu continuer leur éducation, soit à cause d'un mariage précoce ou à cause de leur grossesse (ou les deux).

Étude de cas : Programme alternatif d'éducation dans les Territoires palestiniens occupés

Un **projet de cours de rattrapage à distance** a été mis en place à Hébron et Khan Younes par des enseignants palestiniens et des membres de la communauté avec l'appui de l'UNICEF. Le projet a été conçu pour répondre à la situation créée par le couvre-feu imposé au cours de la deuxième intifada. Le programme du projet prévoit des fiches d'auto-apprentissage qui permettent aux élèves du primaire et à quelques élèves du secondaire de continuer à s'instruire pendant les périodes de couvre-feu continu. A Hébron, il permet à 12

000 élèves dont l'éducation était interrompue de poursuivre leur programme. Ces activités impliquent plus de 600 enseignants, 30 écoles, les réseaux locaux de télévision et les parents. Les leçons de rattrapage sont diffusées sur les stations locales de télévision pour que les élèves empêchés de se déplacer vers l'école aient quand même accès à l'éducation. En outre, des cours de rattrapage sont dispensés aux enfants blessés qui ne pas peuvent se rendre à l'école à Khan Younes.

Un autre projet mis en œuvre pour lancer des cours de rattrapage et un appui psychosocial est celui concernant les **camps d'été/écoles d'été de rattrapage** implantés en Cisjordanie et à Gaza. L'UNICEF, œuvrant en partenariat avec le Ministère de l'éducation, a renforcé le soutien qu'il fournissait aux camps d'été afin de garantir la promotion des droits et la participation des enfants et, à terme, d'améliorer leurs propres capacités de développement dans des conditions très difficiles. Cette année, les camps d'été ont servi à trois fonctions : 1) comme lieu de récréation, pour permettre à des enfants de se réunir dans un cadre informel et de s'amuser, surtout après avoir vécu dans une situation de stress psychosocial, de violence et de difficultés économiques du fait de la crise israélo-palestinienne actuelle ; 2) pour fournir un appui psychosocial aux enfants et 3) pour fournir une éducation compensatrice à des élèves dont la scolarité a souffert du fait de la crise. Le nombre total de camps d'été que l'UNICEF soutiendra financièrement et matériellement est de 124 (47 soutenu complètement et 77 en partie). Ils bénéficient à 24 800 enfants de 6 à 12 ans. La durée moyenne des camps d'été sera de 2 semaines.

Source : UNICEF OPT

Étude de cas : Érythrée

L'éducation est presque toujours identifiée par les réfugiés et les déplacés eux-mêmes comme une priorité urgente. Comme les écoles risquent d'être des cibles, l'un des éléments du processus de planification doit être d'établir des sites alternatifs pour les salles de classe, en changeant régulièrement d'endroit. En Érythrée, à la fin des années 1980, les cours se tenaient souvent sous des arbres, dans des grottes ou dans des huttes camouflées, bâties de branches et de feuilles.

Des arrangements similaires ont été pris au plus fort des combats dans l'Ex-Yougoslavie. Les cours étaient donnés dans les caves des maisons des gens, souvent à la lumière des bougies.

Source : *Étude des Nations Unies sur l'impact des conflits armés sur les enfants, 1996*

Étude de cas : Éducation à distance au Soudan

Un programme d'éducation à distance visant les réfugiés et les urbains déplacés âgés de quatorze à trente ans a été mis en place au Soudan dans les années 1980. L'assistance du International Extension College en Grande Bretagne a permis d'établir l'Unité d'apprentissage ouvert du Soudan (Sudan Open Learning Unit*) à Khartoum qui produisait tous les matériels. Des cours complets de premier cycle du secondaire étaient disponibles en anglais, math, biologie, physique et chimie. Ils comprenaient trente modules d'auto-apprentissage. Un cours de soins médicaux primaires était aussi disponible pour les formateurs en soins médicaux. Les élèves pouvaient rencontrer les tuteurs et étudier ensemble dans des centres d'étude régionaux.

*Appelé plus tard SOLO, Sudan Open Learning Organisation (Organisation d'apprentissage ouvert du Soudan)

Source : Annie Foster AED in « From Emergency to Empowerment »

Document 18.5:
Actions de préparation et de réponse pour la reprise de l'éducation formelle

Actions de préparation pour la reprise de l'éducation formelle

- Établir/ renforcer avant la situation d'urgence les politiques et mécanismes du Ministère de l'éducation pour le recrutement, la rémunération et la certification des enseignants
- Dans le cadre de la programmation régulière, mettre en œuvre des stratégies pour recruter, former et certifier plus de femmes enseignantes
- S'occuper des besoins des groupes exclus de la société dans le contexte du développement, ce qui fournira une base pour la réintégration des élèves dans les contextes d'urgence
- Se familiariser avec les matériels du programme scolaire et les stratégies pour la réintégration des élèves, comme les programmes accélérés d'apprentissage, les programmes scolaires à distance et non formels et l'enseignement et les programmes pour les enfants ayant des besoins particuliers et les anciens combattants (le cas échéant)
- Se familiariser avec les stratégies des campagnes Retour à l'école et Bienvenue à l'école
- Créer des mécanismes pour la fourniture de manuels scolaires et d'uniformes pour faciliter la reprise de l'éducation (processus d'achat local, accord à long terme, pré-positionnement, etc.)
- S'assurer qu'il y a des politiques du Ministère de l'éducation concernant la validation de la formation des personnels de l'éducation lors de situations d'urgence et des mécanismes pour d'autres possibilités de formation et pour une certification après l'urgence, y compris pour les enseignants issus des communautés réfugiées
- Là où des élèves déplacés intègrent ou réintègrent des systèmes éducatifs, aider le Ministère de l'éducation à élaborer des directives claires sur l'équivalence des programmes scolaires, des programmes et des examens

Actions de réponse pour la reprise de l'éducation formelle

- Mener des campagnes Retour à l'école et Bienvenue à l'école avec les autorités communautaires pour que les élèves retournent à l'école et que les enfants non scolarisés soient inscrits à l'école durant la phase de reconstruction
- S'assurer qu'on prépare ou qu'on fournit des matériels d'enseignement, comme des matériels pour l'éducation accélérée, l'enseignement professionnel et l'éducation non formelle, qui réponde aussi aux besoins des enfants ayant des besoins particuliers ou des anciens combattants
- Permettre aux OEV d'avoir un accès égal à l'éducation après les situations d'urgence grâce à des services financiers, psychosociaux, de santé, de nutrition et d'appui communautaire
- Assurer la fourniture de manuels scolaires, d'uniformes et d'autres matériels d'éducation et de récréation pour faciliter la reprise de l'éducation formelle
- S'assurer que les enseignants recrutés et formés durant les situations d'urgence ont l'occasion de bénéficier d'une formation supplémentaire et d'une certification, y compris les enseignants issus de communautés réfugiées
- Mettre en œuvre des politiques qui permettent l'accréditation et la certification de ce qu'ont appris les enfants déplacés et réfugiés durant les situations d'urgence. Ces procédures d'accréditation et de certification doivent être entreprises avec les bureaux gouvernementaux concernés pour qu'elles soient valables et acceptées à la fois dans le pays hôte et dans les pays voisins.

<h1>Réhabilitation et construction d'écoles</h1>	<p>Session 19</p>	
	<p>Durée 70 minutes</p>	
<p align="center">Plan de la session</p>		
<p>Contenu</p>		<p>Minutes</p>
<p>1. Rôle du gouvernement, des bailleurs de fonds, des organismes et communautés dans la réhabilitation et la construction des écoles</p>		<p>30</p>
<p>2. Élaborer un plan de réhabilitation et de construction d'écoles</p>		<p>35</p>
<p>3. Réflexion à la préparation</p>		<p>5</p>
<p align="center">Objectifs pédagogiques</p>		<p align="center">Messages clés</p>
<p>1. Discuter et évaluer les rôles du gouvernement et des partenaires de l'éducation dans la réhabilitation et la construction d'écoles dans les situations d'urgence.</p> <p>2. Identifier les partenaires potentiels pour appuyer les réhabilitations et constructions d'écoles, comme la Banque mondiale et la Banque africaine de développement.</p> <p>3. Identifier le but, le contenu et la logistique d'une évaluation des dégâts à une école et le rôle des organismes dans l'appui au Ministère de l'éducation pour procéder à des évaluations.</p> <p>4. Identifier les normes de réhabilitation et de reconstruction d'écoles intéressantes, comme la participation communautaire, l'utilisation de matériaux locaux, l'application des principes adaptés aux besoins des enfants, le rapport coût/efficacité, et l'application des principes de réduction/diminution des risques de catastrophe.</p> <p>5. Identifier les modèles de modernisation et de conception appropriés ou intégrés dans la politique du Ministère de l'éducation.</p>		<p>Les gouvernements doivent jouer un rôle de premier plan dans la réhabilitation et la construction d'écoles, avec l'UNICEF, Save the Children et d'autres organismes de coordination et d'appui au gouvernement.</p> <p>Les communautés et les autorités scolaires locales doivent jouer un rôle clé dans la conception et la mise en œuvre des programmes de réhabilitation et de construction.</p> <p>Les bailleurs de fonds doivent fournir l'appui technique et le financement, mais il est essentiel que le secteur de l'éducation travaille en étroite collaboration avec les bailleurs de fonds dans l'évaluation des dégâts et la planification afin d'intégrer des contributions adaptés aux besoins de la communauté et des enfants.</p> <p>Les programmes de réhabilitation et de construction doivent appliquer les normes adaptées, comme la participation communautaire, l'utilisation de matériaux locaux, des principes adaptés aux besoins des enfants, le rapport coût efficacité, et les principes de réduction ou de diminution des risques de catastrophe.</p>

Méthode :

- Présentation, étude de cas, travail de groupes.

Matériel nécessaires :

- Document 19.1: Étude cas: Réhabilitations et constructions d'écoles au Sud Soudan
- Document 19.2: Rôles des acteurs dans les réhabilitations et constructions d'écoles
- Document 19.3: Normes de conception et de construction d'écoles
- Document 19.4. Exemple d'organigramme pour la priorisation et l'évaluation des projets de modernisation d'écoles
- Document 19.5 : Elaboration d'un plan de mise en œuvre des réhabilitations et constructions scolaires
- Document 19.6 : Actions de préparation et de réponse pour la réhabilitation et la construction des écoles

1. Rôle du gouvernement, des bailleurs de fonds, des organismes et communautés dans la réhabilitation et la construction d'écoles

30 minutes

1. Démarrez la session en expliquant qu'à la suite d'une catastrophe, les communautés veulent généralement que les écoles endommagées soient réparées le plus vite possible, et dans la transition devant mener au redressement de la situation, une reconstruction semi permanente ou permanente doit être planifiée et mise en œuvre de manière efficace.
2. Montrez la présentation de diapositives sur l'étude de cas sur la réhabilitation et la construction d'écoles au Sud Soudan. Demandez aux participants de prendre le Document xx.1 : Étude de cas : Construction d'écoles au Sud Soudan.

Exercice

1. Faites travailler les participants à leurs tables en groupes de 3 et donnez-leur 10 minutes.
 - 1) Complétez l'information sur le graphique qui vous est fourni. S'il n'y avait pas suffisamment d'informations sur la présentation de diapositives pour réagir, il faut le noter.
2. En plénière, demandez aux participants d'identifier les *rôles des acteurs* :
 - Ministère de l'éducation
 - Les autorités scolaires locales
 - L'UNICEF et les autres organismes de l'ONU
 - Les ONG internationales
 - Les entrepreneurs
 - Les collectivités locales
 - Les bailleurs de fonds
3. Expliquez que même si l'UNICEF a joué un rôle majeur dans le projet du Sud Soudan, elle ne s'implique pas toujours activement dans des activités de reconstruction de grande envergure. De plus en plus, les fonds passent entre les mains du gouvernement s'il a la capacité de gérer des réhabilitations et reconstructions de grande envergure. Posez les questions suivantes aux participants en tant que représentants du gouvernement, de l'UNICEF et de Save the Children:
 - *En ce qui vous concerne, quel est le rôle joué par votre organisme dans les réhabilitations et constructions d'écoles ?*
 - *Le gouvernement de votre (vos) pays a-t-il la capacité de recevoir directement des bailleurs de fonds un financement et de gérer des projets de construction de grande envergure ?*
4. Expliquez que l'UNICEF, Save the Children et les autres ONG peuvent jouer un rôle d'appui dans :
 - la fourniture de fonds limités pour l'évaluation des dégâts dans les écoles et les petits travaux de réhabilitation de celles-ci
 - le plaidoyer et la fourniture d'assistance technique pour des plans adaptés aux besoins des enfants en vue de la réhabilitation des écoles
 - l'assistance dans la coordination des acteurs au plan local, y compris les ONG locales
5. Discutez des questions suivantes relatives à l'étude de cas du Sud Soudan:
 - *Comment les communautés ont-elles été impliquées ? Quels ont été les avantages tirés ?*
 - *Comment les différentes structures organisationnelles ont-elles permis aux communautés de s'impliquer ?*
 - *Comment les bailleurs de fonds doivent-ils être impliqués dans la mise en œuvre des programmes de réhabilitation et de construction ?*Faites remarquer que les bailleurs de fonds peuvent jouer un rôle significatif dans les décisions qui affecteront la manière dont l'enseignement est dispensé au niveau des communautés.
6. Donnez l'exemple du tremblement de terre au Pakistan et montrez la diapositive

correspondante. Expliquez qu'à la suite du tremblement de terre au Pakistan, la Banque mondiale a procédé à une évaluation des dégâts et a pris part à la prise de décisions quant à la mise en place de nouvelles écoles, pour s'assurer de la prise en compte des normes de sécurité et des risques. Le rôle de l'UNICEF consistait à intégrer une évaluation des besoins humains en plus de l'évaluation des dégâts structurels. Ce type d'évaluation concernait :

- les besoins spécifiques des enfants
- les besoins communautaires, y compris les décisions en ce qui concerne la mise en place des écoles
- les besoins des handicapés physiques
- la culture et les pratiques locales

7. Revenez à l'étude de cas du Sud Soudan pour vous intéresser aux normes et à la conception. Demandez aux participants :
 - *Quelles normes ont été mises en œuvre ?*
 - *Quels éléments structurels ont été intégrés dans les écoles ?*
 - *Y a-t-il quelque chose que vous recommanderiez et qui a été omis dans la conception et les normes ?*
8. Dites aux participants de prendre le Document 19.3: Normes de conception et de construction d'écoles. Demandez-leur s'ils ont quelque chose à ajouter à la liste des normes et éléments structurels.

2. Mise au point d'un plan de mise en œuvre des réhabilitations et constructions d'écoles

35 minutes

Plénière (10 minutes)

1. Dites aux participants qu'ils auront l'occasion d'élaborer un plan de réhabilitation et de construction d'écoles dans leurs districts au Momaland. Avant cela, ils doivent s'intéresser au processus d'évaluation des dégâts.
2. Renvoyez les participants au Document 19.4: Exemple d'organigramme pour la priorisation et l'évaluation des projets de modernisation d'écoles et montrez le graphique sur la diapositive correspondante.
3. Expliquez qu'il est nécessaire d'évaluer si les écoles endommagées peuvent être réparées. En outre, il est essentiel de réfléchir aux exigences techniques de la modernisation des écoles endommagées pour réduire le risque de dégât lors d'éventuelles catastrophes similaires à l'avenir.
4. Analyser l'organigramme.
5. Posez aux participants les questions suivantes pendant que vous visionnez l'organigramme:
 - *Quels organismes sont responsables de la conduite de l'évaluation ?*
 - *Comment peuvent-ils établir les priorités pour l'ordre de la réhabilitation des écoles ?*
 - *Quel sera le facteur déterminant dans la réhabilitation et la modernisation des écoles en cas de catastrophes similaires ?*
 - *Quel est le rôle de la communauté dans le processus d'évaluation et dans la décision de réhabiliter ou de reconstruire ?*

(25 minutes)

Exercice

1. Les participants vont travailler dans leurs équipes de districts pour élaborer des plans pour ces derniers. En utilisant le Document 19.5 : Élaboration d'un plan de mise en œuvre des constructions et réhabilitations d'écoles, ils feront les choses suivantes :
 - 1) Déterminer le nombre d'écoles devant être reconstruites ou réparées, sur la base des données issues de l'évaluation rapide des écoles.
 - 2) Utiliser le graphique pour identifier les agences responsables de telle ou telle activité répertoriée dans le graphique. Ils peuvent ajouter ou modifier des activités selon ce qu'ils pensent nécessaire pour réparer ou construire des écoles.

3) Identifier des délais pour la conduite des activités.

Ils peuvent également utiliser le Document 19.2: Rôles des acteurs dans les réhabilitations et constructions d'écoles pour les aider à déterminer les responsabilités.

Ils doivent tenir compte des normes minimales de l'INEE.

2. Faites un compte rendu de l'activité à l'aide des questions de discussion suivantes:
 - *Combien de temps faut-il pour achever les travaux de réhabilitation et de construction ?*
 - *Qui est en charge du processus ? Quel est le rôle de l'UNICEF, de Save the Children et des autres organismes ?*
 - *Quel est le rôle des communautés ?*
 - *Supposant que cela va prendre énormément de temps pour compléter le processus, comment vos districts peuvent-ils démarrer des activités formelles d'enseignement au cours de la construction ?*
 - *Quels sont les difficultés rencontrées dans l'achèvement des plans que vous avez élaborés ? Comment votre district peut-il les relever ?*

3. Réflexion à la préparation

5. minutes

1 Concluez en demandant aux participants quelles sont les conséquences pour la planification de la préparation en ce qui concerne les réhabilitations et constructions d'écoles? Demandez aux participants de consigner leurs idées sur des cartes de couleurs et de les placer sur le mur Préparation en dessous du signe Réhabilitation et construction d'écoles.

2 Identifiez les normes minimales de l'INEE qui s'appliquent aux réhabilitations et constructions d'écoles.

DOCUMENT 19.1:
Étude de cas : Construction d'écoles au Sud Soudan

Éléments du programme	Commentaires
Rôles des acteurs	
Ministère de l'éducation	
Autorités scolaires locales	
UNICEF et autres organismes des Nations Unies	
ONG internationales	
Entrepreneurs	
Collectivités locales	
But du programme	
Normes de construction	
Conception	
Formation	
Avantages pour les communautés	

DOCUMENT 19.2 :
Rôles des acteurs dans les réhabilitations et constructions d'écoles
 (Extrait des projets de notes d'orientation de l'INEE)

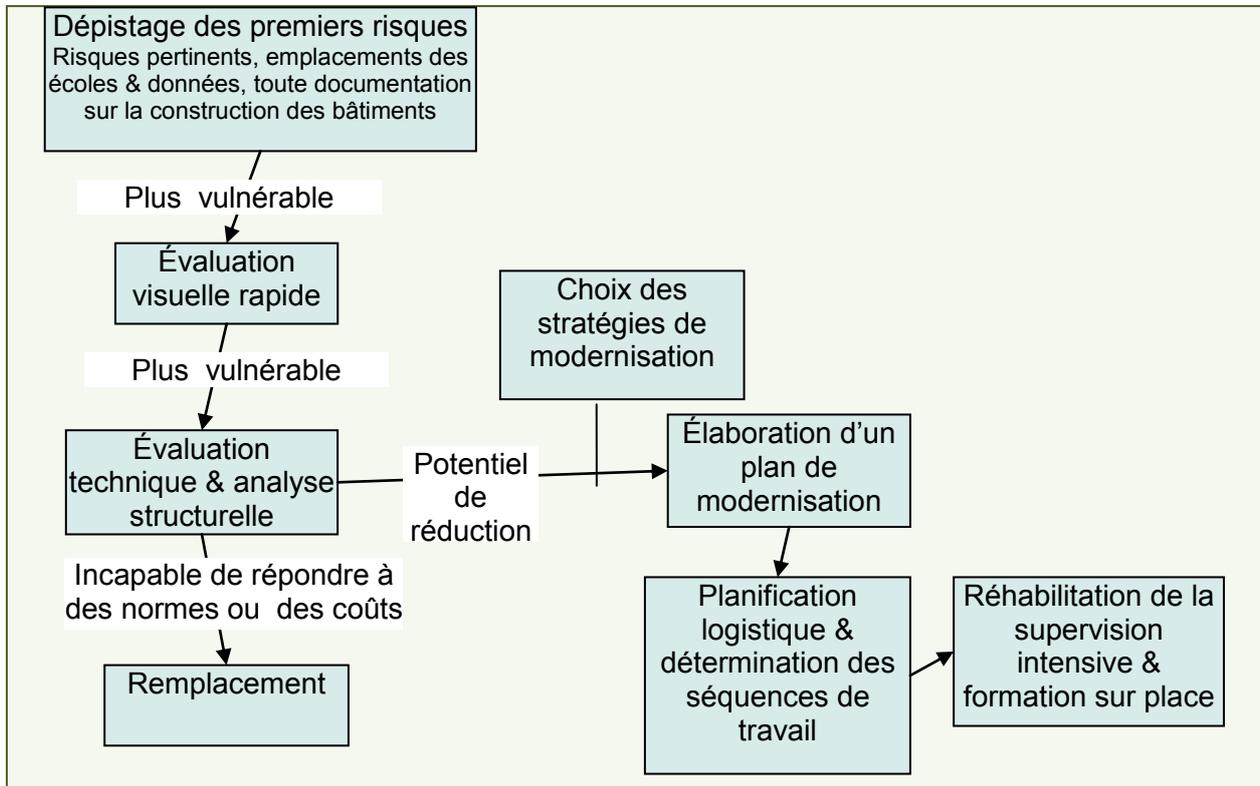
Responsabilité	Exemple organismes gouvernementaux	Autres acteurs
Évaluation des risques	Organisme national ou local de gestion d'une urgence ou d'une catastrophe	Instituts de recherche scientifique et technique
Promulgation du code de construction de bâtiments	Ministère national et/ou étatique/provincial et/ou département des travaux publics, de l'architecture et de la construction, des affaires municipales et de l'habitat	Industries de la construction, fabricants de matériaux de constructions
Application du code de construction de bâtiments	Administration nationale, régionale ou de district, ou locale	Application du code des marchés, laboratoires d'essai
Conception et construction d'écoles	Ministère ou département de l'éducation, des travaux publics ; l'administration régionale ou locale	Propriétaires d'écoles privées, fournisseurs de matériels, entreprises de construction, associations professionnelles d'ingénierie, d'architecture et de construction, communauté
Entretien	Académie, école locale	Communauté
Fourniture ou acquisition de sites d'écoles	Gouvernement de district ou local	Communauté
Planification de l'aménagement du territoire	Ministère ou département de la planification ou du développement urbain ou rural	Organisations de planification urbaine et rurale, associations professionnelles de planification
Offre de formation et certification des entrepreneurs et ouvriers du bâtiment	Ministère ou département de la formation professionnelle et technique	Syndicats/associations, écoles d'enseignement technique/professionnel
Offre de formation et certification des ingénieurs et architectes	Ministère ou département de l'éducation,	Programmes universitaires diplômants, associations professionnelles sociétés du secteur privé
Financement	Ministère ou département de l'éducation ou des finances, Commission de la planification, Unité de coordination des programmes	Organisations de bailleurs, d'organisations non gouvernementales, d'ONG internationales, de banques régionales et d'autres bailleurs de fonds
Administration des écoles	Ministère ou département de l'éducation, de conseils scolaires ou de districts,	Associations des administrateurs d'écoles
Relations école - communauté	Ministères ou département de l'éducation, conseils scolaires ou de districts	Écoles locales, organisations communautaires, organisation non gouvernementales

<p style="text-align: center;">DOCUMENT 19.3: Normes de conception et de construction d'écoles</p>
--

- Participation communautaire à la conception, la construction et l'entretien.
- Utilisation des matériaux et savoir-faire locaux.
- Application de principes adaptés aux besoins des enfants.
- Nombre suffisant de points d'eau avec séparation des sexes et normes de sécurité.
- Accès à l'évacuation des déchets solides.
- L'emplacement des écoles est conforme aux normes régissant les distances entre la maison et l'école tant au primaire qu'au secondaire.
- Rapport coût efficacité.
- Application des principes de réduction/d'atténuation des risques de catastrophe.
- L'emplacement et la conception utilisent les données de l'évaluation des risques pour réduire les risques de dégâts pouvant intervenir.
- Nombre d'élèves / salle de classe.
- Lumière / ventilation.
- Conception pour prendre en compte les besoins des élèves handicapés.
- Salles pour matières spéciales.
- Conception tenant compte du climat.
- Conditions géographiques spéciales.
- Conception pour un entretien et des réparations faciles.
- Adaptation aux conditions locales, ex : réduction ou rétention de la chaleur.
- Conception adaptée aux matériaux locaux disponibles, ex : briques, bois, bambou.
- Conception adaptée aux méthodes de construction localement connues, ex : maçonnerie et menuiserie.

DOCUMENT 19.4:
**Exemple d'organigramme pour la priorisation et l'évaluation initiale pour les
projets de mise aux normes**

(Extrait des projets de notes d'orientation de l'INEE)



Autres facteurs pouvant influencer la priorisation :

- ✓ Perturbation des opérations scolaires
- ✓ Expertise disponible en matière d'étude technique, de conception technique et de grands travaux
- ✓ Pression politique
- ✓ Calendrier scolaire, occupation
- ✓ Âge des enfants
- ✓ Accessibilité des données sur les risques
- ✓ Mobilisation des ressources
- ✓ Type d'école (publique, privée, etc.)
- ✓ Nombre de bâtiments et de salles de classe

DOCUMENT 19.5 :
Élaboration d'un plan de mise en œuvre de la réhabilitation et de la construction d'écoles

District:
 Nombre d'écoles à réparer
 Nombre d'écoles à
 construire

Activité	Qui est responsable	Délais
Protocole d'accord avec les organismes d'exécution		
Accords au niveau du district avec les organismes d'exécution		
Coordination de la participation communautaire		
Plan de communication/coordination		
Évaluation des dégâts et des risques dans les écoles endommagées		
Promulgation du code et des normes de construction		
Acquisition des terrains pour les nouvelles écoles		
Conception		
Budget		
Passation de marché avec les entreprises de construction et autres organisations		
Achat des matériels		
Formation des travailleurs		
Mise en œuvre		
Assurance de la qualité		
Entretien		

Hypothèses:

1. Il y a suffisamment de fonds accordés par les bailleurs pour réhabiliter et reconstruire.
2. Les autorités scolaires vont diriger.
3. Les communautés vont jouer un rôle majeur.

DOCUMENT 19.6:
Actions de préparation et de réponse pour la réhabilitation et la construction d'écoles

Actions de préparation pour la réhabilitation et la construction d'écoles

- Développer des normes et des codes de construction et de modernisation/ réhabilitation avec les autorités nationales compétentes pour réduire les risques de dommages aux écoles dans des scénarios probables de situations d'urgence
- Vérifier que les normes de conception et les politiques de construction, réhabilitation et modernisation reflètent les principes d'adaptation aux enfants et comprennent des points d'eau, des latrines séparées par genre, l'évacuation des déchets solides, la proximité des habitations, une ventilation adéquate, etc.
- Impliquer la communauté et les éducateurs dans l'élaboration de normes de conception et de construction
- Établir des accords à long terme avec des entrepreneurs locaux de construction

Actions de réponse pour la réhabilitation et la construction d'écoles

- Identifier les principaux partenaires de mise en œuvre impliqués dans le financement de la construction ou de la réhabilitation d'espaces d'apprentissage, de salles de classes et de classes provisoires, comme les banques de développement et autres bailleurs de fonds
- Faire une évaluation des dommages dans les écoles et des besoins de réhabilitation et de construction
- S'assurer que des fonds sont disponibles et qu'il y a un processus efficace pour les contrats
- Faire participer les communautés locales à la planification, à la conception, à la construction et à l'entretien de projets de réhabilitation et de construction
- Encourager l'utilisation de matériaux locaux sûrs et économiques
- Vérifier que les normes de conception et les politiques de construction, réhabilitation et modernisation reflètent des principes d'adaptation aux enfants, prenant en compte les questions d'eau, assainissement et hygiène et de protection sur lesquelles on s'est mis d'accord lors de la phase de préparation
- Établir des systèmes de suivi avec une participation de la communauté pour que les réparations et la construction soient faites de manière à garantir la sécurité et la qualité
- Établir des protocoles d'entretien avec une participation de la communauté
- Ne pas oublier de « reconstruire mieux »

Suivi et évaluation de l'éducation en situations d'urgence

Session
20

Durée
120 minutes

Plan de la session

Contenu	Minutes
1. Définition et objectif du suivi de l'éducation dans les situations d'urgence	15
2. Indicateurs de suivi pour les composantes de l'intervention d'urgence	40
3. Outils de suivi et logistique	30
4. Évaluation de l'impact de l'intervention dans le cadre de l'éducation en situations d'urgence	30
5. Réflexion sur la préparation	5

Objectifs pédagogiques	Messages clés
<ol style="list-style-type: none"> Définir l'objectif du suivi de l'éducation en situations d'urgence. Identifier le rôle du Ministère de l'éducation et des autorités locales de l'éducation pour déterminer comment les partenaires de l'éducation en situations d'urgence peuvent appuyer le processus de suivi. Identifier les indicateurs de suivi des composantes d'un plan pour l'éducation en situations d'urgence et créer ou adapter un outil de suivi. Identifier les indicateurs de processus et d'impact qui permettent de suivre et de contrôler l'impact de l'intervention et l'efficacité du cluster/ mécanisme de coordination existant. Élaborer un plan de suivi, en précisant qui doit effectuer le suivi, la formation de l'équipe de suivi, la collecte des données, l'analyse des besoins non satisfaits et les ajustements des programmes sur la base des résultats du suivi. 	<p>Le suivi est un processus de collecte d'informations permettant de déterminer si et dans quelle mesure une intervention a atteint ses objectifs.</p> <p>L'évaluation est un processus qui permet de déterminer de manière systématique les avantages ou la valeur d'une intervention.</p> <p>Les indicateurs de l'éducation concernant les différentes composantes de l'éducation en situations d'urgence mettent en exergue les mesures quantitatives clés des activités et des initiatives relevant des programmes.</p> <p>Le secteur/cluster de l'éducation appuie le Ministère de l'éducation afin de garantir la collecte de données de suivi de qualité et fiables et pour la modulation des interventions d'urgence pour ensuite combler les insuffisances et satisfaire les besoins d'éducation dans les services d'urgence.</p> <p>Le suivi est un volet crucial des normes minimales de l'INEE, étant donné qu'il aide à faire l'évaluation des avancées réalisées sur la voie du respect des normes elles-mêmes. Le suivi continu contribue également à améliorer le volet responsabilisation et la qualité des interventions d'éducation en situations d'urgence.</p>

Méthode :

- Présentations, travail de groupes.

Matériel nécessaire :

- Présentation de diapositives de la Session 19
- Document 20.1 : Outil pour l'élaboration d'indicateurs de suivi
- Document 20.1a : Autre exercice de rédaction d'indicateurs de suivi
- Document 20.2 : Exemple d'outils de suivi
- Document 20.3 : Outil de planification du suivi
- Document 20.4 : Actions de préparation et de réponse pour le suivi et évaluation
- Outil de planification de l'intervention tiré de la Session 8

CD WCAR :

- Conseils pour l'évaluation de l'aide humanitaire – OCDE
- Guide du suivi&évaluation axés sur les résultats – PNUD
- Le suivi d'un projet de développement - Guide F3E
- Manuel d'évaluation participative – CRS
- Suivi&évaluation-Outils, méthodes, approches - Banque Mondiale
- Outils d'information pour la préparation et le suivi des plans de l'éducation
- Organiser l'évaluation d'une action de développement dans le Sud

1. Définition et objectif du suivi de l'éducation dans les situations d'urgence

15 minutes

1. Demandez aux participants le sens du mot « suivi ». Prenez plusieurs réponses, montrez la diapositive et faites analyser :
*Le **suivi** est un processus consistant à vérifier ou à mesurer ce qui se passe dans les programmes ou les activités qui sont menées. Il s'agit de mesurer la progression d'une intervention et de mesurer les changements.*
2. Demandez aux participants pourquoi il est important de suivre nos activités d'éducation en situation d'urgence. Montrez la diapositive correspondante après avoir pris 2 à 3 réponses. Les réponses suivantes peuvent, notamment, être apportées :
 - Fournir des informations pour la prise de décision afin d'améliorer les performances du programme
 - Étudier les aspects quantitatifs et qualitatifs du travail d'éducation
 - Donner l'occasion aux enfants, à leurs parents, enseignants et à d'autres personnes d'avoir leur mot à dire sur les résultats du projet
 - Identifier les insuffisances dans la fourniture de services afin de reformuler les stratégies visant à permettre la réalisation des objectifs
 - Obliger à rendre des comptes pour voir si la mise en œuvre est conforme à ce qui avait été prévu
 - Servir de base pour l'évaluation
 - Aider aux activités plus larges de plaidoyer pour renforcer les politiques et les programmes pour les droits des enfants et des femmes
3. Questions clés à poser lors du suivi des interventions en situation d'urgence :
 - Les activités/interventions initiées répondent-elles aux besoins des enfants ?
 - Comment la situation a-t-elle évolué depuis la première évaluation (ou quand les interventions avaient été initiées) ?Présentez le diagramme qui montre le suivi de l'éducation dans les situations d'urgence.
4. Posez aux participants les questions suivantes :
 - *Qui doit être responsable de la programmation du suivi de l'éducation en situations d'urgence ?*
 - *Quel est le rôle du Ministère de l'éducation ? Quel est le rôle des autres agences ?*
 - *Quelles ressources sont nécessaires ?*
 - *Quelle est la relation entre le suivi au cours des situations d'urgence et le Système national d'information sur la gestion de l'éducation (EMIS) ?*

2. Indicateurs de suivi pour les composantes de l'éducation en situations d'urgence

40 minutes

1. Expliquez que pour mettre en œuvre le processus de suivi, il convient d'identifier des **indicateurs**. Il s'agit de mesures utilisées pour démontrer le changement d'une situation ou les progrès réalisés ou les résultats obtenus par une activité, un projet ou un programme.
Les indicateurs sont un cadre pour un suivi et une évaluation systématiques. Il peut être nécessaire d'avoir une certaine flexibilité afin de pouvoir adapter les indicateurs ou en concevoir de nouveaux quand on se trouve face à de nouvelles difficultés et qu'on découvre de nouvelles choses sur les besoins existants.

Montrez les diapositives correspondantes qui définissent les **indicateurs** :

- Un indicateur est une manière objective de mesurer que l'on progresse, en collectant des informations factuelles
 - Les données collectées sur les indicateurs nous disent si le changement prévu est bien réalisé, c'est à dire qu'elles indiquent ou montrent si le changement a eu lieu.
2. Expliquez que les indicateurs peuvent mesurer les choses suivantes et montrez la diapositive correspondante :
- Le **produit** – les résultats immédiats des activités du projet ou du programme
 - L'**effet** – les changements immédiats qui résultent des activités du projet ou du programme
 - L'**impact** – les changements finaux ou à plus long terme qui résultent des activités du projet ou du programme (par ex. les changements dans le développement des enfants, leur bien-être, leur expérience de la violence, le respect de leurs droits, la capacité des gouvernements et des partenaires à fournir une éducation durant une crise). Il peut parfois être réalisé seulement après la fin du projet ou programme.
3. Expliquez que les groupes vont maintenant retourner aux plans d'intervention qu'ils avaient initiée à la Session 8 afin de définir des indicateurs susceptibles de les aider à mesurer leur intervention d'urgence. Renvoyez les groupes à la colonne prévue pour les *indicateurs*. Dans cette colonne, ils devront identifier les indicateurs se rapportant aux activités qu'ils ont entreprises dans leurs plans associés aux éléments des interventions en situation d'urgence.
4. Donnez l'exemple suivant d'activité possible dans le plan d'intervention :
Déployer 200 kits DPE dans la Zone 1 du D1 avant la semaine 4 sous la rubrique matériels de l'éducation.

Demandez aux participants de définir un indicateur pour cette activité en situation d'urgence.

Les réponses suivantes pourraient, notamment, être apportées :

- Nombre de kits de DPE distribués en D1Z1
- Nombre de semaines/durée des matériels de l'éducation mis à disposition des groupes et sites ciblés
- Nombre estimé d'enfants bénéficiant des kits DPE.
- Demandez aux participants de quels types d'indicateurs il s'agit : produit, effet ou impact ?

Note au facilitateur : Deux exercices possibles pour l'élaboration d'indicateurs de suivi sont présentés ici. Le premier est basé sur des activités que les participants ont élaborées dans leurs plans d'intervention d'urgence pour le Momaland. Le second fournit les activités et les participants doivent rédiger des indicateurs pour ces activités.

(25 minutes)

Exercice d'élaboration d'indicateurs

1. Expliquez aux participants qu'ils travailleront dans leurs équipes de district afin de définir quelques indicateurs pour les activités prévues dans leurs plans d'intervention. Affectez aux groupes une seule composante du plan d'interventions en situation d'urgence. Affectez aux groupes les composantes suivantes :
- Espaces temporaires d'apprentissage, réhabilitation et construction d'écoles
 - Fournitures d'éducation
 - Appui psychosocial
 - Mobilisation et formation des enseignants
 - Reprise de l'éducation formelle

2. Instructions :

- 1) En exploitant le Document 19.1 : Outil pour l'élaboration d'indicateurs de suivi, examiner les activités qu'ils ont écrites dans leurs plans d'intervention concernant la composante qui leur a été assignée.
- 2) Étudier les indicateurs modèles correspondants cités dans le document. Écrire ou adapter les indicateurs susceptibles d'être plus efficaces pour déterminer s'ils ont atteint leurs objectifs. Ils devront enregistrer leurs indicateurs sur des feuilles volantes et de la manière indiquée ci-après :

Composante	
1. Activité	Indicateur
2. Activité	Indicateur
3. Activité	Indicateur

Donner 10 minutes environ aux groupes pour noter 5-6 indicateurs.

3. Demandez à chaque groupe de faire le point sur ses indicateurs.
4. Concluez l'exercice en posant les questions suivantes :
 - *Comment les indicateurs que vous avez écrits vont-ils permettre de mesurer vos résultats ?*
 - *Si vous n'avez pas atteint vos objectifs, qu'allez-vous faire ? Comment allez-vous adapter vos interventions d'urgence ?*

 **Exercice alternatif de rédaction d'indicateurs**

1. Fournir aux participants le Document 19.1a
2. Demander aux groupes d'écrire des indicateurs de suivi pour les activités décrites dans le document.
3. Prendre les réponses de chaque groupe sur les indicateurs qu'ils ont mis au point.

3. Outils de suivi et logistique

30 minutes

1. Maintenant que les groupes ont identifié des indicateurs, ils vont s'occuper des outils et des moyens logistiques du suivi. Montrez la diapositive correspondante. Demandez aux participants s'ils connaissent les outils de suivi ou s'ils les ont déjà utilisés dans une intervention en situation d'urgence. Prenez 2 à 3 réponses.
2. Demandez aux participants de voir les outils de suivi sur le Document 19.2. Donnez-leur plusieurs minutes.
3. En plénière, demandez aux participants :
 - *Quelles informations devez-vous collecter sur l'outil ?*
 - *Comment l'outil de suivi sera-t-il structuré ?*
 - *Quels indicateurs de suivi allez-vous utiliser pour obtenir les informations dont vous avez besoin ?*
 - *Comment allez-vous créer un outil ou des outils de suivi qui vous permettront de suivre les informations relatives aux résultats envisagés, aux résultats effectifs et aux insuffisances ?*
 - *Quels sites allez-vous suivre ?*
 - *Qui sera responsable du suivi ?*
 - *Comment la communauté et les enfants seront-ils impliqués ?*
 - *Quelle sera la fréquence du suivi ?*

4. Concluez par les points suivants :
- Le suivi doit être un processus continu pour que les changements dans le contexte soient notés et qu'on fasse des changements aux activités, pour que les besoins d'éducation des enfants soient satisfaits.
 - Le Ministère de l'éducation et les autorités locales de l'éducation doivent prendre la direction du suivi, avec l'appui des partenaires du secteur de l'éducation.
 - En plus du personnel du projet, il faut impliquer autant que possible des parties prenantes du projet dans le processus de suivi. Par exemple, les enseignants peuvent aussi être impliqués dans le processus plus général du suivi grâce au soutien et à l'observation entre pairs ; les autorités communautaires doivent être impliqués dans le suivi de la distribution et de l'utilisation des matériels ainsi que dans le suivi des activités du comité d'école et les enfants peuvent être formés à faire le suivi de certains aspects, comme la présence des enfants et des enseignants.

Note au facilitateur : L'exercice qui suit est optionnel

 **Exercice d'élaboration d'un plan de suivi**

1. Expliquez aux participants que pour le prochain exercice ils vont devoir tracer les grandes lignes d'un plan de suivi et créer un exemple d'outil de suivi pour les composantes sur lesquelles ils ont travaillé dans l'exercice précédent.

Instructions

- 1) Utiliser le Document 19.2 : Exemples d'outils de suivi, et le Document 19.3 : Outil de planification du suivi
- 2) Élaborer, sur la feuille de travail fournie, un plan de suivi précisant ce qui suit :

Plan de Suivi	
Agence(s) responsable(s) du suivi	
Composition de l'équipe ou des équipes de suivi	
Fréquence du suivi	
Collecte et collationnement des données	
Analyse des insuffisances et révision du plan	

3) Ébaucher, sur une feuille mobile, un outil de suivi éventuel pour la composante qui leur avait été assigné dans l'exercice précédent.

3) Identifier et appliquer les **NM de l'INEE** appropriées :

 **Normes Fondamentales – Analyse**

Norme 3 : Suivi : *Un suivi régulier est fait sur les activités des interventions éducatives et l'évolution des besoins d'apprentissage des populations affectées.*

Norme 4 : Evaluation : *Des évaluations systématiques et impartiales améliorent les activités des interventions éducatives et renforcent la prise de responsabilité.*

2. En plénière, demandez aux groupes de rendre compte d'un seul des éléments du plan de suivi. Faites alors une brève présentation murale afin de passer en revue les outils de suivi.

4. Évaluation de l'impact des interventions en situation d'urgence

30 minutes

1. Expliquez qu'il est important d'évaluer l'impact d'une intervention en situation d'urgence ainsi que de suivre le processus. Demandez aux participants le sens du mot « évaluation ».
2. Expliquez ce qui suit et montrer la diapositive correspondante :
L'**évaluation** est un processus qui tente de déterminer, de manière aussi systématique et objective que possible, les mérites ou la valeur d'une intervention. Il convient de procéder à une analyse équilibrée, en reconnaissant les biais possibles et en harmonisant les perspectives des différentes parties prenantes par l'utilisation de différentes sources et différentes méthodes. L'objectif est d'évaluer les progrès d'une intervention et de planifier les programmes futurs. Elle se fait généralement à la fin du projet, mais des projets plus longs peuvent avoir une évaluation à mi-parcours. Dans ce cas, les conclusions qui en sont tirées peuvent être utilisées pour ajuster le travail en cours.

L'évaluation a pour finalité d'analyser la valeur de l'intervention sur la base des critères ci-dessous :

- **Utilité** : Quelle est la valeur de l'intervention par rapport aux autres besoins, problèmes et efforts prioritaires ?
- **Efficacité** : L'activité permet-elle de réaliser des progrès satisfaisants en ce qui concerne les objectifs annoncés ?
- **Efficience** : Le programme a-t-il recours aux ressources les moins onéreuses pour réaliser ses objectifs dans le contexte donné ?
- **Impact** : Quel sont les résultats de l'intervention, en particulier les effets sociaux, économiques et environnementaux sur les individus, les communautés et les institutions à court terme ?
- **Pérennité** : L'activité et son impact sont-ils susceptibles de continuer après l'arrêt de l'aide extérieure et sera-t-elle répliquée ou adaptée ?

3. Demandez aux participants comment ils évalueraient leurs interventions d'urgence en se fondant sur ces critères. Comment structureraient-ils une évaluation ? Qui interrogeraient-ils ? Quels seraient certains des indicateurs dans chaque catégorie ?

- Utilité
- Effectivité
- Efficacité
- Impact
- Pérennité

Les réponses suivantes pourraient, notamment, être données :

- Utilisation plus systématique, dans le domaine de l'éducation, de matériels et d'approches adaptés aux enfants
- Augmentation du nombre d'enseignants utilisant des approches adaptées aux enfants
- Amélioration des normes de construction dans le cadre de la gestion des risques de catastrophe
- Atténuation des impacts psychosociaux à long terme
- Augmentation du nombre des enseignants (hommes et femmes) formés
- Augmentation du taux d'inscription des enfants non scolarisés
- Augmentation des inscriptions dans les classes consacrées au développement de la petite enfance (DPE)
- Renforcement de la coordination du secteur de l'éducation
- Outils et approches uniformes, interventions coordonnées
- Réduction des doubles emplois en ce qui concerne les ressources et les efforts
- Plus grande participation de la communauté à la planification des interventions

- Plus grande participation des groupes vulnérables.

Insistez sur le fait qu'il est essentiel que toutes les parties prenantes, comme les groupes marginalisés, les comités communautaires d'éducation, les autorités nationales et locales de l'éducation, les enseignants et les apprenants, soient aussi impliqués dans le processus d'évaluation et que leurs points de vue et observations soient prises en compte. Cela se fait généralement lors d'entretiens ou de groupes focaux. Même si certains enseignants ou certaines autorités communautaires peuvent aussi être capables de participer à l'évaluation, il est probable qu'ils auraient besoin pour cela de plus de formation. Cela peut les aider à développer la base conceptuelle pour une « appropriation » future et pour la mise en œuvre des recommandations.

3. Renvoyez les participants aux **NM de l'INEE**. Faites remarquer que la norme demande une évaluation systématique et impartiale.

Normes Fondamentales – Analyse

Norme 4 : Evaluation : Des évaluations systématiques et impartiales améliorent les activités des interventions éducatives et renforcent la prise de responsabilité.

Demandez aux participants :

- Ont-ils déjà été impliqués dans l'évaluation d'une intervention d'urgence ?
- Quels en sont les bénéfices ?
- Quelles ressources sont nécessaires ?
- Quels sont les obstacles à la mise en œuvre d'une évaluation ?

Faites noter que, pour permettre aux conclusions de l'évaluation d'être fiables, toutes les informations reçues doivent être vérifiées. Cela est particulièrement important quand on a enregistré des observations subjectives et des opinions. La triangulation (comparer des informations collectées de différentes manières auprès de sources différentes) est utile pour comparer des informations qualitatives pour voir si elles sont fiables ou biaisées. L'évaluation de l'éducation en situations d'urgence doit aussi produire des résultats qui peuvent facilement être communiqués aux parties prenantes.

Concluez en insistant sur le fait que l'évaluation est cruciale pour montrer que l'éducation en situations d'urgence peut faire une différence dans la vie des enfants que servent nos agences.

5. Réflexion à la préparation

5 minutes

1. Concluez en demandant aux participants quelles actions ils prendraient pendant la phase de préparation pour garantir un suivi et une évaluation efficaces.
2. Écrire sur les cartes de couleurs et les placer sur le mur Préparation, sous le panneau Suivi et évaluation.

DOCUMENT 20.1 : Outil pour l'élaboration d'indicateurs de suivi

Composantes des interventions dans l'éducation en situations d'urgence	Exemples d'indicateurs de suivi
Coordination sectorielle et mécanisme de communication	<ul style="list-style-type: none"> • % des districts de la zone concernée dotés d'un cluster éducation ou d'un mécanisme similaire • Points focaux identifiés pour les membres du cluster/secteur • Définition des capacités, rôles et responsabilités des partenaires
Évaluation préliminaire <ul style="list-style-type: none"> • Multisectorielle • Évaluation préliminaire rapide de l'éducation • Évaluation continue 	<ul style="list-style-type: none"> • Outils d'évaluation préliminaire uniformes mis au point par les membres du cluster/secteur et mis en œuvre • Mesure dans laquelle les données de l'évaluation préliminaire multisectorielle peuvent être utilisées par le secteur de l'éducation afin de faire une estimation du nombre d'enfants ayant besoin de services d'éducation et des lieux où ils se trouvent • Nombre d'équipes d'évaluation préliminaire mobilisées et formées sur les sites ciblés • Collecte des données finalisée et transmission des informations
Ressources humaines et financières	<ul style="list-style-type: none"> • Délai de déploiement du personnel chargé des situations de crise • Nombre d'agents et de consultants déployés • Montant des ressources financières mobilisées pour satisfaire les besoins du secteur de l'éducation
Moyens matériels et logistiques de l'éducation	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de matériels d'éducation (tentes, kits d'apprenant, kits pour les enseignants, l'école en boîte, kits de loisirs, kits DPE, kits d'hygiène, etc.) distribués • Nombre de semaines/temps nécessaires pour mettre les matériels d'éducation à la disposition des groupes et sites ciblés • Nombre estimé d'enfants bénéficiant des services des écoles temporaires
Espaces temporaires d'apprentissage (ETA), réhabilitation et reconstruction des écoles	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre de tentes montées pour abriter les centres temporaires d'apprentissage • Nombre d'ETA construits à l'aide de matériaux locaux • Nombre d'abris alternatifs créés comme ETA • Nombre de sites considérés comme zones sûres pour des activités d'éducation et de loisirs • % des écoles et/ou des centres d'apprentissage dotés d'une quantité suffisante de matériels didactiques • Quantité de matériels de réhabilitation/construction distribués • Délai de livraison des matériels de réhabilitation des salles de classe • Nombre d'écoles réhabilitées • Nombre estimé d'élèves bénéficiant des services d'eau et d'assainissement améliorés dans les zones touchées
Appui psychosocial et stratégies psychosociales	<ul style="list-style-type: none"> • % des écoles ou des ETA qui ont initié des activités d'expression personnelle (loisirs, sport, musique, danse, dessin, contes, jeux, parmi d'autres activités) • Nombre de facilitateurs formés aux activités d'appui psychosocial pour les enfants.
Programmes scolaires pour l'éducation en situations d'urgence	<ul style="list-style-type: none"> • Délai de livraison des matériels didactiques et d'apprentissage • % des écoles ayant mis en œuvre des programmes liés aux urgences (VIH/SIDA, risques liés aux mines, maladies d'origine hydrique, préparation aux catastrophes naturelles, etc.) • % des écoles/espaces d'apprentissage ayant initié des activités de lecture, d'écriture et de calcul • Nombre d'élèves dotés de manuels scolaires
Choix et formation des enseignants et des	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'enseignants/directeurs d'école/associations parents-

personnels d'éducation	professeurs formés <ul style="list-style-type: none"> • Nombre formé dans les méthodes d'alphabétisation et de calcul • % des enseignants formés/orientés, par genre • Nombre d'enseignants formés et non formés recrutés
Reprise de l'éducation normale	<ul style="list-style-type: none"> • Nombre et % d'élèves régulièrement inscrits, suivant les enseignements et issus de groupes défavorisés clés identifiés, notamment de filles, d'enfants handicapés, d'anciens soldats, etc. • % des écoles rouvertes • Nombre d'élèves réintégrés dans les écoles à la suite d'une campagne Retour à l'école. • Nombre d'enfants non scolarisés inscrits à la suite d'une campagne Aller à l'école.
Suivi et évaluation	<ul style="list-style-type: none"> • Outils de suivi uniformes mis au point par les membres du secteur/cluster et utilisés. • Nombre d'équipes de suivi mobilisées et formées sur les sites ciblés. • Nombre et fréquence des rapports de suivi finalisés. • Système de gestion des informations établi. • Fréquence de la transmission des informations du suivi entre les niveaux local et national et entre les secteurs et les agences. • Nombre d'analyses des insuffisances et de reformulation du plan suite à l'étude des données de suivi.

**Document 20.1a :
Écrire des indicateurs de suivi**

Écrivez des indicateurs pour chacune des activités du plan d'intervention

Composante	Indicateur
Matériels d'éducation et logistique	
1. Déployer xx kits scolaires pour xx élèves de 6 à 12 ans en D1 Z1	
2. Déployer xx kits DPE pour xx élèves de 3 à 5 ans en D2 Z1	
3. Déployer xx kits d'apprenant individuels pour xx enfants de 6 à 12 ans en D3 Z1	
4. Passer commande de xx kits d'apprenant à déployer en D1 Z1-5 pour xx enfants déplacés de 6 à 17 ans	
Espaces temporaires d'apprentissage, réparation et construction d'écoles	
1. Établir xx espaces temporaires d'apprentissage (ETA) pour xx enfants déplacés en D1 Z1	
2. Établir xx ETA pour xx enfants de la communauté hôte en D3 Z1 dans xx écoles primaires	
3. Réparer xx écoles primaires en D1 dans toutes les zones, en respectant les normes de construction anti-inondation	
4. Construire xx écoles détruites en D2 en respectant les normes anti-inondation d'ici xx	
Mobilisation et formation d'enseignants et autres personnels d'éducation	
1. Former xx facilitateurs pour l'enseignement d'activités de jeu et de loisirs dans les ETA de D1 Z2 pour xx enfants de 3 à 12 ans	
2. Recruter xx enseignants pour enseigner l'alphabétisation et le calcul à xx élèves déplacés de 2 à 12 ans en D2 Z2	
Programmes scolaires d'urgence	
1. Déployer xx lots de matériels d'apprentissage accéléré en D3 Z2 pour xx enfants déplacés de 12 à 17 ans	
2. Déployer des guides pour des programmes scolaires sur le choléra et la santé et l'hygiène en D1 Z1-5 pour xx enfants DIPP et xx enfants de la communauté hôte de 6 à 17 ans	
Reprise de l'éducation normale	
1. Organiser des campagnes de Retour à l'école afin de veiller à ce que xx enfants scolarisés de la communauté hôte de 6 à 12 ans retournent aux xx écoles occupées par des déplacés en D2 Z1-4	
2. Réintégrer xx élèves de 13 à 17 ans des camps de déplacés en D1 dans xx écoles dans les communautés d'origine en D2	

DOCUMENT 20.2 :
Exemples d'outils de suivi

Scolarisation des élèves

Site	Âge 3-5			Âge 6-12			Âge 13+			Commentaires
	Objectif	Réel	Écart	Objectif	Réel	Écart	Objectif	Réel	Écart	
	G F	G F	G F	G F	G F	G F	G F	G F	G F	
Camp 1										
ETA 1										
ETA 2										
ETA 3										
ETA 4										
Quartier 1										
École 1										
École 2										
École 3										
École 4										

Déploiement des enseignants

Site	DPE			Primaire			Secondaire			Commentaires
	Objectif	Réel	Écart	Objectif	Réel	Écart	Objectif	Réel	Écart	
	H F	H F	H F	H F	H F	H F	H F	H F	H F	
Camp 1										
EAT 1										
EAT 2										
EAT 3										
EAT 4										
Quartier 1										
École 1										
École 2										
École 3										
École 4										

Outil de suivi de l'activité éducative suite au tremblement de terre au Pakistan

N° de l'école	Site						Nom de l'École		Code EMIS	Nombre total d'enfants		Nombre d'enfants handicapés	
	Type d'école	Nom de l'école	Garçons	Filles	Garçons	Filles							
1													
2													
3													
4													

Nombre d'enseignants		Formation des enseignants							Implantation de tente			
		Nombre d'enseignants formés		Contenu de la formation								
Homme	Femme	H	F	Lié à la matière	Thèmes d'urgence, (ex. : psychosocial)	Méthodologie (ex. : enseignement)	Autres (ex. : genre)	Partenaire d'exécution	Envisagé	En cours	Finalisé	Partenaire d'exécution

Alimentation scolaire					Approvisionnement en Eau				Latrines			
Oui	Non	Primaire (dattes, biscuits)	Secondaire (huile pour les filles)	Partenaire d'exécution	Envisagé	En cours	Finalisé	Partenaire d'exécution	Envisagés	En cours	Finalisés	Partenaire d'exécution

Comité de gestion de l'école/Association parents-enseignants							
CGE/APE formés		Formation dispensée		Contenu de la formation			
Oui	Non	Oui	Non	Implantatio n de tente	Amélioration de l'école	Responsabilités CGE/APE	Autres

Matériels fournis (précisez les quantités)								
Tente scolaire	Bulletin d'information des élèves	Kit récréatif	Extincteur	Tableau noir	Natte en plastique	Manuel scolaire	Lectures supplémentaires	Sac d'écolier

DOCUMENT 20.3 : Outil de planification du suivi de l'éducation

Outil de suivi	<ul style="list-style-type: none"> • Quelles informations devez-vous collecter ? • Quels indicateurs de suivi allez-vous utiliser pour obtenir les informations dont vous avez besoin ? • Comment allez-vous créer un outil ou des outils de suivi qui permettront de suivre les informations relatives aux résultats envisagés, aux résultats réels et aux écarts ? • Quels sites allez-vous suivre ? • Que devez-vous savoir pour pouvoir adapter les activités d'intervention afin de satisfaire les besoins des populations cibles ?
Rôles et responsabilités	<ul style="list-style-type: none"> • Quels seront les rôles et responsabilités du gouvernement et des autres partenaires du secteur de l'éducation dans la collecte, le collationnement et l'échange d'informations ? Quelles sont les capacités des partenaires ? • Qui dirigera les opérations concernant la gestion des informations ? • Comment les tâches seront-elles réparties ?
Équipe de suivi	<ul style="list-style-type: none"> • Qui participera à l'équipe de suivi ? Quel sera le rôle du bureau de district de l'éducation ? • Comment seront-ils formés ? • Quel est le nombre de personnes nécessaires • Combien de temps le processus prendra-t-il ?
Logistique	<ul style="list-style-type: none"> • Quels sont les besoins de transport ? Quels sont les véhicules ou modes de transport disponibles ? • De quelles ressources disposez-vous ? Téléphones mobiles, ordinateurs, postes radio ? • Avez-vous besoin de soutien logistique ? De qui ?
Implication de la communauté	<ul style="list-style-type: none"> • Qui allez-vous interviewer ? Enseignants, enfants, responsables de l'éducation, parents, dirigeants communautaires, personnes déplacées, organisations féminines, organisations locales ? • Comment allez-vous les identifier ?
Méthodes de collecte des données	<ul style="list-style-type: none"> • Comment allez-vous obtenir les informations dont vous avez besoin concernant le nombre d'enseignants, d'élèves, etc. ? <ul style="list-style-type: none"> ○ Observation en salle de classe. ○ Analyse du registre des inscrits et des documents d'orientation ○ Discussion avec le directeur d'école et le comité ○ Discussion avec les représentants des élèves ○ Discussion avec des enfants non scolarisés (et leurs parents). ○ Observation de la communauté. ○ Réunions avec les principaux groupes/représentants de la communauté. ○ Comment allez-vous vérifier l'exactitude des informations ?
Collecte de données, échange d'informations et compte rendu	<ul style="list-style-type: none"> • Allez-vous collecter les données par des moyens électroniques ? Si non, par quel moyen ? • Comment allez-vous créer une base de données pour les informations ? • Comment allez-vous former les individus à saisir, recouper et analyser les données collectées ? • Comment allez-vous échanger des données à différents niveaux et avec différentes agences ? Qui seront les destinataires de ces informations ?
Analyse des écarts et planification des interventions	<ul style="list-style-type: none"> • Comment les données seront-elles analysées et les écarts déterminés ? • Comment les écarts seront-ils pris en considération dans la planification des interventions en situations d'urgence ? • Les ajustements éventuels de programmes sont effectués à la suite du suivi. • Qui sera chargé de corriger les écarts ?

DOCUMENT 20.4 :
Outil pour l'élaboration d'indicateurs de suivi

Actions de préparation pour le suivi et l'évaluation

- Dans le cadre de la planification d'urgence, se mettre d'accord avant les urgences avec le secteur/ cluster éducation sur un cadre de suivi et d'évaluation qui fasse le suivi de l'impact des interventions sur les apprenants, les enseignants et les écoles et sur l'efficacité de la réponse du secteur.
- Aider le Ministère de l'éducation à incorporer aux niveaux national, des provinces et des districts un système de collecte et d'analyse des données pour l'éducation en situations d'urgence dans le cadre du système d'information sur la gestion de l'éducation (EMIS) national.
- Vérifier que l'EMIS est conservé sous format électronique et qu'il fonctionne et aider les bureaux de l'éducation dans les districts en leur fournissant des systèmes informatiques si possible
- Se mettre d'accord sur des outils standardisés de suivi avec des indicateurs pour le secteur, les prépositionner et les tenir prêts pour qu'ils puissent être adaptés et utilisés. Fournir une orientation si nécessaire
- Identifier les capacités, les rôles et les responsabilités des membres du secteur/ cluster pour le S&E dans le cadre d'une cartographie des capacités
- Identifier les membres potentiels d'une équipe de suivi dans des zones vulnérables
- S'assurer qu'on dispose d'une base de données de données sur les écoles, les enseignants et les élèves avant la crise
- Concevoir des stratégies d'évaluation pour l'éducation dans les interventions d'urgence

Actions de réponses pour le suivi et l'évaluation

- Confirmer les rôles et responsabilités des membres du secteur/ cluster éducation dans la mise en œuvre du plan de suivi
- S'assurer de la participation et des rôles des membres de la communauté et des enfants dans les activités de suivi
- S'assurer que tous les partenaires ont accès aux outils standardisés de suivi élaborés durant la phase de préparation, avec des indicateurs pour le secteur et qu'ils les adaptent si nécessaire
- Coordonner la mise en œuvre du suivi : rôles et responsabilités, sélection et formation des membres des équipes de suivi, évaluation des ressources nécessaires, implication de la communauté, logistique, collecte et analyse des données, gestion de l'information et rapports
- Créer une base de données pour le suivi et analyser les données collectées
- Utiliser un système de gestion de l'information à tous les niveaux et dans les différents secteurs et agences et s'assurer que toutes les parties prenantes ont accès aux résultats
- Coordonner un suivi continu à intervalles réguliers selon ce qui est nécessaire dans le contexte et modifier les interventions d'urgence pour qu'elles correspondent aux nouvelles données
- Faire faire l'évaluation des interventions d'urgence par un évaluateur externe ou par une Évaluation en temps réel (Real Time Evaluation), si possible, pour estimer l'efficacité des interventions d'urgence et leur impact sur les enfants et leur système d'éducation

Préparation, renforcement des capacités et planification d'urgence

Session
21

Durée
120 minutes

Plan de la session

Contenu	Minutes
1. Planification de la préparation pour l'éducation en situations d'urgence, y compris les politiques	30
2. Intensifier le renforcement des capacités du secteur/cluster et la préparation avec le gouvernement	30
3. Processus de planification d'urgence pour l'éducation dans les situations d'urgence	30
4. Planification de la généralisation de la formation à l'éducation en situations d'urgence aux niveaux national et local	30
Objectifs pédagogiques	Messages clés
<ol style="list-style-type: none"> 1. Identifier les actions prioritaires de préparation et les prochaines étapes 2. Prévoir l'élaboration ou la révision de plans d'urgence pour l'éducation 3. Prévoir une stratégie pour la généralisation au niveau provincial et local de la formation à l'éducation en situations d'urgence, le contenu et le calendrier de la formation. 4. Identifier d'autres types d'activités de renforcement des capacités pour l'éducation en situations d'urgence 5. Identifier des actions de préparation pour chaque composante technique d'éducation en situations d'urgence. 6. Les équipes de pays prépareront un plan pour mettre en route l'élaboration ou la révision de plans d'urgence existants au niveau national ou provincial dans le cadre de la prochaine phase de développement des capacités nationales. 7. Identifier des sessions et des sujets prioritaires pour la généralisation de la formation à l'éducation dans les situations d'urgence de WCAR et identifier les groupes cibles pour la formation au niveau national et local, le contenu et le calendrier de la formation. 	<p>Il est essentiel d'être préparés et d'avoir des plans coordonnés et achevés avant l'urgence.</p> <p>La planification d'urgence permet d'identifier les vulnérabilités ainsi que les risques d'apparition d'une situation d'urgence dans un lieu géographique et requiert du secteur éducatif qu'il prépare une intervention en réponse aux besoins probables.</p> <p>Le renforcement des capacités dans le secteur éducatif requiert l'identification des partenaires, la cartographie des capacités, la formation et le développement et la coordination du secteur aux niveaux national et local.</p> <p>Le renforcement des capacités requiert également le renforcement du leadership gouvernemental, la définition d'une politique et le plaidoyer</p>

Méthode :

- Planification en équipes et travail de groupes, discussion.

Matériel nécessaire :

- Présentation de diapositives de la séance 20
- Document 21.1 : Préparation et planification de politique pour l'éducation en situations d'urgence.
- Document 21.2 : Cartographie des besoins du secteur de l'éducation au niveau du pays et au niveau local
- Document 21.3 : Modèle de plan d'urgence pour le cluster/secteur de l'éducation, exemple I
- Document 21.4 : Modèle de plan d'urgence pour le cluster/secteur de l'éducation, exemple II
- Document 21.5 : Outil de planification de la généralisation de la formation

Préparation à cette session :

- Avant la séance, prenez les cartes de couleurs écrites pendant le temps de réflexion à la préparation après chaque session, tapez-les et distribuez-les au démarrage de la session. Retapez les cartes de couleurs avant cette session.

CD WCAR :

- Plan de Contingence Cluster Education – Nepal (en anglais)
- Plan de Contingence CPIA – RDC Katanga (en français)

1. Planification de la préparation pour l'éducation en situations d'urgence, notamment élaboration de la politique

30 minutes

***Note au facilitateur :** Dans cette session il s'agit de planifier la préparation, le développement des capacités et la formation. Les exercices de planification peuvent être expliqués tous ensemble, et ensuite, les équipes nationales/provinciales ou de districts peuvent s'intéresser à leurs besoins prioritaires en planification. Ou alors, les exercices peuvent être présentés les uns après les autres et les équipes peuvent faire leurs plans de manière plus guidée. Les instructions ci-dessous décrivent l'approche séquentielle.*

1. Introduisez la séance en expliquant les options pour la planification de la préparation aux niveaux national et sous-national et montrez les diapositives correspondantes :
 - 1) Actions de préparation liées aux composantes techniques de l'éducation en situations d'urgence, y compris à la politique.
 - 2) Stratégies pour la coordination du secteur de l'éducation ou le renforcement du cluster aux niveaux national et local.
 - 3) Planification des interventions pour d'éventuelles urgences pour l'éducation dans le cadre des processus multisectoriels de planification des urgences.
 - 4) Planification de la généralisation de la formation à l'éducation en situations d'urgence aux niveaux provincial et local.
2. Expliquez que les participants vont d'abord examiner les besoins de planification de la préparation et de la politique. Retournez au tableau mural que les participants ont construit au cours de l'atelier comme illustré ci-dessous :

Préparation	Composantes de l'éducation en situations d'urgence
Cartes de couleurs avec les suggestions des participants	Citées dans les sessions concernées

3. Passez en revue quelques-unes des cartes de couleurs qu'ils ont affichées pour plusieurs des composantes. Ensuite distribuez la version écrite du tableau (que le facilitateur a préparée avant la séance à partir des informations affichées au mur).

Exercice d'équipe en planification de la préparation

4. Demandez aux participants de travailler dans leurs équipes de province/pays en utilisant comme fiche de travail le Document 21.1 : Préparation et planification de politique pour l'éducation en situations d'urgence. Montrez la diapositive correspondante :
 - 1) Examiner d'abord chaque composante de l'éducation en situations d'urgence. Passer en revue les recommandations des actions de **préparation** conseillées par le groupe et déterminer si elles sont appropriées pour leur pays/province/district en se basant sur l'état actuel de leur planification de préparation, de leurs besoins et de leurs capacités. Si c'est le cas, noter ces actions de préparation sur le document.
 - 2) Ils devront ensuite s'interroger sur les politiques qu'il pourrait s'avérer nécessaire de mettre en œuvre au niveau gouvernemental afin de contribuer à l'effort de planification et de faire de l'éducation en situations d'urgence un élément transversal de la politique d'éducation. Parmi les exemples de politiques on peut citer :
 - Des politiques de certification pour les enseignants en situations d'urgence
 - Un point focal permanent de l'éducation en situations d'urgence au Ministère de l'éducation
 - Protocole d'Accord entre le gouvernement, l'UNICEF et Save the Children sur les rôles et responsabilités pour l'éducation en situations d'urgence
 - Allocations annuelles pour l'éducation en situations d'urgence
 - Normes de constructions résistantes aux catastrophes

- Programmes scolaires de réduction des risques de catastrophe rendus transversaux dans le programme scolaire national.
- Si les politiques sont appropriées et réalistes, alors les équipes doivent les inclure dans leur tableau de planification.
5. Concluez la séance en demandant à plusieurs équipes de partager une action et la politique de préparation qu'elles envisagent d'initier. Rappelez aux participants que cette planification va nécessiter un suivi plus complet à leur niveau après la formation.

2. Intensifier le renforcement des capacités du secteur/cluster et la préparation avec le gouvernement

30 minutes

1. Dites aux participants qu'ils vont passer au niveau suivant de la planification qui implique le renforcement du mécanisme de coordination /cluster de l'éducation à différents niveaux.
2. Commencez en demandant aux participants :
 - *Dans le scénario du Momaland (ou le scénario local), qui étaient les premiers à répondre à l'urgence ?*
 - *Quelle sorte de coordination était nécessaire en D1, D2 et D3 ?*
3. Expliquez que les équipes vont planifier le renforcement des capacités parmi les partenaires du secteur éducatif au niveau du pays/ de la province/ du district, selon les cas.
4. Demandez aux participants: *Qu'aurez-vous à faire, en tant que leaders de l'éducation en situations d'urgence, dans votre pays/province/district, en plus de la formation, pour aider les acteurs de l'éducation au niveau du pays/de la province/ du district à se préparer et à répondre aux urgences ?*

Exercice de planification du renforcement des capacités du secteur/cluster

5. En utilisant le document 21.2 : Cartographie des besoins du secteur de l'éducation au niveau du pays et au niveau sous-national, les équipes doivent envisager quelles mesures elles devront prendre pour renforcer le fonctionnement du secteur dans le pays, la province, le district ou à d'autres niveaux appropriés. Montrez la diapositive correspondante et identifiez les actions qu'elles pourraient envisager :
 - Tenir des réunions régulières aux niveaux locaux
 - Établir un secteur éducatif identifié avec les agences partenaires
 - Établir des canaux clairs de communication et d'échange d'informations du niveau local au niveau national et vice versa
 - Faire la cartographie des capacités
 - Faire en sorte que le service d'éducation au niveau national/ provincial /du district soit membre du comité de gestion des catastrophes national/ provincial/ du district
 - Outre la formation, effectuer des simulations d'urgence pour le secteur éducatif
 - Mettre en œuvre des mesures de préparation
6. Concluez en rappelant aux groupes que le renforcement des capacités sera une activité continue et va nécessiter un plan, des ressources, un leadership et un engagement de tous les partenaires.

3. Processus de planification des interventions pour l'éducation en situations d'urgence

30 minutes

1. En plénière, demandez aux participants

- *Quels pays ont participé à une planification d'urgence ?*
- *Définir la planification d'urgence*
- *Qui étaient leurs partenaires ? Au sein du secteur de l'éducation ? A l'extérieur du secteur de l'éducation ?*

Montrez la diapositive correspondante et étudiez-la :

- La planification d'urgence implique une planification de la préparation pour les catastrophes les plus probables, sur la base des analyses de la vulnérabilité et des risques.
- Les éléments de la planification d'urgence comprennent :
 - L'élaboration de scénarios de catastrophes probables sur la base des analyses des risques, avec des estimations des personnes affectées et les types d'impact
 - La cartographie des capacités du gouvernement et des agences humanitaires
 - L'identification des rôles et responsabilités pour les composantes des interventions d'urgence
 - Des tableaux d'interventions préparées par tous les secteurs
 - Des actions de préparation comme l'élaboration d'instruments uniformes d'évaluation préliminaire, le stockage de réserves, des accords à long terme et la formation à la gestion des catastrophes

Exercice d'équipe sur la planification d'urgence

Montrez la diapositive. Dites aux équipes qu'elles vont :

- 1) Utiliser pour cela le Document 21.3, Modèle de plan d'urgence pour le cluster/secteur de l'éducation
- 2) Étudier un exemple de plan d'urgence sur le CD WCAR pour référence
- 3) Faire un plan pour la manière dont elles vont s'y prendre pour faire la planification d'urgence. Parmi les réponses possibles, on peut avoir :
 - Que fera chaque agence pour que le plan soit créé ?
 - Quelles seront les responsabilités de chaque agence ?
 - Quel est le calendrier ?
 - Quelles autres agences seront consultées ? OCHA ? La Croix Rouge ? D'autres agences gouvernementales ?

Etude de cas : Réfléchissez-y

« Nous nous préparons pour la dernière situation d'urgence au lieu de nous préparer pour n'importe quelle urgence. »

« La réflexion d'avenir (plans d'urgence) sur Goma était presque toujours basée sur la possibilité que la même chose pourrait se reproduire. C'était en fait le scénario le moins probable, la coulée de lave ayant vidé le volcan. Et personne ne pouvait être sûr qu'une autre coulée de lave suivrait le même chemin, plus ou moins loin de la frontière. Même 100 mètres de différence changeraient complètement les chiffres. »

4. Planification de la généralisation de la formation à l'éducation en situations d'urgence aux niveaux national et local

30 minutes

1. Dites aux participants qu'ils vont maintenant évaluer le matériel de formation pour voir s'il est intéressant de le généraliser. Montrer la diapositive correspondante :
 - Dans quelle mesure les sessions ont-elles atteint les objectifs pédagogiques ?
 - Quelles sessions ont-ils préférées ?
 - Quelles sessions ont-ils moins aimées ?
 - Quelles étaient les trois choses les plus importantes qu'ils ont apprises ?
 - À quel point le matériel était-il approprié pour l'expérience de leur pays ?
 - Les méthodologies étaient-elles appropriées et efficaces pour les publics cibles de leurs pays ?
 - Le contenu était-il approprié ?
 - Qu'ajouteraient-ils ou que changeraient-ils ?

Exercice en équipes pour planifier la généralisation de la formation en éducation dans les situations d'urgence

Expliquez que les équipes vont enregistrer leurs plans pour continuer la généralisation de la formation, le cas échéant. Pour cela, elles vont :

- 1) Utiliser le Document 21.4 : Outil de planification de la généralisation de la formation et le remplir autant que possible durant la période de planification.

Considérations finales pour les équipes lorsqu'elles font leurs plans pour les prochaines étapes :

- Toutes les options ne sont peut-être pas applicables ni intéressantes pour les besoins à leur niveau
- Classez les prochaines étapes par priorité selon les besoins
- Les options ne sont pas exhaustives – pensez à d'autres actions de développement des capacités qui pourraient être mises en œuvre.

Montrez les diapositives correspondantes sur les considérations pour la planification.

**DOCUMENT 21.1:
LISTE DE VÉRIFICATION DE LA PRÉPARATION ET LA PLANIFICATION DE
POLITIQUE POUR L'ÉDUCATION EN SITUATIONS D'URGENCE.**

Composantes de l'éducation en situations d'urgence	Mesures de préparation	Qui est responsable?	D'ici quand?	Objectif de la politique
1. Mécanisme de coordination du cluster/secteur aux niveaux national et local				
2. Évaluations préliminaires de l'éducation, y compris du système de gestion de l'information				
3. Planification de l'intervention				
4. Ressources humaines et financières				
5. Fournitures d'éducation				
6. Espaces temporaires d'apprentissage				
7. Soutien psychosocial et stratégies psychosociales				
8. Programmes scolaires pour l'éducation en situations d'urgence				
9. Choix et formation des enseignants et du personnel d'éducation				
10. Réhabilitation et construction des écoles				
11. Reprise de l'éducation normale				
12. Suivi et évaluation				

**DOCUMENT 21.2 :
CARTOGRAPHIE DES BESOINS DU SECTEUR DE L'ÉDUCATION AUX NIVEAUX
NATIONAL ET LOCAL**

Niveaux	Agences membres	Points focaux	Besoins en renforcement des capacités	Étapes suivantes
Niveau national				
Niveau provincial				
Niveau du district				
Autre				

DOCUMENT 20.3 :
MODELE DU PLAN D'URGENCE POUR LE SECTEUR/ CLUSTER DE L'EDUCATION,
EXEMPLE I

(Profils des catastrophes à joindre)

Objectif global

Objectifs spécifiques

Hypothèses de planification

Exigences

Activités à mener avant une urgence

N°	Activités	Par qui	Quand
1.			
2.			
3.			
4.			
5.			
6.			

Activités à mener pendant une urgence

N°	Activités	Par qui	Quand
1.			
2.			
3.			
4.			
5.			
6.			

Activités à mener après une urgence

N°	Activités	Par qui	Quand
1.			
2.			
3.			
4.			
5.			
6.			

Ressources nécessaires

Matériel pédagogique/fournitures :

Ressources humaines :

Financement :

Activités d'atténuation des catastrophes à mener

N°	Activités	Par qui	Quand
1.			
2.			
3.			
4.			
5.			
6.			

DOCUMENT 20.4 :
MODELE DU PLAN D'URGENCE POUR LE SECTEUR/ CLUSTER DE L'EDUCATION,
EXEMPLE II

Exemple de modèle II

PLAN D'URGENCE DE PLANIFICATION ET DE REPONSE
DU CLUSTER EDUCATION – Année xy

Responsables de cluster / Responsable du groupe de travail éducation en situations d'urgence

Membres du cluster / Membres du groupe de travail éducation en situations d'urgence

I. Objectifs

1. Objectifs généraux

Donner à tous les enfants d'âge scolaire affectés un accès immédiat et continu à une éducation de qualité dans un environnement sûr nécessaire à leur développement et à leur protection et nécessaire pour faciliter un retour à la normale et à la stabilité.

2. Objectifs particuliers

II. Scénarios d'urgence

1. *Scénario xy*

Données de base :

Différenciées par sexe et par âge :

Principales contraintes :

2. *Scénario xyz*

Données de base :

Différenciées par sexe et par âge :

Principales contraintes :

III. Principes généraux et procédures pour la réponse à l'urgence

Le groupe de travail éducation se réunira lors de la survenue d'un ou plusieurs des mécanismes déclencheurs suivants :

- 1)
- 2)
- 3)

-
-
-

IV. Activités de préparation

-
-
-
- V. Activités de début de reconstruction
 -
 -
 -
- VI. Responsabilités et autorité
 -
 -
 -
- VII. Besoins supplémentaires en personnel
 -
 -
 -
- VIII. Besoins supplémentaires en matériels et en financements
 -
 -
 -
- IX. Activités de retour à la normale et de reconstruction
 -
 -
 -

PLAN DETAILLE DE PREPARATION ET DE REPONSE POUR L'EDUCATION

Scénario	Domaine d'intervention	Activités de préparation, de réponse et de reconstruction	Par qui	Pour quand
	Direction du cluster/ groupe de travail : Partenaires : ...	•	•	•
	Ressources humaines nécessaires Partenaires : ...	•	•	•
	Évaluation préliminaire : Évaluation rapide de l'éducation À faire dans les 72 heures Partenaires : ... Évaluation préliminaire après 72 heures : Partenaires : ...	•	•	•

Scénario	Domaine d'intervention	Activités de préparation, de réponse et de reconstruction	Par qui	Pour quand
	Espaces temporaire d'apprentissage/ espaces sûrs Partenaires : ...	•	•	•
	Matériels d'enseignement/ d'apprentissage Partenaires : ...	•	•	•
	Fournitures et logistique Partenaires : ...	•	•	•
	Recrutement, mobilisation et formation des enseignants et des assistants Partenaires : ...	•	•	•

Scénario	Domaine d'intervention	Activités de préparation, de réponse et de reconstruction	Par qui	Pour quand
	Appui psychosocial pour les enseignants et les élèves Partenaires : ...	•	•	•
	Développement de la petite enfance Partenaires : ...	•	•	•
	Évaluation préalable continue, suivi et gestion de l'information Partenaires : ...	•	•	•
	Retour à la normale et reconstruction Partenaires : ...	•	•	•

Scénario	Domaine d'intervention	Activités de préparation, de réponse et de reconstruction	Par qui	Pour quand
	Autres Partenaires : ...	•	•	•
	Autres Partenaires : ...	•	•	•

DOCUMENT 20.5 :
PLANIFICATION DE LA GÉNÉRALISATION DE LA FORMATION À L'ÉDUCATION EN SITUATIONS D'URGENCE

- Pays _____
- Chefs d'équipes _____
- Coordonnées _____
- Groupe(s) cible(s) à former
 - _ Au niveau national

 - _ Au niveau local

- Combien de formations locales ? _____
- Quels districts/provinces ?
 1. _____
 2. _____
 3. _____
 4. _____
 5. _____
- Dates éventuelles de formation _____
- Nombre de jours de formation ___ 3 ___ 4 ___ 5 ___ autre
- Nombre de participants _____
- Précédente formation en éducation en situations d'urgence ? _____
- Besoins des partenaires de l'éducation

	Sessions	Notation de priorité, 0 à 3, le 3 étant le plus élevé	Ajouter ou modifier ?	Commentaires
1	Situations d'urgence et leur impact sur les enfants et l'éducation			
2	Pourquoi l'éducation en situations d'urgence			
3	Normes minimales de l'INEE			
4	Composantes techniques de l'éducation en situations d'urgence			
5	Coordination du secteur/ cluster éducation			
6	Scénario d'urgence et cartographie des capacités			
7	Évaluation préliminaire de l'éducation en situations d'urgence			
8	Planification de l'intervention d'éducation en situations d'urgence			
9	Ressources humaines et financières			
10	Développement de la petite enfance avant, pendant et après les situations d'urgence			
11	Adapter ce qui est enseigné à la situation d'urgence			
12	L'inclusion dans l'éducation en situations d'urgence			
13	Préparation et intervention			

	éducative d'urgence pendant et après un conflit armé			
14	Appui psychosocial et stratégies psychosociales			
15	Choix et formation des enseignants dans une situation d'urgence			
16	Espaces temporaires d'apprentissage			
17	Réduction des risques de catastrophes dans l'éducation			
18	Reprise de l'éducation normale			
19	Suivi et évaluation de l'éducation			
20	Planification <ul style="list-style-type: none"> • Préparation • Plan d'urgence • Capacités 			
101	Fournitures et logistique pour l'éducation en situations d'urgence			
102	Interventions éducatives dans les urgences sanitaires			

Fournitures et logistique pour l'éducation en situations d'urgence

Session
101

Durée
115 minutes

Plan de la session

Contenu	Minutes
1. Analyse des fournitures d'éducation d'urgence pour la satisfaction des besoins d'éducation en situations d'urgence	40
2. Planification de l'achat, du transport et de la distribution des fournitures	50
3. Meilleures pratiques, accords de préparation/à long terme et pré-positionnement	20
4. Réflexion à la préparation	5

Objectifs pédagogiques

Messages clés

1. Analyser les fournitures d'éducation d'urgence sous l'angle de la qualité, des besoins d'apprentissage/cognitifs et psychosociaux, de la pertinence culturelle et des besoins liés au genre et à l'inclusion.
2. Répertorier les principaux éléments entrant en jeu dans l'acquisition, le transport et la distribution des fournitures.
3. Concevoir un plan d'achat et un plan de distribution pour l'éducation pour appuyer au Ministère de l'éducation afin de doter les écoles et apprenants des fournitures nécessaires, avec des stratégies propres à prendre en charge les contraintes logistiques pouvant entraver le processus de déploiement des fournitures.
4. Identifier les avantages et opérations liés à la formulation d'accords de préparation/à long terme avec des fournisseurs locaux et du pré-positionnement des fournitures.

Les fournitures éducatives sont nécessaires pour répondre aux besoins cognitifs, psychosociaux et de développement des enfants en situation d'urgence.

Il est nécessaire de procéder à la coordination de la planification au sein du secteur de l'éducation et avec les autres agences pour l'achat, le transport et la distribution des fournitures d'éducation en situation d'urgence.

La planification des approvisionnements comporte l'achat, la réception, la distribution et le suivi du déploiement et de l'utilisation des fournitures.

Le contexte de l'urgence peut présenter des défis logistiques qui requièrent une collaboration et de la créativité pour le transport et la livraison des fournitures d'éducation.

Les accords de préparation/à long terme avec les fournisseurs et le pré-positionnement nécessitent des ressources et un espace de stockage mais peuvent accélérer sensiblement l'intervention en cas d'urgence dans les écoles.

Méthode:

- Présentation, travail de groupes.

Matériel nécessaire :

- Présentation optionnelle des diapositives de la Session 101
- Document 101.1 : Exemples de kits d'éducation d'urgence
- Document 101.2 : Exemple de plan de fourniture et de distribution
- Document 101.3 : Exemple de plan de livraison et de suivi des fournitures
- Document 101.4 : Actions de préparation et de réponse pour les fournitures et la logistique

Préparation à cette session:

- Obtenir si possible un échantillon des kits d'éducation d'urgence.

CD WCAR :

- Approvisionnements et Logistique – Unicef
- L'art du chargement

1. Analyse des fournitures d'éducation d'urgence pour satisfaire besoins d'éducation en situation d'urgence

40 minutes

(10 minutes)

1. Expliquez que les fournitures d'éducation constituent une partie importante dans la remise en place des services d'éducation. Dès que les données de l'évaluation préliminaire multisectorielle seront partagées, dans les 72 premières heures, le secteur/cluster éducation peut démarrer ses préparatifs pour acheter, mobiliser et distribuer les fournitures d'éducation.
2. Les fournitures d'éducation comprennent des tentes, des bâches, des tableaux noirs, des manuels scolaires, des matériels d'enseignement, de la papeterie pour les apprenants, des aides à l'apprentissage, etc. Elles peuvent aussi inclure des vêtements et des articles sanitaires (savon, serviettes périodiques) et des matériels WASH, comme des réservoirs pour l'eau.
3. Les partenaires de l'éducation de nombreux pays ont mis au point des « kits » tout prêts de matériels et de fournitures d'éducation qui sont culturellement appropriés et peuvent être achetés soit localement soit dans la région. L'UNICEF et Save the Children ont élaboré des kits standardisés pouvant être commandés de l'étranger, et qui peuvent être considérés en tant qu'alternative quand il n'y a pas de fournitures locales disponibles.
4. Demandez aux participants s'ils ont une expérience des fournitures d'éducation d'urgence, et en particulier des kits de matériels d'éducation.
5. Les partenaires du secteur/cluster éducation appuient les Ministères de l'éducation pour fournir des manuels scolaires, des tableaux et des matériels d'apprentissage si ceux-ci ont été détruits durant l'urgence, en plus des kits de matériels de base.
6. Passez en revue les différents kits qui ont été élaborés pour permettre leur déploiement rapide en cas d'urgence et qui **contiennent des matériels d'éducation pour faciliter une reprise immédiate des cours**. Montrez la diapositive correspondante et expliquez que le contenu des kits a été conçu spécifiquement en tenant compte des bénéficiaires cibles : kits DPE, kits récréatifs, école ou salle de classe en boîte et kits pour enfants/apprenants. Dans certains pays, un kit combiné école/ récréation a été élaboré ainsi que des kits pour les enseignants avec des matériels didactiques.
7. Posez les questions suivantes :
 - Si vous avez travaillé avec des kits d'éducation, quels en sont les bénéfices potentiels pour les enseignants ? Pour les enfants ? Pour les écoles ?
 - Y a-t-il des bénéfices psychosociaux quand on fournit des kits pour les apprenants ou d'autres fournitures d'éducation ?
 - Quels peuvent être les problèmes associés aux kits d'éducation ?

(30 minutes)

Note pour le facilitateur : Si l'on dispose de peu de temps, il est possible de faire faire cette activité à la moitié des membres des équipes tandis que l'autre moitié fait le plan d'approvisionnement. Si vous choisissez cette option, continuez la présentation de diapositives et donnez des instructions différentes pour les deux activités

Exercice de création de kits de fournitures d'éducation

1. Dites aux participants qu'ils vont analyser les exemples kits dans le Document 10.1 pour en créer des versions améliorées pour leur propre contexte. Formez 4 groupes qui analyseront chacun l'un de ces kits. Si l'on dispose d'exemples de kits à l'atelier, faites examiner les contenus des kits par les groupes.
 - Groupe 1: Kit DPE (UNICEF Afrique du sud)
 - Groupe 2: Salle de classe en boîte (Save UK)
 - Groupe 3: Kit Enfant (Save UK)
 - Groupe 4: Kit récréatif (UNICEF)

Tâches:

- 1) Analyser les contenus sur la base de leur pertinence pour les enfants dans les pays des participants pour ce qui est de la qualité, des besoins d'apprentissage/ cognitifs et psychosociaux, de la pertinence culturelle et des besoins de genre et d'inclusion. Ajouter ou changer des éléments pour vous assurer de la pertinence des éléments au regard du contexte et de la culture. Ils peuvent changer/améliorer tous les éléments selon ce qui leur semblera nécessaire.
 - 2) Évaluer si les éléments peuvent être achetés sur place en quantité et en qualité suffisantes selon les marchés et fournisseurs locaux, les coûts des matériels, leur qualité, etc. Noter les choses à prendre en compte pour un achat local.
La production de chaque groupe devrait consister en
 - 1) **une liste finale d'éléments pour la trousse qui leur a été assignée**
 - 2) **une décision sur la faisabilité de l'achat sur place avec les réflexions.**
2. Faites afficher par les groupes leurs listes sur le mur et demandez-leur de faire le compte-rendu en plénière des ajouts et changements et de la faisabilité de l'achat sur place. Insistez sur le fait qu'il est important d'acheter localement ou dans la région (quand c'est possible) les matériels d'école et d'enseignement pour soutenir l'économie locale et pour que les matériels soient appropriés à la situation locale. Les directeurs d'écoles doivent être activement impliqués dans la sélection de matériels pour que l'appui limité soit bien ciblé. Les écoles et les enseignants doivent aussi être encouragés, grâce à une formation et des matériels de lecture, à créer leurs propres matériels pédagogiques et récréatifs.
3. En plénière, demandez aux participants: *Qu'est-ce qui est nécessaire pour accompagner les kits éducatifs une fois déployés dans les écoles et espaces temporaires d'apprentissage?*
Les réponses pourraient inclure:
- des instructions dans la langue locale sur la manière d'utiliser, d'entreposer et de distribuer les fournitures ;
 - des sessions de formation pour les fonctionnaires de l'éducation au niveau du district, les comités de gestion des écoles et les associations parents-enseignants sur l'utilisation des kits
 - des instructions sur le nombre d'enfants qui vont bénéficier de ces fournitures ;
 - des exemples d'activités éducatives, récréatives et ludiques pouvant être menés avec les matériels
 - une formation sur l'utilisation des fournitures, avec les programmes scolaires de récréation et de jeu, psychosocial et éducatif (qui sont abordés dans les sessions 12, 13 et 14).
4. Dites aux participants qu'ils vont passer en revue des exemples de matériels d'enseignement et d'apprentissage et de matériel psychosocial pouvant être utilisés conjointement avec les kits des sessions précédentes.
5. Insistez sur l'importance d'un *suivi par l'utilisateur final* lors de la distribution de n'importe quel type de matériels d'éducation pour vérifier qu'ils sont utilisés de manière appropriée et pour garantir la qualité.

2. Achat, transport et distribution des fournitures

50 minutes

Note pour le facilitateur : Cette session peut être supprimée si elle n'est pas intéressante pour le public ciblé.

(20 minutes)

1. Dites aux participants qu'ils vont maintenant examiner le cycle du processus d'approvisionnement et que « anticipation », « planification » et « coordination » sont des mots clés dans la logistique. Montrez la diapositive portant sur le cycle des fournitures et de la logistique et étudiez le cycle.

Étudiez les éléments du cycle de l'approvisionnement pour l'éducation en situations d'urgence.

1. Planification des fournitures

- Sur la base des informations de l'évaluation préliminaire multisectorielle et de l'évaluation préliminaire rapide de l'éducation et en coordination avec les autres parties prenantes, identifier les principales fournitures nécessaires pour redémarrer les activités d'éducation – le nombre nécessaire, les lieux de livraison, etc.
- Les principales fournitures à envisager sont : tentes/bâches, matériels de classe, papeterie, matériels récréatifs, fournitures DPE
- Envisager les kits locaux ou tout prêts de matériels et les avantages, inconvénients et problèmes pratiques correspondant à ces alternatives

2. Achat des fournitures

- Étapes à suivre une fois que les fournitures et les nombres ont été décidés :
 - Plan de fourniture préparé et soumis
 - Demande de fournitures/sources d'achats, appel d'offre et choix du fournisseur (pour les achats locaux)
 - Ordre d'achat soumis
 - Assurance de qualité
 - Livraison des fournitures à la destination initiale
 - Livraison des fournitures aux destinations en aval

3. Commande et transport pour les achats à l'étranger

- Options de transport
- Budgets disponibles
- Poids/ volume des fournitures
- Dédouanement et suivi

4. Logistique dans le pays

- Calendrier des livraisons
- Stockage
- Infrastructures

5. Distribution dans le pays

- Options de transport
- Coordination avec d'autres agences/ le gouvernement/ le cluster logistique
- Suivi de la livraison et de l'utilisation des fournitures

Demandez si le cycle des fournitures correspond à la manière dont opèrent les organisations des participants. Prenez les réponses de différentes organisations. Puis demandez aux participants quelles agences prendront la responsabilité de fournir des fournitures d'éducation. Ils peuvent répondre dans le contexte du scénario du Momaland ou pour leurs propres agences.

Insistez sur le fait que la *coordination* avec d'autres partenaires est cruciale pour la distribution de fournitures d'éducation durant une intervention d'urgence. Les membres du secteur/ cluster éducation doivent être en liaison avec le secteur/ cluster logistique et l'autorité nationale de gestion des catastrophes pour que les fourniture d'éducation soient livrées en urgence aux apprenants et écoles sinistrés.

Il est aussi fondamental d'utiliser la distribution comme moyen de développer les capacités et la responsabilité locales. Le personnel des écoles, les fonctionnaires, les membres des associations parents-enseignants et les autorités communautaires doivent tous être impliqués dans la conception d'un système transparent pour la distribution de matériels et doivent être responsables des résultats. La communauté doit être informée de la distribution et de ce à quoi chaque élève a droit. La distribution directe aux élèves par les employés des ONG doit être déconseillée car elle ne renforce pas la capacité des enseignants, des administrateurs des écoles ni des fonctionnaires régionaux de l'éducation.

(20 minutes)

Exercice de planification des fournitures pour le Momaland

Dites aux participants qu'ils vont maintenant faire un plan de fournitures pour le Momaland. En travaillant en équipes de districts, ils doivent utiliser pour leurs districts le Document 101.2 : Exemple de plan de fourniture et de distribution et le Document 101.3 : Exemple de plan de livraison et de suivi des fournitures.

Rappelez aux participants qu'ils doivent identifier et appliquer les **Normes minimales correspondantes de l'INEE** dans l'exercice, comme :

Enseignement et apprentissage

Norme 1 : Programmes scolaires : Des programmes scolaires pertinents du point de vue culturel, social et linguistique sont utilisés pour fournir une éducation formelle et non formelle, appropriée au contexte et aux besoins particuliers des apprenants.

Tâche

- 1) Identifier quelles fournitures ils vont commander et les quantités nécessaires pour **1 article seulement dans chaque zone de leur district** (par ex. kit DPE, kit récréatif)
- 2) Identifier les fournitures existantes ainsi que les nouvelles fournitures dont on a besoin et déterminer les coûts, y compris le coût du transport
- 3) Identifier les agences et les partenaires qui prendront la responsabilité de transporter les fournitures
- 4) Identifier le type de suivi nécessaire et les agences et les partenaires qui le feront
- 5) Identifier, selon le scénario, d'éventuelles difficultés de logistique qui pourraient gêner la livraison

(10 minutes)

En plénière, demandez aux groupes de présenter leur plan pour l'article qu'ils ont choisi pour une zone seulement. Posez aux participants certaines des questions suivantes :

- *Qu'est-ce qui manquait dans les informations que vous aviez et comment avez-vous surmonté ce problème ?*
- *Quelle a été votre expérience de l'élaboration d'un plan de distribution et de suivi ?*
- *Quelles sont les difficultés que vous risquez d'avoir pour transporter le matériel sur les lieux sinistrés ?*
- *Comment peut-on surmonter certaines d'entre elles ?*

3. Meilleures pratiques, accords de préparation/à long terme, prépositionnement

20 minutes

1. Demandez aux participants:
 - *Quels exemples de bonne pratique ou de « créativité et de flexibilité » avez-vous vus pour ce qui est de l'achat, de la fourniture et de la logistique ?*
2. Donnez les exemples suivants en provenance d'autres pays:
 - Au Mozambique, une compagnie de logistique qui existait déjà et était habituée à la zone s'est occupée de la distribution après les inondations
 - En Côte d'Ivoire, le NRC a remarqué que les camions de cacao atteignaient les zones les plus reculées et a passé des accords avec leurs chauffeurs pour qu'ils distribuent les fournitures scolaires
 - Dans de nombreux pays, des accords de préparation/à long terme ont été conclus avec des fournisseurs locaux, de sorte que les procédures initiales d'appels d'offres n'étaient pas nécessaires lors des interventions de la phase aiguë de la crise et que les fournitures ont pu être commandées rapidement
3. Demandez aux participants quelles mesures de préparation peuvent être prises pour assurer l'efficacité de l'achat et de la distribution des fournitures d'éducation. Prenez 2-3 réponses. Puis passez en revue la liste ci-dessous et sur la diapositive:

Meilleures pratiques :

- Préparer une liste de fournitures en cas d'urgence.
- Identifier les articles disponibles sur place.
- Conclure des accords de préparation/ à long terme avec les fournisseurs locaux pour les articles identifiés. Travailler en collaboration avec les chargés des fournitures et de la logistique au sein de votre organisation pour établir les accords.
- Identifier les mécanismes potentiels de distribution, comme des compagnies commerciales de transport.
- Si les opérations d'éducation d'urgence impliquent de grandes quantités de fourniture/une logistique sur une grande échelle, pensez à ajouter un chargé de la logistique travaillant à temps plein pour le programme d'éducation d'urgence. Une bonne collaboration logistique est essentielle entre les employés de l'éducation et ceux de la logistique.
- Des employés de l'éducation doivent régulièrement visiter les entrepôts et vérifier les rapports sur les stocks et sur les mouvements de fournitures.
- Le pré-positionnement des fournitures dans le cadre de la planification d'urgence dans les zones particulièrement sujettes à des situations d'urgence peut être un facteur significatif dans la reprise immédiate de l'éducation.

4. Réflexion à la préparation

5 minutes

1. Demandez aux participants quels pourraient être les obstacles réalistes à l'achat et au pré-positionnement des fournitures d'éducation ?
2. Demandez aux participants de mettre les actions de préparation déjà identifiées plus d'éventuelles autres actions sur des cartes de couleurs et de les afficher sous l'affiche Fournitures d'éducation sur le mur Préparation

DOCUMENT 101.1:
Exemples de kits d'éducation d'urgence

KIT DE DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE
(UNICEF Afrique du sud)
1 kit pour 30 enfants

Article	Quantité par kit
Sac à jouets	1
Papier, papier pour la peinture et le dessin, format A4, 500 feuilles par rame	5
Crayons gras dans un sac en plastique	15
Ciseaux de sécurité de type scolaire, à bout arrondi	10
Marqueurs indélébiles, bleus, noirs, rouges et verts	4 x chaque couleur, 16 par kit
Prestik	2
Colle blanche travaux manuels (paquet de 12)	2
Cerceaux ronds en plastique, diverses couleurs	10
Puzzles de 12 pièces, carton, culture africaine	4
Blocs de taille Duplo, 80 pièces par sac, en plastique et de différentes couleurs	4
Puzzles de 25 pièces, carton, culture africaine	4
Puzzles de 50 pièces, carton, culture africaine	4
Poupée de chiffon	5
Balles en caoutchouc 22" pour enfants de 3-6 ans	3
Balles molles en plastique 22" pour enfants de 3-6 ans	15

Coût estimatif: 250 dollars US

BOÎTE POUR ENFANTS - Save the Children UK
Pour des enfants – 1 kit par classe (100 enfants)

No.	Article	Unité	Quantité	Commentaires
1.	Conteneur/boîte solide	Pièce	1	<i>Pour le transport et le stockage de tout le contenu. Doit être robuste et imperméable à l'eau</i>
2.	Crayons de couleurs – gamme de couleurs	Paquet	20	<i>Crayons de couleurs de qualité – environ 20 ou 30 couleurs dans chaque paquet</i>
3.	Feutres de couleurs – gamme de couleurs	Paquet	20	<i>Feutres de couleurs de qualité – environ 20 ou 30 couleurs dans chaque paquet</i>
4.	Crayons à papier HB – 12 dans chaque paquet	Paquet	20	
5.	Gros crayons gras (dessin/ coloriage) (environ 10 par paquet)	Paquet	20	<i>Dessin pour les petits enfants</i>
6.	Grosses craies pour colorier/ pour fresques, environ 20 par paquet	Paquet	10	<i>Grosses craies de couleurs pour dessiner due les murs ou sur les sols</i>
7.	Gommes – 100 par paquet	Paquet	1	
8.	Taille crayons de métal – 100 par paquet	Paquet	1	<i>À préférer au plastique</i>
9.	Cahiers pour les maths (environ 50 pages par cahier)	Pièce	200	<i>Cahiers individuels pour les enfants. Environ 50 pages dans chaque</i>

				<i>cahier</i>
10	Cahiers : demi page à ligne, demi page unie (environ 50 pages)	Pièce	200	<i>Cahiers individuels pour les enfants. Environ 50 pages</i>
11	Règles – petites, plastique	Pièce	100	
12	Stylos à bille – noir/bleu (12)	Paquet	10	<i>Pour les enseignants/ chefs de groupes</i>

Coût estimatif : 150 Dollar US

MATÉRIELS POUR LA CLASSE DANS UNE BOÎTE – Save the Children UK 2007
Pour les enseignants

No.	Article	Unité	Quantité	Commentaires
1	Conteneur/boîte solide	Pièce	1	<i>Pour le transport et le stockage de tout le contenu. Doit être robuste et imperméable à l'eau</i>
2	Planisphère mural – des pays seulement (environ 1m x 1.5m)	Pièce	4	<i>Doit être vierge. Pas d'écriture/d'étiquettes pays s'il vous plaît.</i>
3	Petites cartes vierges en couleur [15 cm carrés]	Pièce	400	<i>Fabriquer des cartes de révision, etc., environ 400 cartes au total dans un petit conteneur en plastique</i>
4	Marqueurs tableau blanc – différentes couleurs (paquet de 10)	Paquet	2	<i>Dessin /écriture. Environ 288 stylos au total</i>
5	Papier vierge blanc de format A4	Rame	4	<i>Dessin</i>
6	Carte vierge en couleur de format A4	Rame	2	<i>Fabriquer des cartes /étiquettes / signes</i>
7	Étiquettes adhésives [environ 2x 4cm]	Rouleau	2	<i>Pour écrire des étiquettes</i>
8	Cartes à jouer avec formes	Pièce	2	<i>PAS d'écriture /de mots – image seulement</i>
9	Ficelle x environ 30 mètres de longueur	Pièce	1	<i>Pour attacher les dessins</i>
10	Tapis en plastique 3 mètres carrés	Pièce	4	<i>Utilisés pour s'asseoir ou également pour dessiner des graphiques en utilisant des marqueurs. Doit être de couleur claire, pas sombre.</i>
11	Ciseaux de sécurité de type scolaire pour enfants - enveloppe plastique	Pièce	30	<i>Doivent être à bout arrondi pour enfants. De préférence, emballage en plastique</i>
12	Craie blanche [100 bâtons dans une boîte]	Paquet	2	
13	Règles – 30 cm – métal/bois/plastique?	Pièce	3	<i>Pour les maîtres / chefs de groupe</i>
14	Cahier A4 avec pages lignées	Pièce	6	<i>Pour les maîtres / chefs de groupe</i>
15	Brosse/ chiffon à craie	Pièce	6	<i>Pour les maîtres / chefs de groupe / enfants</i>
16	Tableau [environ 1.5 x 2m)	Pièce	1	<i>Devra peut-être être envoyé séparément</i>
17	Trombones [environ 100 dans une boîte?]	Boîte	4	
18	Ruban adhésif blanc	Pièce	4	<i>Comme papier cache adhésif</i>
19	Épingles [environ 50 par boîte?]	Boîte	2	<i>Punaises pour fixer les affiches</i>
20	Petits sacs transparents en plastique pouvant se fermer (15 x 10 cm / 12 x 7 cm)	Pièce	4	<i>Pour le stockage des petits articles de bureau</i>
21	« papier pour tableau de conférence » vierge léger/fin – 20 feuilles seulement	Pièce	20	<i>Roulé pour pouvoir entrer dans une boîte – format A2 ou plus [?]</i>
22	Liste dactylographiée du contenu – dans chaque boîte	Pièce	1	<i>Contenu répertorié dans chaque boîte</i>

Coût estimatif: USD \$ 300 dollar

KIT RECREATIF – UNICEF
Pour la salle de classe

Matériel pour l'enseignant	Matériel pour l'élève		
Article Description	No.	No.	
Boîte en fer, avec verrou, pour entreposage	1	Maillots, tulle de nylon rouge	20
Cahier, A4, ligné-8mm, 96 pages	3	Jeu de quilles, en bois. avec 2 balles, jeu	2
Stylo, Stylo à bille, noir	12	Ballon de volley, modèle professionnel	2
Ballon de handball, senior, cuir synthétique	2	Filet de Volleyball, 9.5 x 1 m sans piquets	1
Ballon de handball, junior, cuir synthétique	3	Ballon de football, rond, junior cuir synthétique	1
Sifflet, de l'arbitre, non métallique	2	Balle en caoutchouc mousse 60-80 m diamètre	5
Trousse de gonflage pour balles	2	Piquet avec drapeau/JEU 6	1
Mètre ruban, 5m de long	1	Corde à sauter en polyester 3m	6
Ardoise, pour élève, format A4 (210 x 297mm)	2	Frisbee, 20 cm de diamètre	4
Craie, blanche/BOITE-100	3	Jeu de marelle	4
Sac à main, UNICEF, nylon bleu, 360 x 230 x 610mm	1		
T-shirt, UNICEF, coton, grande taille	1		
Casquette, UNICEF, baseball, blanc, coton	1		
Sticker, UNICEF, rond, diamètre 205mm	2		

Coût estimatif: USD \$250

Contenu et utilisation du kit

Le kit est conçu pour environ 40 enfants. Les éléments sont montrés dans le tableau ci-dessous. Le kit est divisé en deux sections avec du matériel pour l'enseignant et les élèves.

- **Boîte métallique avec cadenas**

Pour s'assurer du stockage en lieu sûr de tous les articles, le kit est gardé dans une boîte métallique munie de deux cadenas à code. Lors de chaque session, l'enseignant distribue les matériels nécessaires pour cette session et les ramasse plus tard pour les remettre dans la boîte qu'il ferme à clé.

- **Maillot, jeu de 20**

Les maillots sont des tuniques en couleur qui sont utilisées pour distinguer deux équipes durant les sports.

- **Piquets avec drapeau**

Les piquets sont également utilisés pour délimiter un terrain. Toutefois, lorsqu'ils jouent, il est difficile aux joueurs de voir si une balle tombe dans ou hors du terrain. Les piquets sont mis en place pour permettre aux joueurs d'avoir une vue d'ensemble. Six piquets sont fournis, c'est-à-dire un pour chacun des quatre coins et un piquet est planté au milieu de chacune des deux longueurs du terrain.

- **Ardoise**

L'ardoise a pour but de noter les scores des équipes.

DOCUMENT 101.2:
Modèle de plan de fourniture et de distribution

Section / Bureau:

Date:

Description/ spécification de l'article	Quantité	Prix unitaire (approx.)	Prix total (approx.)	Coûts de transport/ livraison Droits/ taxes	Plan/liste de distribution	Date prévue de réception de la demande

DOCUMENT 101.1:
Actions de préparation et de réponse pour les fournitures et la logistique

Actions de préparation pour les fournitures et la logistique

- Avec le secteur/ cluster éducation, déterminer quelles sont les fournitures essentielles d'éducation et autres pour des scénarios probables de situations d'urgence, avec le coût, le transport et les frais de distribution
- Adapter ou élaborer des kits préemballés d'éducation et de récréation qui soient appropriés à la culture
- Déterminer quelles sont les options d'achat des fournitures, localement, dans la région ou à l'étranger
- Passer des accords à long terme avec des fournisseurs locaux ou régionaux
- Prépositionner les fournitures d'éducation dans des lieux stratégiques partout dans le pays, selon ce qui est faisable et approprié, et conserver des inventaires précis des fournitures et de leur emplacement, y compris pour les manuels scolaires
- Prévoir d'éventuels arrangements logistiques avec d'autres secteurs ou le cluster logistique

Actions de réponse pour les fournitures et la logistique

- Sur la base des données de l'évaluation préliminaire, déterminer quels sont les principaux besoins en fournitures dans le cadre d'un plan d'intervention d'éducation
- Identifier les sources de financement pour avoir un financement suffisant pour répondre aux besoins en fournitures
- Déployer les stocks de fournitures existants depuis les lieux de prépositionnement et commander, acheter et déployer des fournitures supplémentaires, y compris des manuels scolaires, dans les zones affectées, selon les besoins, en collaboration avec le Ministère de l'éducation et les partenaires de logistique
- Vérifier que les instructions pour l'utilisation des fournitures et pour les activités à mener avec les fournitures sont fournies lors de la livraison des fournitures
- Assurer une livraison et une distribution rapides des fournitures aux autorités locales de l'éducation ou directement aux écoles ou aux espaces temporaires d'apprentissage
- Collaborer avec le secteur de la logistique et d'autres agences pour surmonter les obstacles dans la livraison des fournitures
- Faire de façon continue le suivi de la livraison pour garantir l'arrivée, la qualité et un bon suivi de l'utilisation au niveau de l'utilisateur final et pour indiquer si l'on a besoin de quantités supplémentaires

<h1>Interventions d'éducation dans les situations d'urgence sanitaire</h1>		<p>Session 102</p>
		<p>Durée 45 minutes</p>
<p align="center">Plan de la session</p>		
Contenu		Minutes
1. Introduction aux approches de l'éducation dans les situations d'urgence sanitaire		5
2. Réponses du secteur de l'éducation aux menaces pour la santé dans les situations d'urgence		10
3. Préparation et interventions d'éducation dans les épidémies et les pandémies		10
4. Réflexion à la préparation		5
Objectifs pédagogiques		Messages clés
<p>1. Reconnaître comment le secteur de l'éducation interagit avec le secteur de la santé en situation d'urgence.</p> <p>2. Décrire la manière dont l'éducation peut (1) tenter de prévenir les problèmes sanitaires, (2) travailler à préparer les enfants et la communauté aux problèmes sanitaires et (3) répondre à une urgence sanitaire tout en maintenant l'éducation en service, si possible.</p> <p>3. Utiliser l'exemple des interventions d'éducation au VIH/Sida, au cours des deux dernières décennies, pour aider à la planification d'intervention aux urgences sanitaires à court terme comme à long terme.</p> <p>4. Reconnaître que les urgences peuvent exacerber des problèmes chroniques, comme la tuberculose, le paludisme et le VIH/Sida et que parfois, un système d'éducation peut offrir un endroit d'où il est possible de diriger des interventions.</p>		<p>L'éducation durant les situations d'urgence sanitaires et les pandémies demande des approches créatives et flexibles.</p> <p>Le paludisme, la tuberculose, le VIH/Sida, les vers et autres maladies et problèmes de santé ont, dans certains pays, des effets catastrophiques sur les systèmes d'éducation, aussi bien sur les enseignants que sur les apprenants. Il s'agit de l'absentéisme, de l'abandon scolaire, d'une plus mauvaise qualité de l'éducation et de la difficulté accrue de réaliser les buts de l'éducation pour tous et les objectifs du millénaire.</p> <p>Les écoles peuvent encourager des changements de comportements sanitaires positifs.</p> <p>Parmi les interventions qui marchent, on peut citer des cours de santé adaptés à la culture locale, une formation spéciale des enseignants, un appui financier et communautaire et un accès à l'éducation pour les enfants qui sont malades.</p> <p>L'éducation peut être un agent crucial de la prévention et de l'atténuation des menaces sanitaires à la suite d'une urgence si l'on utilise les écoles comme plateformes pour des activités destinées à sauver des vies</p>

Méthode :

- Présentation, discussion plénière, travail de groupes

Matériel nécessaire :

- Présentation optionnelle des diapositives de la Session 102
- Document 102.1 : Approches du secteur de l'éducation pour les épidémies et les pandémies
- Document 102.2 : Tableau pour l'éducation dans les situations d'urgence sanitaire
- Document 102.3 : Quelques exemples d'interventions pour le VIH/Sida
- Document 102.4 : Actions de préparation et de réponse pour les urgences sanitaires

CD WCAR :

- Activités d'apprentissage participatif - Manuel de formation - OMS
- Éducation sanitaire-Sida - Livre du formateur
- Outils pour intégrer le VIH-SIDA dans le secteur de l'éducation -Unesco
- Prévention et contrôle du VIH-SIDA - Manuel
- Programme d'éducation thérapeutique - Boîte à images
- Sida et théâtre
- Suivi & évaluation des programmes de lutte contre le VIH-SIDA, la TB et le paludisme - Guide
- Éducation au VIH-SIDA pour les jeunes réfugiés
- Les symptômes de la grippe aviaire - Unicef Niger
- Protégeons-nous contre la grippe aviaire - Guide du maître - Unicef Niger
- Niger, Lavons les mains
- Manuel d'Approche participative pour la lutte contre les maladies diarrhéiques - OMS

1. Introduction aux approches de l'éducation dans les situations d'urgence sanitaire

5 minutes

1. Introduisez la session en disant aux participants qu'elle va traiter de la préparation et de la réponse du secteur de l'éducation aux urgences sanitaires, comme :
 - a) Les menaces de santé qui apparaissent durant les situations d'urgence (naturelles et causées par l'homme)
 - b) Les épidémies et les pandémies, comme le choléra et la grippe
2. Dites aux participants qu'ils vont s'intéresser à trois niveaux de la gestion du secteur de l'éducation dans les situations d'urgence sanitaire :
 - 1) La prévention
 - 2) La préparation
 - 3) L'intervention
3. Définissez les termes :
 - La **prévention** fait référence aux activités éducatives qui empêchent la propagation de la maladie *avant ou pendant* la situation d'urgence sanitaire et l'éducation à la santé, à l'hygiène et aux compétences de la vie courante, qui tentent toutes de changer les comportements en mieux.
 - La **préparation** fait référence aux activités dans le secteur de l'éducation qui sont mises en œuvre avant le début d'une urgence sanitaire.
 - L'**intervention** peut comprendre des activités éducatives de prévention pour empêcher qu'une maladie ne continue à se propager.

2. Réponses du secteur de l'éducation aux menaces sanitaires dans les situations d'urgence

10 minutes

1. Abordez d'abord le sujet des **menaces sanitaires pour les enfants durant les situations d'urgence**. Demandez aux participants d'identifier les menaces de santé au cours des situations d'urgence, surtout les menaces pour le PDIP, qui peuvent exister durant des catastrophes naturelles et causées par l'homme.
Les réponses peuvent inclure à la fois les symptômes et les maladies, ainsi que les événements dangereux :
 - Diarrhée (un symptôme)
 - Choléra (une maladie)
 - Déshydratation
 - VIH/Sida et autres MST
 - Malnutrition
 - Paludisme (une maladie)
 - Fièvre (un symptôme)
 - Grippe
 - Pneumonie
 - Vers
 - Accidents
 - Dangers causés par les mines et munitions non explosées (UXO)
2. Demandez aux participants quels peuvent être les effets de ces menaces pour la santé sur l'éducation. Les réponses peuvent inclure :

- Créer une urgence sanitaire en plus de l'urgence existante dans laquelle les enfants peuvent mourir ou être malades
 - Les enfants ne peuvent pas aller à l'école
 - Besoin d'appui psychologique, etc.
3. Demandez ce que peuvent faire les partenaires de l'éducation pour répondre à ces menaces. Quel rôle l'éducation peut-elle jouer dans la prévention de ces menaces sanitaires et dans les interventions en réponse à ces menaces dans le cadre d'une intervention d'urgence ? Rappelez-leur que la Session 11, Adapter ce qui est enseigné à la situation d'urgence, s'intéressait aux interventions d'éducation.
- Posez les questions suivantes tout en montrant la diapositive :
- *Quels messages doivent être enseignés dans les espaces temporaires d'apprentissage ou d'autres sessions d'éducation ?*
 - *Quels types de coordination inter-secteurs sont nécessaires ?*
 - *Qui devrait être impliqué pour fournir les interventions d'éducation ?*
 - *Comment les enfants et les jeunes peuvent-ils être impliqués ?*

3. Préparation et interventions d'éducation dans les épidémies et les pandémies

10 minutes

1. Dites aux participants qu'ils vont maintenant s'intéresser à des épidémies et des pandémies, à leur impact sur l'éducation et aux stratégies du secteur de l'éducation.
2. Demandez aux participants de définir **épidémie** et **pandémie**
 - Une **épidémie** est le déclenchement d'une maladie infectieuse qui se propage rapidement et largement entre être humains
 - Une **pandémie** est une **épidémie** d'une maladie infectieuse qui se propage dans des populations d'au moins deux grandes régions du monde.
3. Demandez aux participants quelles étaient les plus importantes menaces épidémiques dans leur pays ou région. En Afrique, l'une des menaces les plus mortelles est le **choléra**.
 - Dans de nombreux pays, le choléra est une maladie saisonnière, qui a lieu chaque année, généralement durant la saison des pluies. Il est généralement transmis par l'intermédiaire d'eau ou de nourriture contaminés par des excréments. Les épidémies peuvent avoir lieu de façon sporadique quand l'approvisionnement en eau, l'assainissement, la sécurité alimentaire et l'hygiène sont inadéquats.
4. Demandez aux participants quels sont les impacts des épidémies de choléra sur :
 - Les élèves
 - Les OEV
 - Les écoles et les systèmes d'éducation

On peut faire référence à des pays où il y a de graves épidémies de choléra durant la saison des pluies.
5. Une autre menace, dans de nombreux pays, est la **grippe**. Parmi les menaces potentielles, il y a la grippe porcine (H1N1) ou la grippe aviaire qui peuvent se transformer en grippe humaine avec une transmission d'homme à homme et devenir des pandémies. (*Notez que toutes les maladies ont des réponses éducatives similaires quand elles restent une menace : l'hygiène avant tout*). Bien que la grippe soit généralement relativement peu grave, le grand nombre de personnes infectées comprennent généralement des personnes qui sont très jeunes ou déjà très vulnérables.
6. Demandez aux participants ce que pourrait être l'impact d'une pandémie sur les systèmes d'éducation.

7. Demandez aux participants de suggérer **des stratégies de prévention au niveau des écoles pour les épidémies et les pandémies.**

L'OMS a identifié les stratégies suivantes pour la prévention du choléra :

- L'adoption d'une approche multisectorielle et coordonnée de la prévention
- L'amélioration de l'assainissement et de l'évacuation des eaux usées
- Une éducation à la santé destinée à changer les comportements

Pour contenir la propagation d'une maladie infectieuse, il faut des stratégies telles que :

- Éducation factuelle sur la transmission de la maladie
- Lavage régulier des mains
- Éviter un contact proche avec d'autres (comme des câlins, des baisers)
- Éviter les produits alimentaires contaminés (poulets, porcs infectés)

4. Améliorer l'approche du secteur de l'éducation aux urgences sanitaires

15 minutes

Exercice d'approches du secteur de l'éducation aux urgences sanitaires

1. Dites aux participants qu'ils vont maintenant avoir l'occasion de s'intéresser aux approches de prévention, de préparation et d'intervention pour les urgences sanitaires dont on a parlé.
2. Donner aux groupes l'une des urgences sanitaires suivantes :
Groupe A : Menaces sanitaires qui apparaissent dès les situations d'urgence
Groupe B : Épidémies et pandémies
Groupe C : Ce que les écoles peuvent faire pour aider

Tâches

- 1) Utiliser les Documents
- 2) Utiliser les matériels d'IEC et les matériels sur les programmes scolaires sur le CD, selon les cas
- 3) Élaborer des stratégies de **prévention, préparation et intervention** selon les composantes de l'intervention d'urgence
- 4) Les groupes peuvent subdiviser le travail en donnant les domaines de la prévention, de la préparation et de l'intervention à des sous-groupes de 2.
- 5) Ne s'occuper que des composantes intéressantes pour l'urgence sanitaire assignée.

Terminez par les points suivants et montrez les diapositives correspondantes :

- 1) La collaboration à l'intérieur des secteurs, entre les secteurs et entre les agences est cruciale à toutes les phases de la réponse, en particulier la coordination entre les secteurs de l'éducation et de la santé
- 2) L'intégration de l'éducation à la santé et à l'hygiène dans le programme scolaire est une stratégie essentielle de prévention
- 3) Il faut que permettre la continuité de l'éducation des élèves fasse partie des activités de prévention et de réponse
- 4) L'implication des communautés locales, des enfants et de jeunes est centrale pour le succès de toutes les phases des urgences sanitaires
- 5) L'éducation doit être un point d'entrée permettant de toucher les OEV affectés par le VIH/Sida et leur permettre d'avoir accès à d'autres services, dont les soins et d'avoir accès à la scolarisation.

5. Réflexion à la préparation

5 minutes

Demandez aux participants de réfléchir à ce qu'ils peuvent faire pour mieux se préparer aux urgences sanitaires. Notez les réponses sur des cartes de couleurs et mettez-les sur le mur Préparation.

Document 102.1 :
Approches du secteur de l'éducation pour les épidémies et les pandémies

Faits sur les épidémies et les pandémies

Une **pandémie** est une **épidémie** d'une maladie infectieuse qui se propage dans des populations d'une région importante, par exemple un continent ou même dans le monde entier. Selon l'OMS, une pandémie peut commencer quand 3 conditions sont remplies : 1) émergence d'une maladie dans une nouvelle population, 2) les agents infectent les humaines, causant une maladie grave, 3) les agents se propagent facilement et de façon durable entre les humains.

La **grippe** est une maladie virale transmise par l'air qui affecte les humains et certains animaux. Les scientifiques avertissent que des virus comme la grippe porcine et la grippe aviaire (H5N1) ont beaucoup de caractéristiques d'un virus mortel qui pourrait facilement se recombiner en un virus humain de la grippe et causer une transmission durable d'humains à humains. L'histoire suggère qu'il devrait y avoir une nouvelle pandémie dans l'avenir.

Le choléra

Dans de nombreux pays, le choléra est une maladie saisonnière, qui a lieu tous les ans, généralement pendant la saison des pluies. Il est généralement transmis par l'intermédiaire d'eau ou de nourriture contaminés par des excréments. Les épidémies peuvent avoir lieu de façon sporadique quand l'approvisionnement en eau, l'assainissement, la sécurité alimentaire et l'hygiène sont inadéquats. L'OMS recommande une amélioration de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement comme l'approche la plus durable pour protéger contre le choléra et autres maladies épidémiques diarrhéiques transmises par l'eau. Cependant, cette approche n'est pas réaliste pour de nombreuses populations pauvres affectées par le choléra.

Stratégies du secteur de l'éducation

Quelques stratégies de prévention pour le choléra¹³ :

Il faut insister sur l'importance des activités de prévention à moyen et à long terme pour le contrôle du choléra. Les capacités dans la prévention des maladies, la préparation aux épidémies et la réponse d'urgence varient énormément selon les pays. On a besoin de stratégies régionales pour que les pays aient les capacités de s'occuper de ces questions. Les épidémies peuvent être atténuées et le nombre de morts réduit en grâce à plusieurs autres mesures, dont beaucoup peuvent être prises avec une participation de la communauté. Les comportements humains pour l'hygiène et la préparation des aliments contribuent beaucoup à l'arrivée et à la gravité des épidémies. Parmi les priorités :

- La nécessité d'obtenir de meilleures données pour permettre un meilleur partage des informations
- L'adoption d'une approche multisectorielle coordonnée
- Des actions pour améliorer l'assainissement et l'évacuation des eaux usées
- Une éducation à la santé ayant pour but de faire changer les comportements

Stratégies de réponse pour le choléra¹⁴ :

- Analyse et utilisation de statistiques dissociées (par âge, sexe, vulnérabilité) pour informer et accélérer la réponse au niveau local
- Agir sur les déséquilibres de genre dans les comités de coordination pour le choléra au niveau des villages et permettre l'implication des adolescents et des jeunes dans l'intervention d'urgence
- Cibler les enfants directement pour la conscientisation et les impliquer dans la diffusion des informations
- Élaborer des matériels d'IEC en images
- Incorporer l'impact psychosocial du choléra et l'appui psychosocial dans les processus de réponse d'urgence

¹³ Organisation mondiale de la santé

¹⁴ Alliance Save the Children, évaluation préliminaire rapide, épidémie de choléra au Zimbabwe

Exemple de liste de contrôle pour la préparation de l'école/ de l'éducation aux épidémies et aux pandémies

Planification et coordination

- Identifier toutes les parties prenantes pour mettre en œuvre un plan de réponse communautaire
- Impliquer toutes les parties prenantes concernées, comme les fonctionnaires de l'éducation et de la santé, les enseignants, les organisations communautaires, l'équipe locale de gestion des catastrophes, les comités de gestion des écoles ou associations parents/ enseignants, les clubs de jeunes, les élèves.
- Identifier les rôles et les responsabilités
- Incorporer des considérations d'âge, de sexe, de vulnérabilité, à la phase de planification pour qu'on s'intéresse aux besoins des plus vulnérables, comme les OEV
- Renforcer les capacités d'urgence et de réponse au niveau des villages, des sections, des districts, et au niveau national et s'assurer que les femmes et les enfants sont impliqués

Continuité de l'apprentissage et de l'instruction des élèves

- Élaborer des scénarios décrivant l'impact potentiel d'une pandémie sur l'apprentissage des élèves (par ex. absence des élèves et des enseignants), les fermetures d'écoles, selon les différents niveaux de maladie chez les élèves et les enseignants
- Élaborer des procédures alternatives pour permettre la continuité de l'instruction (par ex. l'apprentissage à distance grâce à la radio ou la télévision locales, des listes de contact par téléphone portable, des matériels d'apprentissage à la maison, pour les cas de fermeture d'écoles
- Élaborer un plan de continuité des opérations pour des fonctions essentielles du bureau central, comme les salaires et la communication continue avec les élèves et les parents

Politiques de contrôle des infections

- Travailler avec les fonctionnaires locaux de la santé pour mettre en œuvre des politiques et procédures efficaces de prévention des infections qui aident à limiter la propagation de la grippe dans les écoles (par ex. insister sur l'importance de se laver les mains, comportement en cas de toux ou d'éternuement). Enseigner l'hygiène dans les écoles avant une urgence sanitaire
- Fournir de fournitures suffisantes et disponibles de prévention des infections, comme du savon, de la cendre, des produits d'hygiène hydroalcooliques, sans eau, des mouchoirs en papier, des trousseaux d'hygiène
- Établir des politiques et procédures pour les absences pour maladie des élèves et des enseignants particulières pour une pandémie de grippe (c'est-à-dire non punitives)

Communications et matériels d'IEC

- Élaborer un plan de diffusion pour la communication avec le personnel, les élèves et les familles, avec les porte-paroles principaux et s'assurer qu'il y a de bonnes stratégies pour toucher les communautés
- Élaborer des matériels d'IEC en santé et hygiène en utilisant les écoles comme plateformes pour l'information et la diffusion vers les habitations et les villages. S'assurer que les matériels sont dans les langues locales et contiennent des images pour les enfants et les adultes analphabètes
- Vérifier que les documents sont appropriés pour ce qui est de la langue, de la culture et du niveau de lecture en incluant des autorités communautaires représentant différents groupes linguistiques et/ou ethniques dans le comité de planification et en leur demandant de participer à la fois à la planification des documents et à la diffusion des messages de santé publique
- Élaborer et tester des plateformes (par ex. des listes de contact par téléphone portable, des stations locales de radio ou de télévision) pour communiquer l'état de la pandémie et les actions au personnel des écoles et aux familles des élèves.

Document 102.2 :
Tableau pour l'éducation dans les situations d'urgence sanitaire

Urgence :

- VIH/Sida
- Menaces sanitaires durant les situations d'urgence (choléra, diarrhée, MST, dont le VIH/Sida)
- Épidémies et pandémies (choléra, grippe aviaire, grippe porcine)

Composantes	Prévention	Préparation	Intervention
Mécanisme de coordination à l'intérieur du secteur de l'éducation			
Coordination du secteur de l'éducation avec d'autres secteurs			
Évaluation préliminaire			
Fournitures d'éducation			
Programmes scolaires et IEC			
Accès à l'éducation : modalité de transmission des programmes scolaires			
Mobilisation d'enseignants formés et non formés			
Formation des enseignants Avant le service Pendant le service			
Politique au niveau national			
Politique au niveau provincial/local			
Suivi			

Document 102.3 :
Quelques exemples d'interventions pour le VIH/Sida

Zambie : Politiques pour les enseignants

Le Ministère de l'éducation a identifié le problème des manques d'enseignants dus au VIH/Sida. Le Ministère a établi une politique de non discrimination envers les enseignants affectés par le VIH/Sida. Il a embauché un conseiller technique pour le VIH/Sida sur le lieu de travail. La composante VIH des formations pendant les heures de travail comprend des services d'accompagnement et de tests volontaires (VCT) et les enseignants sont encouragés à se faire tester et à demander de l'aide. Le Ministère de l'éducation a mis en œuvre une formation accélérée des enseignants qui a finir par causer un excédent d'enseignants.

Tanzanie : Programme scolaire sur le Sida

Le Ministère de l'éducation et de la culture a élaboré un programme d'éducation sur le VIH/Sida dans les écoles avec une approche holistique composée de quatre éléments : 1) compétences de la vie courante, 2) tuteurs à l'école – qui conseillent les apprenants sur la croissance, la santé sexuelle et reproductive, et d'autres supports, 3) une éducation par les pairs – avec des éducateurs pour les pairs formés dans chaque classe et 4) comité scolaire d'accompagnement et d'éducation – un sous-comité du conseil de direction de l'école. Certaines composantes sont approchées comme des matières du programme scolaire et d'autres comme des activités hors programme. Le programme est en cours de généralisation pour toucher toutes les écoles primaires et secondaires et tous les enseignants dans les centres de formation des enseignants.

Zimbabwe : Programme de bourses pour les OEV

Le gouvernement a institué un programme qui alloue des bourses d'étude pour couvrir les frais de scolarité des OEV. Le programme Module d'assistance pour l'éducation de base (BEAM) alloue l'argent directement aux écoles. Il se trouve au Ministère des services publics, du travail et de l'assistance sociale.

Document 102.4 :

Actions de préparation/prévention et de réponse pour les urgences sanitaires

Actions de préparation/ prévention pour les urgences sanitaires

- Impliquer toutes les parties prenantes, comme les fonctionnaires de l'éducation et de la santé, les enseignants, les organisations communautaires, l'équipe locale de gestion des catastrophes, les comités de gestion des écoles/ associations parents-enseignants, les clubs de jeunes et les élèves, dans l'élaboration de plans de préparation et de prévention pour les urgences sanitaires
- Définir les rôles, responsabilités et comptes à rendre des partenaires de l'éducation pour la préparation et la prévention, en coordination avec les secteurs santé, WASH et autres
- Préparer des scénarios décrivant l'impact potentiel d'urgences sanitaires sur l'apprentissage des élèves (par ex. absences des élèves et du personnel), la fermeture d'écoles, selon les différents niveaux de maladies parmi les élèves et les enseignants et les inclure dans les plans d'urgence pour l'éducation
- Aider le Ministère de l'éducation à prévoir des procédures alternatives pour permettre la continuité de l'éducation (par ex. apprentissage à distance par la radio ou la télévision locales, des arbres de communication par téléphone portable, des matériels d'apprentissage à domicile) au cas où des écoles devraient fermer, et des mécanismes d'alerte précoce en cas de pandémie
- Utiliser des programmes scolaires de prévention du VIH/Sida, adaptés et appropriés pour divers niveaux, primaire, secondaire, supérieur, professionnel, formel et non formel et adaptés pour divers groupes comme les enfants/ orphelins et enfants vulnérables (OEV), les jeunes non scolarisés, les personnes vivant avec le VIH, le minorités, les réfugiés et personnes déplacées, les hommes qui ont des relations sexuelles avec des hommes, les prostitués, les utilisateurs de drogues injectables, les prisonniers
- Aider avec les partenaires appropriés le Ministère de l'éducation à former les enseignants, par des programmes de formation avant et pendant leur prise de fonctions, à enseigner des programmes de prévention du VIH/Sida et des pandémies/ épidémies
- Former les éducateurs non formels, comme les leaders de groupes de jeunes, les autorités religieuses, les guérisseurs traditionnels

Actions de réponse pour les urgences sanitaires

- Préparer une réponse du secteur/ cluster éducation qui implique toutes les parties prenantes concernées, selon leur présence géographique et leur expertise technique. Travailler en coordination avec les secteurs WASH et Santé à toutes les étapes et à tous les niveaux
- Recruter, mobiliser et former des enseignants et autres personnels d'éducation selon ce qui est nécessaire en cas d'interventions d'urgence à grande échelle et distribuer des matériels de santé et d'hygiène
- Appliquer des programmes scolaires de prévention en utilisant le cas échéant des procédures alternatives pour permettre la continuité de l'instruction (par ex. l'apprentissage à distance par la radio ou la télévision locale, des arbres de communication par téléphone portable, des matériels d'apprentissage à domicile, en cas de fermeture d'écoles. Faire un contrôle de l'infection (Cf. 17.2)
- Former des partenariats stratégiques, avec une coordination, un plaidoyer et une mobilisation des ressources, avec les secteurs WASH, Santé et Protection et permettre la participation des enfants, des groupes communautaires et des ONG locales aux stratégies de réponse
- Faire un suivi et une évaluation pour évaluer l'impact et les résultats des programmes de prévention et de réponse

Exemple de liste de vérification pour la préparation des écoles/ de l'éducation aux épidémies et aux pandémies

Planification et coordination

- Identifier toutes les parties prenantes pour la mise en œuvre d'un plan de réponse communautaire
- Impliquer toutes les parties prenantes concernées, comme les fonctionnaires de l'éducation et de la santé, les enseignants, les organisations communautaires, l'équipe locale de gestion des catastrophes, les comités de gestion des écoles/ associations parents-enseignants, les élèves
- Définir les rôles, responsabilités et comptes à rendre
- Inclure des considérations d'âge, de sexe et de vulnérabilité lors de la phase de planification pour que les besoins des plus vulnérables, comme les OEV, soient pris en compte
- Renforcer les capacités nécessaires pour les situations d'urgence et les interventions aux niveaux des villages, des cantons, des districts et au niveau national et s'assurer que les femmes et les enfants sont impliqués

Continuité de l'apprentissage des élèves et de l'enseignement

- Préparer des scénarios décrivant l'impact potentiel d'une pandémie sur l'apprentissage des élèves (par ex. absences des élèves et du personnel), la fermeture d'écoles, selon différents niveaux de maladies parmi les élèves et les enseignants
- Prévoir des procédures alternatives pour permettre la continuité de l'éducation (par ex. apprentissage à distance par la radio ou la télévision locales, arbres de communication par téléphone portable, matériels d'apprentissage à domicile) au cas où des écoles devraient fermer.
- Préparer un plan de continuité des opérations pour les fonctions essentielles du bureau central, par ex. les salaires et la communication continue avec les élèves et les parents

Politiques de contrôle des infections

- Travailler avec les fonctionnaires locaux de la santé pour mettre en œuvre des politiques et des procédures efficaces de prévention des infections qui aideront à limiter la propagation de la grippe dans les écoles (par ex. promotion de l'hygiène des mains, ce qu'il faut faire en cas de toux ou d'éternuements). Enseigner une bonne hygiène dans les écoles avant l'urgence sanitaire
- Fournir des fournitures de prévention des infections en quantité suffisante et accessibles, comme du savon, de la cendre, des produits d'hygiène des mains sans eau, à base d'alcool, des mouchoirs en papier, des kits d'hygiène
- Établir des politiques et des procédures pour les absences pour maladie des élèves et du personnel qui soient particulières à une pandémie de grippe (c'est-à-dire non punitives)

Communication et matériels d'information, éducation et communication (IEC)

- Élaborer un plan de diffusion pour la communication avec le personnel, les élèves et les familles comprenant des porte-parole principaux et prévoir de bonnes stratégies de contact avec la communauté
- Préparer des matériels IEC de santé et d'hygiène en utilisant les écoles comme plateformes pour l'information et la distribution dans les habitations et les villages. S'assurer que les matériels sont dans les langues locales et prévoir des formats en images pour les adultes analphabètes et les enfants
- S'assurer que les communications sont appropriées du point de vue de la langue, de la culture et du niveau de lecture en incluant dans le comité de planification des leaders de la communauté représentant différents groupes linguistiques et/ou ethniques et en demandant leur participation aussi bien pour la planification des documents que pour la diffusion de messages de santé publique
- Élaborer et tester des plateformes (par ex. des arbres de communication par téléphone portable, des stations de radio ou de télévision locales) pour communiquer au personnel des écoles et du district, aux élèves et aux familles l'état de la pandémie et les mesures prises.

<h1>Messages clés de l'atelier et évaluation finale</h1>		Session de clôture
		Durée 20 minutes
Objectifs pédagogiques	Messages clés	
<ol style="list-style-type: none"> 1. Décrire les messages clés de parties choisies des sessions 2. Comprendre comment les connaissances et les compétences tirées de l'atelier sont organisées pour faire mieux connaître la préparation et les interventions d'éducation dans les situations d'urgence. 	<i>Ils viendront des participants</i>	

<p>Méthode</p> <ul style="list-style-type: none"> - Brèves présentations de groupes <p>Matériel nécessaire</p> <ul style="list-style-type: none"> - La liste notée sur un tableau de conférence lors de la session d'ouverture des domaines que les participants avaient notés comme étant ceux sur lesquels ils avaient particulièrement envie d'apprendre des choses. - Évaluation (le document ci-joint peut être adapté selon les besoins)

Exercice

1. Donnez à chaque groupe les sessions suivantes :
 - Groupe 1 : Session 3 : Cadre pour l'éducation en situations d'urgence : NM de l'INEE
Session 4 : Composantes techniques de l'éducation en situations d'urgence
 - Groupe 2 : Session 5 : Coordination du secteur/ cluster de l'éducation
Session 6 : Cartographie des capacités
 - Groupe 3 : Session 7 : Évaluation préliminaire
Session 19 : Suivi
 - Groupe 4 : Session 16 : Espaces temporaires d'apprentissage
Session 14 : Appui psychosocial
 - Groupe 5 : Session 11 : Adapter ce qui est enseigné à la situation d'urgence
Session 15 : Choix et formation des enseignants dans une situation d'urgence
 - Groupe 6 : Session 12 : L'inclusion dans l'EIE
Session 17 : Réduction des risques de catastrophes
2. **Sans regarder les matériels**, demandez aux groupes de trouver les messages clés qu'ils ont appris des sessions qui leur ont été assignées. Ne leur donnez que 1-2 minutes. Ils peuvent soit les écrire sur des cartes de couleurs soit les noter sur papier.
3. Demandez à chaque groupe de partager les principaux messages et, s'ils les ont notés sur des cartes de couleurs, de les afficher sur le mur.
4. Comparez les messages clés avec la liste de la session d'ouverture. Demandez aux participants :
 - Ce que vous avez appris correspond-il à vos attentes ?
 - Que devez-vous apprendre de plus pour vous préparer à une urgence dans le secteur de l'éducation et pour y répondre ? Pour former d'autres personnes ?
 - Que devez-vous faire de plus ? De quoi d'autre avez-vous besoin ?
 - Qui d'autre doit être impliqué ?
 - De quel appui supplémentaire avez-vous besoin ?

**Évaluation de l'atelier :
Éducation en situations d'urgence**

1. Est-ce que l'atelier vous a permis de comprendre l'importance de l'éducation comme réponse humanitaire prioritaire?

Très bien	Bien	Passable	Pas du tout

Expliquez :

2. Est-ce que l'atelier vous a habilité à vous préparer à répondre à l'urgence dans le secteur de l'éducation ?

Très bien	Bien	Passable	Pas du tout

Expliquez :

3. Est-ce que votre niveau de compréhension à la fin de la semaine vous a permis de développer un plan de préparation et de réponse à l'urgence ?

Très bien	Bien	Passable	Pas du tout

Expliquez :

4. A la fin de l'atelier avez vous compris ce que sont les NM de l'INEE et comment utiliser le manuel sur les NM de l'INEE ?

Très bien	Bien	Passable	Pas du tout

Expliquez :

5. L'atelier a-t-il amélioré vos connaissances, vos compétences et votre préparation à répondre à des situations d'urgence dans le secteur de l'éducation ? Veuillez expliquer.

6. Quelles sessions ont été les plus utiles ?

7. Quelles sont les 3 choses les plus importantes que vous ayez apprises ?

8. Qu'ajouteriez-vous ou que changeriez-vous à l'atelier ?

9. Quelles actions prendrez-vous suite à l'atelier ?

10. Autres commentaires

11. Quelle est votre appréciation globale de l'atelier?

Très bien	Bien	Passable	Pas du tout

Expliquez :

Glossaire choisi

Note : les matériels de l'INEE contiennent aussi un glossaire

Accès

L'ensemble des facteurs affectant la capacité d'un enfant à recevoir une éducation. « Améliorer l'accès » signifie donc simplement rendre plus facile pour un enfant d'aller à l'école et d'y rester.

Âge scolaire

Dans une société normale, l'âge scolaire peut être défini par la loi. Une caractéristique des situations d'urgences prolongées est que l'âge officiel et l'âge réel des enfants sont souvent déconnectés. Comme en Côte d'Ivoire où aucun enfant n'a le droit de passer l'examen de fin d'études primaires dans une école publique s'il a dépassé son 15^e anniversaire. C'était une bonne mesure prévue normalement pour encourager la fréquentation scolaire. Un plaidoyer a été nécessaire pour faire changer cette limite d'âge pour les enfants réfugiés rapatriés. Il faut faire attention quand les méthodes et la collecte de statistiques ne prennent pas en compte la variété anormale des âges après une situation d'urgence à long terme, comme une crise impliquant des réfugiés.

Alphabétisme

L'alphabétisme signifie la capacité à lire et à écrire. L'alphabétisme dans la langue maternelle peut être très différent de l'alphabétisme dans la langue officielle du pays. Souvent, quand les gens disent « alphabétisme », ils pensent à l'alphabétisme dans la langue du gouvernement ou au moins dans la principale langue d'instruction dans les écoles.

« L'alphabétisme fonctionnel », en fait l'éducation de base pour les jeunes et les adultes, comme noté ci-dessous, comprend « l'initiation au calcul » et d'autres matières, comme la santé.

Appui psychosocial

Le terme *psychosocial* est une combinaison des concepts de l'individu (psycho) et de la société (social) dans laquelle la personne vit et interagit. L'*appui psychosocial* reconnaît l'importance du contexte social quand on aborde l'impact psychologique d'événements stressants auxquels la personne a été confrontée dans une situation d'urgence. En pratique, il s'agit de faciliter la reconstruction des structures sociales locales (famille, groupes communautaires, écoles) qui peuvent avoir été détruits ou affaiblis par une urgence pour qu'elles puissent donner un appui approprié et effectif à ceux qui souffrent d'un stress grave du fait de ce qu'ils ont vécu » (Susan Nicolai, 2003)

Capacité

Une combinaison de tous les points forts et de toutes les ressources disponibles dans une communauté ou dans une agence. La capacité peut comprendre les moyens physiques, institutionnels, sociaux ou économiques ainsi que le personnel compétents ou les attributs collectifs, comme le leadership ou la gestion. La capacité peut aussi être décrite comme l'aptitude. La cartographie des capacités est le processus d'évaluation préliminaire des points forts et des ressources des membres d'un secteur et des personnes affectées par l'urgence.

Catastrophe

Une catastrophe est une perturbation grave du fonctionnement de la société, causant des pertes humaines, matérielles ou environnementales importantes qui dépassent la capacité de la société sinistrée à faire face en utilisant uniquement ses propres ressources. Les catastrophes sont souvent classées selon la vitesse à laquelle elles sont survenues (soudaine ou lente) ou selon leur cause (naturelles ou provoquée par l'homme).

Cluster du CPIA

Le Comité permanent interagences des agences humanitaires de l'ONU a établi l'approche des clusters pour améliorer la préparation aux urgences et la fourniture d'interventions dans un certain nombre de secteurs, comme la santé, WASH (eau, assainissement et hygiène), la nutrition et les abris. Le CPIA a établi de façon formelle un cluster mondial de l'éducation en 2006.

Cluster éducation/ mécanisme de coordination du secteur de l'éducation

Groupe de parties prenantes mené par le Ministère de l'éducation et appuyé par l'UNICEF, Save the Children, d'autres ONG ou ONGI et d'autres organisations responsables de la préparation et de la planification d'interventions pour fournir l'éducation dans les situations d'urgence. Les Clusters du

CPIA sont des mécanismes de coordination des secteurs pour l'action humanitaire, conçus par le Comité permanent interagences par l'intermédiaire du Coordinateur humanitaire.

Code de conduite

Un ensemble de règles de comportement que l'on trouve à l'origine dans les professions mais qui est maintenant courant dans les ONG et à l'ONU. Il comprend parfois des règles pour le comportement personnel, même pendant le temps libre.

Communauté

Un concept large qui peut être géographique, religieux ou juste le groupe de personnes, quelle que soit leur origine, qui sont affectées par la catastrophe.

Le danger existe de voir ou même « d'imposer » des « communautés » là où elles n'existent pas vraiment.

Compétences de la vie courante

Les compétences de la vie courante sont les « compétences à avoir un comportement positif et adaptatif qui permettent aux individus de faire face efficacement aux demandes et aux difficultés de la vie de tous les jours. » (OMS).

Les compétences de la vie courante sont souvent appliquées dans le contexte de la santé et des événements sociaux (par ex. prévention de l'utilisation de drogues, de la violence sexuelle, des grossesses d'adolescentes, prévention du VIH/Sida, etc.) Les compétences de la vie courante habilite les jeunes pour qu'ils puissent prendre des mesures positives pour se protéger et promouvoir la santé et des relations sociales positives. Elles mettent l'accent sur ce qui est positif dans la vie plutôt que de se concentrer sur le négatif.

Danger

Un événement physique ou causé par l'homme qui peut potentiellement déclencher une catastrophe (par ex. les tremblements de terre, les glissements de terrain, les inondations, les éruptions volcaniques, les tsunamis, la sécheresse, l'écroulement économique et la guerre).

Développement de la petite enfance

Le terme « développement de la petite enfance » met l'accent sur une approche holistique pour s'occuper du développement physique, émotionnel, social tout autant que cognitif de l'enfant.

La définition internationale de la petite enfance est la période dans la vie d'un enfant allant de sa conception jusqu'aux premières années de l'école primaire (jusqu'aux âges de six à huit ans) à cause de l'importance de la transition pour des enfants soit de la maison soit d'une école maternelle à l'école primaire.

Le développement est à la fois un déploiement progressif de caractéristiques biologiquement déterminées et le processus d'apprentissage. L'apprentissage est le processus d'acquisition des connaissances, des compétences et des valeurs par l'expérience et l'expérimentation, l'observation, la réflexion et/ou l'étude et l'instruction.

Éducation à la paix

L'éducation à la paix, qui est fortement liée à la résolution des conflits et à la transformation des conflits, signifie apprendre des choses *sur la paix* et apprendre *pour la paix*.

Éducation dans les situations d'urgence

La fourniture de possibilités d'éducation de qualité qui répondent aux besoins physiques, de protection, psychosociaux, développementaux et cognitifs des enfants affectés par des situations d'urgence, qui peuvent à la fois aider à vivre et sauver des vies.

Éducation de base

L'éducation de base est l'ensemble des activités éducatives qui se font dans divers contextes (formel, non formel et informel) qui ont pour objectif d'enseigner ce dont un enfant a besoin pour fonctionner dans sa société. Dans une situation d'urgence, il peut être plus réaliste de viser à fournir une éducation de base que d'essayer de mettre sur pied un système complet d'enseignement primaire. L'éducation de base signifie généralement les trois ou quatre premières années d'éducation. Elle comprend aussi l'éducation pré-primaire et/ou les programmes d'alphabétisation pour les adultes, appelés généralement programmes d'alphabétisation fonctionnelle.

Certains des éléments suivants peuvent, selon les circonstances, être intégrés dans l'e matériel d'éducation de base ou d'alphabétisation fonctionnelle ou enseignés séparément :

- santé et hygiène
- tradition et culture
- éducation religieuse et morale
- compétences de la vie courante
- une quantité raisonnable de connaissances générales
- l'éducation pour le monde extérieur

Éducation de qualité

Une éducation de qualité comprend de nombreux éléments. Il s'agit 1) d'un bon enseignement, 2) d'un apprentissage réussi, 3) d'enseignants compétents et bien formés qui connaissent la matière qu'ils enseignent, 4) de matériels suffisants pour l'enseignement et l'apprentissage, 5) de méthodes d'enseignement participatives 6) de classes de taille raisonnable et 7) d'un environnement d'apprentissage sûr. L'accent est aussi mis sur la récréation, le jeu et le sport et sur le développement d'activités créatives liées.

Éducation formelle

Un système éducatif avec des structures hiérarchiques et une progression chronologique suivant des niveaux ou des classes avec un commencement et une fin définis. L'éducation formelle a souvent lieu dans une institution et implique une évaluation menant à un certificat de qualification.

Éducation non formelle

N'importe quelle activité éducative organisée et durable qui ne correspond pas exactement à la définition de l'éducation formelle. L'éducation non formelle peut donc avoir lieu à la fois dans les institutions éducatives et à l'extérieur, et concerne des personnes de tous âges. Selon les contextes de pays, elle peut comprendre des programmes éducatifs d'alphabétisation des adultes, une éducation de base pour les enfants non scolarisés, les compétences de la vie courante, les compétences professionnelles et la culture générale.

Les programmes d'éducation non formelle ne suivent pas nécessairement le système en « échelons » et peuvent avoir des durées différentes. Ils peuvent conférer ou pas des certificats sur l'apprentissage reçu (UNESCO, 1997).

Égalité d'accès

L'égalité d'accès est la mesure dans laquelle l'accès et les possibilités pour les enfants et les adultes sont justes et équitables. Elle implique une réduction des disparités basées sur le genre, la pauvreté, le lieu de résidence, l'origine ethnique, la langue ou d'autres caractéristiques. Fait partie de l'inclusion, exclusion.

Épidémie

La survenue dans une communauté ou une région de cas d'une maladie, d'un comportement spécifique en lien avec la santé ou d'autres événements sanitaires qui dépassent clairement ce que l'on peut attendre dans une situation normale. La communauté ou la région et la période au cours de laquelle les cas se produisent sont définis précisément. Le nombre de cas indiquant la présence d'une épidémie varie selon l'agent, la taille et le type de population exposée, les expériences précédentes ou l'absence d'exposition à la maladie et le moment et l'endroit où cela a lieu. (OMS).

Une **pandémie** est une « épidémie » d'une maladie infectieuse qui se propage dans la population d'une grande région (par ex. un continent) ou même du monde entier.

Évaluation

L'évaluation est un processus pour déterminer de façon systématique l'impact, le mérite ou la valeur d'une intervention.

Évaluation préliminaire multisectorielle

L'évaluation préliminaire multisectorielle est un processus permettant de collecter dans différents secteurs des informations sur la situation d'urgence et d'évaluer les ressources physiques et humaines disponibles.

Impact

L'impact d'une activité est la manière dont elle a changé le bénéficiaire/ la victime/ le survivant.

Inclusion

Il s'agit de l'acceptation de tous les apprenants dans un programme d'éducation et la reconnaissance de l'égalité de leurs droits à l'éducation.

L'éducation inclusive en tant qu'approche vise à répondre aux besoins d'apprentissage de tous les enfants, jeunes et adultes, en s'intéressant particulièrement à ceux qui sont vulnérables à la marginalisation et à l'exclusion.

Indicateur

Un indicateur est une manière objective de mesurer quels progrès sont réalisés, en collectant des informations factuelles. Il est nécessaire d'identifier des *indicateurs* pour mettre en œuvre un processus de suivi.

Initiation au calcul

L'initiation au calcul signifie être capable d'utiliser des chiffres. Il s'agit d'arithmétique de base, pas des mathématiques avancées, et elle doit permettre aux apprenants de faire des calculs de tous les jours sur papier ou de tête (« calcul mental »). Il faut aussi mettre l'accent sur la compréhension et l'estimation pour que l'élève puisse avoir une bonne idée de la réponse possible.

Il faut mettre particulièrement l'accent sur la capacité à calculer des problèmes simples d'argent de tête (pour le commerce) et à utiliser des mesures pour la construction, pour l'utilisation d'aliments, pour la prise de médicaments et pour l'agriculture.

Il est aussi important de comprendre les dates et le temps, pour pouvoir lire un calendrier, lire l'heure en utilisant les deux types d'horloges (analogiques et digitales) et utiliser un emploi du temps. Savoir utiliser une calculatrice est une partie essentielle de l'initiation au calcul.

Pandémie

Cf. « épidémie »

Participation communautaire

L'implication de la « communauté » dans toutes les phases, de la planification à l'exécution du travail. La « participation » (participer à la prise de vraies décisions, comme l'allocation des fonds) est beaucoup plus rare que la « contribution » (comme fournir une main d'œuvre).

Parties prenantes

Les parties prenantes sont des personnes ou des groupes qui ont un intérêt commun pour une action particulière et ses conséquences ou qui sont affectés par cette action. Les élèves, les étudiants et les jeunes apprenants sont les principales parties prenantes de l'éducation.

Pérennité Dans le cadre de la pérennité, on mesure si une activité ou son impact ont des chances de continuer une fois que le programme particulier aura été transféré aux autorités normales. Dans l'éducation, cela est crucial, car l'éducation est par essence à long terme.

Plaidoyer

Un élément important dans le processus de réponse à une situation d'urgence et, bien sûr, longtemps avant. Il s'agit de défendre des interventions auprès des personnes qu'il faut, à tous les niveaux. Dans certaines organisations, il y a des professionnels qui font cela, mais cela n'empêche pas que chaque personne ne puisse avancer des arguments pour un appui au niveau où elle travaille. Il faut faire attention de présenter un message unifié. En lien avec la « levée de fonds. »

Planification d'urgence

Faire des plans pour un scénario de catastrophe possible, sur la base de l'analyse de la vulnérabilité et des risques.

Un outil de gestion utilisé pour que des mesures soient prises pour anticiper une crise. Cela se fait principalement en s'engageant dans un processus de planification menant à un plan d'action, avec en même temps des actions de suivi. (OCHA)

Préparation

Des activités et des mesures prises à l'avance pour permettre une réponse efficace à l'impact de dangers, comprenant des alertes précoces rapides et efficaces et l'évacuation temporaire de personnes et de propriétés des endroits menacés. (SIPC¹⁵).

Programme scolaire et programme d'études

Dans un sens strict, le « programme scolaire » signifie les matières enseignées à l'école. Dans un sens large, il signifie toutes les expériences d'apprentissage que suivent les enfants sous la directive de l'école, aussi bien à l'école qu'à l'extérieur. (Mungoma-Mwalye, 1993).

Le programme scolaire peut être exprimé dans une série de documents comme « des décrets législatifs, des documents de politique, des cadres ou directives de programme scolaire, des cadres de normes, des programmes d'études, des manuels scolaires et d'autres matériels d'instruction » (Tawil et Haley, 2004).

En général, le terme « programme d'études » représente ce qui doit être couvert sur une période donnée, généralement une année scolaire. Un « schéma de travail » est un « guide pour que les enseignants planifient les activités pour une année scolaire et préparent chaque cours. ».

Les programmes scolaires pour l'éducation formelle et non formelle doivent avoir un contenu d'apprentissage de qualité qui soit sensible à la question du genre, approprié au niveau d'apprentissage et dans la langue ou les langues que les apprenants comme les enseignants comprennent (INEE, 2004).

Protection

En dehors de sa signification normale de sécurité par rapport aux dangers, le concept de protection comprend des activités garantissant les droits des individus selon la lettre et l'esprit de la loi correspondante (comme le droit de l'homme, la loi humanitaire et pour les réfugiés).

L'accès à l'éducation est un outil fondamental pour la protection des enfants. L'éducation fournit par nature une protection physique et psychologique : l'estime de soi qui vient d'être identifié comme élève et apprenant ; la croissance et l'élaboration de réseaux sociaux ; la supervision par des adultes et l'accès à un emploi du temps structuré et ordonné ; les outils dont les enfants ont besoin pour développer des compétences de citoyen et des compétences pour vivre en paix.

Reconstruction S'intéresse à la meilleure manière de restaurer les capacités du gouvernement et des communautés pour reconstruire et se remettre d'une *crise* et pour prévenir un retour du conflit. En faisant cela, la reconstruction cherche à catalyser des activités de développement durable.

Réduction des risques de catastrophes

La réduction des risques de catastrophes consiste en activités faites à l'avance. Elle vise à minimiser les vulnérabilités et les risques de catastrophes dans toute une société pour éviter (prévention) ou pour limiter (atténuation et préparation) les impacts négatifs des dangers dans le contexte plus large du développement durable.

Renforcement des capacités

Faire une formation de façon systématique pour améliorer la capacité d'une organisation à gérer ce qui peut arriver en ayant moins recours à une aide extérieure.

Résilience

La capacité d'un individu, d'un système, d'une communauté ou d'une société de résister à des événements dangereux, à s'y adapter et à s'en remettre et à restaurer un niveau acceptable de fonctionnement et de structure.

Risque

La probabilité qu'une catastrophe arrive à un groupe particulier de personnes – il peut être estimé par la fréquence et la gravité d'un danger quand il est combiné à la vulnérabilité et à la capacité des gens à y faire face. Le risque peut donc être exprimé comme :

Risque = Danger x Vulnérabilité.

¹⁵ SIPC (Stratégie internationale de prévention des catastrophes)

Suivi

Le suivi est un processus de collecte d'informations pour mesurer si et dans quelle mesure une intervention a réalisé ses objectifs. En lien avec « impact ».

Vulnérabilité

Les conditions déterminées par des facteurs ou processus physiques, sociaux, économiques et environnementaux qui augmentent la susceptibilité d'une communauté à l'impact des dangers. Pour les facteurs positifs qui augmentent la capacité des personnes à faire face aux dangers, cf. la définition de « capacité ». (SIPC)